### ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER

# Ministère d'État chargé des affaires algériennes

81 F 1-2449

Répertoire numérique détaillé

Agnès GOUDAIL Conservatrice Hélène TAILLEMITE Chargée d'études documentaires et Daniel HICK conservateur

# SOMMAIRE GÉNÉRAL

Introduction

Histoire administrative du producteur

Histoire de la conservation et des versements

Classement

Présentation du contenu

Bibliographie

Sources complémentaires

Description et analyse des documents

Annexes

#### Introduction

#### I. Histoire administrative

- A. 1870-1944
  - 1) Transfert de la tutelle des affaires d'Algérie au ministère de l'Intérieur
  - 2) La tutelle du ministère de l'Intérieur de 1876 à 1944
  - 3) L'organisation des services ministériels de 1870 à 1944
    - a) 1870-1905 : affaiblissement des services
    - b) 1905-1937 : la création d'une direction de l'Algérie
    - c) 1937-1939 : une tentative de réforme
    - d) 1939-1944 : les services de l'Algérie pendant la seconde guerre mondiale
- B. 1945-1956
  - 1) La tutelle du ministère de l'Intérieur redéfinie et confirmée
  - 2) Réformes et renforcement des services de l'Algérie
- C. 1956-1965
  - 1) Réformes de la tutelle ministérielle
    - a) 1956-1958 : le ministre résidant
    - b) 1958-1960 : le secrétariat général pour les affaires algériennes
    - c) 1960-1965 : ministre d'État et secrétariat d'État chargé des affaires algériennes
  - 2) Réorganisation des services ministériels de 1956 à 1965
    - a) 1956-1958 : le détachement du ministère de l'Intérieur
    - b) 1958-1962 : Réorganisation et renforcement des services
    - c) Après l'indépendance de l'Algérie : de nouvelles attributions

#### II. Historique de la conservation et des versements

- A. Historique de la conservation
- B. Historique des versements
- III. Classement
- IV. Présentation du contenu

Le fonds du ministère d'État chargé des affaires algériennes se compose de 2 415 articles occupant 204 mètres linéaires. Il a été produit par les différents services ministériels chargés du contrôle des affaires algériennes de 1945 à 1964. Toutefois, les dates des plus anciens documents qui le composent remontent jusqu'en 1873. Cette amplitude chronologique, qui dépasse largement les dates de constitution du fonds, s'explique principalement par la présence, dans quelques dossiers, de documents réglementaires anciens servant de documentation pour les questions étudiées. Quelques rares dossiers entiers datant de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont dû être conservés dans les services même et non placés avec les archives du service. Ils n'ont pas eu à connaître le sort malheureux de la plupart des dossiers produits à cette époque.

Ce fonds a été coté dans la sous-série 81 F par référence à la sous-série F<sup>80</sup> également conservée au Centre des archives d'outre-mer et qui regroupe les archives des services ministériels chargés des affaires algériennes de 1832 à 1907. L'importante lacune chronologique entre ces deux fonds est, semble-t-il, due à une destruction d'archives qui aurait eu lieu durant la seconde guerre mondiale.

#### I. Histoire administrative

Lorsqu'on aborde l'histoire des services ministériels chargés de l'Algérie, on est frappé tout d'abord par la permanence de ces services spécialisés autant que par la constance des critiques qui leur sont adressées et par la fréquence des changements de rattachement qui leur sont imposés. Reflétant la difficulté des hommes politiques français à définir le statut de l'Algérie et ses rapports avec la métropole, ces services font souvent figure de pièce rapportée, ballottée de direction en direction, de ministère en secrétariat d'État. Mais si leur rattachement évolue fréquemment, ils imposent pourtant leur existence de 1832 à 1962 avec des attributions relativement stables : permettre à leur ministre de rattachement d'assurer, avec plus ou moins d'autorité selon l'époque, le contrôle de l'administration en Algérie et servir de liaison entre cette administration et le gouvernement français. Enfin, sauf pendant les années 1880-1900, ces services connaissent une croissance régulière qui devient très appuyée après l'éclatement de la guerre d'Algérie : simple service de neuf personnes en 1871, ils constituent un secteur ministériel indépendant composé de 140 fonctionnaires en 1961.

#### A. De 1870 à la deuxième guerre mondiale

1) Transfert de la tutelle des affaires civiles d'Algérie au ministère de l'Intérieur

Le contrôle des affaires civiles algériennes a été confié au ministre de la Guerre de 1832 à 1870, si on excepte la courte période du ministère de l'Algérie et des Colonies créé pour le Prince Jérôme Napoléon (24 juin 1858-24 novembre 1860). L'article 7 du décret impérial relatif au gouvernement et à la haute administration de l'Algérie du 10 décembre 1860 précise les attributions du ministère:

« Les actes de haute administration et de gouvernement qui doivent émaner de Nous et qui ne concernent ni la justice, ni la marine, ni l'instruction publique et les cultes¹, Nous sont, sur les propositions du Gouverneur général, présentés par notre ministre de la Guerre et les décrets sont contre-signés par lui. »

Par le décret du 24 octobre 1870, le gouvernement de Défense nationale instaure le « régime civil » en Algérie. Ce texte, qui prévoit que le nouveau gouverneur civil de l'Algérie correspondra désormais directement avec chaque ministre suivant les affaires traitées, paraît devoir mettre un terme à l'existence d'un département ministériel spécialisé dans les affaires algériennes. Dans les faits, les attributions du ministère de la Guerre pour les affaires civiles de l'Algérie sont dévolues au ministère de l'Intérieur par un arrêté non promulgué du 6 avril 1871. Un arrêté du 6 mai suivant lui transfère l'ouverture des crédits correspondants et une direction des affaires civiles de l'Algérie est créée en son sein par l'arrêté du 8 novembre 1871.

Le ministre de l'Intérieur exerce des attributions en matière algérienne jusqu'au 16 février 1956, date à laquelle celles-ci sont transférées au président du Conseil. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la répartition des pouvoirs entre le Gouvernement et l'Algérie et le rôle dévolu aux services du ministère de l'Intérieur donnent lieu à de nombreux débats et à quelques réformes ou expérimentations.

2) La tutelle du ministère de l'Intérieur de 1876 à 1944

Les idées assimilationnistes, tendant à supprimer toute législation ou toute administration spéciale à l'Algérie, déjà illustrées par le décret du 24 octobre 1870, conservent une grande influence. Pour faciliter « la prompte expédition des affaires »², le décret du 30 juin 1876 élargit aux travaux publics, aux finances, à

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ces domaines sont en effet rattachés au département ministériel compétent (article 5 du même texte).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Attendus du décret concernant les actes de haute administration et de gouvernement en Algérie du 30 juin 1896. Bulletin des lois de la République française, partie principale, 2<sup>e</sup> semestre 1876, T. XIII, p. 232. Pour les

l'agriculture et au commerce le champ des affaires dont le contrôle est directement assuré par les ministres compétents. Ces derniers présentent au président de la République les propositions du Gouverneur général dans leur domaine et contresignent les décrets qui en résultent. Allant bien au-delà, le décret du 26 août 1881 instaure le régime dit «des rattachements» : chaque département ministériel se voit confier les affaires de sa compétence en Algérie et délègue certains de ses pouvoirs au Gouverneur général. En conséquence, les attributions du département de l'Intérieur se réduisent, pour l'Algérie, aux affaires de sa compétence propre : administration générale, départementale et communale, assistance hospitalière, police générale, chemins vicinaux, presse, imprimerie et librairie, auxquels s'ajoute un seul domaine spécial, la colonisation.

Le système des rattachements ne donne pas les résultats escomptés, les départements ministériels se souciant beaucoup moins de l'Algérie que de la métropole. Résultat de l'enquête de la commission sénatoriale dite « des XVIII » et des débats sur l'Algérie qui animent les Chambres de 1890 à 1896, le décret du 31 décembre 1896 supprime les rattachements, sauf pour quelques secteurs particuliers comme l'instruction publique et la justice non musulmane<sup>1</sup>. Le ministre de l'Intérieur retrouve donc ses larges attributions antérieures. Doté au surplus d'un pouvoir de nature hiérarchique sur le Gouverneur général, il est chargé de manière expresse du contrôle de ses actes, ce qui se traduit notamment par la réception de rapports annuels et mensuels provenant de l'administration algérienne.

La crise autonomiste qui s'ouvre en 1898 en Algérie conduit le gouvernement à doter le Gouverneur général de pouvoirs supplémentaires et à créer une assemblée locale, les Délégations financières, par le décret du 23 août 1898. La loi du 19 décembre 1900 dote l'Algérie d'une personnalité morale et de l'autonomie budgétaire. Cependant, les actes du Gouverneur général, tout comme le budget de la Colonie demeurent soumis au contrôle du ministre de l'Intérieur. Le choix du Gouverneur général s'effectue d'ailleurs en conseil des ministres, sur sa proposition.

L'autorité du ministre de l'Intérieur est cependant exposée aux critiques de tous bords. Bien que développant des arguments opposés, les partisans de l'assimilation totale comme ceux de l'autonomie de l'Algérie se rejoignent en effet dans une commune hostilité à l'égard de cette tutelle qu'ils entendent supprimer. Loin de prêcher une mesure si radicale, d'autres, notamment les gouverneurs généraux de l'Algérie, tels Charles-Célestin Jonnart ou plus tard Maurice Viollette, critiquent non pas l'existence d'un service ministériel, nécessaire au soutien de leur politique, mais ses moyens médiocres et son inefficacité. Cette autre tendance est à l'origine de projets de réforme généralement avortés. En 1893, le sénateur Ernest Hamel propose ainsi le rétablissement du ministère spécial de l'Algérie et des Colonies<sup>2</sup>. En 1901, à la demande du Gouverneur général Charles-Célestin Jonnart, G. Boulogne rédige une note sur l'organisation du service de l'Algérie au ministère de l'Intérieur où il préconise la création d'une direction plus étoffée, mais placée sous l'autorité du président du Conseil<sup>3</sup>. Vers 1920, le projet de « ministère de la France extérieure » du ministre des Colonies Albert Sarraut n'aboutit pas. En 1931, la proposition de loi relative aux réformes à réaliser en Algérie à l'occasion du centenaire déposée sans succès par le sénateur Maurice Viollette prévoit aussi la création d'un ministère de l'Afrique auquel serait rattachée l'Algérie. En fait, les divergences d'opinion, comme la réticence du ministère des Finances à créer de nouveaux services ministériels ont certainement contribué grandement au maintien de la tutelle du ministère de l'Intérieur.

Un décret du 23 octobre 1934, contre-signé par le ministre de l'Intérieur, rappelle l'étendue de ses prérogatives :

« Article 1. «(...) Cette autorité [celle du Gouverneur général] s'exerce sous le contrôle du ministère de l'Intérieur sur tous les services de l'Algérie. Le Gouverneur général rend compte de ses décisions au ministre de l'Intérieur. Il peut correspondre avec tous les ministres pour les affaires concernant leur département, sous réserve de tenir le ministre de l'Intérieur informé. »

Pendant la seconde guerre mondiale, des mesures sont prises, de façon transitoire, pour remédier à la situation engendrée par la rupture des relations entre la métropole et l'Algérie où les alliés viennent de

considérations de personnes ayant aussi influé sur la parution de ce texte, voir à la section suivante de cette introduction.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ces deux secteurs étaient déjà rattachés aux départements ministériels compétents depuis le décret du 10 décembre 1860.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Proposition de loi sur le rétablissement du ministère spécial de l'Algérie et des Colonies présentée par Ernest Hamel, sénateur. Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 25 avril 1893, n°144. F<sup>80</sup> 1709. Cette proposition est faite en référence au ministère de l'Algérie et des colonies ayant existé en 1858-1860.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Note pour Monsieur le Gouverneur général, De l'organisation du service de l'Algérie à Paris, note de G. Boulogne du 2 avril 1901 pour le gouverneur Jonnart, FR ANOM 28 EVEOM 1.

débarquer. Le décret n° 3462 du 18 novembre 1942 rattache au secrétaire d'État à l'Intérieur les services et organismes dépendant du Gouvernement général en métropole. Le décret n° 3741 du 15 décembre 1942 substitue le secrétaire d'État à l'Intérieur (sous-direction de l'Algérie) au Gouvernement général de l'Algérie pour toutes les décisions destinées à être appliquées en métropole. Le ministère de l'Intérieur concentre son action sur l'assistance des ressortissants d'Algérie demeurant sur le territoire métropolitain.

#### 3) l'organisation des services ministériels de 1870 à 1944

Pour exercer son contrôle sur les affaires algériennes, le ministre de l'Intérieur dispose d'un service spécialisé. Après une phase d'affaiblissement, surtout dans les années 1880-1900 due à l'influence des idées assimilationnistes, plusieurs réformes tendant à accroître ses moyens et son efficacité sont proposées de 1900 jusqu'aux années 1930. Les avancées, comme la création d'une direction à part entière en 1921, ne tardent jamais à être remises en cause sous prétexte d'économie et le service reste toujours en butte aux mêmes critiques. Pendant la seconde guerre mondiale, il résiste à l'interruption des relations avec l'Algérie, après le débarquement anglo-américain de novembre 1942 et recentre ses activités sur l'assistance aux ressortissants d'Algérie immobilisés en métropole.

#### a) 1870-1905 : affaiblissement des services

En 1871, le transfert des attributions du ministre de la Guerre à celui de l'Intérieur se traduit au plan administratif par un simple transfert de bureau d'un département ministériel à l'autre. Le personnel, au nombre de neuf fonctionnaires¹, reste sensiblement le même, à commencer par le chef de bureau, Ernest Delabarre. Les attributions du service sont semblables à celles qu'exerçait auparavant le département de la Guerre : préparation du travail avec le Président de la République en ce qui concerne les actes de haute administration et de gouvernement relatifs à l'Algérie, rapports avec le Conseil d'État et la Cour des comptes pour les affaires civiles, contrôle du budget et de la comptabilité du Gouvernement général, constitution de la propriété arabe, affaires politiques, passages gratuits entre métropole et Algérie, liquidation des pensions civiles pour les fonctionnaires et employés de l'Algérie, documentation sur la colonie (renseignements généraux sur l'Algérie, statistiques, administration de l'exposition permanente des produits algériens)².

Un arrêté du 18 novembre 1871 érige le service de l'Algérie en une direction confiée à la responsabilité de Casimir Fournier, ancien chef de cabinet du ministre de l'Intérieur. Charles Brosselard lui succède de mai 1873 à janvier 1874. Par l'arrêté du 29 janvier 1874, la direction est placée sous l'autorité du sous-sécrétaire d'État à l'Intérieur, Cornélis de Witt. Joseph Ducros, ancien préfet du Rhône, est nommé directeur des affaires algériennes le 15 octobre 1875. Décidé à traiter avec le Gouverneur général d'égal à égal et à exercer un contrôle réel sur ses actes, il s'attire rapidement l'inimitié du titulaire de la fonction, le général Chanzy<sup>3</sup>. Celui-ci, avec l'appui d'Ernest Delabarre, réussit à se faire doter de plus d'autonomie par le décret du 30 juin 1876 qui diminue les attributions du ministère de l'Intérieur. Cette mesure entraîne la suppression du poste de directeur, le 3 août 1876. La direction devient un simple service confié à Ernest Delabarre. Le service de l'Algérie du ministère de l'Intérieur est alors financé sur le budget spécial de l'Algérie <sup>4</sup>et non sur les crédits de fonctionnement du ministère, jusqu'en 1879. Ernest Delabarre, qui n'est pas un farouche défenseur des prérogatives de son département ministériel, est favorable à la politique des rattachements qui aboutit au décret du 26 août 1881. Si les compétences du ministre de l'Intérieur en Algérie se voient alors réduites à celles qu'il exerce aussi en métropole, le « service algérien » réussit à se maintenir, malgré une campagne menée de tous côtés contre lui et contre son responsable. Le journal Akhbar, défavorable aux rattachements, accuse le service de l'Algérie d'avoir œuvré pour cette politique dans un article du 28 février 1883 :

« Nous voulons parler de l'inutile bureau de l'Algérie au ministère de l'Intérieur. Ce bureau dont le chef est d'une incompétence notoire, en ce qui concerne l'Algérie, a été le centre d'action de tous les rattacheurs, c'est-à-dire de tous les ennemis inconscients, nous le voulons bien, mais très dangereux, par cela même, de l'Algérie. »

Dans un article du 14 mars 1883, la *Vigie algérienne*, quant à elle favorable aux rattachements, est d'une semblable virulence :

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le personnel se compose d'un directeur chef de service, d'un chef de bureau, d'un sous-chef de bureau, de deux commis principaux, de deux commis, d'un huissier et d'un garçon de bureau.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Almanach national, 1871-1872.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Note pour Monsieur le Gouverneur général, De l'organisation du service de l'Algérie à Paris, note de G. Boulogne du 2 avril 1901 pour le gouverneur Jonnart, FR ANOM 28 EVEOM 1.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> À cette époque, l'Algérie ne disposait pas encore de l'autonomie budgétaire, mais on appelait « budget spécial » les crédits ouverts pour ce territoire au budget du département de l'Intérieur.

« Rien ne justifie une pareille exception, pas même la compétence de ce service spécial, que ses attributions, beaucoup trop étendues, poussent à se faire l'arbitre des destinées de la France transméditerranéenne, ce qui ne parvient que trop souvent à substituer ses idées personnelles à celles de son chef direct ».<sup>5</sup>

Le régime des rattachements limite toutefois l'importance de ce service. En dépit des efforts déployés par Delabarre et par le nouveau Gouverneur général Louis Tirman², il devient, en mars 1884, un simple bureau dépendant de la direction du personnel et du cabinet, avant d'être rattaché, par un décret du 4 novembre 1886, à la direction de l'administration départementale et communale. Il se compose de sept personnes. Charles-Célestin Jonnart, ancien membre du cabinet du Gouverneur général de l'Algérie Tirman, remplace à Ernest Delabarre en 1884. Adolphe Budin lui succède de 1887 à 1893. M. Brouillet nommé chef de bureau en 1894, s'occupe de la suppression des rattachements en 1896. Si le service bénéficie alors de compétences plus étendues, Brouillet souligne, dès 1896, les difficultés posées par ces attributions, surtout en raison du manque de moyens de son service³. Celui-ci est d'ailleurs tombé à six fonctionnaires. La succession à la tête du service se fait ensuite plus rapide : Léon Périer, entré comme auxiliaire au service de l'Algérie en 1890 et passé sous-chef en 1894, devient chef du service par arrêté du 12 février 1898. Il abandonne ce poste pour celui de chef du bureau des affaires politiques du ministère de l'Intérieur dès le 20 août 1898. Marcel Delanney lui succède avant d'être nommé secrétaire général du Gouvernement général par décret du 9 mars 1899. Il est remplacé par Louis Delanney le 19 mars 1899.

Un décret du 2 février 1900 fait des « services algériens » le sixième bureau de la direction de l'administration communale et départementale. Georges Bèze nommé chef de ce bureau le 1<sup>er</sup> décembre 1900 ne quitte la direction du service qu'en 1920. Il n'a de cesse de le développer, plaidant contre la médiocrité de ses moyens, son manque d'autorité qui ne lui permet pas de jouer son rôle de représentant du ministre de l'Intérieur au sein de commissions et auprès des autres ministères. Vers 1900, dans une note destinée à la commission des Finances du Sénat, il résume l'activité du service en une expression : «Maximum d'efforts, minimum de résultats ». Probablement en 1920, au moment de son départ, il évoque le service tel qu'il l'a connu à son arrivée :

« Quand j'ai été nommé le 1er décembre 1900 chef de bureau de l'Algérie, j'ai été frappé de ne trouver dans les cartons que des coupures de journaux<sup>5</sup>. En dehors des passages, des pensions, de l'administration pénitentiaire et du petit contentieux des impôts, il n'y avait à cette époque qu'un nombre très restreint d'affaires à traiter et le bureau paraissait à première vue un cadre trop large pour d'aussi petites attributions. On comprend aisément par suite que les rédacteurs de ce bureau, qui avaient suivi leur chef, avaient pu jusqu'à un certain point soutenir de bonne foi que le service de l'Algérie n'est qu'une belle façade. Ils ont pu ignorer que trois semaines après leur départ, le 19 décembre 1900, intervenait la loi qui créait le budget spécial, constituant le ministre de l'Intérieur ministre des Finances pour l'Algérie et supprimait aussi définitivement le régime des rattachements (...). Dès lors, c'est l'avalanche, au début de 1901, toutes les directions du ministère de l'Intérieur se déchargent sur le bureau de l'Algérie de leurs attributions algériennes et les autres ministres suivent. »<sup>6</sup>

La création des territoires du Sud par la loi du 24 décembre 1902 accroît encore la charge de travail.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Ces deux articles sont conservés sous forme de coupures de presse dans l'article coté FR ANOM F80 1705.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Lettre du Gouverneur général Tirman au ministre de l'Intérieur, 18 janvier 1884. Pour le coup, le journal *Vigie Algérienne* trouve toute les qualités à Delabarre (« Tous les Algériens connaissent M. Delebarre, directeur chef du service de l'Algérie de ce ministère, dont la compétence a souvent rendu à la colonie les plus grands services ») et proteste contre la décision du ministère dans un article du 18 juin 1884 intitulé : « Désorganisation de l'administration algérienne ». F80 1705.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> F80 1709.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Note pour Monsieur le Gouverneur général, De l'organisation du service de l'Algérie à Paris, note de G. Boulogne du 2 avril 1901 pour le gouverneur Jonnart, FR ANOM 28 EVEOM 1.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> On trouve en effet de semblables dossiers de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans la série F80 : par exemple dans les articles cotés F80 1705 ou 1709.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Brouillon de note non signé, non daté que l'on peut attribuer à Georges Bèze, vers 1920. FR CAC 19890301 article 9 liasse 2.

b) 1905-1937 : la création d'une direction de l'Algérie

En 1905, la commission de réorganisation de l'administration du ministère de l'Intérieur, jugeant que le bureau de l'Algérie manque de moyens et d'autorité, propose d'en faire une direction employant quatorze fonctionnaires et constituée de deux bureaux, l'un chargé des affaires administratives, l'autre des affaires économiques et financières<sup>1</sup>. En 1905, le Gouverneur général de l'Algérie, Charles-Célestin Jonnart, partisan des conclusions de la commission<sup>2</sup>, fait voter aux Délégations financières d'Algérie un crédit conséquent destiné à financer cette réforme et reconduit en 1906<sup>3</sup>.

La réforme tarde cependant à être mise en œuvre. Brièvement rattaché au cabinet du ministre Henri Dubief, par décret du 5 novembre 1905, le bureau de l'Algérie passe sous l'autorité de la direction du personnel et du secrétariat le 15 mars 1906<sup>4</sup>. Le ministre Georges Clemenceau obtient cependant la transformation du poste de chef de bureau en celui de chef de service dans la loi de finance pour 1907 (loi du 23 décembre 1906). Le service de l'Algérie devient indépendant de toute direction par le décret du 19 février 1907 portant réorganisation des services du ministère de l'Intérieur. En 1909, un projet de création d'une direction à part entière se heurte aux réticences du ministère des Finances et du Sénat qui, peu convaincu que le service de l'Algérie ait besoin de réforme, refuse en outre que l'Algérie contribue au financement d'un service chargé de son administration, comme la proposition en avait été faite dès 1905. Une mesure plus modeste, voté dans la loi de finance de 1910, permet la création de deux bureaux au sein du service des affaires algériennes : le bureau des affaires politiques et financières et le bureau des affaires administratives et économiques.

Sitôt votée, cette mesure est contestée. Le sénateur Jeanneney, dans un rapport devant le Sénat en 1913, critique la mesure prise trois ans auparavant, ajoutant même :

« Il est notoire à l'administration centrale que le service des affaires algériennes est paisible entre tous, l'un des moins chargés, sinon le moins chargé de tous. »<sup>5</sup>

Dans sa note de 1920, Georges Bèze remarque d'ailleurs qu'il n'a pas passé une année sans que son service soit critiqué dans quelque rapport parlementaire. Il décrit avec quelque amertume un service « paralysé depuis vingt ans, sans moyens d'action, par une politique de sournoise inertie », protestant contre une compression de personnel envisagée une fois de plus.

Par arrêté du 28 octobre 1920, Georges Duvernoy, ancien préfet, est nommé chef du service des affaires algériennes. Malgré les réticences du Sénat devant un projet qu'il a tenté de rejeter pour la troisième fois consécutive et sur l'insistance du ministre de l'Intérieur Pierre Marraud et des Délégations financières d'Algérie, la loi de finances du 31 décembre 1921 autorise la transformation du poste de chef de service en un poste de directeur des affaires algériennes. Ce poste est créé par l'arrêté du 11 mars 1922. Georges Duvernoy est remplacé par Jean-Charles Causeret, un ancien directeur du ministère. Ce dernier quitte sa direction pour être nommé secrétaire général du Gouverneur général de l'Algérie le 1<sup>er</sup> juillet 1926. Il est alors remplacé par André Cornu, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Jean Tardieu.

Cinq ans après sa création, la direction des affaires algériennes est l'une des premières victimes des coupes budgétaires prévues par les « Réformes Poincaré ». Elle fusionne avec la direction du contrôle et de la comptabilité par le décret du 16 septembre 1927. Conséquence de cette mesure, les bureaux de l'Algérie forment les quatrième et cinquième bureaux de la nouvelle direction du contrôle, de la comptabilité et des affaires algériennes<sup>6</sup>. En 1928, André Cornu est remplacé par Olivier Cornu à la tête de la direction. Pierre

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Rapport de la commission de réorganisation de l'administration centrale. Paris, Imprimerie nationale [1906]. FR CAC 19890301 article 9 liasse 2.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Il déclare au journal *Voltaire* en 1905 : « Le bureau de l'Algérie que nous avons au ministère de l'Intérieur (...) est organisé sur des bases défectueuses et composé d'employés très dévoués, pleins de bonne volonté, mais qui n'ont pas l'autorité nécessaire pour intervenir dans nombre d'affaires litigieuses, notamment avec le conseil d'État. (...) M. Tirman fut le premier des gouverneurs qui a demandé des pouvoirs forts ; j'en suis moi aussi absolument partisan, mais les pouvoirs forts d'un gouverneur ne se comprennent qu'avec un contrôle également fort exercé par des gens compétents en métropole, connaissant à fond l'Algérie. « Une direction de l'Algérie, l'opinion de M. Jonnart », *Voltaire*, 5 mars 1905. FR CAC 19890301, article 9, liasse 2.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Si le bureau de l'Algérie était financé à cette époque sur les fonds du ministère de l'Intérieur, le budget de l'Algérie allouait une indemnité au chef de bureau.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Almanach national, 1906.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Sénat session ordinaire, projet de budget général 1913, rapport Jeanneney n° 140.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> À partir du décret du 31 décembre 1929, les affaires algériennes sont traitées par les cinquième et sixième bureaux de cette direction qui a absorbé entre-temps un nouveau bureau des cultes, puis de nouveau par le quatrième et le

Claude Genebrier, préfet honoraire, est nommé directeur du contrôle, de la comptabilité et des affaires algériennes par décret du 22 juillet 1932. Mis en retraite avec le titre de directeur honoraire dès le 23 octobre 1933, il est remplacé par Charles Peigné.

Dans les années 1930, la question algérienne et plus globalement les questions nord-africaines font l'objet de débats politiques. Les bureaux de l'Algérie du ministère de l'Intérieur continuent à être l'objet de critiques. En dépit des réformes, on continue à leur reprocher tout à la fois leur manque d'efficacité, leur contrôle parfois tatillon et le plus souvent théorique exercé sur les affaires algériennes et leur propension à soutenir les intérêts des parlementaires algériens. En 1931, Maurice Viollette ne leur épargne pas ses reproches dans *L'Algérie Vivra-t-elle*?<sup>1</sup>:

« Si donc, le directeur des affaires algériennes manque d'objectivité, le ministre ignorera toujours les affaires d'Algérie. Les quelques dossiers qui, par aventure, lui seront présentés seront nécessairement sans lien entre eux. Il n'aura pas le temps de critiquer -j'emploie le terme au sens scientifique- la solution qui lui sera présentée. Le directeur des affaires algériennes est donc par la force des choses le véritable ministre de l'Intérieur. » (p. 273)

Viollette décrit aussi le circuit administratif des dossiers, critiquant au passage le département des Finances :

« Tous les dossiers reçus par la direction des affaires algériennes vont ensuite faire promenade plus ou moins nonchalante dans les ministères techniques. Ils viennent finalement s'accumuler dans les bureaux du directeur du budget du ministère des Finances. » (p.274)

Il accuse enfin le gouvernement de ne pas défendre le Gouverneur général face aux Délégations financières :

« Il faut souligner à cet égard la carence totale du ministre de l'Intérieur et de la Direction des affaires algériennes, car les tendances des assemblées algériennes et leurs empiétements sur les pouvoirs du gouverneur et du ministre sont encouragés par Paris. » (p. 293).

c) 1937-1939 : Une tentative de réforme

Le décret du 16 juin 1936 place les affaires algériennes dans les attributions du sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, Raoul Aubaud. Lors de la séance du 13 mars 1937, le ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy et son sous-secrétaire d'État proposent au Haut Comité méditerranéen² l'adoption d'un vœu tendant à restaurer une direction autonome de l'Algérie au ministère de l'Intérieur. Le projet de réforme du service des affaires algériennes³ repose sur le constat d'un accroissement des affaires nouvelles et difficiles concernant l'Algérie, exigeant « la présence auprès du ministère de l'Intérieur d'un organisme suffisamment puissant pour assurer la centralisation des innombrables affaires, une information complète du ministre, la défense des intérêts algériens, l'élaboration des directives que le Gouverneur général vient chercher à Paris. ». Une fois de plus, il apparaît que le service spécialisé du ministère de l'Intérieur a des moyens trop faibles pour répondre à ces missions :

« Le nombre continuellement croissant et devenu considérable, des affaires courantes (règlements et modifications de textes réglementaires, décisions administratives, transmissions de pièces, requêtes, demandes de renseignement) absorbe une grande partie de l'activité de ces bureaux. Cet encombrement rend malaisée la constitution méthodique d'une information complète. Et c'est à peine si le Service de l'Algérie peut aborder la partie active et la plus importante de sa mission, tutelle et défense de l'Algérie ».

Le rôle de la nouvelle direction à quatre bureaux (affaires politiques et indigènes, affaires juridiques et administratives, affaires financières et budgétaires, affaires économiques et sociales) et pourvue de seize fonctionnaires serait de jouer un rôle de contrôle et d'information et d'assurer une véritable direction aux affaires algériennes.

cinquième bureaux à partir du milieu des années 1930.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Viollette, Maurice. L'Algérie vivra-t-elle? Notes d'un ancien Gouverneur général. Paris, Librairie Félix Lacan, 1931.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Le haut comité méditerranéen est créé en 1937.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Projet de réforme du service des affaires algériennes, [1937], FR.ANOM GGA 3CAB 76. Cette note sans mention d'auteur ni de date est vraisemblablement la présentation du projet présenté au Haut-Comité méditerranéen en mars 1937. Elle s'accompagne d'une autre note détaillant l'organisation de la direction projetée et de deux annexes : Note sur la nécessité de rétablir le poste de directeur-adjoint à la Direction des affaires algériennes, Aperçu des principales affaires traitées par le service de l'Algérie en 1935 et 1936.

La proposition de Marx Dormoy et Raoul Aubaud, adoptée sous forme de vœu par le Haut Comité méditerranéen est présenté au conseil des ministres le 27 avril 1937, mais se heurte au refus du ministère des Finances. La réforme, de nouveau proposée lors de la préparation du budget de 1938, est adoptée par la Chambre des députés, mais disjointe par la commission des Finances du Sénat qui jugeait qu'un tel projet était susceptible de porter atteinte à l'autonomie de l'Algérie¹. Le Haut Comité méditerranéen renouvelle son vœu lors de sa session du 8 mars 1938, sur l'initiative d'Albert Sarraut, devenu ministre de l'Intérieur et ministre d'État chargé de la coordination en Afrique du Nord². Ce projet ne semble pas avoir eu de suite, si ce n'est l'augmentation du personnel des bureaux de l'Algérie, porté à quinze personnes en 1939³.

La réputation du service ne change pas pour autant. Rétrospectivement, Francis Graëve<sup>4</sup>, sous-directeur de l'Algérie de 1946 à 1951 parle de la « maison de Courteline » à propos des services algériens de cette époque. Il souligne leur rôle de « boîte-aux-lettres », accablé de tâches administratives et techniques, centralisant les affaires algériennes sans avoir les moyens de les contrôler:

« L'organisation administrative existant à ce moment présentait le caractère paradoxal de faire venir à Paris , pour signature, les affaires de la plus minime importance, telle que la nomination d'un lieutenant de sapeurs-pompiers ou l'attribution de la médaille du service vicinal, tandis que le Gouverneur général pouvait, par exemple, procéder par simple arrêté, à la nomination des chefs de services du Gouvernement général ou fixer l'organisation des communes mixtes sans en référer au pouvoir central. »

Mentionnant les différents rattachements de la sous-direction, il écrit aussi :

«Au caractère hétérogène de ce groupement, les services de l'Algérie sont, sans doute, redevables, pour une bonne part, de la réputation qu'ils avaient à ce moment.»<sup>5</sup>

d) 1939-1944 : les services de l'Algérie pendant la seconde guerre mondiale

Le préfet Maurice Sabatier, né en Algérie et ayant passé la première partie de sa carrière administrative dans ce territoire, est nommé directeur du contrôle, de la comptabilité et des affaires algériennes le 30 août 1939, en remplacement de Charles Peigné. Il est chargé de la direction des affaires départementales et communales lors de réorganisation de l'administration centrale dépendant du secrétaire d'État à l'Intérieur, Marcel Peyrouton (loi du 20 septembre 1940). La sous-direction de l'Algérie alors rattachée à cette direction se compose d'un bureau administratif et d'un bureau économique<sup>6</sup>. Nommé au poste de secrétaire général pour l'administration créé par le décret du 21 février 1941 réorganisant le secrétariat d'État à l'Intérieur de l'Amiral Darlan, Maurice Sabatier conserve sous son autorité la direction des affaires départementales et communales. La sous-direction de l'Algérie, dirigée par Marcel Michel, se compose alors d'un bureau des affaires politiques et d'un bureau des affaires économiques et financières. En 1940, la sous-direction s'installe à Vichy, comme la plupart des services du ministère de l'Intérieur, mais dispose, à partir du début de l'année 1942, d'un échelon à Paris, dépendant de la délégation du ministère de l'Intérieur à Paris, créée en juillet 1940. Un courrier du nouveau secrétaire général pour l'administration du secrétariat à l'Intérieur, Georges Hilaire, envoyé au délégué du ministère à Paris le 5 janvier 1942, précise que le Gouverneur général de l'Algérie a mis à sa disposition, pour s'occuper à Paris des affaires concernant l'Algérie, Gabriel Audisio, chef de bureau au Gouvernement général, alors en détachement à l'antenne parisienne de l'Office d'action économique et touristique. A en juger par les archives, Audisio se contente essentiellement de renseigner la sous-direction sur les articles de presse paraissant à Paris à propos de l'Algérie<sup>7</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Haut comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord. Session de mars 1938. Secrétariat général du Haut-Comité. Rapport n° 1 : *L'activité du haut comité méditerranéen, de la commission d'études et du secrétariat général du haut-comité méditerranéen*, p. 25-27. FR ANOM 81 F562A.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Haut-Comité méditerranéen. Session de mars 1938. Procès-verbaux des séances, p. 25. FR ANOM 81 F 562A.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Selon la note intitulée *Mission et organisation de la sous-direction de l'Algérie*, rédigée par Francis Graëve, sous-directeur de l'Algérie, en septembre 1950. FR ANOM 81 F4.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Le dictionnaire biographique des préfets, septembre 1870-mai 1982 par René Bargeton, Paris, Archives nationales, 1994, indique pour ce fonctionnaire le nom de Francis Eugène de Graewe. Toutefois, nous avons préféré l'orthographe employée dans les documents du fonds du ministère d'État chargé des affaires algériennes comme dans le bottin administratif, c'est-à-dire Francis « Graëve ».

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> « Note pour M. le directeur de cabinet », FR ANOM 81 F 4.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Le texte du décret paru au Journal officiel est étonnant. En effet, cette distinction entre affaires administratives et affaires économiques paraît peu compatible avec la situation antérieure qui distinguait affaires politiques et financières et affaires administratives et économiques, comme avec la situation postérieure qui différencie le bureau des affaires politiques et administratives et le bureau des affaires économiques. Ce texte pourrait donc contenir une erreur.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Ce courrier ainsi que des courriers d'Audisio adressé à la sous-direction de l'Algérie à Vichy, se trouvent dans

La rupture des relations entre l'Algérie et la métropole ne semble pas avoir contribué à affaiblir la sousdirection. Pour pallier cette nouvelle situation, le décret du n° 3462 du 18 novembre 1942 rattache au secrétaire d'État à l'Intérieur les services et organismes dépendant du Gouvernement général se trouvant en métropole : il s'agit essentiellement de l'Office de l'Algérie et de l'Office d'action économique et touristique tous deux situés à Paris. Le décret n° 3741 du 15 décembre 1942 substitue le secrétaire d'État à l'Intérieur (sous-direction de l'Algérie) au Gouvernement général de l'Algérie pour toutes les décisions destinées à être appliquées en métropole. A cette époque, la sous-direction de l'Algérie s'occupe particulièrement de l'assistance aux ressortissants d'Algérie se trouvant en France qu'il s'agisse des étudiants auxquels sont versées des bourses, des fonctionnaires ou de leurs familles immobilisées en métropole, des Français musulmans installés en France<sup>1</sup>. Le sous-directeur de l'Algérie devient d'ailleurs le directeur du service central des affaires nord-africaines, placé sous l'autorité directe du chef de l'État et chargé d'assurer la coordination interministérielle de l'assistance aux Français musulmans en métropole. Dès 1944, Hippolyte Jaubert, ancien préfet, est placé auprès de lui pour procéder à l'organisation du service des successions nordafricaines afin de sauvegarder les intérêts des familles dont le soutien est mort en métropole. A partir du 1 er avril 1945, ce service devient officiel. Il est placé sous l'autorité du premier bureau de la sous-direction de l'Algérie. Depuis 1943, la sous-direction de l'Algérie se compose de trois bureaux : un bureau des affaires politiques, un bureau des affaires administratives, qui résulte d'un partage des fonctions de l'ancien bureau politique, et d'un bureau des affaires économiques.

#### B. De 1945 à 1956

1) La tutelle du ministère de l'Intérieur redéfinie et confirmée

Le gouvernement provisoire, nommé par le général De Gaulle le 10 septembre 1944, comprend un ministre délégué à l'Afrique du Nord, le général Catroux. Cette nomination paraît porter atteinte aux pouvoirs du ministre de l'Intérieur, Charles Tixier. Le sous-directeur de l'Algérie, consulté à propos des attributions du nouveau ministre, admet l'existence d'une communauté d'intérêts pour l'Afrique du Nord, mais défend le rattachement partiel de l'Algérie au ministère de l'Intérieur comme une nécessité politique :

« L'esprit, l'idéal est toujours le même, c'est un idéal d'assimilation. C'est l'idéal propre à la France. Or, rompre tout lien entre le ministère de l'Intérieur et l'Algérie, ce serait rompre du même coup avec cet idéal, ce serait pour notre possession nord-africaine une régression. »²

Le sous-directeur de l'Algérie demande donc que soit réservés au ministère de l'Intérieur la nomination du Gouverneur général, du secrétaire général du Gouvernement général, des préfets et des sous-préfets, les relations économiques de l'Algérie avec la métropole, la Tunisie et le Maroc et tous les problèmes d'administration générale comme l'organisation administrative, la politique religieuse, l'instruction, la justice.

Cependant, après la nomination du général Catroux comme ambassadeur à Moscou, le 3 février 1945, le ministre de l'Intérieur, Adrien Tixier, retrouve l'étendue de ses prérogatives. Dans un télégramme du 7 avril 1945, il rappelle au Gouverneur général Yves Chataigneau, qu'il ne doit correspondre avec les administrations centrales métropolitaines que par son intermédiaire<sup>3</sup>. La perspective d'une nouvelle politique de réforme inspirée par le Comité français de libération nationale, déjà illustrée par l'ordonnance du 7 mars 1944 relative au statut des français musulmans d'Algérie, conduit les hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur à s'interroger sur la façon dont doit s'exercer le contrôle sur les affaires algériennes. La suppression de la sous-direction de l'Algérie dont l'action paraît trop administrative et routinière est évoquée devant la commission des méthodes. En réaction, Maurice Papon, chargé de la sous-direction de l'Algérie depuis le mois d'octobre 1945, défend ce service au même titre, d'ailleurs, que les prérogatives de son

l'article coté FR CHAN F<sup>1abis</sup> 53.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Cf. FR ANOM 81 F 1562-1564, 1719A-1721.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Note relative à la création du ministère de l'Afrique du Nord, 27 mars 1944. Cette note non signé peut être attribué à Marcel Michel, alors sous-directeur de l'Algérie. FR ANOM 81 F 1031.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Télégramme chiffré du 7 avril 1945, FR ANOM 81 F 638.

ministère<sup>1</sup>. Dans une note du 9 mars 1946<sup>2</sup>, où il expose les nouvelles fonctions de la sous-direction de l'Algérie, il assigne même au ministère de l'Intérieur un rôle de rempart contre le séparatisme.

« Il est une autre formule, à l'heure actuelle fort à la mode, celle du Ministre résident ; cette formule implique nécessairement la disparition des échelons centraux y compris ceux de la France d'outremer : il y a différentes formes de séparatisme : celle qui a consommé l'Empire romain guette l'Empire français.»

Maurice Papon préconise toutefois un allègement des compétences de nature administratives du ministère de l'Intérieur. Il propose des mesures de déconcentration en faveur du Gouverneur général de l'Algérie³, afin de permettre à la sous-direction de se consacrer à l'application de la politique du gouvernement. Le décret n° 46-1982 du 12 septembre 1946 inaugure cette politique de déconcentration, poursuivie dans les années suivantes.

L'élaboration du statut organique de l'Algérie du 20 septembre 1947 rouvre le débat des relations entre la France et l'Algérie. Plusieurs groupes parlementaires, comme ceux des socialistes et des radicaux, sont favorables à la nomination d'un ministre résidant en Algérie. En dépit des débats en commission et en séance plénière, le statut quo demeure. Le Gouverneur général, dont la fonction est maintenue, est responsable de ses actes devant le gouvernement de la République (article 5). Le statut de l'Algérie ne contient pas de définition générale du rôle du ministre de l'Intérieur, mais seulement deux mentions explicites :

«Article 24. Le projet de budget de l'Algérie est établi par le Gouverneur général sous le contrôle du ministre de l'Intérieur et du ministre des Finances. Il est voté par l'Assemblée algérienne. Il est réglé par décret contresigné par le ministre de l'Intérieur et le ministre des Finances. »

« Article 59. Des décrets portant règlement d'administration publique pris sur proposition du Gouverneur général et sur le rapport du ministre de l'Intérieur pourront déterminer les conditions d'applications de la présente loi. »

Par ailleurs, le règlement d'administration publique du 19 juillet 1948 concernant la procédure d'homologation des décisions de l'Assemblée algérienne lui réserve le contreseing des décrets d'homologation. En réalité, le ministre de l'Intérieur continue donc d'exercer ses attributions antérieures. Les objectifs de la politique française ont cependant peu à peu évolué : ses attributions s'orientent vers les réformes législatives, sociales et économiques.

2) Réformes et renforcement des services de l'Algérie au ministère de l'Intérieur

Adrien Tixier est nommé ministre de l'Intérieur le 10 septembre 1944. Par l'ordonnance du 16 novembre 1944 portant organisation du ministère de l'Intérieur, la sous-direction de l'Algérie est rattachée à la direction générale de l'administration régionale, départementale et communale du ministère et se compose d'un cabinet du sous-directeur, et de trois bureaux : un bureau politique et social, dirigé par Pierre Rosier (ALG-1), un bureau administratif dirigé par Maurice Michel (ALG-2) et un bureau économique et financier, dirigé par Edouard Léautier (ALG-3). A cette époque, le personnel est au nombre de 37 personnes. En fait, la sous-direction est quelque peu désorganisée par l'épuration. Marcel Michel, sous-directeur de l'Algérie, est mis à la retraite d'office par arrêté du 26 novembre 1944, la sous-direction perd aussi son meilleur chef de bureau <sup>4</sup>. Les fonctionnaires de la sous-direction paraissent peu capables de porter les réformes envisagées par leur ministre, Adrien Tixier, qui prie le Gouverneur général, Yves Chataigneau, de lui faire connaître des fonctionnaires de l'administration algérienne susceptibles d'être nommés sous-directeur. Il souhaite également pourvoir la sous-direction de deux chargés de mission venant du Gouverneur général de l'Algérie<sup>5</sup>. Fernand Vrolyk, sous-préfet d'Algérie, est chargé de la sous-direction de l'Algérie par décret du

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Il reprend ainsi l'idée exposée par Marcel Michel en 1944 et écrit : « L'intégration des 3 départements nord-africains dans le régime métropolitain constitue un objectif final qui implique la disparition d'un organisme spécialisé à Paris, comme elle implique au même titre et dans le même temps la disparition du Gouvernement général de l'Algérie luimême. » Note du 9 mars 1946, p. 12. FR ANOM 81 F 4. Déjà en 1920, Georges Bèze, chef du service de l'Algérie écrivait à propos de l'assimilation : « C'est à coup sûr la vérité de demain et la situation actuelle ne peut être envisagée que comme un régime transitoire ».

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cette note figure dans l'article coté FR ANOM 81 F 4.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> De telles mesures étaient déjà à l'ordre du jour sous le régime de Vichy : elles avaient été évoquées lors d'une mission en Algérie de Maurice Sabatier, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, en 1941 (cf. FR ANOM 81 F 1058). Maurice Papon était alors son directeur de cabinet.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Ils étaient accusés d'avoir coopéré avec trop de zèle à l'emploi des Nord-Africains par l'organisation Todt, d'après un courrier du ministre de l'Intérieur au Gouverneur général de l'Algérie du 4 janvier 1945. FR ANOM 81 F 638.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Courrier du ministre de l'Intérieur au Gouverneur général de l'Algérie du 4 janvier 1945. FR ANOM 81 F 638.

17 mars 1945. Remis à la disposition du Gouvernement général dès octobre 1945, il est remplacé par Maurice Papon, nommé le 26 octobre 1945. Bien que la sous-direction de l'Algérie soit rattachée à la direction des affaires générales par ordonnance n° 45-2661 du 2 novembre 1945, Maurice Papon¹ continue de la diriger jusqu'à la fin de l'année 1946.

Alors que la sous-direction est mise en cause devant la commission chargée de définir les méthodes au ministre de l'Intérieur, créée par décret du 7 août 1945, il convainc le ministre de son utilité et fixe ses objectifs futurs dans deux notes des 9 mars et 10 juin 1946, toutes deux approuvées par le ministre. Dans sa note du 9 mars 1946, il met en avant la structure administrative de la sous-direction qui offre selon lui « des garanties de permanence et de continuité ». Il démontre aussi que loin de nuire au prestige de la fonction de Gouverneur général, elle est nécessaire pour appuyer son autorité face aux autres ministères. Il préconise cependant un allégement de ses tâches administratives par des mesures de déconcentration au profit d'autres fonctions plus politiques dictées par les circonstances : informer et documenter le ministre de l'Intérieur sur l'Algérie, permettre le contrôle de l'action du Gouverneur général et des préfets d'Algérie et maintenir les objectifs politiques du Gouvernement français, adapter de la législation métropolitaine à l'Algérie, provoquer les décisions et coordonner l'action des ministères techniques. Dans sa note du 10 juin 1946, Maurice Papon défend les compétences des services du ministère de l'Intérieur en matière économiques contre les prétentions du ministère des Finances et fixe les attributions respectives de ces deux départements ministériels et des services représentant l'Algérie à Paris².

La politique esquissée par Maurice Papon est poursuivie par Raymond Haas-Picard, directeur des affaires générales au ministère de l'Intérieur et par Francis Graëve, nommé sous-directeur de l'Algérie par décret du 1<sup>er</sup> juillet 1947. Dans un bilan qu'il dresse en 1950³, ce dernier montre que, grâce à la déconcentration administrative, les affaires traitées par le service ont décru en nombre- mais non en importance- et que le personnel a été ramené à vingt-huit personnes. Il observe que les missions de la sous-direction essentiellement politiques en 1945, se concentrent sur le domaine juridique et réglementaire, notamment en raison de son rôle dans la préparation de l'homologation des décisions de l'Assemblée algérienne. Selon lui, ce rôle serait appelé à décroître dans les années suivantes au profit des affaires économiques, de plus en plus importantes.

Le décret n° 49-242 du 23 février 1949 réunit la sous-direction de l'Algérie et le bureau chargé des départements d'outre-mer au sein d'un service de l'Algérie et des départements d'outre-mer et de l'Algérie, dirigée par le préfet Pierre Damelon. Ce service, dont l'organisation est précisée par arrêté du 26 avril 1949, est rattaché au cabinet du ministre.

La sous-direction de l'Algérie, toujours dirigée par Francis Graëve, reste subdivisée en trois bureaux, le bureau politique (ALG/POL), le bureau administratif (ALG/ADM) et le bureau économique et financier (ALG/EC). Juste avant la création de ce service, à compter 1<sup>er</sup> janvier 1949, le service des successions nord-africaines, dont le chef était rémunéré sur les crédits du Gouvernement général de l'Algérie depuis le 1<sup>er</sup> mai 1946, est transféré du ministère de l'Intérieur à l'Office administratif de l'Algérie à Paris. Toutefois une section chargée de l'assistance aux Français musulmans d'Algérie en métropole subsiste auprès du premier bureau de la sous-direction de l'Algérie.

Un rapport du chef du bureau « Organisation et méthode » du ministère de l'Intérieur rédigé entre juin et septembre 1950 donne une image assez précise de la sous-direction à cette époque et de ses activités réelles<sup>4</sup>. Suivant cette description, le sous-directeur de l'Algérie s'occupe des questions générales. Le premier bureau, dirigé par l'administrateur civil Pierre Rosier se compose de deux sections. L'une s'occupe des affaires politiques proprement dite, dans une acception qui s'étend aussi au régime législatif de l'Algérie. L'autre section, dirigée par un ancien sous-préfet d'Algérie, Pierre Piolet, est chargé de coordonner l'assistance aux Nord-Africains installés en métropole. Le second bureau, dirigé par l'administrateur civil Édouard Léautier, est chargé la législation et des questions juridiques. Il semble avoir une activité très secondaire par rapport aux autres bureaux. Son personnel traite essentiellement des affaires courantes telles que les conventions collectives, l'application du statut de l'Algérie, le suivi des pourvois en Conseil d'État, mais son chef ne représente la sous-direction dans aucune commission, contrairement aux responsables des deux autres

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Il a entre-temps été nommé conseiller au cabinet du sous-secrétaire d'État Jean Biondi en janvier 1946.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cette note ne figure pas dans la sous-série 81 F. Elle peut toutefois se consulter aux ANOM, dans les fonds du cabinet civil du Gouverneur général de l'Algérie Yves Chataigneau (FR ANOM GGA 8CAB 63) ou bien dans les fonds provenant du ministère de l'Intérieur au Centre historique des Archives nationales (FR CHAN F<sup>1a</sup> 5152).

<sup>«</sup> Missions et organisation de la sous-direction de l'Algérie », FR ANOM 81 F 4.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> FR CHAN F<sup>1A</sup> 5036.

bureaux. Le troisième bureau, dirigé par Robert Rigard, administrateur civil, est divisé en trois parties : direction du service, section financière, section économique. Son effectif paraît modeste au regard des affaires qu'il a à traiter.

Trouvant un personnel généralement motivé et compétent, le responsable du bureau « Organisation et méthodes » du ministère constate cependant que s'il est nécessaire d'améliorer les conditions matérielles du service et le fonctionnement des bureaux d'ordre<sup>1</sup>, il est possible de réduire les effectifs. Il suggère de supprimer le deuxième bureau pour le rattacher au premier, et de faire de la section dirigée par Pierre Piolet un bureau à part entière. Enfin, il rappelle la situation particulière de plusieurs fonctionnaires relevant du cadre algérien en position de simple détachement au ministère de l'Intérieur.

Pierre Rosier remplace Francis Graëve au poste de sous-directeur de l'Algérie en juin 1951. Le 15 septembre 1951, le préfet Eugène Simoneau est nommé en remplacement de Pierre Damelon à la tête du service de l'Algérie et des départements d'outre-mer. Par une note du 23 octobre 1951, Simoneau suggère quelques modifications pour la sous-direction de l'Algérie, qui font écho au rapport du bureau «Organisation et méthode ». En premier lieu, il demande que la section du premier bureau dirigée par Pierre Piolet devienne un bureau en conservant son chef. Il suggère quelques modifications dans l'organisation des deux premiers bureaux : Edouard Léautier, assisté de M. Paris, serait chef du premier bureau, tandis que Paul Ferrandi serait nommé chef du deuxième bureau, dont les attributions seraient élargies aux questions juridiques et administratives de principe, comme le régime législatif de l'Algérie. Ces modifications, approuvées par le ministre, font l'objet d'un arrêté le 13 juin 1952. Le quatrième bureau de la sous-direction ainsi créé prend le nom de bureau de coordination et d'action sociale (ALG/CAS).

Après l'éclatement de la guerre d'Algérie, l'administration chargée des affaires algériennes est renforcée. La sous-direction de l'Algérie est transformée en direction par un décret du 3 février 1955. Cette mesure fait partie du plan Mitterrand, mais avait été préparée par son prédécesseur au ministère de l'Intérieur, Pierre Mendès-France. L'exposé des motifs du décret précise :

« Il importe de procéder sans retard au renforcement de ce service en le dotant de moyens appropriés, dans le cadre d'une direction des affaires d'Algérie qui sera désormais chargé du contrôle permanent des affaires publiques intéressant l'ensemble de nos départements français d'Afrique du Nord. »²

Le préfet Eugène Simoneau devient le directeur des affaires d'Algérie. Il réunit sous son autorité deux sous-directions, la première, dirigée par Pierre Rosier, est constituée d'un bureau des études générales, d'un bureau des affaires politiques et d'un bureau administratif et juridique. La seconde sous-direction, dirigée par Robert Rigard, se compose du bureau économique et financier et du bureau des affaires sociales musulmanes en métropole. La structure de cette direction, en dépit de ses rattachements successifs demeure inchangée dans ses grandes lignes jusqu'en 1960.

#### C. De 1956 à l'indépendance de l'Algérie

1)Réformes de la tutelle ministérielle

La guerre d'Algérie bouleverse les rapports entre la métropole et l'Algérie. A partir de 1956, le ministère de l'Intérieur perd rapidement ses compétences générales en matière algérienne au profit du président du Conseil. Ministres et secrétaires d'État se succèdent à la tête d'un secteur qui se spécialise, se politise et s'enrichit de services et d'organismes divers.

a)1956-1958 : le ministre résidant

Le décret n° 56-193 du 16 février 1956 transfère au président du Conseil l'exercice des attributions du ministre de l'Intérieur en ce qui concerne l'Algérie. Cette mesure conclut une série de modifications institutionnelles entamée par la nomination, le 1<sup>er</sup> février, dans le gouvernement Guy Mollet, du général Catroux comme ministre résidant en Algérie et de Marcel Champeix comme secrétaire d'État aux affaires algériennes dépendant du ministère de l'Intérieur. Robert Lacoste succède à Catroux dès le 9 février 1956. Le décret du 15 février 1956 le charge des fonctions de Gouverneur général tandis que le décret n°56-196 du 16 février 1956 fait de lui le dépositaire des pouvoirs du gouvernement de la République française en Algérie. Il dispose au sein du gouvernement du droit d'initiative en ce qui concerne les mesures législatives et

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> C'est-à-dire le personnel chargé des archives courantes dans chaque bureau. Chacun des trois bureaux de la sousdirection de l'Algérie disposait d'un bureau d'ordre. Le responsable du bureau « Organisation et méthode » suggérait de les réunir en un seul pour toute la sous-direction.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Projet de décret modifiant le décret n° 51-1314 du 17 novembre 1951 modifié relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur et portant création d'une direction des affaires d'Algérie (3 février 1955), exposé des motifs. FR ANOM 81 F1107.

réglementaires intéressant l'Algérie. Une note de la direction des affaires d'Algérie analyse la nomination du nouveau ministre :

« L'institution du ministre résidant chargé des fonctions de Gouverneur général, à qui a été conféré le droit d'initiative en ce qui concerne les mesures législatives et réglementaires ainsi que le droit de contreseing pour les projets de loi et les décrets se rapportant aux affaires d'Algérie, et qui assume de ce fait une responsabilité éminente au sein du gouvernement, a traduit sur le plan gouvernemental une ferme volonté de déconcentration imposée par les circonstances. »<sup>1</sup>

Toutefois, Guy Mollet souhaite maintenir un contrôle sur son action en reprenant les attributions du ministère de l'Intérieur, dont il fait toutefois délégation au secrétaire d'État Marcel Champeix, par le décret n° 56-194 du 16 février 1956. Ce dernier se trouve alors dans une position ambiguë puisque le décret n° 56-196 du même jour précise qu'il assiste le ministre résidant en Algérie pour les questions civiles.

Le 16 mars 1956, est votée la loi dite « des pouvoirs spéciaux » qui accordent des pouvoirs accrus au gouvernement en matière de réforme et de maintien de l'ordre. Robert Lacoste, confirmé dans ses fonctions au sein du second cabinet Bourgès-Maunoury, le 13 juin 1957, voit ses prérogatives élargies. Le décret du n° 57-737 du 29 juin 1957 lui confère le titre de ministre de l'Algérie et place sous son autorité non seulement les services du Gouvernement général, qui formaient jusque là l'administration de son ministère, mais aussi la direction des affaires d'Algérie. Trois secrétaires d'État lui sont adjoints par décrets du même jour : Cherif Sid Cara pour les affaires relatives à l'action sociale et médicale, Abdelkader Barakrok pour les affaires relatives à la réforme agraire et à la réforme communale et Marcel Champeix secrétaire d'État aux affaires algériennes qui passe de la tutelle du ministre de l'Intérieur à celle du ministre de l'Algérie. Marcel Champeix est chargé d'assister le ministre notamment pour l'étude et le règlement de l'ensemble des affaires politiques et administratives intéressant l'Algérie. Afin de mener à bien ces missions, il dispose des directions et services constituant à Paris et à Alger le ministère de l'Algérie. Lorsque Robert Lacoste est reconduit dans ses fonctions au sein du cabinet Félix Gaillard, le 6 novembre 1957, Marcel Champeix ne conserve pas son poste, contrairement à Chérif Sid Cara et Abdelkader Barakrok, nommés de nouveau par décret du 18 novembre 1957.

La partie saharienne du territoire algérien fait l'objet d'une politique particulière. La loi n° 57-27 du 10 janvier 1957 porte création de l'Organisation commune des territoires sahariens (OCRS) qui réunit les portions sahariennes des différents territoires d'outre-mer français. Max Lejeune est nommé ministre du Sahara par le décret du 13 juin 1957. Ses attributions, précisées dans le décret n° 57-713 du 21 juin 1957, s'étendent à l'ensemble des sahariennes. Il occupe aussi le poste de délégué général de l'OCRS. Le décret n° 57-714 du 21 juin 1957 lui délègue les pouvoirs exercés par les gouverneurs généraux de l'Algérie et des territoires d'Afrique subsaharienne. A partir de cette époque, les services ministériels de l'Algérie cessent en général de s'occuper des deux départements du Sud algérien.

Les événements de mai 1958 en Algérie bouleverse le régime politique français. Lacoste quitte l'Algérie. Le 13 mai au soir, Salan est investi des pouvoirs civils et militaires par un simple télégramme du président du Conseil. Le gouvernement Pfimlin nomme le 14 mai un nouveau ministre de l'Algérie, André Mutter, qui n'exerce son ministère que jusqu'au 30 mai. En raison de ces bouleversements politiques, André Mutter n'exerce aucune activité marquante mais s'informe de la situation en Algérie, lorsque les communications avec les autorités civiles locales le permettent.

#### b) 1958-1960 : le secrétariat général pour les affaires algériennes

Le général De Gaulle revient au pouvoir le 1er juin 1958. Il nomme le général Salan dépositaire des pouvoirs civils et militaires du gouvernement de la République en Algérie par le décret n° 59-523 du 9 juin 1958 et lui attribue le titre de délégué général et commandant en chef des forces en Algérie. Cependant, il n'a de cesse de vouloir reprendre le contrôle de la situation algérienne et nomme à ses côtés un secrétaire général pour les affaires algériennes, par le décret n° 58-522 du 9 juin 1958. Les attributions précédemment dévolues au ministre de l'Algérie lui sont confiées par décret n° 58-527 du 12 juin 1958. Le 18 juin 1958, René Brouillet est nommé secrétaire général pour les affaires algériennes. Ses attributions sont définies par le décret n° 59-552 du 28 juin 1958. Le secrétariat général dépend directement du président du Conseil qui « en dispose pour la conduite de la politique algérienne du Gouvernement et l'exercice de ses pouvoirs en ce qui concerne l'Algérie ». Il a pour mission la préparation des décisions gouvernementales, la coordination des

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Rapport à Monsieur le ministre de l'Intérieur sur les attributions et l'organisation de la direction des affaires d'Algérie (enquête administrative sur l'organisation centrale du ministère de l'Intérieur), par le directeur des Affaires d'Algérie, 1<sup>et</sup> mai 1956. FR ANOM 81 F 62.

études nécessitant l'intervention de plusieurs départements ministériels et l'examen des projets de ces départements qui pourraient avoir une incidence sur la politique générale du gouvernement en Algérie.

S'il doit contrôler l'exécution de des décisions gouvernementales, il n'a que des rapports de coopération avec le délégué général du gouvernement en Algérie, dont il doit faciliter les rapports avec l'administration métropolitaine. Pour mener à bien ces missions, le secrétaire général se voit attacher un cabinet et une mission d'étude, la direction des affaires d'Algérie , différents organismes et de manière générale les services et organismes publics de presse de propagande et d'action économique dépendant du ministère de l'Intérieur. Il est aussi chargé de restructurer les services ministériels chargés de l'Algérie. En Algérie, un poste de délégué général du gouvernement détenant les pouvoirs civils et militaires est créé par le décret n° 58-1233 du 16 décembre 1958, confié à Jean Morin.

A René Brouillet succèdent Henry Ingrand, nommé par décret du 24 janvier 1959, puis Roger Moris, nommé par décret du 25 novembre 1959. Par ailleurs, le 8 janvier 1959, Nafissa Sid-Cara est nommée secrétaire d'État auprès du Premier ministre. Ses attributions sont précisées par le décret n° 59-181 du 23 janvier 1959 : elle est chargée de suivre les questions sociales posées par les conditions de vie dans les départements d'Algérie, des Oasis et de la Saoura, ainsi que les problèmes d'évolution du statut personnel de droit musulman. Dans ces domaines, elle doit en outre faire toutes les propositions utiles au Premier ministre ou au ministère chargé du Sahara.

#### c) 1960-1966 : ministre d'État et secrétariat d'État chargé des affaires algériennes

C'est dans le but de préparer les négociations avec l'Algérie que le général De Gaulle nomme Louis Joxe ministre d'État chargé des affaires algériennes, par décret du 22 novembre 1960. Le décret n° 60-1275 du 3 décembre 1960 lui transfère les attributions du Premier ministre en ce qui concerne l'Algérie. Le délégué général et le secrétariat général pour les affaires algériennes sont placés sous son autorité. Son administration est refondue par décret n° 61-327 du 31 mars 1961. Louis Joxe figure toujours dans le premier cabinet Pompidou, composé le 15 avril 1962. Par décret n° 62-535 du 2 mai 1962, les attributions jusque là confiées au ministre d'État chargé du Sahara et des territoires d'outre-mer lui sont transférées pour ce qui concerne le Sahara, en même temps que la direction des affaires administratives et sociales au Sahara <sup>1</sup>. Après l'indépendance de l'Algérie, les attributions du ministre se transforment, s'orientant vers la coopération et la protection des personnes et des biens relevant de la France.

Jean de Broglie est nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes dans le deuxième cabinet Pompidou, le 6 décembre 1962. Par décret n° 62-1572 du 22 décembre 1962, il recueille les attributions précédemment dévolues au ministre d'État chargé des affaires algériennes, par délégation du Premier ministre. Il est chargé de préparer et d'appliquer la politique du gouvernement à l'égard de l'Algérie indépendante, notamment en matière de coopération. Il doit également susciter et coordonner l'action des différents services ministériels dans ce domaine. Il conserve les pouvoirs du ministère d'État sur la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie, le comité interministériel d'action sociale pour les Français musulmans d'Algérie en métropole et le fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles. Il est d'autre part chargé, en liaison avec le ministre des Affaires étrangères, d'assurer la sécurité des ressortissants français en Algérie. Dans ces domaines, il a autorité sur l'ambassadeur de France en Algérie. Dans le cabinet Pompidou nommé le 8 janvier 1966, Jean de Broglie, toujours secrétaire d'État, est désormais placé sous la tutelle du ministre des Affaires étrangères. Le secteur des affaires algériennes est alors définitivement rattaché au département des Affaires étrangères. La Caisse d'équipement passe dans ses attributions, tandis que le fonds d'aide sociale aux travailleurs étrangers puis aux travailleurs migrants demeure sous l'autorité du Premier ministre, avant de passer sous la tutelle du département des Affaires sociales.

#### 2) Réorganisation des services ministériels chargés des affaires algériennes 1956 à 1965

La direction des affaires d'Algérie qui compose en 1956 l'essentiel de l'administration de tutelle de l'Algérie va connaître des bouleversements dans ses rattachements, sans que son organisation soit fondamentalement modifiée jusqu'en 1961. D'autres services et organismes spécialisés dans les affaires algériennes voient le jour en métropole.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le général De Gaulle avait transféré les pouvoirs du ministre du Sahara à un ministre délégué, Jacques Soustelle, par décret du 13 février 1959. Il nomme Robert Lecourt ministre d'État chargé du Sahara et des territoires d'outre-mer, le 24 juin 1960. Ce dernier, démissionnaire, est remplacé, le 24 août 1961, par Louis Jacquinot qui exerce ces fonctions jusqu'en mai 1962.

#### a) 1956-1958 : le détachement du ministère de l'Intérieur

En 1956, la direction des affaires d'Algérie est placée sous l'autorité d'un secrétaire d'État à l'Intérieur, Marcel Champeix. Il a reçu délégation du président du Conseil des pouvoirs du ministre de l'Intérieur en matière algérienne, mais doit également assister le ministre résidant en Algérie. Dès lors, la direction des affaires d'Algérie est mise au service du ministre, sans encore dépendre directement de lui. Une note du ministre du 11 février 1957 règle la coordination de l'action administrative concernant l'Algérie:

« La direction des Affaires d'Algérie du Ministère de l'Intérieur assure à titre permanent et en liaison étroite avec l'administration centrale du Gouvernement général la représentation de l'administration algérienne auprès du pouvoir central et la conduite des affaires administratives intéressant l'Algérie. »

Cette note précise aussi que toutes les correspondances échangées directement entre les services du Gouvernement général et les ministères spécialisés doivent être transmises à la direction. Enfin, pour régler les conflits de compétence entre les services du Gouvernement général à Paris et ceux de la direction des affaires d'Algérie en matière économique, il est décidé que les fonctionnaires appartenant au service du Commerce extérieur et au bureau d'études des mouvements de main d'œuvre de l'Office administratif du Gouvernement général à Paris sont rattachés à la direction des affaires d'Algérie, pour assurer avec elle la représentation de l'Algérie et la défense de ses intérêts dans toutes les réunions interministérielles ou ceux-ci sont en jeu <sup>1</sup>. Cette dernière mesure ne semble pas avoir été exécutée dans toutes ses conséquences puisqu'il en sera de nouveau question en 1958. Le décret du 29 juin 1957 met la direction à la disposition du ministre de l'Algérie. Conséquence de ce rattachement, le bureau de coordination et d'aide sociale disparaît de son organigramme. Il est rattaché au cabinet du ministre de l'Intérieur en mai 1957, puis remplacé en 1958 par le SAMAS (service des affaires musulmanes et de l'action sociale)<sup>2</sup>.

#### b)1958-1962 : réorganisation et renforcement des services

En 1958, la création du poste de secrétaire général pour les affaires algériennes modifie l'organisation de l'administration ministérielle chargée des affaires algériennes. Le décret n° 58-552 du 28 juin 1958 énumère les services mis à sa disposition : un cabinet, une mission d'études, la direction des affaires d'Algérie, le fonds d'équipement de l'Algérie, les services et organismes publics d'information, de presse, de propagande et d'action économique dépendant antérieurement du ministère de l'Algérie et fonctionnant à Paris et le commissariat de l'industrialisation de l'Algérie. Parmi ces organismes figure également l'Office administratif de l'Algérie dont les services paraissent faire désormais double emploi avec l'administration ministérielle. Ils sont progressivement absorbés par différents services dépendant du secrétaire général pour les affaires algériennes : le service algérien de presse et d'information fusionne avec le service de l'information dépendant du secrétaire général, le service du commerce est rattaché en 1959 à la sous-direction des affaires économiques et financières de la direction de l'Algérie.

Le secrétaire général dispose d'une administration dispersée. Ses bureaux se situent rue de Lille, où sont regroupés les services qui lui sont directement rattachés à l'exclusion, dans un premier temps, de la direction de l'Algérie. Le cabinet du secrétaire général se constitue à partir du 4 juillet 1958. La missions d'études dont les axes de réflexion sont fixés par le décret du 29 juin 1958 se compose de hauts fonctionnaires chargés d'étudier les problèmes algériens et d'esquisser des solutions. Le secrétaire général créé un service d'information auprès de lui qui se compose à la fois de conseillers et d'attachés de presse, mais aussi du personnel de l'ancien service algérien d'information et de presse de l'Office administratif de l'Algérie. Il est chargé de suivre les répercussions de la guerre d'Algérie dans la presse et d'influer sur elle, notamment par la rédaction d'articles. Il nomme également auprès de lui Gabriel Audisio, ancien chef du service algérien d'information et de presse comme conseiller culturel. La gestion de ces services est assurée par un bureau du personnel, du budget et de la comptabilité.

La direction de l'Algérie, située rue Monceau et inscrite au budget du ministère de l'Intérieur jusqu'en 1960, s'étoffe quelque peu. Un bureau de la fonction publique apparaît au sein de la sous-direction des affaires politiques et administratives. En 1958, la sous-direction des affaires économiques et financières se compose d'un bureau des affaires financières et d'une section économique. Remodelée en 1959, la sous-direction se subdivise en trois bureaux : le bureau financier et de l'économie, le bureau des affaires agricoles et le bureau du commerce. Ce dernier bureau provient de l'Office de l'Algérie.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Lettre n°152SG/CAB-SP du ministre résidant en Algérie à Messieurs les directeurs et chefs de service de l'administration centrale et à Monsieur le directeur de l'Office administratif du Gouvernement général de l'Algérie à Paris, 11 février 1957. FR ANOM 81 F 62.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Ce transfert explique que la plupart des dossiers du quatrième bureau de la sous-direction de l'Algérie sont conservés dans les fonds du SAMAS (FR CHAN F<sup>1A</sup>5010-5136).

Par ailleurs, un certain nombre d'organismes extérieurs est rattaché au secrétariat général. En 1958, une note du secrétariat général recense tous les organismes parisiens s'occupant de l'Algérie, même ceux qui dépendaient auparavant du Gouvernement général de l'Algérie puis du ministre résidant<sup>1</sup>. S'y ajoute des organismes d'assistance aux Nord-Africains en France. En 1960, la liste de ces organismes est la suivante:

- le fonds d'équipement de l'Algérie créé par décret du 10 août 1957 qui devient la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie créée par décret n° 59-433 du 17 mars 1959
- -la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels créée par décret du 7 mai 1957,
- -le commissariat à l'industrialisation de l'Algérie,
- -la commission d'aide aux Nord-Africains dans la métropole, remplacée par un comité interministériel d'action sociale pour les Français musulmans en métropole créé par décret n° 58-1148 du 1 er décembre 1958
- -la délégation à l'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie, confiée à Michel Massenet, dont la création étaient est prévue par le même décret,
- -le service de formation des jeunes en Algérie (antenne métropole) dirigée par le capitaine Henry d'Humières

En 1960 s'y ajoutent les sections administratives techniques et les forces de police auxiliaires placées sous la direction du colonel Dubois.

Au début de l'année 1960, une réforme de l'organisation du secrétariat général est envisagée pour réunir en un ensemble cohérent et hiérarchisé les éléments juxtaposés qui la composaient. Elle devenait possible à la suite du regroupement matériel rue de Lille de la mission d'études, du personnel de l'ex-Office de l'Algérie et de la direction de l'Algérie du ministère de l'Intérieur, à partir du 27 avril 1959. Une partie des services directement rattachés au secrétaire général formerait un service des affaires générales tandis que les deux sous directions de la direction des affaires d'Algérie seraient restructurées. Il s'agit donc de créer trois services : « les deux premiers correspondant aux sous-directions existantes renforcées, tandis que le troisième doit mettre un terme à la disproportion actuelle entre les structures élémentaires de gestion et l'ampleur des tâches qui leur incombent sur le plan des finances, de l'action en faveur des musulmans, de l'information et du personnel».² Cette réforme devait également comprendre le transfert au budget du secrétariat général les crédits relatifs au personnel de l'ancienne direction de l'Algérie, toujours inscrits au budget du ministère de l'Intérieur. Après le collectif budgétaire d'août 1960, les effectifs sont renforcés sans que toutefois la nouvelle organisation intervienne. L'ensemble des services comprend alors cent-dix-sept personnes dont trente-sept seulement font partie de l'ancienne direction des affaires d'Algérie. Le projet de réforme prévu au budget de 1961 porte création de vingt-quatre postes supplémentaires.

La nomination d'un ministre d'État chargé des affaires algériennes a pour but de préparer la négociation. Louis Joxe s'adjoint Bruno de Leusse, détaché du ministère des Affaires étrangères, qui devient chef du service des affaires politiques et de l'information mais qui l'assiste surtout dans les négociations. Dans ses mémoires, Michel Debré note que Louis Joxe a été plutôt amené à négocier qu'à exercer une direction politique et administrative aux affaires d'Algérie<sup>3</sup>. Après sa nomination, toutefois, a lieu à une refonte globale des services ministériels, formalisée par le décret ministériel n° 61-327 du 31 mars 1961. Cette réforme est quelque peu différente de celle qui était envisagée en 1958. Le ministre dispose d'un cabinet, d'un secrétaire général, Christian Delaballe, qui assure, sous son autorité, la direction de tous des services et bénéficie d'une délégation de signature étendue du ministre. Il le représente notamment dans les différents organismes à caractère administratif, financier, économique ayant à connaître des affaires algériennes, assure la vice-présidence du fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et celle du comité directeur de la Caisse d'équipement pour le développement del'Algérie.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Directions, services et organismes dépendant du secrétariat général pour les affaires algériennes [1958]. FR ANOM 81 F 62.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Attributions et organisation du secrétariat général pour les affaires algériennes, annexe relative à la réorganisation du secrétariat général pour les affaires algériennes, anonyme, 22 novembre 1960. FR ANOM 81 F 122.

<sup>3 «</sup> Sans méconnaître le fait que Joxe a surtout été orienté vers la négociation qu'il a considérée comme sa mission principale et qu'il a négligé peut-être l'importance de son rôle de direction politique et administrative, il n'en demeure pas moins que ce sont les prises de position du général De Gaulle et son orientation qui ont abouti à une sorte d'impasse. A partir du moment où l'accent été mis sur la recherche de la négociation, il était difficile au gouvernement en général et au ministre des affaires algériennes en particulier, de mettre en route une autre forme d'évolution. ». Michel Debré. Gouverner, mémoires, t.3.1958-1962, Paris, Albin Michel, 1988, p. 265.

L'administration du ministère se compose d'un service des affaires politiques et de l'information, dirigé par Bruno de Leusse, conseiller aux Affaires étrangères. Ce service se constitue lui-même d'un service de presse et d'information, héritier du service de l'information auparayant rattaché au secrétaire général pour les affaires algériennes, d'un bureau politique, dirigé par Jacques Sébastiani, ancien chef du bureau politique de la direction des Affaires d'Algérie et d'un service de documentation, dirigé par Jacques Gidel, lui-même issu de la direction des affaires d'Algérie. Le service des affaires administratives et sociales est dirigé par Pierre Rosier, ancien sous-directeur de la direction des affaires d'Algérie, et se compose d'un bureau des affaires administratives, un bureau des affaires sociales et un bureau de la fonction publique. Ce service reprend les attributions de l'ancien bureau administratif et juridique de la direction de l'Algérie et se voit en outre doté de certaines compétences auparavant confiées au bureau politique de cette même direction. Le service des affaires économiques et financières est dirigé par Robert Rigard, ancien sous-directeur des affaires d'Algérie, dont les bureaux reprennent la forme de la sous-direction qu'il dirigeait auparavant : bureau des affaires économiques et financières, bureau des affaires agricoles, bureau des affaires commerciales. Le dernier service du ministère est celui des affaires générales, dirigé par M. Dijon. Il se compose de la bibliothèque du ministère, dirigée par Gabriel Audisio, du bureau du budget et de la comptabilité, du service du personnel et du service intérieur.

D'autres organismes sont rattachés au ministère d'État : l'inspection des sections administratives techniques et des forces de police auxiliaire, la mission d'études désormais chargée d'étudier le statut futur de l'Algérie, la délégation à l'action sociale pour les musulmans en métropole, toujours dirigée par Pierre Massenet, le service de formation des jeunes en Algérie (antenne parisienne) dirigé par le capitaine Henri d'Humières.

#### c) Après l'indépendance de l'Algérie : de nouvelles attributions

Après l'indépendance de l'Algérie, l'organisation du ministère est naturellement modifiée pour faire face à de nouvelles attributions. Par la note n° 5006/SG/CAB du 17 novembre 1962¹, le service des affaires économiques et financières et le service des affaires générales sont réorganisés de manière à former trois nouveaux services : le service de la coopération économique et financière, le service du budget et de la comptabilité et le service du personnel et du matériel. Une autre note de service n° 5054/SG/CAB du 21 novembre 1962 modifie l'organisation et les compétences du service des affaires politiques et de l'information et du service des affaires administratives et sociales : à compter du 26 novembre 1962, deux services sont créés, le service des affaires générales et la direction de la coopération technique et culturelle.

Le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes auprès du Premier ministre, créé en décembre 1962, est réorganisé par un arrêté du 11 janvier 1963 qui reprend sensiblement les modifications précédentes introduites par ces notes de service. Lui sont également rattachées la Caisse pour le développement de l'Algérie, la délégation à l'action sociale et le fonds d'action sociale

#### II. Historique de la conservation et des versements

#### A. Historique de la conservation

Les dossiers des services ministériels chargés de l'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle ont fait l'objet de différents versements du ministère de l'Intérieur aux Archives nationales en août 1881, juillet 1906 et en 1923<sup>2</sup>. Ces archives constituent la sous-série F<sup>80</sup> des Archives nationales. En 1937, la direction des affaires d'Algérie refuse de procéder à un nouveau versement. En 1942, les archives sont encore entassées dans un local au 2, rue Velasquez, après quoi elles auraient disparu, ce qui expliquerait les lacunes importantes qui existe entre F<sup>80</sup> et 81 F, pour la période 1907-1945<sup>3</sup>. Le service de documentation et le service des affaires politiques de la direction des affaires d'Algérie effectuent deux versements aux Archives nationales en 1957 et 1958. Le reste des archives de la direction des affaires d'Algérie suit les services dans

FR ANOM 81 F 122.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Direction des Archives de France, État sommaire des versements faits aux archives nationales par les ministères et les administrations qui en dépendent, T. III, fasc. 2. Paris, Henri Didier, 1957, p. 407-408.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Cette version des faits figure sur un document datant du 3 novembre 1952 et conservé dans les archives des Archives nationales d'outre-mer. Les Archives nationales d'outre-mer conservent aussi un rapport de la mission effectuée en 1964 au secrétariat d'État chargé des affaires algériennes où est mentionnée l'hypothèse d'un bombardement. Quelques documents se trouvant dans l'article coté FR ANOM 81 F 1155 se rapportent à cette disparition. Une lettre d'Eugène Simoneau, directeur des affaires d'Algérie à Jacques Berque, datant du 29 janvier 1959, y évoque «les archives de la direction qui, vous le savez, ont été très gravement malmenées pendant la dernière guerre », sans plus de détails.

leurs métamorphoses de 1958 à 1964. Il se voit adjoindre des dossiers provenant de services absorbés, comme ceux du service algérien d'information et de presse de l'Office administratif de l'Algérie. En 1960, le ministère d'État chargé des affaires algériennes hérite de ces fonds et de ceux de tous les services composant les services centraux du secrétariat général pour les affaires algériennes : cabinet du secrétaire général pour les affaires algériennes, mission d'études. Ces différents fonds ne sont versés aux Archives nationales qu'en 1964 par le secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes. Les archives courantes ont été conservées par le secrétariat d'État, rattaché en 1965 au ministère des Affaires étrangères. Elles sont aujourd'hui conservées par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères, sous le nom de « Fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes ».

#### B. Historique des versements

Ce fonds est constitué de trois ensembles versés aux Archives nationales à des dates différentes :

- Dossiers versés par les services du ministère de l'Intérieur chargés de l'Algérie (1957-1958)

Le ministère de l'Intérieur effectue un versement aux Archives nationales le 2 mai 1957. Il enrichit la série F80 des Archives nationales de vingt-huit cartons relatifs à la période 1930-1956 (F80 2045-2072). Quelques temps plus tard, le ministère de l'Intérieur procède à un nouveau versement de six cartons relatifs aux relations internationales dans les années 1930 (F80 2073-2078). Ces articles ont été versés par le Centre historique des Archives nationales au Centre des archives d'outre-mer en 1975, en même temps que l'ensemble de la sous-série F80. Ils ont été intégrés dans le présent fonds en raison de leurs dates.

- Fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes (1964)

Ce fonds détenu par le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes a été versé aux Archives nationales en 1964, sur l'initiative de deux responsables du secrétariat d'État, Claude Bignon, directeur du cabinet, et François Plaisant, secrétaire général. Le fonds, préparé au versement par une mission des Archives nationales au mois de juillet 1964, arrive à Aix-en-Provence en novembre 1964.

Ce versement constitue la plus grande partie du présent fonds résultant de l'activité des services ministériels chargés des affaires algériennes depuis 1945. Il se compose alors de 1987 liasses, dont le contenu est partiellement identifié dans un bordereau de versement. Un certain nombre de liasses ont été distraites du fonds depuis son arrivée au Centre des archives d'outre-mer. En particulier, le fonds de films provenant du service Cinéma (liasses 1451-1911, 1914-1979) a été intégré dans les fonds audiovisuels du Centre des archives d'outre-mer¹. Des liasses de photographies ont rejoint la photothèque du Centre (liasses 1912-1913); des brochures, périodiques et ouvrages de documentation et de bibliothèque ont été intégrés dans les fonds de la bibliothèque (liasses : 429-507, 562, 729-734, 875-909, 939-949, 988, 1008, 1051, 1344, 1352-1346, 1354-1356, 1358, 1360-1371, 1386-1389, 1406-1412, 1414-1415, 1418-1420, 1430)².

- Versement d'un dossier par Francis Graëve, ancien sous-directeur de l'Algérie au ministère de l'Intérieur (1994)

En 1994, Francis Graëve, sous-directeur des affaires d'Algérie de 1947 à 1951, verse aux Archives nationales un dossier se composant de rapports sur l'activité du service sous son autorité. Ce dossier a reçu la cote F80 2079 avant d'être intégré au présent fonds sous la cote FR ANOM 81 F4.

#### III. Classement

Le versement de 1964 a réuni les dossiers se trouvant dans l'ensemble des locaux du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes et qui n'étaient pas considérés comme des archives courantes. Le bordereau qui en résultait comportait des analyses très succinctes, dépourvues de dates. Le contenu de séries entières de liasses n'avait pas pu être analysé, les liasses étant réunies selon leur service de provenance : « Affaires administratives et sociales » (liasses 1092-1167) ou de façon plus pittoresque : « Archives du comble de M. Damien » (liasses 1325 à 1340). S'il a permis à quelques chercheurs d'avoir accès au fonds, cet instrument de recherche comportait trop de lacunes pour pouvoir donner une image complète et cohérente des fonds

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Cf. Catalogue des films cinématographiques conservés aux Archives d'outre-mer, par Daniel Ledoux, 1978. Ce catalogue est consultable aux ANOM.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Dans le cas des photographies et des collections de bibliothèque, la correspondance entre les cotes du versement de 1964 et les cotes actuelles n'a pas été conservée.

qu'il décrivait. Le travail entrepris a consisté à procéder à l'analyse de tous les dossiers et à l'identification de leur service de provenance.

La question du choix d'un cadre de classement posait quelques difficultés dues en particulier aux perturbations subies fréquemment par les structures des services ministériels chargés des affaires algériennes à partir de 1956. On pouvait être tenté d'utiliser un cadre de classement distinguant les différentes époques de cette administration (ministère de l'Intérieur, ministre résidant, secrétariat général pour les affaires algériennes, ministère d'État chargé des affaires algériennes). Mais si certains dossiers provenaient d'une seule de ses structures, la plupart d'entre eux avaient traversé toutes ces périodes, complétés de temps à autres par les mêmes fonctionnaires. Dans la plupart des cas, l'examen des dossiers montrait qu'au-delà des transformations institutionnelles, il existait une réelle continuité administrative jusqu'en 1962. Dès lors, choisir un cadre de classement chronologique n'aurait conduit qu à diviser des dossiers constitués. Il a donc été décidé de présenter le fonds en une seule unité.

Il est d'usage, dans ce cas, d'être fidèle à l'organisation du service à l'époque du versement du fonds. Cette méthode était peu satisfaisante pour notre fonds, car le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes, qui avait procédé au versement, avait des compétences toutes différentes de celles des services qui s'étaient succédés jusqu'en 1962, alors que l'Algérie était un territoire français. Si la mission essentielle de Louis Joxe, ministre d'État chargé des affaires algériennes était de négocier l'indépendance de l'Algérie, c'est pourtant à son époque que les services réorganisés ont leur forme la plus développée. Par ailleurs, les documents postérieurs à 1962 sont relativement rares dans ce fonds. Le cadre de classement retenu suit donc l'organisation des services du ministère fixée en 1961 dans ses grandes lignes.

Certains dossiers provenant de cabinets ou services antérieurs à l'organisation du ministère d'État ont été placé en tête du fonds. Il s'agit des dossiers de direction des hauts fonctionnaires responsables des services de l'Algérie de 1940 à 1960. Ensuite ont été placés les dossiers provenant du cabinet parisien de Maurice Lacoste, de celui d'André Mutter, de ceux des secrétaires généraux auprès du Premier ministre, du cabinet du ministre d'État, de celui du secrétaire d'État aux affaires algériennes et des services rattachés au cabinet. Après quelques dossiers émanant du secrétaire général du ministère Christian Delaballe et de ses conseillers, ont été classés les fonds des trois services principaux du ministère : le service des affaires politiques et de l'information, le service des affaires administratives et sociales, le service des affaires économiques et financières. Les services qui les avaient précédés depuis la deuxième guerre mondiale disposaient chacun d'un bureau d'ordre, dont l'organisation et les moyens semblaient laisser quelque peu à désirer. Lors d'une inspection, le chef du bureau « Organisation et méthodes » du ministère de l'Intérieur avait conseillé de créer un unique bureau d'ordre pour la sous-direction de l'Algérie<sup>1</sup>. Cette réforme n'a pas été réalisée et chaque bureau utilisait un ou plusieurs cadres de classement décimaux pour ranger ses archives courantes. Ces cadres de classement thématiques n'ont pas toujours été utilisés sans incohérence. Ils ont inspiré le regroupement des dossiers à l'intérieur de chaque sous-fonds, mais nous nous en sommes éloignés lorsqu'ils nous ont semblé nuire à la clarté du classement ou à sa cohérence

Deux sous-fonds ont été placés en fin de l'instrument de recherche : d'une part celui des commissions de contrôle des élections législatives de 1958 et des élections municipales de 1959. En effet, lors de la dissolution de ces commissions, leurs archives ont été expédiées au secrétariat général pour les affaires algériennes à Paris, ce qui explique que ces dossiers aient été mêlés au fonds du ministère chargé des affaires algériennes. D'autre part, les Archives nationales d'outre-mer avaient commencé de constituer un ensemble de rapports et de documentation provenant de différents services et qui ont tropuvé dans ce fonds une plkace permettant de les mettre en valeur.

Les documents éliminés sont pour leur majorité des documents en exemplaires multiples. Aucun accroissement de ce fonds n'est attendu.

#### IV. Présentation du contenu

Le fonds se compose des archives des services ministériels chargés de l'Algérie entre 1945 et 1964. Toutefois, on trouve quelques dossiers ou documents plus anciens, remontant aux années 1870. Dans certains cas, il s'agit de documents réglementaires anciens repris pour traiter une affaire. Dans d'autres, des dossiers entiers qui, quoique jamais versés aux Archives nationales, ont dû être conservés dans les services même, n'ayant pas connu le sort de nombre des archives produites au début du XX<sup>e</sup> siècle et disparues. Ces dossiers sont surtout relatifs aux frontières franco-marocaines et franco-tripolitaines de l'Algérie au début du XX<sup>e</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> CHAN F<sup>1A</sup> 5036.

siècle et la situation au Hedjaz de 1916 à 1940. La plus grande partie du fonds se compose des archives des services ayant exercé à partir de 1945. Un certain nombre de dossiers est relatif à la politique générale en Algérie et proviennent des sous-directeurs et directeurs de l'Algérie, puis des cabinets des ministres et haut fonctionnaires s'étant succédé de 1956 à 1964.

La majorité des dossiers provient cependant des services administratifs chargés des affaires politiques, juridiques et administratives, financières et économiques. Étant donné la stabilité des compétences des services ministériels et la relative stabilité des hommes, les fonds montrent une certaine continuité dans l'action de l'administration tout au long de la période.

Les tâches de ces services apparaissent surtout administratives et réglementaires. Dans certains cas, les services sont simplement destinataires de courriers ou de documents dont le sujet est lié à l'Algérie, à titre d'information, sans qu'ils aient entraîné une action administrative quelconque des services. Mais cette position centrale des services permet de disposer aujourd'hui de sources sur l'Algérie touchant à tous les domaines. Témoignage de l'administration d'une colonie qui ne fut jamais une colonie comme les autres, sans toutefois être jamais tout à fait la France, en dépit de toutes les maximes, le fonds du ministère des affaires algériennes permet de porter un regard global sur les affaires algériennes civiles durant la période 1945-1964 et de pallier les lacunes des fonds locaux transférés en France en 1962. Il reflète à la fois la violence et les affrontements qui ont marqué là cette période. On y trouve ainsi des dossiers consacrés à l'enquête sur les événements de mai 1945 comme à la période de la Guerre d'Algérie. Ils montrent plus encore la profonde volonté de réformes affichée dans tous les domaines à partir de 1945 à travers la profusion de textes de toutes sortes qui sont étudiés dans tous les domaines. Cette tendance ne fait que s'accentuer avec la guerre d'Algérie. A partir de 1958, le secrétariat général pour les affaires algériennes comprend un service spécialisé dans l'information dont les missions sont de se documenter sur les retombées dans la presse de l'affaire algérienne, mais aussi de composer des articles et de la documentation destinée à défendre devant l'opinion nationale ou internationale l'œuvre de la France en Algérie.

Ce fonds ne comprend que les archives des services de l'administration centrale du ministère de l'Algérie. Les services qui dépendaient de lui ont ensuite eu des rattachements divers qui expliquent que leurs fonds sont aujourd'hui généralement conservés au Centre historique des archives nationales ou au Centre des archives contemporaines. On remarquera également que le fonds comprend très peu de documents sur le fonctionnement du service. Explicable pour la période du ministère de l'Intérieur ou du secrétariat général pour les affaires algériennes, alors que les ministères de tutelle avaient leurs propres services spécialisés, cette lacune s'applique aussi à la période du ministère d'État, puisque le quatrième service du ministère, celui des affaires générales n'a pas versé ses fonds en 1964. Il faut aussi signaler que les archives courantes conservées par le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes, en raison de son rattachement ultime, font aujourd'hui parti des fonds du ministère des Affaires étrangères, sous le nom de « Fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes». Certains dossiers de ce fonds remontent aux années 1940 et 1950 mais l'essentiel porte sur la période 1958-1966. La plupart des dossiers relatifs aux négociations d'Evian s'y trouvent conservés.

Certains dossiers de ce fonds ne sont actuellement accessibles que sous dérogation aux règles ordinaires de communicabilité en raison de leur contenu, susceptible de porter atteinte à la vie privée des personnes, conformément au code du patrimoine.

## Orientations bibliographiques

La période et les sujets embrassés par le fonds du ministère des affaires algériennes sont trop amples pour fournir une bibliographie exhaustive. Nous indiquons donc seulement quelques références.

#### Sources imprimées

Bulletin des Lois

Journal officiel de la République française, 19..-

Journal officiel de l'Algérie, 1870-1958, Puis Recueil des actes administratifs de la délégation générale du gouvernement en Algérie, 1958-1962

Almanach impérial

Almanach national

Bottin administratif

Bulletin du ministère de l'Intérieur

#### Ouvrages d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires

Debré (Michel). Gouverner, Mémoires t. III, 1958-1962. Paris : Albin Michel, 1988.

Fouchet (Christian). Mémoires d'hier et de demain. Au service du général De Gaulle. Londres, 1940. Varsovie, 1945. Alger, 1962. Mai 1968, Paris : Plon, 1971.

Leusse (Bruno de) « Les affaires algériennes », dans Georges Pompidou hier et aujourd'hui, témoignages, actes du colloque tenu au C.N.R.S., les 30 novembre et 1er décembre 1989. Ed. De Breet, 1990.

Naegelen (Marcel-Edmond). Mission en Algérie, Paris, Flammarion, 1962.

Morin (Jean) De Gaulle et l'Algérie. Mon témoignage, 1960-1962, Paris : Albin Michel, 1999

Salan (Raoul), Mémoires, Paris, 1972.

Soustelle (Jacques). Aimée et souffrante Algérie, Paris : Plon, 1956.

Soustelle(Jacques). L'espérance trahie, 1958-1961, Paris, 1962.

Tricot (Bernard) Les sentiers de la paix. Algérie, 1958-1962, Paris : Plon, 1972

Viollette (Maurice). L'Algérie vivra-t-elle? Paris, 1934

#### Ouvrages de bases

Ageron (Charles-Robert), *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 1 : *la conquête et les débuts de la colonisation 1827-1871*, Ed. P.U.F., 1979, 632 p.

Ageron (Charles-Robert), *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 2 : *de l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération 1871-1954*, Ed. P.U.F., 1979, 643 p.

Ageron (Charles-Robert, dir.), *Les chemins de la décolonisation de l'empire colonial français 1936-1956*, Ed. C.N.R.S., 1986, 564 p.

Ageron (Charles-Robert, dir.), *La guerre d'Algérie et les Algériens 1954-1962*, Ed. Armand Colin, 1997, 340 p.

Lefeuvre (Daniel), Pathé (Anne-Marie) (dir.), La guerre d'Algérie : au miroir des décolonisations françaises, Actes du colloque international (Paris, Sorbonne, novembre 2000), Ed. Société françaises

d'histoire d'outre mer, 2000, 683 p.

#### **Institutions**

Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. *Histoire du ministère de l'Intérieur de 1790 à nos jours*. Paris : La Documentation française, 1993.

Collot (Claude), Les institutions de l'Algérie pendant la période coloniale, Ed. C.N.R.S., 1987.

Hardy (Michel), Lemoine (Hervé), Sarmant (Thierry), *Pouvoir politique et autorité militaire en Algérie française, hommes-textes-institutions (1945-1962)*, Ed. L'Harmattan, 2002.

## Sources complémentaires

Ce chapitre se divise en deux parties. La première concerne les sources ayant un lien de provenance avec le ministère d'État chargé des affaires algériennes. Elle indique les fonds de services qui ont été rattachés à une époque ou à une autre aux services ministériels chargés de l'Algérie et qui sont aujourd'hui conservés séparément, illustrant, s'il était nécessaire, les péripéties vécues par ce service ministériel, surtout à partir des années 1950.

La seconde partie entend recenser de manière plus générale les sources complémentaires au fonds du ministère d'État chargé des affaires algériennes. Il est nécessaire d'en fixer les limites. En effet, les services ministériels spécialisés de l'Algérie auxquels a succédé le ministère des affaires algériennes, avaient une vocation très large qui embrassait tous les secteurs de la vie algérienne. Il ne s'agit pas uniquement de la vie politique ou de la guerre d'Algérie proprement dite, mais aussi d'économie, de politique sociale etc., puisque ces services étaient le principal interlocuteur de l'administration algérienne et devait être tenus informés de toutes les affaires traitées avec les autres secteurs ministériels. On risquerait donc de faire un catalogue sans fin qui ne serait ni plus ni moins qu'un état des sources de l'histoire de l'Algérie après 1940, ce qui n'est pas l'objet d'un tel chapitre. Par ailleurs, il faut souligner que le terrain est loin d'être vierge. Depuis de nombreuses années, pour répondre à la demande des historiens, des responsables de services d'archives ont rédigé des états des sources concernant l'Algérie après 1940. Nous ne souhaitons pas répéter ce que d'autres ont dit mieux que nous. Cette seconde partie présentera donc, de manière générale, les diverses institutions susceptibles de conserver des sources en relations avec le fonds des affaires d'Algérie. Nous mentionnerons les états de sources disponibles.

En premier lieu, on peut citer, pour des états de sources généraux :

#### Avant 1945:

Sources de l'histoire du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord dans les archives et les bibliothèques françaises : volume 1 : archives : 3t. . Munchen, New Providence, London, Paris, K.G. SAUR, 1996.

#### Après 1945:

Goudail (Agnès).« Les sources françaises de la guerre d'Algérie» dans Lefeuvre (Daniel), Pathé (Anne-Marie) (dir.), *La guerre d'Algérie : au miroir des décolonisations françaises*, Actes du colloque international (Paris, Sorbonne, novembre 2000), Éd. Société française d'histoire d'outre mer, 2000, 683 p. Cet article s'attache essentiellement aux archives publiques civiles de la guerre d'Algérie

Sarmant (Thierry). *Inventaire de la Série H, sous-série 1H1091-4881. Algérie, 1945-1967. T.1 : Introduction générale,* avec la collaboration de Philippe Schillinger et de Michel Hardy. Château de Vincennes : Service historique de l'Armée de Terre, 2000. 187 p.

# I. Sources ayant un lien de provenance avec le ministère d'État chargé des affaires algériennes

#### Archives nationales d'outre-mer

Série F80. Algérie (services ministériels chargés de l'Algérie, 1830-1907).

Cette sous-série se compose des fonds des services ministériels chargés de l'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle, dont le fonds du ministère d'État chargé des affaires algériennes constitue la suite.

Service des successions nord-africaines. 1943-1956.

Le service des successions nord-africaines, créé le 1<sup>er</sup> avril 1945 afin de protéger les intérêts des ayant droits des ressortissants musulmans d'Afrique du Nord décédés en métropole, était rattaché au premier bureau de la sous-direction de l'Algérie dépendant du ministère de l'Intérieur. Il est transféré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949 à l'Office administratif de l'Algérie, dépendant du Gouvernement général de l'Algérie où il a été progressivement intégré au service social. Le service des successions nord-africaines cesse de fonctionner en 1956. Ce fonds se compose essentiellement de dossiers d'affaires et de correspondance. Fonds non classé

(Voir aussi : Centre des archives contemporaines, versement n° 19760140)

Office de l'Algérie à Paris. Années 1920-1958

L'Office de l'Algérie à Paris a été créé par arrêté du Gouverneur général du 31 août 1892, sous le nom de « service de Renseignements généraux et de publicité », dans le but de favoriser la colonisation de l'Algérie par l'information du public sur cette colonie et de développer l'exportation de ses produits. Il représente en métropole les intérêts économiques du Gouvernement général de l'Algérie. Le fonds conservé au Centre des archives d'outre-mer ne commence que dans les années 1920. Il devient conséquent pour les années 1940-1950. L'Office de l'Algérie est rattaché au secrétariat général chargé des affaires algériennes par décret du 28 juin 1958 et progressivement dissous, ses différents services étant absorbés par l'administration du secrétariat général. Fonds non classé.

Sous-série 20 EVEOM. Fonds Jean-Marie Huille, 1960-1966.

Le commissaire général de la Marine Jean-Marie Huille a versé au Centre des archives d'outre-mer ses archives produites lorsqu'il était conseiller technique pour les affaires militaires, de décembre 1963 à 1967, au cabinet de Jean de Broglie, secrétaire d'État chargé des affaires algériennes.

#### Archives nationales (Pierrefitte)

Ministère de l'Intérieur

F<sup>1a</sup> 5010-5136. Fonds du service des affaires musulmanes et de l'action sociale (SAMAS)

Le SAMAS, créé en mai 1958, réunit le service social du ministère de l'Intérieur et le bureau des affaires musulmanes en métropole qui dépendait du cabinet du ministre de l'Intérieur depuis avril 1957. Ce bureau des affaires musulmanes était auparavant rattaché aux services du ministère chargé de l'Algérie, sous le nom de section chargée de l'assistance aux Français musulmans en métropole (premier bureau de la sous-direction de l'Algérie, 1947-1955), puis bureau de coordination et d'action sociale de la direction des affaires d'Algérie (1955-1957). Le fonds du SAMAS a recueilli les dossiers de ces services qui l'avaient précédé.

#### Archives nationales (Fontainebleau)

Ministère de l'Intérieur

Inspection générale du ministère

Versement 19890301 Article 9, liasse 3. Rapports sur l'administration centrale et les affaires algériennes. 1900-1938

Cette liasse contient quelques documents épars provenant des services chargés de l'Algérie, mêlés à d'autres documents provenant du service de l'inspection du ministère de l'Intérieur. Un tel rapprochement de documents vient sans doute du fait que les services de l'Algérie et de l'inspection ont été réunis de 1927 à 1939 sous le nom de direction du contrôle, de la comptabilité et des affaires algériennes du ministère de l'Intérieur. On trouve, dans cette liasse, des rapports sur l'organisation et le fonctionnement des services algériens au ministère de l'Intérieur, ainsi que quelques rapports sur l'administration algérienne et sur l'activité politique musulmane en Algérie et en métropole.

Ministères du travail et des affaires sociales

Versement n° 19760140. Fonds d'action sociale. 1945-1966.

Articles 1-5 : Conseil d'administration du fonds d'action sociale : dossier de séance. 1959-1966

Article 6-7. Programmes d'action sociale et réalisations en métropole et en Algérie.1959-1966

Le fonds d'action sociale pour les Français musulmans d'Algérie en métropole et leurs familles, créé par du 29 décembre 1958, et la délégation à l'action sociale pour les musulmans de métropole, dirigés par Michel Massenet, ont dépendu du secrétaire général pour les affaires algériennes puis du ministre d'État chargé des affaires algériennes. En 1962, ces deux services ont été rattachés au Premier ministre et leur vocation s'est élargie aux travailleurs étrangers dans leur ensemble. Les dossiers de Michel Massenet, devenu en 1965, le chef de la direction de la Population et des Migrations et du Fonds d'aide sociale, ont été versés aux Archives nationales par le ministère des Affaires sociales.

Articles 8-406. Dossiers réglementaires de successions musulmanes, traités en application du décret du 17 novembre 1959.1945-1964.

Le décret n° 59-1298 du 17 novembre 1959 complète le décret portant création du fonds d'action sociale, en lui attribuant notamment « la sauvegarde des intérêts des familles des travailleurs musulmans d'Algérie dans la métropole. En cas de décès de ces travailleurs, il est habilité notamment à représenter leurs ayants droit pour la liquidation des divers avantages auxquels ils peuvent prétendre. » Ces dossiers semblent donc émaner du service qui a succédé au service des successions nord-africaines (voir plus haut).

Versement n°19760133. <u>Direction de la Population et des Migrations</u> (dossiers de la délégation à l'action sociale pour les Français musulmans en métropole).

Articles 14-17 : Travaux du comité interministériel pour les affaires sociales, de la délégation à l'action sociale pour les Français musulmans en métropole, de la délégation à l'action sociale pour les travailleurs étrangers. 1956-1966

Versement n° 19770391. Articles1-12. Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants, dossier de Michel Massenet, délégué à l'action sociale pour les Français musulmans en métropole. 1955-1968.

#### Ministère des Affaires étrangères : direction des archives

Fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes (SEAA), 1810-1967

Ce fonds se compose des archives courantes conservées par les services du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes en 1964, au moment où les archives définitives ont été recueillies par les Archives de France pour constituer le fonds du ministère d'État chargé des affaires algériennes. Le secrétaire d'État chargé des affaires algériennes a été rattaché au ministre des Affaires étrangères le 8 janvier 1966. La plus grande partie des documents de ce fonds portent sur la période 1958-1967.

#### II. Sources complémentaires

**FRANCE** 

#### Archives nationales d'outre-mer

Fonds ministériels

Ministère de l'Intérieur. Service de coordination des informations nord-africaines (SCINA). 1955-1964.

Ce service créé en 1955 et rattaché au cabinet du ministre de l'Intérieur avait pour mission de coordonner et de diffuser l'information sur les activités des Nord-Africains en France durant la guerre d'Algérie.

84 F 1-44. Procès-verbaux de réunion, rapports périodiques, statistiques, produits par le SCINA, 1955-1964.

#### Ministère de la France d'outre-mer

Bien que ce ministère n'ait jamais eu à s'occuper directement des affaires algériennes, on trouve dans ses fonds des dossiers sur l'Algérie et particulièrement le Sud algérien. Citons :

- -le Cabinet du ministre
- -la série « Télégrammes »
- -Fonds de la direction des affaires politiques : les dossiers se composent de notes, rapports et bulletins pour la période 1900-1957. Beaucoup de dossiers concernent les confins sahariens.
- -le fonds des affaires économiques.
- -la Commission d'enquête sur les territoires d'outre-mer dite « commission Guernut », 1937-1938 : 10 rapports et dossiers sont consacrés à l'Afrique du Nord dans son ensemble (institutions, assemblées élues, Islam...) et 13 à l'Algérie. Ces rapports concernent l'alimentation, le contrôle sanitaire, l'eau, la population, l'agriculture et la pauvreté( notamment dans le carton 40).

#### Ministère du Sahara, 1953-1962

Le ministère du Sahara a été créé en mai 1957. Les services ministériels chargé du Sahara qui lui ont succédé n'ont été réunis au ministère d'État chargé des affaires algériennes qu'en mai 1962. Ce fonds se compose des sous-fonds suivants : cabinet du ministre du Sahara et direction des affaires administratives et sociales (service des finances, service des affaires sahariennes, service de la sûreté nationale, service du personnel et des affaires administratives, service de l'action économique et sociale).

Non classé.

Organisation commune des territoires sahariens (OCRS).1957-1963

Organisation créée par la loi n° 57-27 du 10 janvier 1957 pour la mise en valeur des zones sahariennes de la République française, supprimée en 1963.

OCRS 1-489 (cotes provisoires). Fonds provenant du délégué général adjoint, de la division finance et administration, de la division des mines, de l'énergie et de l'hydraulique, de la division de l'infrastructure des transports et des communications, de la circonscription de l'hydraulique. 1957-1963.

OCRS 1/1-22/3 (cotes provisoires). Dossiers de personnel.

Fonds non classé.

#### Fonds produits en Algérie

Parmi les fonds produits en Algérie par l'administration française avant 1962, le Centre des archives d'outre-mer ne conserve que les archives de souveraineté transférées en France à l'indépendance de l'Algérie. Les autres fonds, dits « de gestion » sont demeurés en Algérie. Pour une présentation générale des fonds, se reporter à *l'État des fonds du Centre des archives d'outre-mer* (disponible au ANOM et sur Internet : www.archivesnationales.culture.gouv.fr/caom/fr)

#### Gouvernement général de l'Algérie/Délégation générale du gouvernement en Algérie

Le Gouvernement général de l'Algérie est devenu l'administration du ministre résidant en Algérie, puis celle de la délégation générale du gouvernement en Algérie (1958-1962), avant de passer sous l'autorité du Haut commissaire de la France en Algérie (1962). En dépit de ces changements de noms, il y a une certaine continuité dans ces services, situés à Alger, puis à Rocher-Noir à partir de 1958, et chargés de l'administration générale de l'Algérie.

Série CAB. Cabinet civil des gouverneurs généraux, des délégués du gouvernement en Algérie et du haut-commissaire de la France en Algérie. 1912-1962.

- 1 CAB 1-4. Documents antérieurs à 1930
- 2 CAB 1-16. Jules Carde, Gouverneur général (1930-1935)
- 3 CAB 1-91. Georges Le Beau, Gouverneur général (1935-1940)
- 4 CAB 1-21.Jean Abrial, Gouverneur général (1940-1941)
- 5 CAB 1-Maxime Weygand et Yves Châtel, gouverneurs généraux (1941-1943)
- 6 CAB 1-7. Marcel Peyrouton, Gouverneur général (1943)
- 7 CAB 1-65. Georges Catroux, Gouverneur général (1943-1944)
- 8 CAB 1-193. Yves Chataigneau, Gouverneur général (1944-1948)
- 9 CAB 1-207. Marcel Edmond Naegelen, Gouverneur général (1948-1951)
- 10 CAB 1-248. Roger Léonard, Gouverneur général (1951-1955)
- 11 CAB 1-119. Jacques Soustelle, Gouverneur général (1955-1956)
- 12 CAB 1-266. Robert Lacoste, ministre résidant chargé des fonctions de Gouverneur général, puis ministre de l'Algérie (1956-1958)
- 13 CAB 1-64. Raoul Salan, délégué général du gouvernement en Algérie (1958)
- 14 CAB 1-262. Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie (1958-1960)
- 15 CAB 1-150. Jean Morin, délégué général en Algérie (1960-1962)
- 16 CAB 1. Christian Fouchet, haut commissaire de la République en Algérie (1962).

Série CM. Cabinet militaire des gouverneurs généraux, des délégués du gouvernement en Algérie et du haut-commissaire de la France en Algérie. 1919-1962.

A ce fonds, on peut associer celui du secrétariat permanent de la défense nationale (années 1920-1958). Classement en cours

Série F. Législation, assemblées et conseils, 1832-1956

Cette série comprend particulièrement les fonds du conseil de gouvernement (1932-1956), des conseils du régime dit « de Vichy » en Algérie (1940-1943), de l'Assemblée financière de l'Algérie (1945-1947), de l'Assemblée algérienne (1947-1956).

Secrétariat général du Gouvernement général de l'Algérie puis de la délégation générale :

Le Centre des archives d'outre-mer conserve des dossiers provenant du cabinet du secrétaire général, des secrétaires généraux adjoints pour les affaires administratives et les affaires économiques et de Inspection générale des services.

Fonds non classé

Sous-série 1 G. Dossiers de personnels de l'Algérie, 1870-1956

On y trouve les dossiers individuels de fonctionnaires et préfets d'Algérie. Quelques-uns uns ont été détachés auprès de l'administration ministérielle, à Paris.

Série H. Affaires indigènes et territoires du Sud.1830-1960

Cette série contient des dossiers provenant de la direction des Affaires musulmanes, supprimée en 1945 et de la direction des territoires du Sud qui perdure jusqu'en 1957. On y trouve aussi des dossiers du service de liaisons nord-africaines, service chargé de la surveillance de la population musulmane d'Algérie (1935-1957).

Série N. Travaux publics. 1842-1962

Quelques séries comprennent des documents sur le XXe siècle : 3N1-25. Electricité (1936-1952) ; 4N1-51. Hydrocarbures (1935-1956) ; 5N1-115. Mines et pétroles (1853-1958) ; 6N1-10. Routes (1850-1956) ; 7N1-14. Ports (1844-1955) ; 8N1-36. Eau (1840-1956) ; 9N 1-2. Aviation (1919-1936) ; 10N1-69. Chemins de fer (1863-1955) ; 11N 1. Plan quadriennal d'équipement 1949-1952.

Série O. Affaires économiques. 1832-1960

101-304. Affaires économiques. Dossiers rares à partir de 1950

201-47. Dossiers de personnels dépendant de la direction de l'agriculture

Sous-série 1 Y. Plan d'action communale (1946)

Dossiers de propositions de travaux et d'aménagements par communes.

Série X. Dons, acquisition diverses, documentation

8X 1-464. Études et pièces diverses : contient de nombreux rapports ou monographies datant des années 1940 et 1950.

9X1-341. Documentation : dossiers de coupures de presse et rapports.

22X1-27. Institut de recherches économiques et sociales d'Alger (IRESA) : organisation, rapports (1955-1957)

#### Fonds des préfectures d'Alger, Oran et Constantine, des Oasis et de la Saoura

Ces fonds comprennent des archives provenant du cabinet du préfet et de services qui lui étaient rattachés (bureau spécialisé de la Défense nationale, service des liaisons nord-africaines devenus en 1957 le bureau des affaires de statut local), du secrétariat général de la préfecture, des bureaux chargés de la police et des affaires indigènes. Ils contiennent aussi des dossiers de personnels. Les fonds provenant des départements des Oasis et de la Saoura (Sud algérien) sont moins conséquents.

#### Fonds des sections administratives spécialisées, 1955-1962

Les sections administratives spécialisées (SAS) ont été créées par un arrêté de 1955 en zone rurale pour exercer une double mission de contrôle de la population et de lutte contre le FLN. Des sections administratives urbaines ont été créées en 1956 dans les villes. Ce fonds comprend les archives de sections des régions d'Alger et de Constantine, à l'exclusion de la région d'Oran.

#### Fonds privés

10 APOM 1-1291. Centre des hautes études d'administration musulmane (CHEAM). 1937-1971.

Ce fonds se compose exclusivement de doubles de textes de conférences données aux stagiaires du CHEAM. Le fonds du CHEAM proprement dit est conservé au Centre des archives contemporaines (voir ci-dessous).

#### 46 APOM 1. Fonds Dumas, 1936-1938

Dumas a été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Marx Dormoy de 1936 à 1938. Ce fonds se compose de correspondances de nature politique.

#### 48 APOM 1. Fonds Desmars, 1892-1917

Joseph Desmars a été directeur de l'Intérieur au Gouvernement général de l'Algérie de 1914 à 1915, puis directeur des services financiers du Gouvernement général de l'Algérie par intérim de 1916 à 1918. Ses papiers se composent de rapports concernant, entre autres, la situation des indigènes, les fonctionnaires algériens, le régime législatif, administratif et fiscal de l'Algérie.

#### 28 EVEOM. Fonds Jonnart, 1886-1927

Charles-Célestin a été chef de cabinet du Gouverneur général de l'Algérie de 1881 à 1885, puis Gouverneur général de l'Algérie lui-même de 1900 à 1911 et 1919 à 1918.

#### 19 PA. Fonds Robert Delavignette (19897-1976).

Robert Delavignette a été directeur de l'École coloniale et a fait carrière au ministère des Colonies. En 1957, il est nommé membre de la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels.

19PA 9/116-10/136. Dossiers de Delavignette, membre de la commission de sauvegarde : correspondance.

#### Fonds d'entreprises

Banque d'Algérie et de Tunisie

Ce fonds très important réunit les archives du siège central et des succursales de la banque d'Algérie et de Tunisie

#### Archives nationales (Pierrefitte)

Les Archives nationales (Pierrefitte) conservent en principe les archives centrales de l'État français jusqu'en 1958 et les archives de la présidence de la République, sans limite dans le temps. Ce centre conserve également de nombreux fonds privés. Pour la période antérieure à 1945, on peut se reporter aux Sources de l'histoire du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord dans les archives et les bibliothèques françaises. t 1 : Archives nationales. Munchen, New Providence, London, Paris, K.G. SAUR, 1996.

Plusieurs articles ont été consacrés à la présentation de ces sources :

- Banat-Berger (Françoise) et Noulet (Christèle), « Les sources de la guerre d'Algérie aux Archives nationales »,dans *Revue Française d'histoire d'outre-mer*, 328-329, 2<sup>e</sup> semestre 2000.
- Callu (Agnès) et Gillet (Patricia), « Écrire les traumatismes de la guerre d'Algérie aux Archives nationales» dans *Histoire et archives* n°11, janvier-juin 2002, p.47-63.

Par ailleurs, un État des sources relatives à l'Algérie conservées au Centre historique des Archives nationales (1945-1968), par Patricia Gillet, Agnès Callu et Christelle Noulet, est consultable en salle des inventaires et sur le site Internet du CHAN (<a href="www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/fr">www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/fr</a>). Pour les archives privées, le Centre historique des archives nationales met à la disposition du public un Etat des fonds privés relatifs à la guerre d'Algérie qui complète l'État des fonds privés des Archives nationales. Nous renvoyons donc à ces documents pour plus de précisions.

Archives publiques

Présidence de la République

Série AG. Papiers des chefs de l'État

2 AG 1-661. État français

Ce fonds comporte différents dossiers sur la situation e les événements en Afrique du Nord pendant cette période. On peut noter un dossier du Conseil national consacré au projet de création d'un département de la Kabylie en Algérie (2AG643)

3 AG 1/1-374 ; 3AG 4/1-127. Gouvernement provisoire de la République française : Charles De Gaulle, 1942-1946

3AG1/1-374. De Gaulle à Londres et à Alger

3AG4/1-127. 1944-1946

4 AG : Quatrième république, Présidence de Vincent Auriol (1947-1954) et René Coty (1954-1958).1947-1959.

Cette sous-série contient les dossiers de séance du conseil des ministres (4AG1-12, 1947-1959), ceux du conseil de Défense (4AG 241), des dossiers concernant la situation politique et générale de l'Algérie et les réformes (4AG 44-46, 518, 531-532), les voyages des présidents en Algérie, y compris sur ceux du général De Gaulle en tant que président du Conseil en 1958 (4AG 284, 437, 298), enfin la justice et les recours en grâce des condamnés à mort Algériens (4AG 153-156, 158, 658, 666, 678-682).

5 AG 1. VeRépublique. Présidence du général De Gaulle. 1959-1969.

<u>Fonds Solférino. 5AG1/1-1199.</u> Dossiers de travail du général De Gaulle. (Communication soumise à l'autorisation de l'Amiral Philippe De Gaulle).

Fonds Elysée. 5AG/1-897. Fonds versés par les services de la présidence et notamment

le secrétariat général de la présidence. Ce fonds comprend des dossiers sur le conseil des ministres (5AG 1/95-158), des télégrammes et du courrier (5 AG 1/308-379), des dossiers de Bernard Tricot secrétaire général de la présidence sur l'Algérie et les DOM-TOM (5AG1/25-27), des dossiers sur les voyages du président en Algérie (5AG1/286, 480, 545, 548), des dossiers sur les aspects internationaux du conflit algérien et l'indépendance (5AG1/208-211).

#### Premier ministre

Ces fonds contiennent les dossiers préparatoires et dossiers de séances de plusieurs conseils et comités : conseil des ministres (F<sup>60</sup> 2534-2762, 1943-1962), du comité de défense nationale (F<sup>60</sup> 3009-3023). En ce qui concerne l'Afrique du Nord et l'Algérie, il comprend des dossiers sur la commission interministérielle des affaires musulmanes (F60 699-700, 1911-1937), le Haut Comité méditerranéen (F60 199-202, 701-705, 1935-1939), comité de l'Afrique du Nord (F<sup>60</sup> 839-888, 3044-3045, 1945-1947), Comité des affaires algériennes SG 153-154 (cotes provisoires)1960-1961, 1962-1965).

Pour la période des années 1930, on trouve aussi des dossiers thématiques sur l'Afrique du Nord et l'Algérie. Pour les années 1940, il est à noter que ce fonds contient des dossiers du commissariat à la coordination des affaires musulmanes auprès du comité français de libération nationale, dirigé par le général Catroux, ainsi que des dossiers du cabinet politique du général Catroux, comme éphémère ministre de l'Afrique du Nord (F60/805-832, 833-838). Pour les années 1950, ce fonds contient 50 cartons relatifs au plan de Constantine (Constantine1-50, cotes provisoires)

#### Fonds rattachés:

- Commission de sauvegarde des droits et libertés, créée en 1957 pour enquêter sur les exactions imputées aux forces de l'ordre en Algérie (CSDLI1-80, cotes provisoires).
- Le fonds du commissariat général au Plan contient des dossiers sur le plan en Afrique du Nord (80AJ73-74).
- -Le fonds du Groupement des contrôles radioélectriques conserve les collections d'écoutes des radios algériennes et arabes, 1954-1962 (65Aj 1265-1272).

#### Série BII. Élections

Un dossier concerne le Référendum du 21 octobre 1945 (BII 1320). Les dossiers BII 1473-1498 contiennent vraisemblablement les dossiers de la commission de contrôle du référendum du 28 septembre 1958 en Algérie.

#### Série C. Assemblée nationale

C 15282-15831. Novembre 1945-décembre 1958.

#### Ministère de l'Intérieur

F<sup>1A</sup>. Administration générale

F<sup>1Abis</sup> 122. Organisation du ministère de l'Intérieur, proposition de décret, 1949-1951.

F<sup>1A</sup> 123-124. Conseil de direction du ministère de l'Intérieur.

F<sup>1A</sup> 3186. Voyage de Raoul Aubaud, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur en Algérie. Documentation nord-africaine, 1937.

F<sup>1A</sup> 3292-3298 : Comité interministériel de coordination pour l'Afrique du Nord.1944-1947

F<sup>1A</sup>4731. Cabinet. Algérie : situation politique, notes des Renseignements généraux.

F<sup>1A</sup>4782-4822 : Archives du secrétariat général du Ministère de l'Intérieur : René Paira.

Les dossiers cotés F<sup>1A</sup> 4806 et 4816 sont relatifs à l'Algérie et montre les relations entre le secrétaire général et la direction de l'Algérie.

F<sup>1A</sup> 4782-4822 : Archives du secrétaire général : Jean Mairey (1957-1959).

F<sup>1A</sup> 5145. Réforme administrative du ministère de l'Intérieur, 1944-1949

F<sup>1A</sup> 5147. Réforme administrative du ministère de l'Intérieur, 1955-1957.

F<sup>1A</sup> 5152. Services de l'Algérie et des départements d'Outre-Mer rattachés au cabinet du Ministère de l'Intérieur : enquête de 1950 sur la répartition et l'emploi du personnel, documentation sur les services de la sous-direction de l'Algérie.

#### F<sup>1B</sup> I.Personnel, objets généraux

Cette série contient des dossiers de personnel administratif de fonctionnaires d'administration centrale, de préfets, sous-préfets, gouverneurs généraux de l'ALgérie

F<sup>1C</sup>. Esprit public et élections

F¹c I 241. Notes et études documentaires sur l'évolution économique et sociale de l'Algérie, 1945-1954.

F<sup>1</sup>c I 244. Informations transmises par les préfets sur la situation en Algérie, 1955.

La sous-série F<sup>1C</sup>II comprend des dossiers sur les élections notamment en Algérie.

À noter : F<sup>1c</sup> II 546. Jumelages de communes (1956-1962).

La sous-série F<sup>1C</sup>III contient notamment des rapports des préfets mensuels

F<sup>1C</sup>III 1334. Rapports des préfets sur l'esprit public et la vie économique, 1918-1924

F<sup>1C</sup>III 1338. Rapports mensuels des préfets d'Alger, d'Oran et de Constantine et des territoires du Sud, 1951-1954. Ces dossiers permettent de combler en partie les lacunes du fonds du ministère d'État chargé des affaires algériennes et ceux de la délégation générale du gouvernement en Algérie.

F<sup>1D</sup>.Candidatures et récompenses honorifiques

F<sup>1d</sup> III 21/12. Légion d'honneur. propositions du ministère de l'Intérieur pour l'Algérie (dossiers individuels)

#### F<sup>7</sup>. Police générale

Dans son fonds très important, on trouve des dossiers relatifs à la police administrative, à la surveillance politique (renseignements généraux), à la police judiciaire. En ce qui concerne la guerre d'Algérie, beaucoup de dossiers concernent la situation en France, mais un certain concernent aussi le sol algérien.

#### À noter:

F<sup>7</sup> 15061-15064. Concours de recrutement de la Sûreté nationale en Algérie, 1955-1961.

F<sup>7</sup> 15178-15188. Surveillance des groupements politiques ou syndicaux activistes en Algérie, 1955-1961

F7 15352. Notes sur l'Algérie. [1941-1959].

F<sup>7</sup> 15397-15403. Délégation générale en Algérie, service central des centres d'hébergement des assignés à résidence.1958-1963.

F<sup>7</sup> 15390-15403. Commission de vérification des mesures de sécurité publique.

F<sup>7</sup> 15404-15412. Fichier dit « Fort de l'Est » correspondant aux dossiers d' informations contre X du parquet du tribunal de grande instance d'Alger. Il provient d'Algérie.

F<sup>7</sup> 15413-15417. Fichier des attentats en Algérie.1957-1962

F<sup>7</sup> 15427-15431. Victimes d'attentats en Algérie : dossiers médicaux, 1960-1961.

On trouve aussi des dossiers dans tous les autres secteurs ministériels :

Série F<sup>10</sup> Agriculture

Série F<sup>12</sup>. Industrie

 $F^{12}$  11703-11704 et 11727 : société de recherche de pétrole en Algérie et régie algérienne des pétroles, législation, 1941-1961.

F<sup>12</sup> 11801-11810. Papiers de M. Gabory, directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'industrie.1946-1965.

 $F^{14}$ . Travaux publics

Concerne notamment les mines, le chemin de fer, le plan de Constantine, les phares et balises

 $F^{17}$ . Éducation nationale.

Concerne l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi que les sciences et lettres.

 $F^{2l}$ . Beaux-arts

 $F^{22}$ . Travail

Concerne le travail et le syndicalisme

 $F^{4l}$ . Information

Ce fonds contient des dossiers des dossiers de censure et d'autorisations de paraître de journaux. L'article coté F<sup>41</sup> 2239 est spécialement consacré aux relations du ministère avec le ministère des Affaires algériennes.

Série BB. Justice

BB<sup>18</sup>. Correspondance générale de la Division criminelle

BB<sup>18</sup> 3608-3616, 4103 : Nationalisme algérien. 1944, 1952.

BB¹¹ 4224-4235 Nationalisme algérien : documents relatifs notamment aux arrestations pour activité terroriste et séparatiste, au terrorisme et aux perquisitions au sein des organisations du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MLTD). 1954-1957.

 $BB^{18}$  4330-4345 Nationalisme algérien : documents relatifs notamment aux attentats, aux perquisitions, aux plaintes contre la police et aux sévices. 1955.

BB<sup>18</sup> 7079 Parti du peuple algérien. 1939-1949.

BB<sup>30</sup>. Versements divers (1956-1987)

BB<sup>30</sup> 1724, 1726, 1729-1732, 1735-1739 et 1754. Archives du Commissariat à la Justice d'Alger : documents relatifs aux réformes politiques, sociales et économiques en Algérie, à l'octroi de la citoyenneté française aux populations indigènes d'Algérie, au personnel du Commissariat et au personnel judiciaire dans le ressort de la cour d'appel d'Alger, à l'organisation de la justice et au fonctionnement des tribunaux en Afrique du Nord, aux affaires musulmanes, aux conseils généraux d'Algérie et à l'épuration du barreau d'Algérie. 1943-1947.

BB<sup>30</sup> 1841. Service du contentieux : pourvois administratifs de magistrats des cadres de la justice musulmane en Algérie. 1948-1959.

BB<sup>30</sup> 1849. Cabinet du ministre Jean Foyer : documents relatifs notamment aux recours en grâce en faveur d'Algériens. 1957-1963.

BB<sup>30</sup> 1850. Tribunal militaire de Paris, puis Cour de Sûreté de l'État.1963-1964

BB<sup>30</sup> 1851. Documents divers sur l'Algérie. [1959-1966].

#### 5 W Cour de Sûreté de l'État.

Ce fonds est notamment composé d'arrêts de la Cour de Sûreté de l'État et de la Cour militaire de Justice, d'arrêts de contumaces prononcés entre 1945 et 1950 par les Cours de justice, les Tribunaux permanents des Forces armées et la Cour de Sûreté de l'État, de jugements et de décisions de classement du Tribunal militaire et du Tribunal de l'Ordre public et de non-lieux des tribunaux de Grande Instance d'Algérie. Il comporte également un fichier des condamnations, des non-lieux et des classements, par ordre alphabétique des inculpés. 1945-1981 et sans date. Ce fonds est en cours de classement

Fonds privés

Les fonds privés sont nombreux et nous renvoyons à l'état de ces fonds relatifs à la guerre d'Algérie qui a été réalisé. Nous citons seulement les fonds d'hommes politiques et de hauts-fonctionnaires.

#### 363 AP. Fonds René Mayer

René Mayer a été député radical de Constantine (1946-1956), garde des sceaux (octobre 1949-août 1951), vice-président du conseil et ministre de finances (1951) et président du conseil (janvier mai 1953). Ces dossiers concernent les rebelles algériens et no. L'affaire de l'organisation spéciale (OS) mais se compose de correspondance avec hommes politiques et administrateurs de l'Algérie.

363AP 1-4 Commissariat aux communications et à la marine marchande du gouvernement de la République française à Alger (1943-1944)

363AP 31-32. Indochine et Algérie : dossier sur l'affaire de l'organisation spéciale et les nationalistes algériens, correspondance

#### 365AP. Fonds Michel Aurillac

Ce haut fonctionnaire a notamment été conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Algérie, Abd-el-Kader Barakrok. Il s'agit probablement de dossiers réalisés dans ces fonctions et notamment un travail au projet de loi-cadre qui n'eu finalement pas de suite<sup>1</sup>.

365AP 7-8 : Etat préparatoire sur le statut de l'Algérie, dossiers divers sur l'Algérie : 1956-1958

518AP 1-14. Fonds Marcel Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie (1948-1951)

518AP5 : dossiers pendant l'exercice de ses fonctions de Gouverneur général, manuscrits sur la situation, documentation reçue ultérieurement à ses fonctions.

518AP 8-11 : dossiers thématiques Algérie, album photos de voyages en Algérie.

[452AP] 628mi. Fonds René Coty Président de la République de 1954 à 1958

457 AP. Fonds Georges Bidault, homme politique, président du Conseil en octobre 1949.

457 AP 105-111. Evénements en Algérie, prises de position, documentation, coupures de presse, rapports, correpsondance.1956-1960 Coupures de presse sur les journées de février 1956 ; comptes rendus de débats à l'Assemblée nationale ; documentation imprimée ; exemplaires de Liberté, organe clandestin du Parti communiste algérien ; directives diverses, notamment le recueil édité par le Gouvernement général de l'Algérie, Pour l'Algérie, pour la France. Directives aux autorités locales, avril 1956 ; rapport du colonel Lanusse sur "l'action psychologique et l'action politique ", août 1956 ; notes et correspondance ; article de G. Bidault sur l'A.F.N. 1956

#### 505 AP. Fonds Edgar Faure

505 APII1-345. Fonds Edgar Faure dossiers des interventions ministérielles et parlementaires et *activités* documentation, notes articles sur l'Algérie, rapport sur divers évènements : El Alia, Ben Boulald

#### 539 AP. Jean Donnedieu de Vabres

Conseiller juridique de l'Organisation commune des régions sahariennes, puis directeur de cabinet de Pierre Guillaumat, ministre des armées puis ministre délégué auprès du premier ministre (1962).

593AP4 dossier 1 : politique algérienne

#### 546 AP Fonds Henri-Paul Eydoux.

Ancien fonctionnaire de l'Office du Gouvernement général de l'Algérie et de l'Office d'action économique et touristique d'Algérie avant la seconde guerre mondiale, Henri-Paul Eydoux devint conseiller technique de Jacques Soustelle d'abord Gouverneur général de l'Algérie (1954-1955), puis ministre chargé du Sahara (1959-1960).

546 AP 6-7 ; H.-P. Eydoux conseiller technique au cabinet de Jacques Soustelle, Gouverneur général de l'Algérie. 1955-1956.

546 AP 8 : Second séjour au Gouvernement général d'Alger. 1959-1960.

546 AP 9 : Séjours en Algérie et au Sahara. 1955-1960.

546 AP 10-11 : Documentation sur l'Algérie et le Sahara. 1930-1959.

#### 552 AP. Vincent Auriol

Homme politique, président de la IVe République de 1947 à 1954.

Rappelons que le fonds d'Abdelkader Barakrok ne figure pas dans les archives publiques, ce qui donne plus d'intérêt à ces dossiers.

- 552 AP 156. Afrique du Nord. Lettres notes, synthèses .1956
- 552 AP 160. Correspondance active et passive de Vincent Auriol. 1958.
- 552 AP 161. Vincent Auriol et la crise de mai-juin 1958.
- 552 AP 165. Affaires algériennes. 1959-1960. Notes manuscrites et dactylographiées du président Auriol sur la situation en Algérie, comptes rendus d'entretiens avec le président Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, et avec le général de Gaulle en janvier-février 1959 ; notes et correspondance, extraits de presse, 1959-1960.
- 552 AP 167. Affaires algériennes. 1961-1962. Journal, notes et correspondance de Vincent Auriol.
- 552 AP 168. Correspondance diverse envoyée et reçue par Vincent Auriol. 1962.

#### 560 AP. Fonds René Pleven

Contient des dossiers sur les crises gouvernementales de 1957 et 1958 (560AP53)

#### 561 AP. Fonds Georgette Elgey

Historienne de la Ive République, ancienne archiviste de l'Elysée.

561 AP 12-14. Situation en Algérie, projets de réforme Mitterrand, pouvoirs spéciaux. 1951-1955.

581 AP. Fonds du parti socialiste unifié

581 AP 1. S.F.I.O., Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie. 1957-1958.

581 AP 116. Guerre d'Algérie. 1963.

#### 582 AP. Fonds Jacques Kosciuzko-Morizet

Ce diplomate fut directeur adjoint du cabinet civil du président de la République (1946-1953, puis directeur du cabinet de Félix Houphouët-Boigny, ministre délégué à la présidence du Conseil puis ministre d'État (1956-1957).

582 AP 7. Directeur du cabinet civil du président de la République.

Algérie : renseignements nominatifs, comptes rendus d'écoutes téléphoniques. 1949.

582 AP 9. Notes, documentation, coupures de presse sur le Sahara. 1956-1957.

#### Témoignages oraux

- 2 AV 7-19. Michel Aurillac En particulier 2 AV 9.
- 2 AV 1289-1300. Pierre Lefranc En particulier 2 AV 1293-1294.
- 2 AV 1303-1337. Marceau Long. En particulier 2 AV 1309-1311.
- 11 AV 1-3. Témoignages de François de Tricornot de Rose et du colonel Gilbert Fesneau.

(sur l'État-major général de la Défense nationale pendant la guerre d'Algérie)

#### Archives nationales (Fontainebleau)

Le site de Fontainebleau des Archives nationales a pour vocation d'accueillir les archives de l'ensemble des organes centraux de l'État après 1958. Toutefois, de nombreux versements comprennent des documents antérieurs à cette date. La base de donnée PRIAM 3, qui recense l'ensemble des versements d'archives rassemblés par le Centre des archives contemporaines depuis 1969, consultable sur place, est désormais aussi accessible sur le site Internet du Centre (www.archivesnationales.culture.gouv.fr/CAC/fr). Selon cette base, il existe 171 versements produits au moins en partie avant 1962, qui comprennent des articles sur l'Algérie. Ces versements proviennent des services ministériels les plus variés :Services du premier ministre, Agriculture, Éducation nationale, Équipement, Industrie, Intérieur, Jeunesses et Sports, Transports, Travaux publics, Travail, Santé... On trouve des dossiers d'affaires, de surveillance, mais aussi parfois des dossiers de personnel administratif rapatrié d'Algérie. Nous présentons ici une sélection, à titre d'exemple.

#### Premier ministre

Versement n°19820478. Article1-2. Cabinet de Michel Debré, premier ministre : chronos du courrier à la signature du premier ministre.1959-1962

Versement n° 19830229. Dossiers de Melle Nafissa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargée des questions sociales en Algérie.1959-1967

Nafissa Sid Cara a été nommé secrétaire d'Etat le 8 janvier 1959. Ces dossiers sont relatifs à l'enseignement, à la réforme de la justice musulmane, du statut personnel et du statut des femmes, de

la jeunesse et de la promotion sociale des Français musulmans d'Algérie. Ce fonds contient aussi des documents sur le mouvements de solidarité féminine Algérie-Sahara dont elle était membre.

Versement n° 19960480. Article 1-79. Centre des hautes études sur l'Asie et l'Afrique moderne. 1936-1989.

Le CHEAM a été créé par décret du 30 novembre 1936 sous le nom de Centre des hautes études d'administration musulmane pour apporter un complément de formation aux administrateurs envoyés en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Ce fonds contient notamment les archives du premier directeur du CHEAM, Robert Montagne qui, à côté de ses activités d'enseignement et de recherches, a aussi exercé diverses fonctions dans l'administration, comme au Haut Comité méditerranéen et au Haut Comité de l'Afrique du Nord, , au bureau politique de l'état major du théâtre des opérations en Afrique du Nord (1938-1943),au commissariat d'État aux affaires musulmanes du gouvernement provisoire de la République française et au commissariat à la coordination des affaires musulmanes (1937-1951). Ce fonds comprend aussi les archives du CHEAM proprement dit qui a formé de nombreux administrateurs.

Versement n° 19860072. Direction de la documentation française. Article1 et 2 : Débats de l'ONU sur l'Algérie et coupures de presse (1955-1961), ONU et Afrique du Nord 1951-1957.

Versement n° 19860074. <u>Service Juridique et Technique de l'Information</u>. Article 3. Politique relative à la presse et à la radiodiffusion en Afrique du Nord, 1954-1963.

Intérieur

La mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Intérieur a réalisé un guide thématique des recherches dont l'une des rubriques est consacrée à l'Algérie (présence française en Algérie, guerre d'Algérie, rapatriés). Ce guide est aussi consultable sur le site Internet du ministère de l'Intérieur (www.interieur.gouv.fr). une recherche sur la base PRIAM 3 permet de recenser près d'une quarantaine de versements dont au moins un article concerne l'Algérie avant 1962.

Les dossiers sont essentiellement relatifs aux élections, à la surveillance politique, au personnel administratif, mais aussi à la police, au maintien de l'ordre et à la sécurité

#### Exemples:

Versement 19920172. . Direction des libertés publiques et des affaires juridiques sous-direction de la réglementation intérieure

Article 8-11: problèmes relatifs à l'Algérie : activités sionistes en Afrique du Nord, émigration juive nord-africaine vers Israël, contrôle de déplacements et de mesures d'internement administratif de nord-africains : préparation de textes officiels, documents émanant du service de coordination de l'information nord-africaine, comptes-rendus de séances de la commission de vérification des mesures de sécurité publique, rapports des préfets, listes ,nominatives d'internés, notices individuelles, statistiques : 1947-1967.

Direction générale de la police nationale

Versement n° 19770346 art. 2-8 Algérie. Direction de l'administration générale- Organisation administrative civile et militaire, réforme territoriale, corps préfectoral, dossiers individuels, 1945-1972 ; guerre d'Algérie, événements du 13 mai 1958, journée des barricades de 1960, putsch de 1961, menées de l'OAS : notes, rapports de préfets, 1958-1962.

Versement n° 19980473 art. 1-77. Dossiers de la mission "C" de la direction centrale de la police judiciaire, chargée de la lutte contre l'OAS en Algérie (décembre 1961-juin 1962). - Organisation, activité et bilan de l'action de la mission ; dossiers de procédures judiciaires de la police nationale et enquêtes de la gendarmerie nationale, Alger, Oran et Constantine : notes et fiches de renseignements sur l'organisation, les membres et les attentats de l'OAS en Algérie ; documentation et notes de l'OAS (Scellés). 1960-1962.

art. 78 Dossiers concernant la dissolution et le séquestre des biens de diverses organisations (mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques -MTLD-, 1954-1955, société d'impression et d'exploitation d'Alger républicain, 1955-1959, comité d'action universitaire pour la sauvegarde de l'Algérie française, 1956).

#### Agriculture

Les 15 versements recensés proviennent de l'inspection générale de l'agriculture, de la direction générale de l'administration et des finances, de la direction des affaires sociales, de la Direction des Forêts, de l'office interprofessionnel des céréales, du centre nationale d'aménagement des structures des exploitations

agricoles. Les articles correspondants concernent l'organisation des services de l'agriculture en Algérie, le personnel et son reclassement en France après l'indépendance, la législation agricole, les maisons forestières, au versement de prestations aux enfants rapatriés, à l'indemnisation des agriculteurs rapatriés.

Exemples

Versement n° 19790427, articles 1-5. Section algérienne de l'Office interprofessionnel des céréales : dossiers et correspondance relative à la validation des services et à la gestion du personnel de la SAONIC et des comités départementaux des céréales. 1936-1962.

Versement n°19780048. ART 1-4: Office national anti-acridien, transféré à Alger en 1952, puis office anti-acridien: préparation des décrets, transfert, réorganisation, liquidation, fonctionnement. 1952-1970.

Versement n° 19920201. Art. 1-18 :Préparation et application des textes législatifs et réglementaires sur l'indemnisation des agriculteurs rapatriés : correspondance, comptes-rendus de réunions ; évaluation du patrimoine foncier en Algérie, en Tunisie et au Maroc.1962-1984

Culture

On recense 3 versements. Deux sont relatifs à l'ORTF et Radio-France. Un autre concerne notamment le rapatriement des œuvres d'art d'Algérie.

Versement n° 19910238. Articles 11-14 : achats : expositions, salons divers, attributions au musée national d'art moderne, rapatriement des œuvres d'art d'Algérie, prêt des œuvres d'art pour exposition et salons, bourses d'encouragement.1860-1986.

Éducation nationale et enseignement supérieur

Les 22 versements recensés proviennent du cabinet du ministre, de la direction de l'administration générale et des affaires sociales, de la direction de l'équipement scolaire, des directions en charge des différents enseignements. Les articles concernent la scolarisation et la construction d'écoles, l'enseignement primaire, professionnel et supérieur, le patronage d'écoles algériennes par les écoles françaises, le personnel de l'enseignement. On trouve aussi des dossiers évoquant les bibliothèques et les archives.

## Exemple:

Versement n° 19770593. Cabinet

Article 6-9. Scolarisation en Algérie. 1945-1963

Versement n°19770519. Direction de l'enseignement technique.

Art 1-3 : Organisation et fonctionnement de l'enseignement technique en Algérie, Tunisie et Maroc : notes, rapports, visite du secrétaire d'état à l'enseignement technique, organisation et fonctionnement des établissements (arrêtés de création, correspondance, recensement des personnels et des inscriptions, documents iconographiques), plan de scolarisation. 1930-1961.

Versement 19810336. Direction des personnels administratifs. Articles 1-6 : Dossiers de parrainage des écoles d'Algérie : questionnaires, statistiques, rapports de directeurs d'écoles, listes d'établissements. 1959-1961.

Industrie

Les 15 versements recensés proviennent de la direction de l'administration générale, direction générale de l'Énergie et des matières premières et de la direction générale de l'Industrie. Les articles correspondants concernent les mines, les hydrocarbures, l'industrie de métallurgie et l'industrie textile

Exemples:

Versement n° 19790517, article 8. Société nationale des mines d'Aïn-Barbar, 1943-1972 ; société des mines de Kabylie(1942-1967).

Versement n° 19840069. Direction générale de l'industrie. Art.2-3. Société bônoise de sidérurgie : création de complexes sidérurgiques en Algérie : projet étudié avant 1962 et réalisé après 1962 : projets, comptes rendus de réunion du groupe de travail, plans, suivi des travaux et de l'accord franco-algérien. 1942-1968.

Versement 19780697. Direction de l'Administration Générale. Articles 1-3 : textes officiels et notes relatifs au personnel dépendant du ministère de l'Intérieur employé en Algérie et aux rapatriés.1947-1972.

Versement 19820750. <u>Articles 1-54. Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières. Activités des sociétés pétrolières travaillant en Afrique et particulièrement en Algérie (dossirs classés par sociétés puis par types de documents).</u>

## Jeunesse et sports

Les 9 versements recensés proviennent de la direction de l'administration, de l direction de la Jeunesse et de la direction du Sport. Les articles correspondants concernent surtout le personnel en Algérie et son reclassement et son indemnisation après l'indépendance.

## Exemple:

Versement n° 19770220. Direction de l'administration. Article 1 : dossiers nominatifs pour le paiement d'indemnités au personnel rapatrié des centres sociaux d'Algérie. 1962-1963

#### Justice

Un seul versement est recensé : il concerne les bourreaux.

versement n° 19890100. Direction des Affaires Criminelles et des Grâces Articles 1-2 : exécuteurs des arrêts criminels en France et en Algérie, nomination, gestion, cessation, indemnisation.1899-1982.

#### Postes et télécommunications

Les versements concernent les PTT, le personnel et la caisse d'Epargne.

#### Exemple:

Versement n° 19860208. <u>Cabinet et services rattachés.</u> Article 51-53 (F 90 BIS 7387-7389): Notamment : notes sur le fonctionnement des services en Algérie, au Sahara, en Tunisie et au Maroc.1945-1963.

## Travail et Santé, affaires sociales

Les 16 versements recensés pour ces deux secteurs concernent le personnel. Pour le travail, les dossiers proviennent de la délégation à l'Emploi, de la direction des relations du travail, de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). En ce qui concerne la Santé, les dossiers proviennent de la direction de l'action sociale, de la direction des hôpitaux, de la direction générale de la santé

#### Exemples:

Versement n °19760121. Direction des Relations du Travail. Articles 509-511 : Application de la législation du travail à l'Algérie. 1883-1956.

Versement n° 19760171. Direction de l'Action Sociale. Article 2 : Enquête sur les centres ménagers, service social en Algérie et centres familiaux de formation ménagère.1959-1962.

Versement n° 19760190. Direction des Hôpitaux. Articles 77-89. Reclassement du personnel médical ou paramédical rapatrié d'Algérie, départements d'outre-mer. 1956-1972.

#### Transports

Les 13 versements recensés proviennent de la direction de la météorologie, de la direction des transports terrestres. Les dossiers concernent surtout les ports et les chemins de fer, ainsi que le personnel. D'autres versements proviennent des services ministériels chargés de l'aviation civile et de la marine.

## Exemples:

19800418. Direction des Transports Terrestres. Articles 1-13 : Chemins de fer algériens, voies ferrées d'intérêt local et tramways : dossiers généraux, textes officiels, contrats de concessions.1875-1950

19770937. Direction des Transports terrestres. Articles 3-9. SNCFA, projets, constitution, statuts, procès-verbaux des conseils d'administration, cahiers des charges de la société (1938-1963) ; comptes de gestion (1951-1960) ; rapports sur la gestion des compagnies (1961) ; budget d'exploitation (1960-1964) ; statistiques des chemins de fer algériens (1960-1962). Article 11. Pistes transsahariennes : rapports, procès-verbaux de réunions de diverses instances, statistiques (1953-1962.

19770759. Direction des Transports Terrestres. Articles 223-224 : Ports maritimes de commerce et de pêche d'Algérie, travaux neufs et d'entretien.1919-1962

19760006. Direction de la météorologie. Article 2 . Organisation du bureau météorologique de Mers el Kébir, rattaché au commandement des forces maritimes françaises en Méditerranée.1953-1961

19870404. Articles 13, 15-16: Algérie, organisation de la protection civile, plan ORSEC, organisation des transports en temps de guerre, conventions souscrites par les entreprises de transports.1950-1957.

#### Urhanisma

Les 5 versements recensés proviennent de la direction de la Construction et concernent le financement de la construction et le contrôle des organismes d'habitations à bon marché et d'habitations à lover modéré

Versement 19771106. Articles 1-32: Organismes d'habitation à bon marché ou d'habitation à loyer modéré d'Algérie et des territoires d'outre-mer avant 1968 : statut des offices publics, sociétés anonymes et sociétés de crédit immobilier.1901-1968. Articles 33-34. Algérie et territoires d'outre-mer, documents comptables isolés et enquête sur l'habitat en Algérie en Algérie.1938-1959.

Versement n° 19771136.Article 1 : Documentation sur les HLM en Algérie : statistiques ; statut des offices départementaux, étude sur l'habitat traditionnel.1955-1956.

#### Cour de Cassation

Les dossiers concernent les décisions des tribunaux algériens cassés et le haut-tribunal militaire.

Versement n° 20010444. Cour de Cassation. Article 1 : décisions des cours d'appel et des tribunaux algériens renvoyées devant la cour de cassation.1953-1964.

## Archives nationales du monde du travail

Les Archives nationales du monde du travail conservent des archives d'entreprises et des fonds d'associations professionnelles et de syndicats. L'état des fonds est consultable sur place mais aussi sur le site Internet des ANMT (www.archivesnationales.culture.gouv.fr/anmt/fr) On y trouve les fonds concernant des sociétés algériennes. On relève pour mémoire deux fonds d'associations professionnelles:

40AS. Comité central des houillères de France.

40AS 263. Compagnie minière de Mzaita, 1928-1933

67 AS 1-26. Comité interprofessionnel de l'industrie des pâtes alimentaires. 1942-1964

L'objet de ce comité interprofessionnel rattaché au ministère de l'agriculture, était de coordonner la gestion des matières premières, la capacité des usines et de développer la consommation. Certains articles concernent l'Algérie

#### Service des archives du ministère des Finances

Ce service conserve les archives produites par le ministère des Finances et qui sont assez importantes concernant l'Algérie. On y trouve des dossiers sur des sujets variés tels que le budget, l'organisation financière de l'Algérie, la banque et le crédit, la monnaie, la fiscalité, les organismes de financement du développement de l'Algérie, la guerre d'Algérie et les rapatriés. Politique de développement de l'Algérie.

#### Exemples<sup>1</sup>:

B 23261-23394 et B 48123-B 48373. Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie, plan de Constantine, programmes d'équipement, conférences d'Evian et de Lugrin, dossiers de sociétés, rapports, études et documents, 1945-1972.

B 24964. Caisse d'accession à la propriété rurale en Algérie (CAPRA), 1956-1962.

B 24965 et 24966. Régime financier de l'Algérie, préparation du budget, douanes, domaines, enseignement privé, 1957-1962.

B 49356 à B 49462. Secrétariat d'État aux affaires économiques, service de l'Afrique du Nord, relations commerciales de l'Afrique du Nord, exécution du plan Marshall, productions agricoles et industrielles, 1945-1956.

B 46119-46148 : Service de la coordination des Affaires économiques en Afrique du Nord, organisation du service, correspondance, 1947-1958.

Z 761. Trésorerie générale d'Algérie, création d'une recette principale à Alger, avance aux fonctionnaires rapatriés, ravitaillement de l'Afrique du Nord, 1939-1968.

## Ministère des affaires étrangères

Direction des archives (Paris)

A côté du fonds du secrétariat d'état aux affaires algériennes et les fonds de la direction Afrique-Levant , le ministère des Affaires étrangères conserve des fonds concernant la dimension internationale prise par le conflit algérien.

Mission de liaison pour les affaires algériennes. 1956-?

Cette mission, créée en novembre 1956 a pour objet la coordination de l'action du ministère des Affaires étrangères, des services ministériels et des services centraux de l'Algérie en matière d'information face aux répercussions internationales du conflit algérien.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Cotes communiquées par Agnès Dorion, conservateur du patrimoine, chef de ce service.

Fonds Nations unies- organisations internationales. 1944-1968.

Ce fonds regroupe les archives du secrétariat des Conférences, devenu service puis direction des Nations unies et organisations internationales, chargé de la préparation des conférences internationales, de la documentation générale et des études relatives à la préparation des traités de paix et aux problèmes internationaux, des liaisons entre le gouvernement français et l'organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées qui en dépendent.

Centre des archives diplomatiques (Nantes)

Le Centre des archives diplomatique a pour vocation de conserver les archives rapatriées des ambassades et postes consulaires à l'étranger. Les fonds rapatriés de l'ambassade de France en Algérie comprennent deux séries consacrées à des dossiers produits par l'administration centrale de l'Algérie, à la fin de la période coloniale

Fonds de l'ambassade de France en Algérie

Série A. Délégation générale du gouvernement en Algérie. 1958-1962

Les documents contenus dans les132 dossiers de cette série semblent avoir été essentiellement produits ou reçus par le cabinet civil des délégués du gouvernement en Algérie et du haut-commissaire de la République en Algérie qui leur a succédé. Certains dossiers proviennent du bureau d'études qui était rattaché à ce cabinet, et notamment les dossiers relatifs aux conseils municipaux issus les élections d'avril 1959, qui composent un tiers de cette série. D'autres dossiers concernent des affaires politiques : rapports des Renseignements généraux, monographies régionales ou d'arrondissement, notes et fiches de renseignement sur les élus, l'activité des mouvements politiques, les déplacements du délégué général du gouvernement, les activités du général De Gaulle et les relations avec les consuls étrangers. On y trouve aussi des dossiers de Bernard Tricot, délégué du Haut Commissaire de la France en Algérie (A42-50).

Série B. 1956-1962

Cette série se compose de neuf dossiers provenant du bureau d'études, de quatre fichiers de personnalités politiques et de quatre-vingt deux classeurs de télégrammes. Les dossiers constituant cette série semblent provenir du bureau d'études

## Ministère de la Défense

Service historique de l'armée de terre

Il convient de se reporter à l'*Inventaire de la sous-série 1H, 1H1091-4881, 1945-1967. t.*1. Introduction, Château de Vincennes, Service historique de l'Armée de terre, 2000, qui présente les sources complémentaires disponibles. Le service historique de l'Armée de terre conserve les archives de l'administration centrale du ministère de la Défense et des services communs aux trois armées aussi bien que les fonds relatifs à l'Armée de terre proprement dite.

- Série R. Cabinet du ministre de la Défense et organismes rattachés.1945-1969.
- Série Q. Conseils et comité de défense, secrétariat général de la défense nationale et organismes rattachés .1945-1980.
  - 1 Q. Cabinet militaire du président de la République sous la Ive République.1946
  - 2 O. Conseils de défense. 1947-1958. 1958.
  - Série S. État major des armées et organismes rattachés
  - Série T État major de l'armée de terre et services rattachés.

Série H. Archives militaires de l'outre-mer

Sous-série 1 H. Algérie. Les articles 1H1091-44881 correspondent à la période 1945-1967 et comprennent les fonds du cabinet militaire de la délégation générale du gouvernement en Algérie<sup>1</sup>, du cabinet du commandement en chef des forces armées, de l'état major de la 10<sup>e</sup> région militaire et des subdivisions de la région militaire (corps d'armées d'Alger, Oran et Constantine, secteurs) et du commandement interarmées au Sahara.

Sous-série 1 K. Fonds privés.

A côté de fonds de responsables militaires (le général Ely, le maréchal Juin, les généraux Allard et Gambiez), le service historique de l'Armée de terre a recueilli les archives du préfet Jean Vaujour (1K

Dont une autre partie est conservé au Centre des archives d'outre-mer.

628), directeur de la sécurité générale au Gouvernement général de l'Algérie (1953-1955), chargé de mission puis conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur (1955-1957), directeur général de la SONACOTRAL(1957) et enfin nommé directeur du cabinet civil et militaire du délégué général du gouvernement en Algérie en 1960.

Sous-série 3 K. Témoignages oraux

A côté des témoignages du ministre de la Défense Pierre Mesmer et de responsables militaires (Colonel Lacheroy, général Katz, général Massu, commandant Léger), le service historique de l'armée de terre a recueilli les témoignages de Bernard Tricot (3K 25), secrétaire général de la présidence de la République, puis délégué du haut commissaire de la République en Algérie (1962) et du préfet Jean Vaujour (3K5).

## Archives départementales

Les fonds contiennent de nombreux documents sur l'Algérie. Pour l'époque de la guerre d'Algérie, les fonds sont relatifs à ses répercussions en France et du contrôle de la population nord-africaine. On peut aussi y trouver parfois des fonds privés de hauts fonctionnaires ou d'hommes politiques.

## Exemple:

Archives départementales d'Eure-et-Loir

13 J 24-30 Fonds Maurice Viollette, homme politique et Gouverneur général de l'Algérie (1925-1927)

Archives départementales de la Somme

Fonds Max Lejeune, homme politique, ministre du Sahara de 1957 à 1959.

## Office universitaire de recherches socialistes

6 APO 1-10. Fonds Marcel Champeix

Marcel Champeix a été secrétaire d'État aux affaires algériennes du 1er février 1956 au 6 novembre 1957

6 APO2-4 : secrétaire d'État chargé des affaires algériennes

6 APO 5 : Délégué à la IIe session générale des Nations Unies,

6 APO 6 : Algérie, 1956-1957

6 APO 7 : Documentation et dossier de Presse sur l'Algérie. 1954-1958.

35APO 1-147 (AGM). Fonds Guy Mollet

AGM 81-94. Algérie.1956-1968:

Correspondance, rapports, notes, documentation sur la situation politique et générale en Algérie.

## **ALGÉRIE**

## Archives nationales d'Algérie

Des archives produites en Algérie par l'administration française sont demeurées sur place. Il s'agit, par exemple, des fonds de la plupart des directions de la délégation générale de l'Algérie, comme les Finances, les Affaires économiques, les Travaux publics. Les archives nationales d'Algérie conservent également les fonds du Gouvernement provisoire de la République algérienne.

Archives locales

Les archives des préfectures sont conservées par les wilayas d'Alger, Oran et Constantine

Les archives des communes de plein exercice sont demeurées en Algérie dans leur intégralité.

## Sommaire

1-62	Sous-di	rection de l'Algérie puis direction des Affaires d'Algérie			
63-2381	Ministr	es, secrétaires d'État et secrétaires généraux chargés del'Algérie			
63-235	Ca	abinet et services rattachés (1956-1962)			
63-65 C		Cabinet Lacoste (1956-1958)			
66 C		Cabinet Mutter (1958)			
67-1	26	Secrétariat général aux Affaires algériennes (1958-1961)			
6	7-100	Affaires civiles			
10	01-126	Affaires militaires			
127-	171	Ministre d'État chargé des affaires algériennes (1960-1963)			
1	27-153	Affaires civiles			
1	54-171	Affaires militaires			
		Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes (1962-1964)			
173-	207	Mission d'études (1958-1962)			
208-	235	Bureau du cabinet (1958-1962)			
236-24	3 Se	ecrétariat général (1956-1962)			
244-10	99 Af	faires politiques et information (1921-1964)			
244-	-591	Service de presse et d'information (1921-1964)			
2	44-294	Service algérien d'information et de presse			
29	95-538	Service de l'Information du secrétariat général pour les affaires algériennes, service de presse et d'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes			
5.	39-591	Service Cinéma			
592-	1052	Bureau politique (1893-1962)			
5	92-612	Fonctionnement			
6	13-632	Protocole, voyages, cérémonies			
6	33-635	Comités de l'Afrique du Nord-africains			
6	36-638	Administration territoriales			
6	39-827	Vie politique et opinion			
8	28-845	Cultes			
8	46-863	Seconde guerre mondiale			
	64-894	Événements et guerre d'Algérie			
	95-908	Maintien de l'ordre			
	09-951	Affaires pénitentiaires			
	52-960	Affaires militaires			
961-966		Sahara algérienne			
	67-1029	Afrique du Nord, affaires étrangères			
	030-1034	Nord-Africains en métropole			
1	035-1052	Rapatriés			

```
1053-1099
                Service de documentation (1940-1962)
     1053-1062
                   Documentation générale
     1063-1079
                   Presse
     1080-1092
                   Radiodiffusion
     1093-1099
                   Renseignement
1100-1788
              Affaires administratives et sociales (1875-1964)
  1100-1130
                Direction (1938-1962)
                   Dossiers du chef de service
     1100-1121
     1122-1130
                   Courrier
  1131-1495
                Affaires administratives (1875-1963)
     1131-1139
                   Questions internationales
     1140
                   Union française
     1141-1170
                   Statut et régime législatif de l'Algérie
     1171-1241
                   Régime des assemblées, régime électoral
                   Droit pénal
     1242-1248
                   Organisation administrative
     1249-1301
                   Contentieux administratif et électoral
     1302-1342
     1343-1372
                   Justice
     1373-1406
                   Police générale
     1407-1417
                   Forces de police
                   Maintien de l'ordre, sécurité, supplétifs
     1418-1431
     1432-1483
                   Affaires militaires, Défense nationale
     1484-1495
                   Organismes représentatifs
  1496-1740
                Affaires sociales (1929-1964)
                   Législation sociale
     1496-1554
     1555-1602
                   Travail
     1603-1667
                   Santé, assistance
     1668-1695
                   Militaires, Anciens combattants
     1696-1703
                   Culture
     1704-1740
                   Éducation, jeunesse et sports
  1741-1788
                Fonction publique (1940-1962)
     1741-1751
                   Statut des fonctionnaires en Algérie
     1752-1771
                   Personnel administratif en Algérie
     1772-1784
                   Effectifs des fonctionnaires
     1785-1788
                   Mesures particulières liées à la guerre d'Algérie
1789-2381
              Affaires économiques et financières (1881-1963)
  1789-1825
                Direction (1881-1963)
     1789-1815
                   Dossiers du chef de service
                   Fonctionnement du service
     1816-1825
                Bureau (1921-1962)
  1826-2245
     1826-1885
                   Budget
                   Domaines et marchés publics
     1886-1898
     1899-1931
                   Régime et contrôle financiers en Algérie
```

1932-195	5 Fiscalité et régime douanier				
1956-195	7 Contentieux en matière fiscale et douanière				
1958	Poids et mesures				
1959-196	Régime de la propriété foncière				
1963-199	Traitement des fonctionnaires				
2000-205	Législation et politique économiques				
2051-111	Activités industrielles en Algérie				
2118-214	Commerce, tourisme				
2148-221	Transports, travaux publics, habitat, urbanisme				
2216-221	Postes, télécommunications				
2219-223	Contrôle des entreprises nationalisées et des établissements publics				
2238-224	5 Dommages de guerre				
2246-2344 Affaires agricoles (1921-1962)					
2246-224	7 Courrier				
2248-227	4 Politique agricole				
2275-234	0 Production agricole				
2341-234	4 Pêche				
2345-2381	Affaires commerciales (1954-1963)				
2345-234	Fonctionnement du service				
2348-236	Programmes d'échanges internationaux				
2364-238	Accords commerciaux internationaux				
2382-2415	Commissions de contrôle des élections en Algérie				
	Élections législatives de 1958				
2389-2415	Élections municipales de 1959				
	Documentation politique				
2416-2432	Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE)				
	Services de police, Service de coordination des informations nord-africaines (SCINA)				
	État-major général de la Défense nationale. Division du renseignement. Centre d'exploitation du renseignement (CER).				
2438-2445	Commandement en chef des forces en Algérie. État-major interarmées.				
2446	nmandement interarmées au Sahara				
2447-2449 10 <sup>e</sup> Région militaire. Commandement régional de la gendarmerie					

## Départements ministériels chargés des affaires algériennes

## Sous-direction de l'Algérie (1940-1955) puis direction des affaires d'Algérie (1955-1960)

#### Direction des services

Dans ce sous-fonds sont regroupés les dossiers provenant des sous-directeurs et des directeurs qui se sont succédé de 1940 à 1960 à la tête des services ministériels spécialisés dans les affaires algériennes ainsi que des services qui leur était directement rattachés (bureau des études générales, bureau du courrier). La sous-direction de l'Algérie, puis à partir de 1955, la direction de l'Algérie ont dépendu du ministre de l'Intérieur avant d'être rattachés à un secrétaire d'État (1956-1957), au ministre de l'Algérie (1957-1958) puis au secrétariat général auprès du Premier ministre pour les affaires algériennes (1958-1960). En dépit de ces rattachements successifs, la structure générale de la direction des affaires d'Algérie et ses missions ont peu évolué au cours du temps, ce qui a permis de constituer ici un ensemble relativement homogène. En revanche, la nomination de Louis Joxe comme ministre d'État, chargé des affaires algériennes, en novembre 1960, a donné lieu à une refonte totale des services ministériels chargés de l'Algérie, entraînant la suppression des fonctions de directeur.

## 81 F 1-22 Dossiers de direction

Les dossiers de direction sont des dossiers émanant des sous-directeurs de l'Algérie, puis du directeur des affaires d'Algérie. Les personnes qui se sont succédé au poste de sous-directeur de l'Algérie sont Marcel Michel (1941-1944), Fernand Vrolyk (1945), Maurice Papon (octobre 1945-janvier 1947) et Francis Graëve (juillet 1947-mai 1951). Pierre Damelon est nommé préfet chargé de la direction du service de l'Algérie et des départements d'outre-mer (janvier 1949-août 1951). Eugène Simoneau lui succède dans les mêmes fonctions (septembre 1951-février 1955) avant de devenir le directeur des affaires d'Algérie (février 1955-22 octobre 1959). Il n'est pas remplacé, mais la direction subsiste jusqu'à la création du ministère d'État.

Peu nombreux, les dossiers ici regroupés proviennent de Francis Graëve, sous-directeur de l'Algérie de 1947 à 1952 et, dans leur majorité, d'Eugène Simoneau, alors qu'il exerçait les fonctions de chef de service de l'Algérie et des départements d'outre-mer puis de directeur des affaires d'Algérie, de 1951 à 1959. Certains dossiers, complétés ultérieurement s'arrêtent cependant en 1960. On a préféré présenter ces dossiers suivant un ordre thématique, car certains dossiers ont été utilisés et complétés tout au long de la période.

## Organisation politique et administrative

81 F 1

-	1959). Cabinet du Gouverneur général de l'Algérie : liste des membres (1955).		
	1947-1959		
81 F 2	Secrétariat d'État à l'Intérieur, organisation : instruction (1941). Ministre résidant en Algérie, attributions : textes officiels (1956). Services chargés de l'Algérie au ministère de l'Intérieur, attributions, délégation de signature : notes, arrêtés (1949-1957) . Notes de service du ministère de l'Intérieur (1946-1957).		
	1941-1957		

Cabinets ministériels et assemblées élues, composition : listes de membres (1947-

Secrétaire d'État à l'Intérieur chargé des affaires algériennes, attributions : textes officiels ; activités, organisation, documentation : notes, discours, coupures de presse, bilan d'activités.

1957

Sous-direction de l'Algérie, organisation, missions : notes, projet de budget ; bilan d'activités entre 1945 et 1949 : notes¹.

Ce dossier a été versé aux Archives nationales par Francis Graëve en 1994 (cote d'origine : F<sup>80</sup> 2079).

Concerne le statut organique de l'Algérie, l'Assemblée algérienne, les élections, la structure administrative en Algérie, l'organisation du Gouvernement général, le régime de l'eau, les assurances sociales, les salaires, les pensions des anciens militaires en Algérie, le PPA-MTLD, la propagande extérieure, l'attitude égyptienne face à l'Algérie, l'attitude et les ingérences britanniques et américaines en Algérie.

## Fonctionnement et personnel ministériel

Participation d'Eugène Simoneau, directeur de l'Algérie, à des conférences et commissions interministérielles, au groupe d'études Maspetiol sur les relations financières entre la métropole et l'Algérie, au conseil d'administration de la Société nationale de construction de logement pour les travailleurs originaires d'Algérie (SONACOTRAL) : convocations, notes, comptes rendus de réunions.

1951-1958

Voyages en Algérie, aux Antilles, à la Réunion et en Indochine de ministres et personnalités, préparation : télégrammes, correspondance (1953-1956). Missions d'Eugène Simoneau aux Antilles, organisation : notes, correspondance (1951). Missions en France et à Alger de Pierre Piolet, chef du bureau de coordination et d'action sociale : ordres et frais de mission (1949-1957).

1949-1957

Personnel de l'administration centrale.- Personnel de la direction de l'Algérie, gestion : dossiers individuels de situation administrative (1946-1958). Contrôleurs civils du Maroc, reclassement dans les services du ministère de l'Intérieur et dans l'administration en Algérie (1956-1958). Rapport sur la situation des cadres de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur, par Michel Bazoche (1960).

1946-1960

## Organisation administrative de l'Algérie

Délégation générale du gouvernement en Algérie, nomination du général Salan ; organisations et attributions des services de la délégation : organigrammes, arrêtés.

1958

Personnel. – Affaire du lieutenant-colonel Then, commandant militaire du territoire de Ghardaïa : notes, rapport d'inspection, correspondance.

1946-1948

## Politique du gouvernement en Algérie

Situation politique et économique de l'Algérie, préparation des débats parlementaires : notes, statistiques, projets de textes (1945) ; réponse à deux questions orales sur la politique du gouvernement en Algérie : notes, coupures de presse, discours (1948).

1945-1948

Situation de l'Algérie : projets de communication publique, projet de réponse à des interviews du ministre de l'Intérieur ; dossier préparatoire à un entretien du ministre avec Maurice Rabier, député, sur les réformes ; Œuvre française en Algérie, réponse à trois articles de M. Deane parus dans *The Observer* : articles, note (1953-1954).

1951-1955

Situation de l'Algérie, dossier préparatoire pour l'intervention du ministre de l'Intérieur à l'Assemblée nationale, le 3 février 1955 : fiches ; projet de discours pour le ministre de l'Intérieur lors de l'interpellation sur l'Afrique du Nord des 5-6 juillet 1955 ; position des élus d'Algérie vis-à-vis de la politique du gouvernement, documentation : listes d'élus (1955).

Situation de l'Algérie, documentation : directives, notes, rapports, notes d'information (1956-1957), rapports des commandements civils et militaires du Sud-Constantinois et des Aurès (1955) ; incidents : notes, rapports, correspondance, coupures de presse (1955-1956) ; politique du gouvernement en Algérie en matière de sécurité, documentation sur la situation des forces de l'ordre, prévisions de renforts, effectifs.

1955-1957

Situation en Algérie, dossier général d'affaires en cours sur les réformes, la situation politique et militaire, la délimitation de la frontière algéro-marocaine : notes, rapports, discours (1955-1958)<sup>1</sup> projet de cessez-le-feu, contacts secrets avec le Front de libération nationale et le Mouvement national algérien, projet de réforme du statut de partis politiques en Algérie : notes (1955-1959).

1955-1959

81 F 15 Réformes, documentation : projet de loi Blum-Viollette (1936), liste des réformes (1945-1958), notes (1957). Programme de réformes administratives, projets transmis au président du Conseil : notes, projets de texte (1955).

1936-1958

## Conseil économique

Conseil économique, désignation de représentants de l'Algérie et des départements d'outre-mer : correspondance.

1954, 1958

## Documentation

Information, relations entre le Gouvernement général de l'Algérie et l'Office administratif de l'Algérie pour la diffusion de la documentation sur l'Algérie en métropole : télégrammes (1955-1957) ; contrôle des publications de la Documentation française sur l'Algérie : visa et avis (1952-1957). Relations entre la France et la Tunisie, dossier documentaire : coupures de presse, rapport du résident général en Tunisie (1950-1953).

1950-1957

81 F 18-19 Documentation militaire. *Notes et études* du 2° bureau de l'état-major de la Défense nationale, section Afrique, sur l'Afrique du Nord.

1945-1948

- Afrique du Nord : le statut de l'Algérie de 1947, le plan d'action communal de 1946, le rendement de la mobilisation en Afrique du Nord, les élections, le nationalisme nordafricain, les réformes en Afrique du Nord, les questions musulmanes en Afrique française, la réunion des secrétariats permanents de l'Afrique française à Alger en 1947.
- 19 Méditerranée et Afrique subsaharienne : la Méditerranée en 1946, le Tchad, l'Égypte, les territoires espagnols, portugais, belges et britanniques en Afrique.
- Documentation transmise par le SDECE : photocopie du *Problème algérien*, étude de synthèse réalisée par le ministère belge des Affaires étrangères.

1955

- Projet architectural « Diar-Es-Saada » de Fernand Pouillon, documentation : coupure de presse, photographies². [1951-1954]
- 81 F 22 Bulletins mensuels du service "bibliothèque et documentation" du ministère de

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'essentiel de ce dossier a été transmis par Abel Thomas, du cabinet du ministre de l'Intérieur, à Marcel Champeix, secrétaire d'Etat à l'Intérieur chargé des affaires algériennes en février 1956. Ce dernier l'a remis à la direction des affaires d'Algérie en novembre 1957.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Les originaux des photographies ont été placés en photothèque (ANOM ICO 3Fi 1410-1419).

## 81 F 23-58 Bureau des études générales

Ce bureau, créé au sein de la direction des affaires d'Algérie en 1955, est, dans un premier temps, placé sous l'autorité de la première sous-direction (affaires politiques et administratives), dirigée par Pierre Rosier. En 1958, le bureau des études générales est rattaché au directeur des affaires d'Algérie. Il est alors placé sous la direction de Pierre Piolet. Il disparaît à l'époque de la constitution des services du ministère d'État chargé des affaires algériennes, en 1960. La mission de ce service était de constituer des dossiers et fichiers de documentation concernant l'Algérie, les pays d'Afrique du Nord et les États arabes. En liaison avec le service de presse du Gouvernement général, il était chargé de classer les rapports d'information provenant des autres secteurs ministériels. Il préparait par ailleurs des notes de synthèse et faisait l'étude des projets de réforme en coordination avec les services spécialisés de la direction des affaires algériennes. Les dossiers aujourd'hui rassemblés concernent essentiellement ces deux dernières missions.

81 F 23 Correspondance au départ : chrono.

1955-1958

## Politique du gouvernement en Algérie

Programme de réformes Soustelle : notes de synthèses, rapports, correspondance, coupures de presse (1955-1956) ; prises de position de Jacques Soustelle sur la situation en Algérie, documentation (1956-1958).

1955-1958

Programme et action du gouvernement français en Algérie, documentation : plaquette, allocutions et interview du président du Conseil Guy Mollet, directives du ministre résidant en Algérie aux responsables civils et militaires, note sur les événements (1956) ; déclarations du président du Conseil, Félix Gaillard : coupures de presse (1957) ; déclarations et prises de position du président du Conseil, Pierre Pflimlin : coupures de presse, note de synthèse (1958).

1956-1958

Déclarations officielles du général De Gaulle sur l'Algérie (1958-1960) ; déclarations officielles de Michel Debré et André Malraux (1958, 1960).

1958-1960

81 F 27-29 Déclarations officielles du général De Gaulle sur l'Algérie, réactions, documentation : discours, notes, coupures de presse, dépêches d'agences de presse.

1943-1960

- 27 1943, 1957-1958.
- 28 1959.
- 29 1960.
- Situation en Algérie, documentation : notes ; projets de réformes institutionnelles de l'Algérie : notes, projets de textes.

1954-1956

81 F 31-37 Loi-cadre pour l'Algérie.

1956-1958

Premier projet de loi-cadre pour l'Algérie, préparation des textes, réactions : avant-projets et projets de textes, notes, coupures de presse ; débats parlementaires, documentation : journaux officiels.

1956-1958

Premier projet de loi-cadre pour l'Algérie, réactions : notes de police, coupures de presse, bulletins d'écoutes des radios arabes et de Radio-Moscou.

1957

Second projet de loi-cadre pour l'Algérie, préparation, réactions, suivi débats parlementaires et des débats de l'assemblée de l'Union française projets de textes, notes, documents parlementaires, coupures de presse.
1957-19
Loi-cadre du 5 février 1958, préparation des décrets d'application : projets textes, notes.
19
5 Loi-cadre du 5 février 1958, préparation des décrets d'application : avar projets annotés, notes <sup>1</sup> .
19
Loi-cadre du 5 février 1958, examen par le Conseil d'État des décre d'application, ratification par l'Assemblée nationale : projets de textes soun au Conseil d'État et à l'Assemblée nationale.
19
Loi-cadre du 5 février 1958, application, suivi des procédures administrativ d'examen des textes réglementaires : listes de textes en instance ; projets textes réglementaires sur les institutions et les élections.
19
1 F 38 Loi du 5 février 1958 relative aux élections en Algérie, préparation de la loi et décrets d'application : notes, projet de textes officiels, rapports parlementaires.
19
ormes politiques et administratives
1 F 20 Projects do militardi annulla mana 12 Aladia and annulla mana di annull
Projets de réforme institutionnelle pour l'Algérie présentés par divers groupemen politiques et diverses personnalités, documentation : brochures, notes.
1947-19
Réformes administratives, réforme de la fonction publique, réorganisation l'administration et des procédures administratives en Algérie, documentation : lo ordonnances, décrets (1956-1959) ; préparation des débats à l'Assemblée nationa dossier sur le bilan de l'action de la France en Algérie destiné au Premier ministra notes de la direction des affaires d'Algérie et de la délégation générale gouvernement en Algérie (1959).
1956-19
1 F 41-49 Départements et arrondissements, création, modification.
1941-19
Création de départements en Algérie, projets, travaux préparatoires : note rapports, tableaux statistiques, cartes géographiques, coupures de presse.
1941-19
Département de Bône ou de la Seybouse, projets de création : notes, plar correspondance, coupures de presse (1946-1950) ; département de Bône création, travaux préparatoires, application de la loi du 7 août 1955 : note rapports, correspondance, cartes géographiques (1949-1955) ; installation de services préfectoraux du département : rapport (1956).
1946-19
Création de nouveaux départements et arrondissements en Algérie, pro Mitterrand de réorganisation territoriale : notes, projets de textes, délibération des assemblées locales, correspondance.
1954-19

<sup>1</sup>Ce dossier, semblable au précédent, a été annoté par Pierre Rosier, alors sous-directeur des affaires politiques et administratives à la direction de l'Algérie.

44 Création de nouveaux départements en Algérie, travaux préparatoires à la loi du 28 juin 1956, projets du Gouvernement général de l'Algérie : rapports, notes, statistiques, projets de texte, cartes géographiques. 45 Création de nouveaux départements en Algérie, travaux préparatoires au décret du 28 juin 1956 : notes, rapports, comptes rendus de la commission interministérielle, projets de textes, statistiques, monographies des arrondissements projetés, cartes géographiques, correspondance. 46 Création de nouveaux départements en Algérie, mise en œuvre du décret du 28 juin 1956, installation de l'administration préfectorale et sous-préfectorale et de commissions administratives provisoires : notes, textes, rapports, correspondance; documentation: fiches par départements, notes, coupures de presse. 1956-1957 47 Création des départements de Bougie, Aumale et Saïda, modifications des limites territoriales de départements, élaboration des décrets : projets de textes, notes, rapports. 48 Création et modification des arrondissements, élaboration de décrets : projets de textes, notes, fiches par arrondissements. 1957-1959 49 Modification des structures départementales, réponse à des interventions d'élus et de personnalités officielles. 1956-1959 81 F 50 Communes.- Réforme communale, transformation des communes mixtes d'Algérie en communes régies par la loi du 5 avril 1884, élaboration réglementaires : notes, projets de textes, textes officiels, correspondance, documentation. 1937-1960 81 F 51 Projet de constitution de territoires autonomes en Algérie, préparation du décret du 14 août 1958 : projets de textes, notes, rapports, statistiques, cartes géographiques ; réactions publiques : coupures de presse. 1957-1958 81 F 52 Territoires du Sud, projet de réorganisation communale et départementale, préparation des textes législatifs et réglementaires : notes, avis de l'Assemblée algérienne, cartes géographiques, correspondance (1955-1957) ; territoires du Sud et Sahara, documentation générale, documentation économique : notes, rapports, brochures (1937-1957). 1937-1957 **Population** 81 F 53 Population d'Algérie: statistiques de la population par départements, arrondissements et communes, statistiques électorales, note sur le mouvement d'urbanisation de la population musulmane en Algérie. 1949-1958 81 F 54 Population d'Algérie, réponse à des demandes de renseignements émanant de

l'administration, réponse à une enquête sur le niveau de vie des populations

1951-1954

composant l'Union française.

81 F 55 Réformes et action de la France en Algérie, documentation : notes de la direction de l'Algérie.

1955-1959

Situation et perspectives institutionnelles, conjoncture économique et sociale, documentation : notes, rapports du Conseil économique, publications de l'Institut de recherche économique et sociale d'Alger, brochures d'information (1954-1958), coupures de presse (1951-1956).

1951-1958

Situation économique et sociale de l'Algérie, documentation : bulletins, rapports, brochures, textes officiels, coupures de presse.

1953-1959

Finances de l'Algérie, documentation : budgets (1951-1958), rapport de l'Union française sur les plans décennaux dans l'Outre-mer (1958) ; bulletin comparatif trimestriel du mouvement commercial et maritime de l'Algérie par l'administration des Douanes (1954-1955).

1951-1958

## 81 F 59-62 Bureau du courrier

Cette rubrique regroupe quelques registres et chronos de courrier provenant du service de l'Algérie et des départements d'outre-mer et de la direction des affaires d'Algérie.

81 F 59\* Service de l'Algérie et des départements d'outre-mer, enregistrement du courrier au départ : registres. Septembre 1948-août 1956

81 F 60 Courrier du Gouvernement général adressé aux ministères sous couvert du ministère de l'Intérieur : chrono.

1949-1954

81 F 61-62 Direction des affaires d'Algérie, courrier au départ : chrono.

1958, 1960

- Tous bureaux, mai- décembre 1958.
- Bureaux des affaires administratives et sociales et des affaires économiques, févrieriuillet 1960.

## Ministres, secrétaires d'État et secrétaires généraux chargés des affaires algériennes Cabinet et services rattachés (1956-1963)

## 81 F 63-235 Cabinet

A partir du 1er février 1956, le contrôle des affaires algériennes n'est plus de la seule responsabilité du ministère de l'Intérieur, comme leur gestion n'est plus du ressort d'un simple Gouverneur général de l'Algérie. Cette fonction entre dans une phase de spécialisation et de politisation. A cette date, en effet, sont nommés un ministre résidant en Algérie, le général Catroux, qui démissionne dès le 7 février 1956, rapidement remplacé dans cette fonction par Robert Lacoste, et un secrétaire d'État aux affaires algériennes dépendant du ministère de l'Intérieur, Marcel Champeix<sup>1</sup>. Les responsables successifs des affaires algériennes constituent des cabinets dont la composition est fixée par arrêtés, dans le respect du décret n° 48-1223 du 28 juillet 1948 (modifié par le décret n° 51-1030 du 21 août 1951), portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels. On peut constater que les dossiers de cabinet sont peu nombreux. Il est probable qu'à leur départ, les membres du cabinet ont confié un certain nombre de dossiers à leurs successeurs ou aux services qu'ils dirigeaient. Ils ont pu également emporter une partie de leurs dossiers avec eux. Pour la période de Louis Joxe, ministre d'État chargé des affaires algériennes, d'autres dossiers sont demeurés dans les archives courantes qui n'ont pas été versées aux Archives nationales en 1964. Ils se trouvent aujourd'hui dans le fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes, conservé par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères.

## 81 F 63-65 Cabinet du ministre résidant Robert Lacoste

Robert Lacoste est nommé ministre résidant en Algérie par décret du 9 février 1956. Il fixe la composition de son cabinet d'Alger, dirigé par Pierre Maisonneuve, par un arrêté du 23 février 1956. De nouveau nommé ministre dans le gouvernement Bourgès-Maunoury, par décret du 13 juin 1957, il voit ses compétences élargies par le décret du 29 juin : la direction de l'Algérie est mise à sa disposition. Par un arrêté du 29 avril 1957, il nomme les membres de son cabinet à Alger mais crée également un cabinet à Paris, afin de s'assurer une liaison avec le gouvernement et le Parlement. Lucien Marcou en devient directeur adjoint. Louis Pimont est nommé chef de ce cabinet, Jean-Louis Sylvain et Marcel Fourre conseillers techniques, Simon Merle, attaché parlementaire. Par l'arrêté du 7 juillet 1957, Louis Pimont est remplacé par Maurice Loupias comme chef de cabinet et devient conseiller technique à la place de Marcel Fourre. Simon Merle devient chargé de mission, tandis que Pierre Plumauzille est nommé attaché. Après l'entrée de Robert Lacoste dans le gouvernement Félix Gaillard (décret du 6 novembre 1957), son cabinet parisien est légèrement réduit par l'arrêté du 9 décembre 1957. Au côté de Lucien Marcou, Louis Pimont demeure le seul conseiller technique, Simon Merle devient le chef de cabinet chargé des relations avec le Parlement, Pierre Plumauzille garde sa fonction d'attaché. Robert Félix est nommé conseiller technique par arrêté du 26 décembre 1957.

Les dossiers 81 F 63-65 viennent du cabinet parisien de Robert Lacoste, ils concernent principalement des problèmes généraux d'information et contiennent des photographies.

Comme Robert Lacoste était installé à Alger, les services de l'ancien Gouvernement général constituaient l'administration principale de son ministère et le rôle de son cabinet d'Alger était bien plus important bien que celui de Paris. Les archives du cabinet d'Alger sont conservées aux Archives nationales d'outre-mer, dans le fonds des cabinets des gouverneurs généraux et délégués généraux, sous-série GGA 12 CAB 1-266 (cabinet civil) et dans la série GGA CM (cabinet militaire).

Discours et interviews du ministre résidant. Activités du cabinet du ministre résidant en matière d'information : listes d'ouvrages diffusés, notes, communiqués, bilan,

M. Champeix, secrétaire d'Etat à l'Intérieur chargé des affaires algériennes, qui a autorité jusqu'au 29 juin 1957 sur la direction de l'Algérie, nomme son cabinet dès le 13 février 1956. On y trouve Maurice Doublet, comme directeur de cabinet, et Maurice Papon, comme conseiller technique. Également nommé au gouvernement Bourgès-Maunoury, par décret du 19 juin 1957, il constitue un nouveau cabinet, également dirigé par Maurice Doublet (arrêté du 12 juillet 1957). Les archives de ce cabinet n'ont été retrouvées ni dans le présent fonds, ni dans ceux du Centre historique des Archives nationales. Les activités de Marcel Champeix sont retracées dans deux dossiers de la direction de l'Algérie (81 F 3, 81 F 13). Marcel Champeix a fait don de ses archives personnelles à l'Office universitaire de recherche socialiste où elles sont conservées sous les cotes : 6APO 1-10. Certains articles de ce dernier fonds sont relatifs à ses fonctions de secrétaire d'État à l'Intérieur chargé des affaires algériennes.

brochures de propagande en langues française et étrangères ; cinéma, prêts de films, production de films de propagande ; presse, contrôle de la presse : correspondance, notes ; subvention au service d'information de l'ambassade de France à New York, *L'information aux États-Unis*, exposé de Roger Vaurs sur l'information française aux États-Unis ; contrôle radio, brouillage radio des émissions subversives en langue arabe, documentation : notes, rapports du groupement des contrôles radioélectriques.

1956-1958

Voyages d'information de délégations françaises et étrangères, de journalistes et de diplomates en Algérie, autorisations ; voyage d'une délégation d'anciens combattants d'Algérie aux États-Unis, organisation : correspondance, compte rendu.

1957-1958

Dossiers photographiques sur des événements survenus en Algérie : reportage à Mélouza, incendie de la ferme Tissier à Messelmoun, réception d'une association de victimes du terrorisme par Robert Lacoste, inondations.

1957

## 81 F 66 Cabinet du ministre de l'Algérie, André Mutter (81 F 66)

André Mutter est nommé ministre de l'Algérie dans le gouvernement Pflimlin (décret du 14 mai 1958). Son cabinet est nommé par décret du 14 mai 1958 : Eugène Simoneau, directeur des affaires d'Algérie en est nommé directeur. Le 15 mai, le président du Conseil Pflimlin investit le général Salan des pouvoirs civils et militaires par un simple télégramme. En raison des troubles qui agitent l'Algérie, André Mutter ne peut assumer pleinement ses fonctions et se contente d'informer le président du Conseil de la situation en Algérie quand les liaisons avec les autorités civiles le lui permettent. Après l'investiture du général De Gaulle, le 1<sup>er</sup> juin 1958, les attributions du ministre de l'Algérie sont transférées au président du Conseil, par décret du 12 juin 1958. L'article 81 F 66 comprend les télégrammes, notes et rapports reçus d'Algérie par le cabinet d'André Mutter, du 13 au 30 mai 1958.

Situation politique en Algérie, répercussion des événements sur le fonctionnement de l'administration en Algérie, documentation : synthèses journalières, télégrammes (13 mai-30 mai 1958) ; situation du corps préfectoral, documentation : états nominatifs, correspondance.

1958

## 81 F 67-126 Cabinet des secrétaires généraux pour les affaires algériennes

Le décret du 9 juin 1958 nomme René Brouillet secrétaire général pour les affaires algériennes auprès du président du Conseil. Son cabinet se compose de Bernard Tricot, directeur de cabinet (nommé par arrêté du 4 juillet 1958), des conseillers techniques Guy Dorget et Luc Boissonnis (arrêté du 4 juillet 1958), des chargés de mission Yves Roland-Billecart (arrêté du 11 septembre 1958), François Partiot, colonel d'infanterie (arrêté du 22 septembre 1958) et Jean-Yves Alquier (arrêté du 24 novembre 1958).

Henry Ingrand, nommé par le décret du 24 janvier 1959, succède à René Brouillet. Son cabinet se compose d'Henri Ecal, directeur de cabinet (arrêté du 29 janvier 1959), Jacques Suel, chef de cabinet (arrêté du 29 janvier 1959), Yves Roland-Billecart et le colonel François Partiot, conseillers techniques (arrêté du 30 janvier 1959). Le colonel Partiot est remplacé par le lieutenant-colonel Laure tandis qu'Henri de la Bastide prend les fonctions de conseiller technique (arrêtés du 16 mars 1959). Jean-Pierre Durand-Gasselin est nommé chargé de mission (arrêté du 24 juillet 1959). Le 20 octobre 1959, il est mis fin aux fonctions du colonel René Laure, appelé à d'autres fonctions.

Roger Moris est nommé secrétaire général pour les affaires algériennes par le décret du 25 novembre 1959. Il nomme, comme directeur de cabinet, Marcel Blanc, comme conseillers techniques Yves Roland-Billecart, Henri de la Bastide et Jean Larché, comme chargés de missions, le colonel Tercé et Jean-Pierre Durand-Gasselin (arrêtés du 1<sup>er</sup> décembre 1959). Enfin, par arrêté du 18 janvier 1960, Jacques Suel redevient chef du cabinet et Jean-Marie Laussel est nommé conseillertechnique.

Au cours de ces remaniements, les dossiers sont passés de main en main et ont parfois été complétés, ce qui rendait difficile un classement par cabinets successifs. Nous avons divisé les

dossiers en deux groupes. Le premier groupe rassemble principalement les dossiers des directeurs du cabinet, Bernard Tricot, Henri Ecal et Marcel Blanc et des conseillers techniques chargés des affaires civiles. Le second groupe regroupe les dossiers des chargés de mission et conseillers techniques, chargés des affaires militaires et de maintien de l'ordre, Jean-Pierre Durand-Gasselin et les colonels Partiot, Laure et Tercé. Le lieutenant-colonel Laure a laissé deux ouvrages faisant probablement partie de sa documentation personnelle : 13e régiment d'artillerie, campagne 1939-1940, seize eaux-fortes du canonnier Patriarche et l'Île du Salut d'Elie Barnaud. Ces ouvrages ont été placés dans le fonds de la bibliothèque des Archives nationales d'outre-mer.

#### Affaires civiles : dossiers des directeurs de cabinet et des conseillers

#### Affaires réservées

81 F 67 Courrier de René Brouillet, secrétaire général pour les affaires algériennes ; affaires réservées traitées par Bernard Tricot, Henri Ecal et Marcel Blanc, directeurs du cabinet :correspondance<sup>1</sup>. Contacts secrets du gouvernement avec le Front de libération nationale et le Mouvement national algérien : notes. Documentation : revues de presse, notes d'informations.

1958-1960

#### Conseils et comités

81 F 68 Préparation du conseil interministériel du 21 février 1959 : ordre du jour, notes préparatoires, rapports, rapport sur la participation de l'armée aux tâches de pacification (1958).

1958-1959

## Organisation de l'administration<sup>2</sup>

81 F 69 Organisation de l'administration centrale.- Organisation et fonctionnement du cabinet du secrétariat général pour les affaires algériennes, de la direction des Affaires d'Algérie et des services extérieurs dépendant du secrétariat général pour les affaires algériennes, documentation : rapports, organigrammes, listes téléphoniques, textes réglementaires.

1956-1958

81 F 70 Organisation de l'administration en Algérie.- Organisation et attributions de la délégation générale du gouvernement en Algérie, organisation et fonctionnement des autorités civiles et militaires d'Algérie, documentation : notes, projets de décrets, textes réglementaires.

1958-1959

#### Réformes

81 F 71 Mesures à prendre pour assurer l'égalité des droits des personnes en Algérie, documentation : notes. Fonction publique, accession des Français musulmans à la fonction publique, préparation et application de la réforme : notes, procès-verbal de réunion, textes officiels, nominations, fiches individuelles de personnes nommées ; fusion des cadres algériens et métropolitains ; envoi en Algérie de fonctionnaires métropolitains, reclassement des contrôleurs civils du Maroc et de Tunisie en Algérie.

1958-1959

81 F 72 Mesures économiques et financières, mesures budgétaires, plans d'équipement et de développement, réforme agraire en Algérie : notes, correspondance, projet de textes officiels. Réforme du statut des entreprises publiques.

1958-1959

81 F 73 Mesures dans le domaine social, assistance aux Français musulmans résidant en métropole : notes, correspondance, rapport du comité interministériel pour les affaires musulmanes en métropole (1957-1959). Étude sociologique de la migration des

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À noter : on trouve dans cet article, un ensemble de photographies de la cérémonie des cheminots algériens au monument aux morts de l'Agha à Alger, le 23 mai 1958.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Les dossiers cotés 81 F 69 à 81 F 83 sont classés en suivant le cadre de classement établi par le cabinet du secrétaire général.

travailleurs musulmans d'Algérie en métropole, sous la direction de Robert Montagne (1959).

1957-1959

81 F 74 Réforme du statut de la femme musulmane : projet de réforme, pétitions de femmes musulmanes.

1957-1959

81 F 75 Promotion sociale des Français musulmans en Algérie : projets de textes officiels ; promotion sociale en milieu rural : rapport de la direction de l'Agriculture et des Forêts de la délégation générale du gouvernement en Algérie. Réforme dans le domaine de l'instruction publique et de la formation professionnelle en Algérie : note, rapports, textes officiels. Création du service de formation des jeunes en Algérie (SFJA) : rapports, correspondance.

1957-1959

#### Maintien de l'ordre

81 F 76 Police, maintien et création d'indemnités pour les personnels de police algériens : note. Situation des détenus et condamnés algériens en Algérie et en métropole, documentation : rapports, statistique, arrêtés d'assignation à résidence surveillée en Algérie.

1958

## Élections

81 F 77 Réforme du régime électoral en Algérie, révision des listes électorales, découpage des circonscriptions électorales, préparation des textes législatifs et réglementaires : notes, projets de décrets. Nomination des membres de la commission de contrôle des élections législatives en Algérie : arrêtés de nomination, correspondance.

1958

81 F 78 Référendum des 26-28 septembre 1958, élaboration des textes réglementaires, installation des commissions de contrôle des opérations électorales en Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; pronostics et résultats : rapports des Renseignements généraux, statistiques, rapports des commissions de contrôle.

1958

81 F 79 Élection du président de la République, organisation du scrutin, documentation : textes réglementaires, notes, correspondance, liste des votants.

1958

81 F 80 Élections législatives du 30 novembre 1958, déroulement de la campagne électorale, documentation : listes de candidats, rapports, notes de synthèse ; résultats : statistiques, notices individuelles.

1958

81 F 81 Élections législatives du 30 novembre 1958, documentation sur les candidats et les élus : listes, notices individuelles.

1958

81 F 82 Élections municipales de 1959, élections municipales partielles et élections cantonales de 1960, déroulement de la campagne électorale, résultats : instructions, rapports.

1959-1960

#### Affaires internationales

81 F 83 Répercussions internationales des événements d'Algérie, préparation des débats devant l'assemblée de l'Organisation des Nations unies :notes ; projet d'intervention auprès d'Habib Bourguiba, président de la République tunisienne : note.

1958

#### Action sociale

81 F 84 Collaboration à la campagne de solidarité pour l'enfance algérienne : textes officiels, comptes rendus d'entretiens, correspondance, timbres ; répartition du linge collecté à cette occasion dans les départements d'Oranie : note de l'IGAME d'Oran.

## Politique du gouvernement en Algérie

81 F 85 Entretiens des membres du cabinet avec des personnalités : comptes rendus. Situation politique en Algérie, lutte contre le Front de libération nationale, documentation : notes confidentielles du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Intérieur. Programme d'action pour la délégation générale du gouvernement en Algérie :instructions.

1958

81 F 86 Documentation sur le problème algérien : synthèses de colloques tenus en 1957 et 1958.

1958

81 F 87 Discours du général De Gaulle, préparation : notes préparatoires, projets de discours ; discours prononcés en France, en Algérie, en Afrique et à Madagascar, documentation : textes de discours, coupures de presse.

1958

## Situation politique

81 F 88 Événements du 13 mai au 7 juin 1958 en Algérie, documentation : rapport, photographies<sup>1</sup>. Événements dans le département de Tlemcen : rapport du préfet.

1958

81 F 89 Événements du 24 janvier au 1<sup>er</sup> février 1960 à Alger, évolution de la situation et de l'opinion, prises de positions publiques :notes, comptes rendus journaliers de la délégation générale du gouvernement en Algérie, coupures de presse.

1960

81 F 90 Situation politique en Algérie, relations avec les autorités civiles d'Algérie : notes, transcription de communications téléphoniques. Relations avec le délégué général, Raoul Salan : correspondance, instructions, rapports.

1958-1959

81 F 91-92 Messages quotidiens du délégué général sur la situation de l'Algérie.

1958-1960

- 91 Juillet 1958-décembre 1959.
- 92 Janvier- septembre 1960.
- 81 F 93 Rapports hebdomadaires et mensuels du délégué général au Premier ministre sur la situation en Algérie.

1959-1960

81 F 94 Télégrammes du général commandant en chef des forces armées en Algérie sur la situation militaire (février- octobre 1959).

1959

## Négociations sur l'Algérie

81 F 95 Entretiens de Melun, cessez-le-feu, diffusion de notes de synthèses auprès du délégué général du gouvernement en Algérie et des préfets : notes, bordereaux d'envoi.

1960

#### Corps préfectoral

81 F 96 Corps préfectoral d'Algérie, conditions d'exercice des fonctions du corps préfectoral : rapport ; documentation : notices individuelles des préfets. Nominations de sous-préfets : arrêtés.

1958-1959

Travaux de la mission Detton sur l'applicabilité des lois métropolitaines au territoire algérien, notes intermédiaires transmises par le président de la mission.

1959

81 F 98 Travaux des commissions d'élus, suivi : notes, rapports, correspondance.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Dossiers photographiques sur les manifestations officielles, mai-juin 1958, "Dix millions de Français", "Femmes d'Algérie", "Anciens combattants", "la Jeunesse" (39 photographies).

## Information

81 F 99 Définition de la politique du gouvernement en matière de presse, radio et télévision sur la question algérienne : notes de synthèses, correspondance. Brochure sur les réalisations du gouvernement en Algérie, préparation : listes de textes législatifs et réglementaires depuis 1955, textes législatifs et réglementaires, notes ; diffusion :correspondance.

1957-1959

Bilan

81 F 100 Bilan de l'action de l'administration du secrétariat général pour les affaires algériennes et de la délégation générale du gouvernement en Algérie, bilan des affaires en instance.

1960

# Affaires militaires et maintien de l'ordre : dossiers des chargés de mission et conseillers techniques

81 F 101 Information des attachés de presse d'ambassades sur la question algérienne : notes, coupure de presse. Réponse à une brochure du Front de libération nationale parue à New York. Enquête de l'Organisation internationale du travail sur les problèmes du travail en Afrique du Nord, enquête de l'Organisation des Nations unies sur les droits de l'homme : correspondance.

1960

Affaires militaires et renseignement

81 F 102-103 Affaires militaires.

1955-1960

102 Armée, forces de l'ordre et maintien de l'ordre : correspondance.

1959-1960

103 Action de l'armée en Algérie, rapports de l'état-major de la Xe région militaire :L'œuvre de l'armée dans l'Algérois, La guerre révolutionnaire, L'exploitation par le FLN de la presse française : quelques témoignages, La presse : ses accusations contre les forces de l'ordre, la législation et l'action du commandement.

1955-1957

81 F 104-106 Renseignement et action psychologique.

1958-1959

Participation au comité du renseignement de l'état-major de la Défense nationale : procès-verbaux de réunions, notes (1958). Exposés sur le Front de libération nationale et les affaires internationales présentés lors de la Conférence de renseignement de Baden-Oos (1959).

1958-1959

405 « Point des renseignements reçus », bulletin de la division du renseignement de l'étatmajor de la Défense nationale transmis pour information.

1959

Participation au comité interministériel "Algérie " et au sous-comité d'action psychologique et sociale : procès-verbaux de réunions, notes, rapports de renseignement, correspondance. Demande de moyens financiers pour l'action d'information sur la question algérienne : note. Orientation anti-française de l'hebdomadaire *Der Spiegel* : fiche d'information.

1959

81 F 107 Politique des centres de regroupement en Algérie, documentation :notes d'information, rapport de l'Inspection générale des regroupements, instructions, correspondance ; réactions de l'opinion, documentation : revue de presse. Réfugiés

À noter : une liste des exactions de militaires et des sanctions prononcées à leur encontre.

au Maroc et en Tunisie, documentation : note, carte d'implantation en Tunisie. Suppression des zones interdites : note. Situation dans le secteur d'Aumale : note du commandant du secteur.

1959-1960

81 F 108 Participation de troupes africaines au maintien de l'ordre en Algérie, demande d'information : tableaux d'effectifs, correspondance. Participation des Français de souche nord-africaine à la pacification, œuvre de l'armée en faveur des Français musulmans, documentation : graphiques.

1960

81 F 109 Services des affaires algériennes, documentation : notes, brochures, rapports, instruction aux officiers de sections administratives spécialisées, correspondance. Perception du rôle des sections administratives spécialisées par la population : notes prises lors des séances des commissions d'élus.

1959-1960

#### Mouvements nationalistes

81 F 110-118 Front de libération nationale, surveillance.

1955-1960

Front de libération nationale et gouvernement provisoire de la République algérienne, organisation et activités, documentation : rapport du SDECE ; financement, documentation : notes, correspondance.

1957-1960

111 Les animateurs de la rébellion algérienne, T.I-IV (noms commençant par A, B, C, D) : rapport du SDECE.

1960

Implantation, activités et financement en métropole :rapports de la direction de la surveillance du territoire, de la police des Renseignements généraux, du service de coordination des informations nord-africaines, de la préfecture de police de Paris.

1959-1960

113 Méthodes et activités terroristes, trafic d'armes en Algérie et en métropole : rapport de police, copies de documents saisis.

1955,1958-1959

114 Activités à l'étranger :notes du bureau d'études de la délégation générale du gouvernement en Algérie, notes d'information diplomatique de la mission de liaison pour les affaires algériennes ; notes et synthèses du SDECE : le FLN et l'étranger, le FLN et les États Unis, le FLN et la Suisse, l'association des Amitiés franco-chinoises, la diaspora algérienne dans les pays communistes.

1959-1960

Attitude des pays étrangers vis-à-vis du Front de libération nationale et de la question algérienne, documentation : fiches destinées aux attachés militaires d'ambassades, notes du SDECE. Question algérienne devant l'Organisation des Nations unies, activités du Front de libération nationale, attitude des pays étrangers : notes du SDECE, mémorandum du Front de libération nationale. Relations du Maroc et de la Tunisie avec le Front de libération nationale : notes du SDECE, bulletins de renseignement.

1959

Attitude du bloc communiste vis-à-vis du Front de libération nationale : notes du SDECE, rapports de l'OTASE, synthèses¹.

1959

Aide étrangère au Front de libération nationale, prise du *Slovenija* : photographies ; saisie de matériel de guerre au sud d'Igli, documentation : fiche d'identification, photographies.

1959

À noter : liste des principales interceptions maritimes de matériel militaire de guerre (1956-1958).

118 Mesures de rétorsions économiques prises à l'encontre des sociétés commerciales françaises et étrangères en relation avec le Front de libération nationale, suivi : notes, fiches de renseignement sur les entreprises ; examen des mesures à prendre à l'encontre des biens appartenant à des personnalités du Front de libération nationale.

1958-1959

81 F 119 Mouvement national algérien, implantation en métropole : synthèse de la police des Renseignements généraux ; activités à l'étranger : note.

1959-1960

#### Autodétermination

81 F 120 Déclaration du général De Gaulle du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, examen des réactions possibles, suivi des réactions en France et à l'étranger :notes, rapports du SDECE.

1959

## Action sociale

81 F 121 Travaux du groupe de travail "Action sociale" sur l'action sociale et le contrôle de la population française musulmane d'Algérie résidant en métropole, suivi : compte rendu d'activité, instruction, compte rendu journalier du service de coordination des informations nord-africaines, notes, plaquette. Action sociale, extrait d'une lettre d'une ancienne EMSI volontaire dans le bidonville de Nanterre sur ses activités. Fonctionnement du Centre militaire de formation professionnelle de Fontenay-le-Comte, inspection du capitaine Henri d'Humières : rapport.

1957-1959

81 F 122 Jumelage d'arrondissements algériens avec des départements français, documentation : note, brochure, correspondance.

1959, 1961

#### Documentation personnelle des conseillers

81 F 123 Histoire de l'Algérie, action des pouvoirs publics en Algérie, réformes politiques, économiques, agricoles, sociales, perspectives, documentation : notes, plaquettes.

1959

81 F 124 Référendum et élections de 1958-1959, principes, déroulement, résultats : notes, statistiques.

1958-1959

81 F 125 Députés des départements d'Algérie, documentation : notices individuelles de renseignement.

1959

81 F 126 Sahara, pétrole, développement, prospective, documentation : notes, coupures de presse¹.

1958-1959

## 81 F 127-171 Cabinet du ministre d'État chargé des affaires algériennes

Par le décret du 22 novembre 1960, Louis Joxe est nommé ministre d'État chargé des affaires algériennes dans le gouvernement formé par Michel Debré. Son cabinet se constitue par nominations successives en décembre 1960. Ces arrêtés de nomination sont abrogés par l'arrêté du 10 mars 1961 qui fixe la composition définitive du cabinet : Pierre Escoube est nommé directeur de cabinet, Jacques Legrand, directeur adjoint, Roger Grandpré, Yves Roland-Billecart, André Ross et Pierre Théron, conseillers techniques, le Colonel Hubert de Seguins-Pazzis, chargé de mission, Vincent Labouret, chef de cabinet, Rémy Chamoux, chef adjoint de cabinet.

Le fonds de ce cabinet n'est pas très volumineux, sans doute parce que beaucoup de dossiers ont été confiés au secrétariat d'État chargé des affaires algériennes passé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Dans le présent sous-fonds, on a regroupé des dossiers provenant essentiellement de Pierre Escoube, Jacques Legrand et Vincent Labouret. Par ailleurs, on a regroupé ici les dossiers traités par le

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ce dossier contient une photographie des installations de Reggane.

colonel de Séguin-Pazzis. Ce dernier, servant d'interface avec le ministre de la Défense, était particulièrement chargé de suivre les questions militaires et de maintien de l'ordre.

#### Affaires civiles : dossiers des membres du cabinet<sup>1</sup>

Affaires réservées

81 F 127 Courrier de particuliers et de personnalités, rapports et déclarations de personnalités sur la question algérienne transmis aux membres du cabinet, demandes d'audiences de personnalités et de journalistes. Relations avec les pays étrangers : notes, correspondance.

1960-1962

81 F 128 Affaire « résistances françaises » : cahiers manuscrits adressés au président de la République<sup>2</sup>. Note sur les personnalités algériennes compromises avec le Front de libération nationale sur la foi de documents.

1961

## Politique du gouvernement en Algérie

81 F 129 Documentation transmise par Roger Moris, secrétaire général pour les affaires algériennes à Louis Joxe, ministre d'État, sur l'organisation de l'administration centrale des affaires algériennes et sur l'action du gouvernement en Algérie : la politique algérienne du général De Gaulle, tableau des affaires algériennes, directives d'information et d'action.

1958-1960

## Organisation de l'administration centrale et algérienne

81 F 130 Organisation et attributions du ministère d'État, attributions de la mission d'études. Organisation et attributions des pouvoirs civils et militaires en Algérie, documentation (1959-1961). Organisation de la délégation générale en Algérie, documentation : arrêtés, nomination (1961). Mesures législatives diverses, documentation (1959-1962).

1959-1962

## Conseils et commissions

81 F 131 Conseils restreints, conseils de cabinet, conseil des ministres, comité des affaires algériennes, dossiers préparatoires aux réunions.

1961

81 F 132 Suivi des travaux du conseil supérieur de la promotion sociale : notes, rapports, correspondance.

1960-1961

81 F 133 Sessions et travaux des commissions d'élus, organisation, suivi des sessions, bilan des travaux : notes, rapports, correspondance.

1960-1962

#### Situation en Algérie

81 F 134 Situation en Algérie, rapports quotidiens du délégué général en Algérie (1960-1962); rapports hebdomadaires du délégué général (1960-1962).

1960-1962

81 F 135-136 Situation en Algérie, messages quotidiens venant d'Algérie, télégrammes reçus du ministère des Affaires étrangères.

1962

135 Janvier- mai 1962.

136 Juin-décembre 1962.

81 F 137 Voyage en Algérie du général De Gaulle du 9 au 13 décembre 1960, organisation : notes préparatoires, programme, correspondance ; déroulement du voyage, suivi : rapports de la délégation générale en Algérie. Événements de décembre 1960 en Algérie, suivi : comptes rendus de situation.

Pierre Escoube, Jacques Legrand, Vincent Mabouret.

L'auteur de ces cahiers semble avoir souffert d'une altération de ses facultés mentales.

81 F 138 Événements de décembre 1960 à Alger, documentation : notes (1960). Mesures réglementaires prises à la suite du putsch militaire, documentation (1961). Commémoration du 1<sup>er</sup> novembre par le Front de libération nationale, consignes, documentation (1961).

1960-1961

## Police et justice

81 F 139 Sûreté nationale et surveillance du territoire, personnel, mouvement des commissaires de police, affaires individuelles, affectation de personnel en Algérie : notes, correspondance (1959-1961). Maintien de l'ordre et sécurité, instruction aux autorités locales, affaires diverses : instructions, notes, correspondance, télégrammes (1961-1962).

1959-1962

81 F 140 Affaires concernant la justice, les établissements pénitentiaires et les camps d'internement : notes, rapports, correspondance.

1960-1962

Concerne notamment les avocats interdits de séjour en Algérie (1960), la sécurité des membres du barreau (1961-1962), le procès des putschistes (1961), les affaires judiciaires concernant les activistes européens (1961), les incidents survenant dans les établissements pénitentiaires (1961), le transfert de détenus entre la France et l'Algérie (1961-1962), les camps d'internement en Algérie et en France (1960-1961).

81 F 141 Justice militaire et internement administratif, dossier préparatoire au comité des affaires algériennes, documentation : statistiques sur l'activité des procureurs militaires, rapports, correspondance, coupures de presse.

1959-1962

81 F 142 Relations avec le Comité international de la Croix-Rouge sur les conditions de détention en Algérie : rapports d'activité du CICR, rapport de visite, correspondance.

1955-1963

## Action sociale

81 F 143 Action sociale en faveur des travailleurs musulmans d'Algérie résidant en métropole, suivi : statistiques, compte rendu de réunion, rapports trimestriels des conseillers techniques pour les affaires musulmanes, notes de police, correspondance.

1959-1961

#### Finances

81 F 144 Compte rendu au président de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur une mission de contrôle budgétaire effectuée en Algérie du 12 au 21 février 1961.

1961

## Information

81 F 145 Équipement en matière radiophonique : liste des stations radioélectriques. Achats de télévisions à usage collectif pour l'Algérie : note, correspondance.

1960-1962

## Affaires municipales

81 F 146 Relations avec le conseil municipal d'Alger : correspondance (1960-1961). Projet de réaménagement de la Casbah (1960). Réforme de l'administration d'Alger, documentation (1959-1962). Statuts spéciaux d'Alger et d'Oran, préparation d'une ordonnance : notes, projets de textes, plan de la ville d'Oran divisée en secteurs ethniques (1962).

1959-1962

81 F 147 Référendum du 8 janvier 1961, suivi de l'organisation et du déroulement : rapport, instructions, directives, correspondance ; résultats ; documentation sur les suites du référendum.

1960-1961

81 F 148 Hypothèse du partage de l'Algérie, projet de regroupement de la population européenne, documentation : rapport de la délégation générale en Algérie, cartes géographiques. Propositions de solutions pour l'avenir de l'Algérie adressées au Gouvernement : correspondance, coupures de presse.

1961

81 F 149 Dossier de Claude Chayet, conseiller juridique au ministère d'État chargé des affaires algériennes sur la préparation des négociations avec le Front de libération nationale : notes, instructions, propositions, correspondance.

1961

81 F 150 Négociations d'Évian et de Lugrin, préparation : dossier préparatoire aux négociations sur les garanties de l'autodétermination ; organisation matérielle : notes, plans de bâtiments, correspondance ; déroulement : procès-verbaux et comptes rendus de réunions (20 mai -13 juin 1961), notes, correspondance. Accords de cessez-le-feu, documentation : textes officiels (1962).

1961-1962

81 F 151 Référendum du 8 avril 1962 sur l'approbation du cessez-le-feu, documentation : correspondance, sondages d'opinion. Préparation du référendum d'autodétermination : correspondance, sondage d'opinion.

1962

81 F 152 Maintien de l'ordre après le référendum d'autodétermination, négociations. Organisation des pouvoirs et constitution de l'Exécutif provisoire : notes individuelles de renseignement ; réunions du comité consultatif : comptes rendus ; relations avec le gouvernement provisoire de la République algérienne et l'Exécutif provisoire après mars 1962 : correspondance.

1961-1962

## Algérie indépendante

81 F 153 Envoi de personnel consulaire en Algérie, demandes diverses : instructions aux chefs de poste, correspondance. Relation avec les autorités algériennes, signature de protocoles de coopération, suppression des avances du Trésor français au gouvernement algérien. Entretiens franco-algériens du 30 novembre 1962, dossier préparatoire : notes.

1962

## Affaires militaires : dossiers du colonel de Seguins-Pazzis, chargé de mission

Affaires militaires

81 F 154 Participation aux travaux du groupe « Algérie » de l'état-major général de la Défense nationale : notes, synthèses de renseignements, comptes rendus de réunions, mémento du commandant en chef des forces armées en Algérie, statistiques sur les activités militaires, correspondance.

1959-1962

81 F 155 Participation des forces armées au maintien de l'ordre en Algérie, documentation : textes réglementaires (1944-1961), directives du gouvernement aux forces armées (1960-1961). Organisation du commandement militaire au Sahara (1961). Débats parlementaires sur les questions militaires, documentation, réponse aux questions écrites (1960-1962).

1960-1962

81 F 156 Forces armées en Algérie, informations transmises par le commandement supérieur : tableaux de stationnement des troupes en Algérie, situation des effectifs, tableau récapitulatif des pertes subies entre 1954 et 1962. Dépenses militaires : compte-

rendu d'une mission du contrôle budgétaire en Algérie par Jean-Paul Palewski, viceprésident de la commission des Finances.

1961-1962

81 F 157 Affaires d'abus et de sévices de la part des forces de l'ordre, demande d'informations (1960-1961). Suites du putsch militaire, déplacement d'unités et de personnes (1961).

1960-196

81 F 158 Exécution de deux soldats français condamnés à mort par le gouvernement provisoire de la République algérienne (1960), incident de Laghouat (1962), dossiers d'information : notes, correspondance. Incidents aux frontières algéro-marocaines et algéro-tunisiennes, suivi (1962).

1960-1962

81 F 159 Interruption des opérations offensives, projet, mise en œuvre, suivi des réactions (1961). Cessez-le-feu, application (1962). Maintien de l'ordre pendant la période transitoire, préparation : directives du gouvernement, correspondance avec l'Exécutif provisoire (1962). Utilisation de la contribution militaire des services civils de l'Algérie : notes, correspondance (1961-1962). Remplacement du contrôle douanier de l'aéroport de Colomb-Béchar par un contrôle militaire : correspondance (1962).

1961-1962

81 F 160 Unités militaires stationnées en Algérie, retrait, rapatriement en métropole : circulaires, télégrammes.

1962

81 F 161 Harkis, renforcement des unités, dispersion, projets de rapatriement : correspondance.

1960-1962

#### Sécurité, forces de l'ordre

81 F 162 Sécurité.- Visites officielles en Algérie, suivi : programmes, correspondance (1961-1962). Demande de protection armée de la part d'entreprises installées en Algérie, traitement (1962). Protection d'installations d'importance vitale, projet de décret (s.d.) ; révision de la réglementation sur la protection des points sensibles, consultation de la délégation générale en Algérie (1961-1962).

1961-1962

81 F 163-166 Forces de l'ordre, 1960-1962

Détachements opérationnels de protection (DOP) puis unités opérationnelles de renseignement (UOR), affectation de personnel, organisation : documentation.

1960

Gendarmerie mobile et compagnies républicaines de sécurité, utilisation en Algérie, retrait : correspondance.

1960-1962

Force locale placée auprès de l'Exécutif provisoire, préparation, organisation, suivi, retrait du soutien logistique français : correspondance.

1961-1962

Réforme de l'inspection générale des affaires algériennes, nomination d'un nouvel inspecteur général, transformation des sections administratives spécialisées en centres d'aide administrative (1961-1962). Demande de militaires pour la coopération au ministère de la Défense : correspondance (1962).

1961-1962

81 F 167 Service de formation des jeunes en Algérie, projet de transformation, suppression : notes, synthèse, correspondance.

1960-1962

## Organisation du traité de l'Atlantique nord

81 F 168 Exercice de l'OTAN "Fallex 62", examen de la demande de participation du port d'Oran faite par le ministère de la Défense.

## Documentation

81 F 169 Documentation personnelle du colonel de Seguins-Pazzis.

1961-1962

Concerne les aspects militaires de la question de la partition de l'Algérie, le Sahara, la notion de "base".

81 F 170 Histoire et organisation du Front de libération nationale et du gouvernement provisoire de la République algérienne, documentation : rapports de la direction des Affaires politiques de la délégation générale en Algérie.

1961

81 F 171 Bulletins de renseignement sur la situation de l'opinion en Algérie (juin 1960-février 1962). 1960-1962

# 81 F 172 <u>Cabinet du secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes</u>

Le ministre d'État chargé des affaires algériennes est remplacé en décembre 1962 par un secrétaire d'État placé auprès du Premier ministre. Jean de Broglie nomme les membres de son cabinet par arrêté du 13 décembre 1962 : Charles Bignon, directeur du cabinet, André Bordessoule, Jean-Marie Huille, Bernard Layer et Yves Roland-Billecart, conseillers techniques, Louis de Faucigny-Lucinge, chef de cabinet, Yvonne de Perthuis et Adrien Sani-Marchal, chargés de mission. En 1967, le secrétariat d'État passe sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Le dossier coté 81 F 172 ne contient que des rapports et télégrammes sur la situation en Algérie après l'indépendance. Le fonds proprement dit de ce cabinet est certainement à rechercher dans le fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes, conservé par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères¹. Jean-Marie Huille, commissaire général de la Marine, membre du cabinet, a fait don de ses archives personnelles aux Centre des archives d'outre-mer².

Algérie, informations transmises par l'armée et les agents consulaires français en Algérie : messages quotidiens, rapports.

1962-1964

#### 81 F 173-207 Mission d'études

Le décret du 28 juin 1958, qui crée et organise le secrétariat général pour les affaires algériennes auprès du Premier ministre, prévoit la formation d'une mission d'études, directement placée auprès du secrétaire général, René Brouillet. Cette création résulte du nouveau principe en vigueur selon lequel l'Algérie s'administre à Alger mais se gouverne à Paris. La mission est conçue comme un auxiliaire du secrétaire général, chargée de le documenter sur les problèmes algériens, de lui suggérer des solutions, mais aussi de coordonner les études nécessitant la collaboration de plusieurs ministères. La composition de la mission est fixée par l'arrêté du 19 juillet 1958. Le président en est Pierre Racine, inspecteur général des finances. Il est assisté de trois membres permanents, hauts fonctionnaires, euxmêmes assistés de collaborateurs. Dans un premier temps, la mission d'études supplée à un cabinet qui tarde à se former. Petite structure assez informelle, qui se plaint vite de son manque de moyens, elle se divise en trois groupes de travail : institutions et organisation administrative, économie et finances, action sociale. La composition de la mission d'études est modifiée par chaque nouveau secrétaire général pour les affaires algériennes. Gilles Warnier de Wailly, qui remplace Pierre Racine, assure une certaine continuité, tandis que se succèdent au sein de la mission, les hauts fonctionnaires provenant de diverses administrations parisiennes. En novembre 1960, selon un rapport, la mission se compose de son président, de trois membres permanents et de 14 collaborateurs bénévoles, à temps partiel.

L'orientation de leurs travaux suit les fluctuations de la politique française. Jusqu'en 1960, ils rassemblent de la documentation et esquissent des solutions et des projets de réformes dans la perspective d'une Algérie destinée à demeurer française. Louis Joxe, ministre d'État chargé des affaires algériennes, tout en reconduisant la mission d'études, renouvelle cependant sa composition et

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>En 1965, le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes passe sous la tutelle du ministre des Affaires étrangères. Ses archives courantes on alors rejoint ce département ministériel.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> ANOM FP 20EVEOM 1-38.

ses attributions, sous l'influence des réflexions développées par le groupe d'études Gazier sur les structures futures de l'Algérie. Constitué dans le courant de l'année 1960, ce groupe témoigne d'un changement d'orientation de la part du gouvernement, puisqu'il était chargé d'étudier quatre hypothèses sur les rapports futurs de l'Algérie et de la France : partition, sécession, assimilation et association. En avril 1961, dans une lettre au président de la mission d'études, Louis Joxe recommande à la mission d'études, dont de nombreux nouveaux membres venaient du groupe d'études Gazier, de travailler sur un seul principe qu'il définit dans les termes suivants : "une association durable entre la France et une Algérie devenue indépendante, de tendance totalitaire et neutraliste ", assignant à la mission un rôle de "laboratoire" de solutions nouvelles. La voie de la prospective est alors ouverte, préludant à la constitution de la « documentation de base » qui devait servir aux négociations d'Evian. François Gazier succède à Gilles Warnier de Wailly à la présidence de la mission, par arrêté du 5 octobre 1961.

Le fonds de la mission d'études se présente sous la forme de deux séries documentaires thématiques, classées successivement suivant deux cadres de classement distincts. Nous avons suivi les cadres de classement d'origine. La première série documentaire reflète le travail de la première mission d'études et de ses trois groupes, préoccupés de réformes dans le domaine administratif, économique et social. Le second ensemble reflète les travaux de la mission à partir de 1961, engagée dans la direction fixée par le ministre d'État chargé des affaires algériennes. Ces deux séries se composent à la fois de documentation recueillie auprès de diverses institutions et des notes et rapports rédigés par les membres de la mission d'études. On a ajouté les dossiers du groupe d'études sur les structures futures de l'Algérie présidé par François Gazier, qui réunissent les notes et rapports rédigés par les membres de la mission d'études entre 1958 et 1960 et les rapports du groupe de travail proprement dit.

A la fin de ce petit fonds, on a placé de la documentation générale ainsi que des documents ayant appartenu aux deux premiers présidents de la commission d'élus. Malgré son caractère réduit (35 dossiers), ce fonds offre l'intérêt de réunir le produit des différentes étapes d'un processus de réflexion sur le devenir de l'Algérie, de 1958 à 1962.

Les membres de la mission d'études ont également assuré le secrétariat des commissions d'élus algériens créées en 1960 pour réfléchir aux réformes utiles à l'Algérie. Hormis un dossier placé dans ce fonds, l'essentiel des documents relatifs aux sessions de ces commissions se trouve dans les archives du bureau des affaires politiques du ministère d'État chargé des affaires algériennes, également responsable du suivi de ces travaux.

Un tableau de la composition de la mission d'études figure en annexe.

81 F 173 Mission d'études, création et définition de ses missions : textes officiels, instructions, notes. Membres, nomination, rémunération. Fonctionnement : procèsverbaux des réunions de la mission d'études. Relations avec le ministre d'État chargé des affaires algériennes : correspondance. Projet d'études à réaliser par le Centre d'étude nord-africain d'Aix-en-Provence : correspondance.

1958-1961

81 F 174-190 Dossiers documentaires réunis par la mission d'études : notes de la mission d'études, documentation (classées par thèmes selon le cadre de classement conçu par la mission d'études).

1956-1960

- Documentation générale et bibliographie sur l'Algérie. Organisation des services administratifs en Algérie.
- Organisation des services administratifs en Algérie.
- Organisation territoriale en Algérie, organisation des services administratifs concernant l'Algérie en métropole, fonction publique.
- 177 Statut politique de l'Algérie, projet de réforme. Situation politique : partis, presse, action psychologique, élections, harkis.
- 178 Problèmes économiques en Algérie : monnaie, emploi et revenus, finances publiques.
- 179 Développement économique : historique.
- Développement économique, mesures institutionnelles et financières à prendre.

- Développement économique, moyens du développement agricole.
- Développement économique, développement industriel, aides au développement industriel.
- Secteurs économiques en Algérie : agriculture, pêche, mines, énergies, industrie, transports intérieurs, habitat et logement, travaux publics.
- Situation sociale : démographie, santé publique, aide sociale, syndicalisme.
- Affaires sociales : scolarisation, enseignement par la radio, politique de la jeunesse.
- Formation professionnelle.
- 187 Promotion sociale des musulmans.
- Relations commerciales de l'Algérie avec l'étranger : commerce extérieur, transferts de capitaux, l'Algérie dans le Marché commun. Coopération étrangère en Afrique du Nord. Sahara algérien, Organisation commune des régions sahariennes, statut, textes législatifs et réglementaires, économie.
- Français musulmans d'Algérie résidant en métropole, administration chargée de cette population, action psychologique, problèmes économiques.
- 190 Français musulmans d'Algérie résidant en métropole, action sociale de l'administration, politique du logement, allocations familiales.
- 81 F 191-197 Dossiers documentaires réunis par la mission d'études : notes de la mission d'études, documentation (classées par thèmes selon le cadre de classement conçu par la mission d'études).

1957-1963

- 191 Statut politique et administratif de l'Algérie, documentation, prospective pour la période transitoire. Opinion politique des métropolitains.
- Statut politique et administratif de l'Algérie, cessez-le-feu, organisation des pouvoirs pendant la période transitoire, projet, organisation du référendum d'autodétermination. Solutions institutionnelles envisagées : intégration, fédéralisme, partition, sécession, Algérie indépendante, garanties à demander pour la minorité européenne. Coopération technique avec l'Algérie.
- Forces politiques musulmanes et européennes : Front de libération nationale, gouvernement provisoire de la République algérienne, Français musulmans de métropole, commissions d'élus, libéraux, Organisation armée secrète, rapatriés, communauté israélite. Élections.
- Problèmes économiques et financiers : plan de Constantine, développement économique, énergie, emploi, finances publiques, salaires, crédits, transferts de capitaux, balance extérieure.
- Problèmes sociaux : Français musulmans d'Algérie en métropole et à l'étranger, garantie des droits de la minorité dans la fonction publique, logement et regroupements de population en Algérie, enseignement, politique de la jeunesse, promotion sociale. Études générales sur l'économie et la démographie.
- Sahara, statut particulier, prospective, préparation des négociations avec le Front de libération nationale au sujet du Sahara.
- Aspects internationaux du conflit algérien : question algérienne dans les institutions internationales, l'Algérie et la communauté économique européenne, l'Algérie et la Communauté, relations avec le monde arabe et le Maghreb, avec le bloc communiste. Avenir politique et économique de l'Algérie indépendante, prospective.
- 81 F 198-201 Groupe d'études des structures futures de l'Algérie, dit groupe d'études "Gazier", travaux.

1960-1961

- Organisation, fonctionnement du groupe d'études : textes officiels, schéma d'études. Travaux : études des membres classées par auteurs.
- 199 Travaux de la première mission d'études réunis par le groupe d'études (1958-1959).
- Travaux de la deuxième mission d'études réunis par le groupe d'études (1960-1961).

- Rapports préliminaires et définitifs du groupe d'études.
- 81 F 202 Préparations de négociations sur l'Algérie : rapport sur les fondements et les buts de l'association, garanties de la minorité. mai 1961
- 81 F 203 Travaux de la commission d'élus chargée de la rénovation rurale, suivi : notes, rapport général. Travaux du groupe de travail sur la rénovation rurale, suivi : rapports, comptes rendus de réunions.

1960-1961

- 81 F 204 Correspondance et documentation personnelle de Pierre Racine, président de la mission d'études : correspondance, documentation. 1956-1958
- 81 F 205-207 Documentation personnelle de Gilles Warnier de Waillly, président de la mission d'études<sup>1</sup>.

1956-1960

- 205 Comptes rendus d'exercice de la Banque d'Algérie et de Tunisie (1956-1957), documentation sur le régime des retraites et la sécurité sociale en Algérie (1954-1960).
- Documentation diverse sur l'Algérie (1958-1960) ; documentation sur la Tunisie, conventions franco-tunisiennes, agriculture française, scolarisation, économie : textes officiels, notes de l'ambassade de France en Tunisie, rapports (1958-1960).
- 207 Documentation transmise par Louis Fougère, maître des requêtes au Conseil d'État, conseiller juridique du protectorat du Maroc : conventions d'établissement francomarocaines ; relations économiques et financières entre la communauté marocaine et européenne, coopération : rapport de la commission d'étude des conventions francomarocaines, notes (1956-1957). Contentieux franco-américain concernant le Maroc, documentation : notes, documentation des Affaires étrangères (1951-1961). Conférence sur le droit intergentiel en Algérie, communication de R.D. Kollewijn à l'Académie royale néerlandaise (1957).

## 81 F 208-235 Bureau du cabinet

Le fonds du bureau du cabinet, dirigé par Jaulin de 1958 à 1962, se compose de courriers du cabinet et du bureau du cabinet, classés chronologiquement ou par correspondants. Nous y avons ajouté les collections de télégrammes et télex échangés avec Alger par les services dépendant du secrétariat général pour les affaires algériennes puis du ministère d'État chargé des affaires algériennes.

#### Courrier

81 F 208-209 Cabinet et cabinet particulier du secrétaire général pour les affaires algériennes, puis du ministre d'État chargé des affaires algériennes, courrier au départ : chrono.

1960-1961

- 208 Mars- décembre 1960.
- 209 Octobre- décembre 1961.
- 81 F 210-211 Cabinet du secrétaire général pour les affaires algériennes, puis du ministre d'État chargé des affaires algériennes, courrier classé par ordre alphabétique des correspondants. 1958-1962
  - 210 1958-1959.
  - 211 1960-1962.
- 81 F 212-213 Chef du bureau du cabinet du secrétariat général pour les affaires algériennes puis du ministère d'État chargé des affaires algériennes : correspondance, notes.

1958-1961

212 1958-1959.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Gilles Warnier de Wailly était l'ancien président de la délégation française à la commission mixte de l'union douanière franco-tunisienne.

#### 213 1960-1961.

## Télégrammes

81 F 214-217 Secrétariat général pour les affaires algériennes, télégrammes à l'arrivée et au départ.

1958-1960

- Télégrammes à chiffrer au départ, janvier1958-août 1959.
- Télégrammes ordinaires au départ, juin- octobre 1959.
- Télégrammes et télex adressés au délégué général du gouvernement en Algérie, mai 1959-juin 1960.
- 217 égrammes reçus du bureau d'études de la délégation générale du gouvernement en Algérie, janvier- octobre 1959.

#### Télex

81 F 218 Cabinet du ministre résidant, Robert Lacoste, télex à l'arrivée et au départ.

décembre 1957-mai 1958

81 F 219-228 Secrétariat général pour les affaires algériennes puis ministère d'État chargé des affaires algériennes<sup>1</sup>: télex adressés à la délégation générale du gouvernement en Algérie puis à la délégation générale en Algérie.

1958-1962

- 219 llet 1958 mars 1959.
- 220 il juillet 1959.
- 221 décembre 1959.
- 222 er- mai 1960.
- 223 n septembre 1960.
- 224 obre novembre 1960.
- 225 embre 1960-janvier 1961.
- 226 rier- mai 1961.
- 227 n- décembre 1961.
- 228 er- août 1962.
- 81 F 229-235 Secrétariat général pour les affaires algériennes puis ministère d'État chargé des affaires algériennes : télex adressés par la délégation générale du gouvernement en Algérie, puis à la délégation générale en Algérie.

1958-1962

- 229 Mai- décembre 1958.
- 230 Janvier- juin 1959.
- Juillet- décembre 1959.
- Juillet- décembre 1960.
- 233 Janvier- juin 1961.
- Juillet- décembre 1961.
- 235 Janvier- avril 1962.

## Ministère d'État chargé des affaires algériennes

81 F 236-243 Secrétariat général (1956-1962)

Christian Delaballe, préfet de l'Oise, est nommé secrétaire général du ministère d'État chargé des affaires algériennes par un arrêté du 14 décembre 1960. Par arrêté du 20 mars 1961, trois membres du cabinet du ministre sont mis à sa disposition : Jacques-Guy Lenoir, Jean Larché et Bernard Mailfait. Selon l'article 2 du décret du 31 mars 1961, portant organisation du ministère d'État chargé des affaires

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ces télex proviennent de l'administration du ministère d'État mais également d'organismes qui en dépendaient : la Commission de sauvegarde des droits et des libertés individuels et la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie.

algériennes, le secrétaire général assure, sous l'autorité du ministre, la direction de tous les services du ministère. Il est, de plus, chargé de représenter le ministre dans différents organismes à caractère administratif, financier, économique et social, assurant notamment la vice-présidence du fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et la vice-présidence du comité directeur de la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie. Par l'arrêté du 2 mai 1962, le ministre d'État donne à Christian Delaballe une délégation générale et permanente de signature. Le poste de secrétaire général est maintenu par le décret du 11 janvier 1963, portant organisation du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes.

Les dossiers ici regroupés ne couvrent cependant que la période de 1960 à 1962 et sont loin de refléter l'étendue des responsabilités du secrétaire général. Si ce dernier contrôlait toutes les affaires instruites par le ministère, la plupart des dossiers correspondants sont conservés dans les archives des services qu'il dirigeait.

81 F 236 Correspondance traitée par le secrétaire général et ses conseillers.

1961-1962

Concerne affaires administratives, sécurité, budget, personnel, requêtes de particuliers.

81 F 237 Délégation générale en Algérie, organisation, documentation : organigrammes, arrêtés, correspondance.

1959-1960

Mesures économiques, sociales, mesures de sécurité et réforme administrative concernant l'Algérie : textes officiels, cartes des départements créés en 1957 (1956-1960). Décret du 20 janvier 1961 sur la déconcentration administrative, préparation : notes, textes de loi, compte rendu du comité des affaires algériennes.

1956-1961

81 F 239 Centres d'aide administrative, création, fonctionnement, modification, suivi du fonctionnement : projets de textes et textes officiels, notes.

1961-1962

81 F 240-243 Corps préfectoral, gestion.

1958-1961

Corps préfectoral, statut : textes réglementaires. Mouvement des préfets et sous-préfets, réception de candidatures, interventions, nomination : arrêtés de nomination, notices individuelles, correspondance.

1958-1961

Documentation sur les personnes en poste en Algérie : listes, arrêtés de nomination, notices individuelles (dossiers classés par régions et départements d'Algérie).

1959-1961

- 241 Région d'Alger.
- 242 Région de Constantine.
- 243 Région d'Oran.

## 81 F 244-1099 Service des affaires politiques et de l'information

Le service des affaires politiques et de l'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes, tel qu'il est organisé par l'arrêté du 31 mars 1961, se compose de trois services et bureaux (service de presse et d'information, bureau politique, service de documentation), reprenant et réunissant des fonctions auparavant dévolues à des services administratifs différents. Ce service est placé sous la direction de Bruno de Leusse, conseiller des Affaires étrangères.

## 81 F 244-591 Service de presse et d'information

La fonction de l'information était relativement peu développée au sein de la direction des affaires d'Algérie, même si le bureau des affaires politiques avait des fonctions de contrôle de la presse et si la direction elle-même était destinataire de bulletins de presse et de renseignement émanant de diverses administrations. Le Gouvernement général de l'Algérie disposait de deux organismes chargés de le représenter à Paris : l'Office administratif de l'Algérie et l'Office algérien d'action économique et touristique (OFALAC). A ce dernier était rattaché un organe spécialisé dans le domaine de

l'information, le service algérien d'information et de presse, dont Gabriel Audisio avait été nommé directeur par un arrêté du 15 avril 1945. Cet organe fut rattaché à l'Office administratif du Gouvernement général de l'Algérie à Paris, lorsque Gabriel Audisio fut nommé sous-directeur de cet office, par un arrêté du 21 janvier 1947. Le service algérien de presse et d'information réalisait une revue quotidienne de la presse parisienne pour le Gouverneur général, se chargeait de la diffusion des documents produits par le service de l'information d'Alger et s'occupait de relations publiques et de l'organisation de manifestations diverses. En 1950, le Gouvernement général de l'Algérie décidait de confier à son office parisien des copies des films conservés par son service cinéma, créé en 1947. Une section cinéma fut donc rattachée au service algérien d'information et de presse. Ses missions étaient le prêt de copies de films et les relations avec le milieu du cinéma en France.

Toutefois, au fil du développement de la guerre d'Algérie, le caractère stratégique de l'information devient de plus en plus clair pour les services chargés des affaires algériennes. L'administration centrale souhaite alors, non seulement être tenue informée de l'évolution de l'opinion publique, mais aussi se doter de moyens propres à l'influencer. Par l'arrêté du 28 juin 1958, l'Office administratif de l'Algérie est rattaché au secrétariat général auprès du Premier ministre pour les affaires algériennes. Progressivement, les services de l'Office sont incorporés aux services du secrétariat général. En 1959, le service de l'information, rattaché au cabinet du secrétaire général et placé sous l'autorité d'Henri de la Bastide, conseiller technique, se compose du personnel de l'ancien service algérien d'information et de presse. Sous une autre tutelle, ce personnel exerce sensiblement les mêmes fonctions qu'auparavant. Il vient toutefois s'y agréger un service de presse, dont les membres ont pour mission essentielle de rédiger des articles sur l'Algérie et de les faire passer dans les journaux français et étrangers. Gabriel Audisio est devenu, quant à lui, le conseiller culturel du secrétaire général pour les affaires algériennes. En 1961, l'organisation du ministère d'État place Philippe Thibaud, ancien chargé de mission au cabinet civil du délégué général du gouvernement en Algérie venu des Affaires étrangères, à la tête du service de presse et d'information. Son adjoint est René Grinda. M. Meyer reste le responsable de la section cinéma. Le service d'information et de presse survit dans le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes, créé en novembre 1962 : Philippe Thibaud est alors chargé du bureau de l'information, au sein du service des affaires générales. La constitution du service de l'information, par rattachement du service de l'Office administratif au secrétariat général pour les affaires algériennes, explique probablement qu'une partie du présent sous-fonds est composée de dossiers provenant du service algérien d'information et de presse. Pour faciliter la compréhension du fonds, nous avons distingué les dossiers provenant du service algérien d'information et de presse (81 F 244-294) de ceux du service d'information rattaché au secrétariat général pour les affaires algériennes, devenu le service de presse et d'information du ministère d'État (81 F 295-538). Nous avons laissé les dossiers de la section cinéma à part, car, en l'absence totale de solution de continuité, il était impossible d'y opérer une coupure (81 F 539-592). Les copies de films gérées par ce service ont été versées en même temps que les documents sur papier aux Archives nationales. Elles sont conservées aux Archives nationales d'outre-mer1.

Service algérien d'information et de presse (81 F 244-294)<sup>2</sup>

#### Fonctionnement du service

81 F 244	Organisation et fonctionnement du service : notes, rapport d'activité de 1946 à 1952, correspondance. Personnel envoyé en mission, demandes d'autorisation de voyages, ordres de mission.
81 F 245	Comptabilité du service, achat de fournitures de bureau, commande de journaux, de reportages, de photographies : factures (1950-1952) ; achats d'ouvrages : bons de commandes (1950-1954).
81 F 246	1950-1954 Comptabilité du service : états mensuels des dépenses du service <sup>3</sup> .

1955-1957

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Catalogue des films cinématographiques conservés aux Archives d'outre-mer, établi par Daniel Leroux, 1978.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Ce service dépendait depuis 1947 de l'office administratif de l'Algérie représentant le Gouvernement général à Paris.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Concerne également les frais d'envoi du service Cinéma.

( )	ΛI	ווו	rı	r۱	PI	r

Correspondance du service algérien d'information et de presse, à l'arrivée et au départ : chrono.

1951-1952

81 F 248-249 Correspondance du service algérien d'information et de presse au départ : chrono.

1958-1959

- 248 Janvier- décembre 1958.
- Janvier- octobre 1959.
- 81 F 250 Correspondance échangée avec l'Office algérien d'action économique et touristique (classée chronologiquement).

1945-1954

81 F 251 Correspondance échangée avec le service de l'information du Gouvernement général puis de la délégation générale du gouvernement en Algérie (classée chronologiquement).

1953-1958

Correspondance échangée avec des administrations publiques métropolitaines, des services de l'armée et des ambassades de France à l'étranger.

1945-1953

81 F 253-255 Correspondance échangée avec des administrations publiques métropolitaines, des sociétés privées et des particuliers.

1945-1959

- 253 1945-1950.
- 254 1951-1956.
- 255 1957-1959.
- 81 F 256 Correspondance échangée avec des particuliers.

1953-1960

#### Documentation produite par le service et par le Gouvernement général de l'Algérie

81 F 257-265 *Nouvelles et informations d'Algérie*, bulletin diffusé par le service algérien d'information et de presse.

1945-1958

- 257 Communiqués de presse, 1945-1947.
- 258 Communiqués de presse, 1948-1951.
- 259 Communiqués de presse, 1952-1954.
- 260 Communiqués de presse, 1955-1957.
- Notes d'information, 1947-1950.
- 262 Notes d'information, 1951-1956.
- Notes de renseignement (sur les manifestations et articles parus en relation avec l'Algérie), 1955-1958.
- Avis de concours et de recrutement pour l'administration en Algérie, juillet 1957décembre 1958.
- Radiodiffusion française : comptes rendus d'émissions radiophoniques, décembre 1957-janvier 1958.
- Revue de la presse quotidienne métropolitaine rédigée par le service algérien d'information et de presse pour le cabinet du Gouverneur général de l'Algérie : télégrammes de presse.

1945-1958 (manque 1947)

Revue de presse des publications hebdomadaires paraissant à Paris, rédigée par le service algérien d'information et de presse.

juillet 1958-novembre 1959

par le service algérien d'information et de presse. 1945-1957 268 1945-1951. 269 1952-1954. 270 1955. 271 Janvier- juin 1956. 272 Juillet- décembre 1956. 273 Janvier- décembre 1957. 81 F 274 Inventaire des publications, affiches, photos, films et documents sonores du service de l'information de la délégation générale du gouvernement en Algérie. 1958 81 F 275 Impression et diffusion de calendriers, brochures, affiches produites par le Gouvernement général de l'Algérie<sup>1</sup>. 1945-1949 Documents algériens, bulletin périodique publié par le service d'information du 81 F 276-277 Gouvernement général de l'Algérie. 1945-1959 Collection classée par thèmes. 1945-1957 Concerne politique, questions sociales, culture, enseignement, agriculture et pêche. Diffusion en métropole : correspondance, avis de réception. 277 *1*945-1959 81 F 278 Impression et diffusion de l'Algérie contemporaine et d'Algeria: correspondance, listes de destinataires (1948-1956). Impression et diffusion d'autres publications et brochures du Gouvernement général de l'Algérie et du ministère de l'Algérie (1956-1959). *1*948-1959 81 F 279 Photothèque du service d'information et de presse, organisation et état des collections : notes, rapport, bordereaux d'envoi de photographies par le Gouvernement général de l'Algérie, correspondance ; réponse à des commandes de photographies : correspondance (classée par ordre chronologique). 1945-1956 Relations avec la presse 81 F 280 Organisation de campagnes de presse en France et en Algérie, parution d'articles dans la presse : coupures de presse. 1929 81 F 281 Relations avec la presse métropolitaine et étrangère, réponse à des demandes de renseignements et d'entretiens, réception de journalistes en Algérie : correspondance, liste des tirages des journaux parisiens. Contrôle de la presse, protestations du Gouvernement général de l'Algérie transmises aux rédactions. 1946-1959 81 F 282 Relations avec la presse et les journalistes à propos de la publication d'articles sur l'Afrique du Nord et l'Algérie, abonnement à des journaux et revues : correspondance, projets d'articles, coupures de presse. 1946-1949 81 F 283 Presse algérienne, attribution de papier à la presse algérienne (1947-1957), autorisations de paraître (1947-1949); épuration, application de la loi,

réactions : notes, correspondance, motion, coupures de presse (1946) ;

Mémento quotidien de la presse parisienne, revue de presse quotidienne rédigée

81 F 268-273

Contient douze photographies pour un projet de calendrier.

documentation : listes de journaux, notes ; réponse à des demandes de renseignements de l'administration sur la presse algérienne.

1947-1957

Radiodiffusion et télévision, documentation sur les émissions intéressant l'Algérie et le monde arabe : textes d'émissions, correspondance ; projets d'émissions de propagande destinées aux pays musulmans : correspondance.

1945-1951

# **Relations publiques**

Associations et sociétés, réponse à des demandes de patronage et de subvention, réponse à des demandes de renseignements et d'entretiens (1947-1959). Congrès des peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique, suivi : programme, note de renseignement (1948).

1947-1959

Organisation d'expositions dans les locaux de l'Office algérien d'action économique et touristique sur la littérature algérienne et la politique française en Algérie : notes, correspondance, factures, photographies, coupures de presse (1946-1950). Banquet offert au Gouverneur général Naegelen par le syndicat de la presse nord-africaine à la maison des journalistes de Paris : coupures de presse, listes d'invités, revue de presse (1948). Année sainte 1950, projet de promotion du tourisme algérien à cette occasion : correspondance, plaquette (1950).

1946-1950

Séance de présentation de courts métrages algériens au cinéma le Marignan, organisation (1953). "Soirée algérienne" au Palais de Chaillot, présentation de courts métrages réalisés par la section cinéma du Gouvernement général de l'Algérie, organisation : correspondance, répertoire d'adresses, plan de la salle, photographie du public ; réactions : revue de presse (1954).

1953-1954

Séisme d'Orléansville, information : revue de presse, dépêches et communiqués, cartes imprimées des zones touchées par le sinistre. Organisation d'une collecte de secours aux victimes du séisme : notes, compte rendu de réunion, programme d'utilisation des fonds. Vente des écrivains et artistes algériens en faveur des victimes du séisme, participation à l'organisation de la vente : correspondance.

1954-1955

Maison du blessé de guerre musulman, organisation d'une campagne d'information : notes, correspondance, plaquettes, photographies de l'inauguration.

1945

Organisation du voyage de fin d'études en France des élèves de l'Institut d'études supérieures islamiques d'Alger : correspondance.

1949-1956

Organisation de séjour de groupes de jeunes Algériens en France et de jeunes Français en Algérie.

1948-1958

Concerne surtout les camps scouts et les colonies de vacances.

#### Documentation

Affaires politiques, économiques, sociales, culturelles, enseignement, démographie et situation de l'Algérie avant 1830 : textes officiels, brochures, notes, discours de gouverneurs généraux de l'Algérie.

1937-1957

81 F 293 Bulletin hebdomadaire du Centre d'information du Proche-Orient. Mai 1956décembre 1957 Dossier personnel de Gabriel Audisio, chef du service.- Correspondance personnelle, participation à une polémique sur l'arrestation de communistes, participation aux activités du Pen Club français, création et participation aux activités du Pen Club algérien.

1940-1952

Service de l'Information du secrétariat général pour les affaires algériennes, service de presse et d'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes (81 F 295-538)

## Fonctionnement, documentation reçue

Organisation du service : note, liste téléphonique. Emploi des crédits, conférence chez le chef de cabinet : compte rendu. Directives d'information et d'action du Premier ministre sur l'Algérie. État de la documentation publiée sous le contrôle du service de l'information.

1958-1962

Correspondance échangée avec l'Office algérien d'action économique et touristique et la Caisse d'équipement et de développement de l'Algérie sur des projets d'action en matière de relations publiques. Correspondance échangée avec le service d'information de la délégation générale du gouvernement en Algérie à propos de la presse et des journalistes.

1958-1960

81 F 297-298 Participation au comité " Information-Algérie " : comptes rendus des réunions, pièces annexes.

1959-1962

- 297 Septembre 1959-avril 1960.
- 298 Mai 1960-février 1962.
- Déclarations, allocutions et conférences de presse du général De Gaulle sur l'Algérie : textes des allocutions ; réactions : coupures de presse, revue de presse (1961-1962). Communiqués du gouvernement sur la question algérienne (1961).

1961-1962

81 F 300 Moyens d'information en Algérie : réponse à un questionnaire de l'Unesco.

1962

Notes réalisées par les services du secrétariat général pour les affaires algériennes et du ministère d'État chargé des affaires algériennes : *Chronologie algérienne* (septembre 1960-mars 1961), *Éphémérides* (janvier-avril 1962). *Situation de l'Algérie* (novembre 1960).

1960-1962

Notes d'information du conseiller culturel du secrétaire général auprès du Premier ministre pour les affaires algériennes, Gabriel Audisio (1958-1960). Bulletins mensuels de documentation du conseiller culturel puis du ministère d'État chargé des affaires algériennes (1960-1962).

1958-1962

### Presse et opinion métropolitaine, algérienne et étrangère

81 F 303-308 Presse métropolitaine, revue de presse, documentation.

1957-1962

Presse métropolitaine, revue quotidienne transmise à la délégation générale du gouvernement en Algérie par le secrétariat général auprès du Premier ministre pour les affaires algériennes : télex.

1958-1959

Presse métropolitaine, revue de presse du général Dulac (12 juillet 1958), revue de la presse du matin de la préfecture de Police de Paris (juillet-octobre 1958, *lacunes*).

Presse métropolitaine, liste de journalistes et de journaux métropolitains (s.d.), tableau des tirages de la presse métropolitaine (1962); Le Diebel: numéro de février 1959; revues de presse : Lettre de René de Livois, L'opinion de la presse privée (1957-1958); articles sur l'Algérie parus dans la presse, transmis par des préfets métropolitains : coupures de presse, correspondance (1960-1961).

306-307 Presse métropolitaine, revues de presse et de l'opinion : Lettres d'information politique et économique, les informations Paul Dehème (mars 1959-30 juillet 1960).

1959-1961

- 306 Mars 1959-30 juillet 19601.
- 307 1er août 1960-1er mars 1961.
- 308 Documents nord-africains, revue publiée par les Etudes sociales nord-africaines.

1957-1959, 1961

81 F 309-312 Presse d'Algérie, documentation, synthèses.

1956-1960

309 Documentation : liste de journaux paraissant en Algérie (1959) ; numéros d'Al-Bark, numéros d'Al-Djazaïr (1958-1959) ; revues de l'opinion algérienne : Lettre d'Alger de Gilles Gevor (1956), Lettre de M. Breton (1956). La presse d'Alger, revue hebdomadaire (avril-mai 1960, lacunes).

310-312 Presse algéroise, synthèses politiques quotidiennes adressées au secrétaire général pour les affaires algériennes par le délégué général en Algérie : télex.

- 310 1<sup>er</sup> juin-31 juillet 1960.
- 311 1<sup>er</sup> août-30 septembre 1960.
- 1<sup>er</sup> octobre- 2 décembre 1960. 312
- 81 F 313 Presse française et étrangère.- Revues de presse : revue hebdomadaire de la presse étrangère par le service de l'information du secrétariat général pour les affaires algériennes (1959, 1960, lacunes), Articles de presse française ou étrangère, traduction publiée par le service de l'information de la délégation générale du gouvernement en Algérie (1958, 1959, janvier, mai-juin 1961, lacunes); documentation : liste des principaux journaux étrangers, liste des correspondants accrédités de la presse étrangère (mai 1960).

1959-1961

81 F 314-339 Presse étrangère.

- 314-327 Presse des pays d'Europe : revues de presse, traductions d'articles (1958-1962)
  - 314 Albanie (1959).
  - 315 Allemagne (République fédérale d') (1959-1962), Autriche (1958-1961), Danemark (1958-1960).
  - 316 Espagne (1958-1959).
  - 317 Espagne (1960-1961).
  - Finlande (1960), Grande-Bretagne (1959-1961), Grèce (1959-1961), Irlande 318 (1959-1960), Islande (1959).
  - 319 Italie (1958-novembre 1959).
  - 320 Italie (janvier- juin 1960).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Cet article contient aussi un exemplaire de la Revue bi-hebdomadaire des lettres et bulletins d'informations (21 juin 1960).

- 321 Italie (juillet- décembre 1960).
- 322 Italie (janvier- décembre 1961).
- 323 Italie (janvier- avril 1962).
- 324 Italie (mai- décembre 1962).
- 325 Norvège (1959-1961), Pays-Bas (1959-1960), Portugal (1959-1960), Suède (1958-1960).
- 326 Suisse (1958-1962).
- Union des républiques socialistes soviétiques : deux articles (1961).
- 328-331 Presse des pays d'Amérique : revues de presse, traductions d'articles (1959-1962)
  - 328 Argentine (1960-1961), Canada (1959-1962).
  - 329 États-Unis (1959-1961).
  - 330 États-Unis (1962).
  - Panama (septembre- décembre 1960), Pérou : un article (avril 1960), Uruguay : deux articles (décembre 1960).
- Presse des pays du Proche et du Moyen-Orient (Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Pakistan, Syrie, Turquie, Yémen) : revues de presse, traductions d'articles, sélections d'articles de l'ambassade de France à Beyrouth, *A travers le presse et la radio arabe* de la délégation générale du gouvernement en Algérie (1958-1962)
- Presse du Liban : revues de presse de l'ambassade de France à Beyrouth (1961-1962)
- 334-337 Presse de pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne : revues de presse, traductions d'articles (1959-1963)
  - 334 Maroc (1960-1963).
  - Tunisie (janvier-juin 1959).
  - 336 Tunisie (1961-1962)
  - 337 Afrique du Sud (1959), Ghana (1960), Soudan (1959-1962).
- Presse de pays d'Asie et d'Océanie : revue de presse, traduction d'articles (1958-1962)

Australie (1958), Cambodge (1959), Chine (1958), Inde (1959-1960), Japon (1958-1962), Ceylan (1959), Vietnam (1959-1960).

- Presse étrangère, dossier de presse sur les centres de regroupement : coupures et revues de presse (1959-1960)
- 81 F 340-354 Dossiers de presse classés par thèmes : coupures et revues de presse

- 340 Situation de l'Algérie (1951-1957).
- 341 Situation politique en Algérie (1958-1959).
- 342 « Les évêques face à la guerre d'Algérie », extrait des Cahiers du Témoignage chrétien, n° XL(1960).
- Voyages du général De Gaulle en métropole et en Algérie, discours, réactions : coupures de presse, tableau récapitulatif de l'évolution des discours (1958-1960).
- Entrevue du général De Gaulle et d'Habib Bourguiba, président de la République tunisienne, le 21 février 1961 à Rabat (1961).
- Déclarations, allocutions et discours de Michel Debré, Premier ministre, en Algérie et en France, réactions, documentation : discours, revue de presse (1959).
- Référendum du 8 janvier 1961, campagne, résultats, réaction de la presse française et étrangère (1960-1961).

- Plan de Constantine : communiqués, discours, revue de presse. Conférences tenues par des membres du gouvernement et des directeurs de la délégation générale du gouvernement en Algérie sur l'industrialisation et les réformes (1959).
- Procès dit « des barricades » (1961).
- Procès des putschistes (1961-1962).
- Négociation et accords de cessez-le-feu : note sur l'historique, brochures, coupures de presse, traductions en anglais d'allocutions officielles et des accords d'Evian par l'ambassade de France aux États-Unis (1960-1962).
- Conférence d'Evian, déclarations du général De Gaulle, de Louis Joxe, ministre d'État chargé des affaires algériennes, de Jean Morin, délégué général en Algérie : textes d'émissions télévisées, coupures de presse (1961-1962).
- Gouvernement provisoire de la République algérienne, communiqués, conférences à l'occasion des négociations d'Evian : coupures de presse (1961-1962) ; principaux membres : notices individuelles de renseignement (1961).
- Gouvernement provisoire de la République algérienne et Front de libération nationale, activités, déclarations et communiqués : coupures de presse (1959-1960, janvier-juin 1962).
- Situation des Français d'Algérie et question de la partition de l'Algérie : articles de presse (1961-1962)<sup>1</sup>.
- 81 F 355-356 Relations avec la presse.

1955-1960

Réponse à trois articles de Paul Johnson parus dans The New Statesman and Nation sur la politique de la France en Afrique du Nord.

1955

Abonnement du secrétariat général pour les affaires algériennes à des publications sur l'Algérie paraissant sous ses auspices : fiches par publications (1959). Demande d'autorisation de publication en France d'un article paru dans l'*Agence télégraphique suisse :* correspondance (1960). Subventions accordées à des revues (*Revue Française*, *Orient*) (1960). Documentation : bulletin de l'association méditerranéenne (1959), documents de l'association nationale pour le soutien de l'action du général De Gaulle (1960).

1959-1960

# **Relations publiques**

81 F 357-359 Organisation de voyages en Algérie et au Sahara.

1959-1962

Organisation de voyages de personnalités et de fonctionnaires en Algérie : correspondance, autorisations de voyage, programmes de visites.

1959-1961

Concerne notamment : des conseillers techniques des affaires musulmanes, des maires et parlementaires allemands, l'Union nationale des maires.

Voyages de journalistes français et étrangers en Algérie, organisation matérielle et suivi : autorisations, programmes, télégrammes, correspondance, coupures de presse.

1959-1962

Analyse d'articles parus dans la presse de province à la suite d'un voyage de journalistes au Sahara, organisé par le service d'information de l'Organisation commune des régions sahariennes.

1959-1960

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> La plupart de ces articles sont de Maurice Allais.

81 F 360 Relations publiques et propagande pour l'Algérie en France et à l'étranger, propositions de service de la part de particuliers et d'associations : correspondance.

1958-1960

81 F 361 Relations avec la Muslim students federation de Londres, financement d'une brochure intitulée *Life in Algeria* et de déplacements du président de la Muslim students federation à l'étranger : correspondance, brochure.

1959-1960

81 F 362 Tournée du Groupe d'action culturelle en Algérie, demandes de subvention et d'autorisations administratives : synthèse, programme, correspondance, trois photographies.

1961

81 F 363 Préparation et organisation de l'exposition *La jeunesse d'Algérie vous parle*, à Dijon : notes, plan de l'exposition, correspondance, notes de frais, factures, projets de panneaux, clichés. Préparation d'expositions dans les locaux de l'OFALAC sur la jeunesse d'Algérie, sur le plan de Constantine et sur la rentrée scolaire en Algérie : notes, factures. Projets d'expositions diverses : correspondance, notes. Création du centre de céramique de Rio-Salado : correspondance, huit photographies.

1960

Festival mondial de la Jeunesse de Vienne, envoi d'une délégation, suivi : rapports, documentation.

1959

### Radiodiffusion

81 F 365 Coordination des émissions radiophoniques concernant l'Afrique du Nord : procèsverbaux de réunions tenues par le Centre de diffusion française, transcriptions d'émissions (1957-1958). Listes de radios françaises et étrangères, physionomie mensuelle des émissions en langues arabe et berbère de la RTF (octobre 1962), étude des réactions du public à la suite de la diffusion du premier programme de télévision arabe-kabyle en Algérie (1961).

1957-1962

81 F 366 Synthèse des émissions des radios arabes transmis par télex d'Alger à Paris¹. Décembre 1958-janvier 1959

81 F 367-378 Groupement des contrôles radioélectriques, bulletins d'écoutes générales.

1958-1963

- 367 8 juillet-12 juillet 1958, 16 décembre 1958, 31 décembre 1958.
- 368 1<sup>er</sup>-15 janvier 1959.
- 369 16-30 janvier 1959 (*lacunes*).
- 370 26 avril 1962.
- 371 19 avril 1963-7 mai 1963.
- 372 8-25 mai 1963.
- 373 27 mai-14 juin1963.
- 374 15-29 juin 1963.
- 375 1<sup>er</sup>-15 juillet 1963.
- 376 17-31 juillet 1963.
- 377 1<sup>er</sup>-16 août 1963.
- 378 17 août-9 septembre 1963
- 81 F 379-390 Groupement des contrôles radioélectriques, bulletins d'écoutes confidentielles.

1958-1963

379 16 et 31 décembre 1958, 3-30 janvier 1959.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ces synthèses se présentent sous forme de rouleaux télex.

```
380
           23 novembre 1961, 21 décembre 1961.
   381
           2-31 janvier 1962.
   382
           1er-28 février 1962.
   383
           1er-31 mars 1962.
   384
           2-30 avril 1962.
   385
           1er-30 mai 1962.
   386
           1er juin-6 juillet 1962, 16 novembre, 8 décembre 1962, 5, 9, 14 et 21 janvier 1963.
           19 avril-31 mai 1963.
   387
   388
           1er-29 juin 1963.
   389
           1er-31 juillet 1963.
   390
           1<sup>er</sup> août-9 septembre 1963.
81 F 391
                   Aux écoutes de la radio arabe, bulletin hebdomadaire d'écoutes des radios
                   arabes publié par le ministère de l'Algérie.
                                                                   avril 1957-avril 1958 (lacunes)
81 F 392-435
                   Groupement des contrôles radioélectriques, bulletins d'écoutes du monde
                   islamique.
                                                                                        1959-1963
   392
           12-31 Janvier 1959.
   393
           1er-27 février 1959.
   394
           1er-24 mars 1959.
   395
           25 mars-15 avril 1959.
   396
           16 avril-9 mai 1959.
   397
           10-30 mai 1959.
   398
           1<sup>er</sup>-25 juin 1959.
   399
           26 juin-20 juillet 1959.
   400
           21 juillet-10 août 1959.
   401
           11-31 août 1959.
   402
           1<sup>er</sup>-24 septembre 1959.
   403
           25 septembre-10 octobre 1959.
   404
           13 février-14 avril 1960 (lacunes).
   405
           15-29 avril 1960 (lacunes).
   406
           3-31 mai 1960.
   407
           1<sup>er</sup>-23 juin 1960.
   408
           24 juin-9 juillet 1960.
   409
           1er-20 août 1960.
   410
           22 août-15 septembre 1960.
   411
           1<sup>er</sup>-30 septembre 1960.
   412
           20 octobre-30 novembre 1960 (lacunes).
   413
           8-28 février 1962.
   414
           1er-21 mars 1962.
   415
           22 mars-5 avril 1962.
   416
           6-25 avril 1962.
   417
           26 avril-15 mai 1962.
   418
           16 mai 1962-9 juin 1962.
   419
           11 juin-5 juillet 1962.
   420
           6 juillet-9 août 1962.
```

421

10 août-6 septembre 1962.

- 422 7 septembre-10 octobre 1962.
- 423 11 octobre-15 novembre 1962.
- 424 16 novembre-10 décembre 1962.
- 425 11-29 décembre 1962.
- 426 2-31 janvier 1963.
- 427 1<sup>er</sup>-28 février 1963.
- 428 1er-25 mars 1963.
- 429 26 mars-16 avril 1963.
- 430 17 avril-8 mai 1963.
- 431 9-31 mai 1963.
- 432 1er-25 juin 1963.
- 433 26 juin- 24 juillet 1963.
- 434 25 juillet-22 août 1963.
- 435 23 août-20 septembre 1963.
- 81 F 436 *Information Radio-télévision*, synthèse des écoutes du groupement des contrôles radioélectriques.

28 mai-6 septembre 1960 (lacunes)

## Documentation produite par le service, diffusion

Préparation d'une brochure intitulée *Algérie* : minutes, quatre photographies du festival d'art lyrique de Baalbek.

1958

81 F 438-447 Dossiers documentaires sur l'Algérie, préparation.

1957-1960

Préparation d'un dossier documentaire argumentant sur le rôle de la France en Algérie, les réformes et le Front de libération nationale : notes, coupures de presse, brochure.

1958-1959

439 Dossier on Algeria, dossier documentaire sur l'Algérie en version anglaise (1957, 1959). Balance sheet of the De Gaulle's administration, brochure en anglais publiée par l'ambassade de France à New York (1959).

1957, 1959

Préparation d'un dossier documentaire sur l'Algérie : instructions du secrétaire général pour les affaires algériennes, analyse d' *Algeria : questions and answers*, brochure publiée par le Front de libération nationale.

*1*960

441-442 Préparation d'un dossier documentaire sur l'Algérie.

1960

- Maquette du dossier documentaire, versions de mai et juillet 1960.
- Versions définitives du dossier documentaire, « documentation de base » distribuée aux journalistes et aux agences de presse le 15 mai 1960, à Alger.
- Préparation des fiches *Algérie 1960* pour une session de l'Organisation des Nations unies.

- Dossiers documentaires thématiques sur l'œuvre de la France en Algérie dans les domaines économique, social et politique : notes, coupures de presse, fiches de synthèses (1959-1960).
- Dossier documentaire sur les centres de regroupement : notes, rapports, coupures de presse, seize photographies (1959-1960).
- 445 Exemplaires d' Algérie 1960.
- 446 Diffusion d'Algérie 1960 : listes de destinataires.

Préparation du dossier documentaire *Algérie 1961*, dossiers documentaires sur le gouvernement provisoire de la République algérienne, les thèses du Front de libération nationale, les questions administratives en Algérie, la Chine et l'Algérie : notes, coupures de presse, documentation.

1961

81 F 448-453 Articles sur l'Algérie destinés à être diffusés dans la presse française et étrangère, préparation.

1957-1961

Documentation destinée à la rédaction des articles : notes, coupures de presse, brochures.

1957-1961

449-451 Articles sur l'Algérie, photographies (classés par thèmes).

1959-1962

- Domaine politique, armée.
- Domaine social : généralités, action sociale, promotion sociale, logement, éducation et jeunesse, femmes musulmanes, Français d'Algérie, rapatriés.
- Domaine économique.
- Articles (classés par date de diffusion), photographies, plan masse des bâtiments de Rocher-Noir.

1960-1961

- Clichés photographiques destinés à l'illustration d'articles : 31 clichés, quatre diapositives. s.d.
- 81 F 454 Brochures et plaquettes produites par les services du gouvernement français et le service de l'information du Gouvernement général de l'Algérie, puis de la délégation générale du gouvernement en Algérie<sup>1</sup>.

1953, 1957-1961

81 F 455 Élaboration de la brochure *L'Aide à la construction en Algérie*: maquette de la brochure [1958], plan d'un appartement-type de l'avant-projet de construction d'un ensemble HLM à Aïn-Taya (1954).

1954-[1958]

81 F 456-469 Diffusion d'articles et de documents dans la presse française et étrangère par le secrétariat général pour les affaires algériennes.

1958-1962

Notes, correspondance, coupures de presse.

1958-1960

457-462 Relevés d'articles de presse sur l'Algérie parus dans les journaux de République fédérale d'Allemagne à la demande du secrétariat général pour les affaires algériennes puis du ministère d'État chargé des affaires algériennes, envoyés au service de l'information par des correspondants en Allemagne : coupures de presse, correspondance.

- 457 Octobre 1959-mai 1960.
- 458 Juin- décembre 1960.
- 459 Janvier- mai 1961.
- 460 Juin- août 1961.
- 461 Septembre- décembre 1961.
- 462 Janvier- mars 1962.
- Diffusion dans la presse régionale française des articles produits par le service de l'information du secrétariat général pour les affaires algériennes, puis par le service de presse et d'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes,

À noter: Algérie, naissance de mille villages, brochure illustrée sur les camps de regroupement en Algérie (1960).

contrôle : récapitulatif des parutions par articles. Périodiques locaux français, documentation : listes de titres.

1960-1962

464-467 Diffusion dans la presse régionale française des articles produits par le service de l'information du secrétariat général pour les affaires algériennes, puis par le service de presse et d'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes, contrôle : relevés de parution de l'argus des *Journaux régionaux associés* et de l'agence de presse *Liaison et Diffusion*, coupures de presse.

1959-1962

- 464 Avril 1959- août 1960.
- 465 Octobre- décembre 1960.
- 466 Janvier- juin 1961.
- 467 Juillet- décembre 1961, 1962.
- Diffusion, par l'intermédiaire des préfets, de documents produits par le service de l'information du secrétariat général pour les affaires algériennes, puis par le service de presse et d'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes : instructions, correspondance, coupures de presse.

1960

Diffusion d'articles réalisés par le service de l'information du secrétariat général pour les affaires algériennes, puis par le service de presse et d'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes : listes d'articles, plans de diffusion, listes d'adresses de destinataires.

1960-1961

Revues de presse, dépêches d'agences de presse

81 F 470 Bulletin hebdomadaire du service de l'information du Gouvernement général de l'Algérie (1955-1958, *lacunes*). *Document, Connaissance de l'Algérie*, périodiques publiés par les éditions SEBOM : exemplaires (1955-1957, *lacunes*).

1955-1958

81 F 471-472 *La semaine en Algérie*, 1<sup>re</sup> série, publiée par le cabinet du ministre de l'Algérie.

1957-1958

- 471 N° 5-42 ( 6 janvier 29 septembre 1957).
- 472 N° 43- 73 ( 30 septembre- 4 mai 1958).
- 81 F 473-475 *La semaine en Algérie, miroir de l'Algérie française*, 2° série, publiée par la délégation générale du gouvernement en Algérie.

1958-1961

- 473 N° 1-40 (21 juillet 1958-10 mai 1959).
- 474 N° 41- 80 (11 mai 1959-17 avril 1960).
- 475 N° 81-135 (18 avril 1960-26 juillet 1961)
- Dépêches des agences de presse United Press, Associated Press et Agence France-Presse, sur la situation en Algérie (*lacunes*).

1958, 1960-1964

- 476 23 juin-2 juillet 1958.
- 477 12-31 décembre 1960-31 janvier 1961.
- 478 11-24 avril 1961.
- 479 25-28 avril 1961.
- 480 1<sup>er</sup>-14 novembre 1961.
- 481 1er-10 décembre 1961.
- 482 11-20 décembre 1961.
- 483 21-31 décembre 1961.

- 484 1<sup>er</sup>-8 janvier 1962.
- 485 9-15 janvier 1962.
- 486 16-22 février 1962.
- 487 23-28 février 1962

Contient également : Réactions à l'étranger, 20 février-3 mars.

- 488 1<sup>er</sup>-6 mars 1962.
- 489 7-13 mars 1962.
- 490 14-18 mars 1962.
- 491 19-23 mars 1962.
- 492 24-31 mars1962.
- 493 1er-10 avril 1962.
- 494 11-20 avril 1962.
- 495 21-30 avril 1962.
- 496 16-21 mai 1962.
- 497 22-31 mai 1962.
- 498 1er-12 juin 1962.
- 499 13-21 juin 1962.
- 500 22-30 juin 1962.
- 501 1<sup>er</sup> -5 juillet 1962.
- 502 6 -15 juillet 1962.
- 503 16-23 juillet 1962.
- 504 24-31 juillet 1962.
- 505 1<sup>er</sup>-16 août 1962.
- 506 17 -26 août 1962.
- 507 27-31 août 1962.
- 508 1<sup>er</sup>-8 septembre 1962.
- 509 9-19 septembre 1962.
- 510 20-30 septembre 1962.
- 511 1er-10 octobre 1962.
- 512 11-22 octobre 1962.
- 513 23-31 octobre 1962.
- 514 1<sup>er</sup>-18 novembre 1962.
- 515 19-30 novembre 1962.
- 516 1<sup>er</sup>-31 décembre 1962.
- 517 1<sup>er</sup> -30 septembre 1963.
- 518 1<sup>er</sup>-22 octobre 1963.
- 519 23-31 octobre 1963
- 520 1er-14 novembre 1963.
- 521 6-30 novembre 1963.
- 522 1er-31 décembre 1963.
- 523 1<sup>er</sup>-17 janvier 1964.
- 524 18-31 janvier 1964.
- 525 1<sup>er</sup>-14 février 1964.
- 526 15-29 février 1964.

### Publications nationalistes

81 F 527-530 Publications du Front de libération nationale en Algérie, en France et l'étranger : journaux, articles de presse, brochures, plaquettes.

1956-1961

- 527 El Moudjahid, Réalités algériennes, Free Algeria, Freies Algerien (1956-1961)
- 528 Brochures, bulletins, plaquette du Croissant rouge algérien.
- 529 Dossier et brochure du Front de libération nationale pour l'Organisation des Nations unies : notes de surveillance, brochures et textes de l'Algerian Office de New-York (1957-1960).
- 530 Publication de la fédération de France du Front de libération nationale, des délégations de Bonn, de Tokyo, des pays arabes, de l'Algeria office de Londres : brochures, coupures de presse, revues (1957-1960).
- Publications du Mouvement national algérien : la *Voix du Peuple* (mars 1959, février 1961), *Bulletin d'information du Mouvement national algérien* (30 janvier 1958, 23 février 1959).

1958-1961

#### Documentation

- 81 F 532 Documentation produite par l'Office algérien d'action économique et touristique (OFALAC), propagande : brochures et dépliants (s.d.). Bulletin économique et juridique de l'OFALAC (1960-1961). [1956-1961]
- 81 F 533 Dossier documentaire sur la situation de l'Algérie, la guerre d'Algérie et la question algérienne : brochures, ouvrages, journaux, bulletins d'agences de presse africaines.

1957-1961

81 F 534 Documentation sur l'Éducation nationale et la politique en faveur de la jeunesse : rapports officiels, statistiques, programme Salan de formation accélérée, ordonnance sur la scolarisation accélérée.

1958-1960

81 F 535 Documentation sur le statut et la situation du Sahara : brochures, coupures de presse, rapports, conférence ; financement des interventions de la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales dans les territoires sahariens par le Fonds de développement économique et social, rapport sur l'activité de l'Organisation commune des régions sahariennes dans ce domaine.

1949-1961

81 F 536 Essai sur l'origine et l'évolution du peuplement européen dans le département du Tittéri, par Louis Rouzeau, directeur des archives départementales du Tittéri.

1961

81 F 537 Documentation sur la situation de l'Algérie indépendante : coupures de presse, communiqués de presse, témoignages (1962-1963), transcriptions d'écoutes de la radio-télévision algérienne (juin-juillet 1963). Enquête sur la situation de l'emploi dans les services publics, par le Commissariat à la formation professionnelle et à l'emploi des cadres (septembre 1963).

1962-1963

81 F 538 Publications du ministère des Affaires étrangères : bulletin d'information du Service du Levant (février 1963), situation politique au Maroc, en Tunisie et en Libye (février - mai 1963).

1963

# Service Cinéma

#### Courrier

81 F 539 Organisation et fonctionnement du service, prêt de films : notes, correspondance.

81 F 540-541 Correspondance arrivée et départ du service cinéma avec le Gouvernement général de l'Algérie à propos de la production et de l'envoi de films.

1950-1961

- 540 1950-1954.
- 541 1955-1961.
- Correspondance générale (classée par ordre alphabétique des noms 81 F 542-543 de destinataires).

1951-1963

- 542 A-I.
- 543 J-Z.

### Prêt de films

81 F 544-577 Dossiers de prêts de films (classés par numéros d'emprunteurs): correspondance.

1950-1964

- 544 nos 1-50.
- 545 nos 51-120.
- 546 nos 121-180.
- 547 nos 181-250.
- 548 nos 251-330.
- 549 nos 331-410.
- 550 nos 411-480.
- 551 nos 481-550.
- 552 nos 551-620.
- 553 nos 621-670.
- 554 nos 671-709.
- 555 nos 710-760.
- 556 nos 761-820.
- 557 nos 821-870.
- 558 nos 871-920.
- 559 nos 921-960.
- 560 nos 961-1010.
- 561 nºs 1011-1060.
- 562 nºs 1061-1120.
- 563 nºs 1121-1170.
- 564 nºs 1171-1240.
- 565 nºs 1241-1290.
- nos 1291-1350. 566
- 567 nos 1351-1390.
- 568 nºs 1391-1450.
- 569 nos 1451-1510.

570

- nºs 1511-1560. 571 nos 1561-1620.
- 572 nºs 1621-1680. 573 nºs 1681-1770.
- 574 nºs 1771-1830.
- 575 nºs 1831-1920.
- 576 nºs 1921-1980.

577 nos 1981-2040.

81 F 578-583 Fiches de prêt de film (par numéro de film et par numéro de copie ; *lacunes*)<sup>1</sup>.

1949-1963

578	Films n	° 010.	1-20.

579 Films n° 21-48.

580 Films n° 49-70.

581 Films n° 73-97.

582 Films n° 98-125.

583 Films n° 127-193.

Catalogues de la filmothèque de l'OFALAC puis du service du cinéma du secrétariat général pour les affaires algériennes (1951, 1957, [1959]), liste de prêts (1950). Réalisation de films: listes de films commandés par le Gouvernement général de l'Algérie (1948-1949), synopsis des films réalisés par le Gouvernement général de l'Algérie (1949).

1948-[1959]

### Réalisation et diffusion de films

81 F 585	Réalisation et diffusion de films sur l'Algérie : correspondance, synopsis ;
	contrôle des sujets sur l'Algérie passant dans les journaux d'actualités
	cinématographiques : programmes, télégrammes ; cinéma en pays
	musulmans, documentation : note de synthèse, coupures de presse.

1936-1946

81 F 586 Réalisation et diffusion de films sur l'Algérie : correspondance, notes, synopsis.

1947-1950

81 F 587 Réalisation et diffusion de films : synopsis, correspondance, notes au contrôleur financier.

1958, 1960-1961

Achats, dons et échanges de films avec les cinémathèques, le ministère des Affaires étrangères, des organismes dépendant du ministère des Armées et de l'Education nationale.

1950-1957

# Épuration

Participation aux travaux de la commission consultative de l'épuration dans l'industrie cinématographique en Algérie : textes officiels, comptes rendus

de réunions, notes, correspondance, coupures de presse.

1946

### Collections du Gouvernement général de l'Algérie

Activités du service de diffusion cinématographique du Gouvernement général de l'Algérie, tournées des camions, organisation de séances : plaquette de présentation du service, catalogue imprimé des documentaires produits par le Gouvernement général de l'Algérie, rapports d'activité<sup>2</sup>.

949-1954

Deux albums de photographies touristiques sur l'Algérie provenant des collections de la délégation générale du gouvernement en Algérie : paysages, portraits, scènes de genre de Kabylie, des Aurès, d'Alger, de Bône, de Constantine, d'Oran, de Mostaganem, de Philippeville, de Sétif, de

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ces fiches comportent la fiche technique du film, le nom de l'emprunteur, la durée et les dates de début et de fin de prêt.

Le rapport d'activité de l'année 1953 est illustré de 5 photographies du public lors de séances en plein air.

Tlemcen ; bâtiments des Amitiés africaines de Médéa, de Mostaganem, d'Oran et de Duperré<sup>1</sup>.

[vers 1950-1960]

Ces deux albums ont été placés dans les fonds iconographiques du Centre des archives d'outre-mer.

# 81 F 592-1052 Bureau politique

Le bureau politique du ministère d'État chargé des affaires algériennes est l'héritier d'un bureau fort ancien dans les services du ministère de l'Intérieur chargés de l'Algérie, qui a, selon les époques, porté le nom de bureau politique et social ou de bureau des affaires politiques. En 1944, ce bureau, dirigé par l'administrateur civil Pierre Rosier avait pour attribution, outre les affaires politiques, les affaires relatives au régime législatif de l'Algérie. A partir du 1er janvier 1945, lui est officiellement rattaché le service des successions nord-africaines, chargés de défendre les droits des familles nord-africaines dont le soutien était décédé en métropole. En 1947, ce bureau comporte une section chargée de coordonner l'assistance aux Français musulmans résidant en métropole qui est dirigée par un administrateur civil, Pierre Piolet, détaché des cadres de l'administration algérienne. Pour effectuer ses missions, ce dernier prend de fréquents contacts avec les préfectures métropolitaines. Peu avant la création du service de l'Algérie et des départements d'outre-mer, en février 1949, le service des successions nord-africaines est rattaché à l'Office administratif de l'Algérie, représentation du Gouvernement général de l'Algérie à Paris'.

Ce bureau est confié à l'administrateur civil Edouard Léautier à partir de 1952, alors que Pierre Rosier est devenu sous-directeur de l'Algérie. A partir de cette date, ce bureau se voit enlever ses attributions en matière de régime législatif de l'Algérie au profit du bureau des affaires administratives et juridiques. La section dirigée par Pierre Piolet en est distraite pour constituer un bureau à part entière : le bureau de coordination et d'action sociale. Lors de la création de la direction des affaires d'Algérie en 1955, le bureau politique est placé sous l'autorité du directeur des affaires politiques et administratives. En 1961, ce bureau, dirigé par Jacques Sebastiani, est rattaché au service des affaires politiques et de l'information du ministère d'État chargé des affaires algériennes. Ses attributions se concentrent alors sur des aspects politiques : la surveillance des commissions d'élus algériens, la situation générale en Algérie, les mouvements politiques, la sécurité générale, les juridictions spéciales, les affaires internationales, les cultes. Les attributions relatives à l'information, au régime de la presse, à l'organisation de la radiodiffusion et du cinéma sont, pour l'essentiel, dévolues au service de presse et d'information.

Le fonds de ce bureau, qui a hérité de dossiers très anciens provenant du ministère de l'Intérieur, couvre un large spectre chronologique (1893-1962). Ses dossiers concernent aussi un plus grand nombre de domaines que ceux représentés dans les attributions du bureau en 1961. Toutefois, il faut noter que les dossiers traités par l'ancien bureau politique et social relatifs à des attributions perdues comme le régime législatif de l'Algérie, sont conservés dans le fonds de ce dernier service, auxquels ils ont été transmis. Le bureau des affaires politiques dépendant du ministère de l'Intérieur avait utilisé plusieurs cadres de classement décimaux successifs qui ne présentaient pas une grande cohérence. Le fonds est donc présenté par thèmes qui s'inspirent des attributions du bureau politique du ministère d'État chargé des affaires algériennes<sup>2</sup> et de celles des bureaux qui l'ont précédé. Étant donné le nombre de domaines dans lesquels ce bureau était compétent, il était difficile de procéder à de grands regroupements. On peut cependant citer quelques grands domaines essentiels : domaine des affaires protocolaires et de l'administration en Algérie, domaine de la vie politique et de l'opinion (mouvements politiques, syndicats, associations, médias, cultes). On a placé dans un ordre chronologique les dossiers relatifs à la période de la seconde guerre mondiale et aux événements puis à la guerre d'Algérie. Les derniers domaines sont plus variés et difficiles à relier entre eux : affaires judiciaires et internement administratif, affaires militaires, Sahara algérien, affaires internationales, Nord-Africains en métropole et rapatriés.

Ce fonds s'interrompt à la disparition du ministère d'État, en novembre 1962. Hormis quelques courriers isolés datés de 1964, il ne contient pas de documents relatifs aux activités des bureaux qui ont succédé au bureau politique au sein du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes, c'est-à-dire le bureau des affaires générales et des garanties dirigé par Jacques Sébastiani, puis le bureau politique dirigé par François Plaisant. Les dossiers correspondants sont à rechercher dans le fonds du secrétariat d'État aux affaires algériennes conservé par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Bien que ce service ait été rattaché au ministère de l'Intérieur jusqu'en 1949, son chef, et presque unique employé, était rémunéré par le Gouvernement général de l'Algérie depuis 1947.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Telles qu'elles apparaissent dans le livret *intitulé Ministère d'État chargé des affaires algériennes, administration centrale (décret n° 61-327 du 31 mars 1961)*, juin 1961 (FRANOM 81 F 122).

# Fonctionnement, courrier, motions et pétitions

81 F 592 Notes du bureau des affaires politiques de la sous-direction de l'Algérie pour le ministre de l'Intérieur (1953-1955). Bilan des affaires en instance traitées par le bureau des affaires politiques, puis le bureau politique (1954-1956, 1958-1960, 1962). Dossier des affaires en instance de Jacques Sébastiani, chef du bureau politique (1961-1962)<sup>1</sup>. Cadre de classement des archives du bureau politique (1958).

1953-1962

81 F 593\*-598\* Enregistrement du courrier au départ : registres.

1948-1961

```
593* 20 avril 1948-23 février 1950.
```

594\* 24 février 1950-31 mai 1952.

595\* ler juin 1952- 31 août 1954.

<sup>1er</sup> septembre 1954-14 novembre 1956.

597\* 15 novembre 1956-28 février 1961.

598\* ler mars-16 mai 1961.

81 F 599\*-604\* Enregistrement du courrier à l'arrivée : registres.

1947-1961

599\* 25 septembre 1947-17 novembre 1949.

600\* 18 novembre 1949-21 novembre 1951.

601\* 22 novembre 1951-31 décembre 1953.

602\* 4 janvier 1954-31 août 1955.

603\* 1<sup>er</sup>-septembre 1955-31 décembre 1957.

604\* 2 janvier 1958-15 mai 1961.

81 F 605 Courrier secret au départ : chrono.

1953-1955

81 F 606-610 Courrier au départ : chrono.

1957-1961, 1964

606 1957-1958.

607 1959.

608 1960.

609 1961.

610 31 mars-4 avril 1964<sup>2</sup>.

81 F 611 Motions, pétitions, lettres de réaction aux événements d'Algérie adressées au gouvernement par des particuliers, des partis politiques, des syndicats et des associations de France et d'Algérie.

1954-1957

Motions, pétitions, lettres ouvertes concernant la situation en Algérie : correspondance, listes de signataires.

1959-1961

# Protocole: voyages officiels, commémorations, hommages publics, distinctions honorifiques

81 F 613-625 Voyages officiels, préparation et organisation.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Concerne notamment les centres de regroupement, le Sahara, les télécommunications.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Ces pelures proviennent du bureau politique du service des affaires générales du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes, qui a succédé au ministère d'État chargé des affaires algériennes.

Voyage du président de la République Vincent Auriol en Algérie, préparation, suivi : programme, presse, notes de synthèses, discours, propositions de décorations, correspondance.

1949

Voyage du président du Conseil Guy Mollet en Algérie, manifestations des Européens et des Musulmans : dossier de presse (février- mars 1956). Voyage de Guy Mollet au Sahara, préparation : projet de discours, notes de synthèses (1957).

1956-1957

Voyages à Alger du secrétaire général pour l'administration au ministère de l'Intérieur, Maurice Sabatier, préparation : notes, correspondance ; revue de presse.

1941

Voyage du ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu en Algérie, organisation.

1942

- Organisation matérielle : notes, programme, correspondance ; revue de presse.
- Documentation sur l'Algérie à l'attention du ministre : notes classées parlocalités.
- Voyages des ministres de l'Intérieur Adrien Tixier, André Le Troquer et Jules Moch en Algérie, préparation : programme, notes, discours ; revue de presse (1945-1946). Voyages d'autres ministres et de chargés de mission en Algérie, organisation, documentation : programmes, notes, correspondance, coupures de presse (1946-1952).

1945-1952

Voyages du ministre de l'Intérieur Charles Brune en Algérie, préparation : programme, discours, correspondance, notes de synthèses ; revue de presse.

1952

- Voyage du 22 au 29 avril 1952 dans le département d'Alger et à Laghouat.
- Voyage du 29 novembre au 7 décembre 1952 à Constantine et dans les territoires du Sud, pour le cinquantenaire des compagnies sahariennes.
- Voyage du ministre de l'Intérieur Léon Martinaud-Desplats en Algérie.

1953

- Préparation du voyage, dossier documentaire à l'attention du ministre : notes sur la situation politique et économique, discours, programme.
- Revue de presse sur le voyage.
- Voyages du ministre de l'Intérieur François Mitterrand en Algérie, préparation : programmes, itinéraires, discours, notes, brochure, documentation sur le département d'Oran ; revue de presse.

1954

Voyage du ministre de l'Intérieur Maurice Bourgès-Maunoury en Algérie, préparation : discours, programmes, notes d'informations, motion des élus de Grande Kabylie, cartes géographiques.

1955

Voyages du secrétaire d'État à l'Intérieur chargé des affaires algériennes, Marcel Champeix, en Algérie, préparation : projets de discours.

1956-1957

81 F 626 Voyages non officiels de personnalités françaises et étrangères, organisation : instructions au Gouverneur général, programmes, correspondance ; revue de presse.

Missions et voyages de commissions gouvernementales et parlementaires envoyées en Algérie, organisation : correspondance ; suivi : rapports de synthèse.

Préparation des textes réglementaires concernant les honneurs et préséances en Algérie et dans les départements d'outre-mer : projets de textes, décrets, extraits de débats parlementaires, correspondance ; réactions à la réglementation en matière de protocole, réclamation de personnalités et d'associations sur des questions de préséance : coupures de presse, correspondance.

1942-1958

Fêtes officielles, cérémonies commémoratives, célébrations en Algérie, réglementation : textes officiels ; déroulement des fêtes, réactions de l'opinion : notes, instructions, circulaires, motions, correspondance, coupures de presse.

1947-1958

Hommages publics, législation relative aux citoyens d'honneur et à la dénomination de rues, de monuments et d'édifices publics, extension de la législation à l'Algérie : textes réglementaires, instructions, circulaires, correspondance. Monuments commémoratifs, réglementation, examen de projet d'érection de monuments publics commémoratifs : correspondance. Apposition de cocardes tricolores et pavoisement, réglementation.

1946-1961

81 F 630-632 Distinctions honorifiques, propositions.

1941-1959

- Attribution de la francisque gallique, réglementation générale : textes législatifs ; propositions de personnalités algériennes : correspondance. 1941-1942
- Attribution de la Légion d'honneur, réglementation; propositions: listes de candidats proposés, états de service des candidats; attribution de la médaille du mérite et de la médaille militaire: instructions.

1950-1958

Attribution de la médaille du mérite agricole, de la médaille pour acte de courage et dévouement, de la médaille de la résistance, des palmes académiques et d'autres distinctions honorifiques, réglementation : textes réglementaires, instructions ; propositions : listes de candidats, états de service de candidats proposés.

1946-1959

### Comités de l'Afrique du Nord

81 F 633 Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord, création, organisation, rétablissement, documentation : notes, textes officiels, coupures de presse (1935-1953) ; sessions de 1937 à 1939 : procès-verbaux des séances (1938), rapports.

1935-1953

Rapports: Les grands courants dans l'Islam nord-africain, le régime administratif en Afrique du Nord (1937); activités du Haut Comité méditerranéen, de la commission d'études, du secrétariat général, l'Islam dans les colonies, la radiodiffusion en Afrique du Nord et dans les pays de l'Islam, le paysannat indigène en Afrique du Nord, étude du contrat de khamessat (1938); les grands courants d'opinion dans l'Islam nord-africain, le cinéma en pays musulman et en Afrique du Nord (1939).

81 F 634 Comité de l'Afrique du Nord, création, fonctionnement, suppression : textes officiels, notes (1945-1948) ; sessions, préparation, suivi : notes, ordres du jour, comptes rendus des débats, correspondance (1945-1948) ; comités interministériels sur l'Algérie : ordres du jour, notes, rapports (1955) ; comité de coordination pour l'Afrique du Nord , projet de création : notes (1955) ; participation à ses travaux : comptes rendus des débats (1955-1956).

1945-1956

Comité impérial, participation aux travaux : ordre du jour, notes, vœu de la Société de géographie commerciale et d'études coloniales, correspondance. Comité directeur de la politique musulmane en Algérie, organisation, participation aux travaux :

1942

### Administration territoriale

81 F 636-646 Personnel de l'administration en Algérie, dossiers individuels.

1921-1959

Gouverneurs généraux de l'Algérie et secrétaires généraux du Gouvernement général chargés par intérim des fonctions de Gouverneur général, dossiers individuels : décrets de nomination, arrêtés, correspondance, coupures de

1921-1958

- Théodore Steeg (1921-1951), Henri Dubief (1925), Maurice Viollette (1925-1956), Pierre Bordes (1927-1930).
- Jules Carde (1930-1935), Georges Le Beau (1935), Yves Châtel (1941-1946), Maxime Weygand (1940-1941), Georges Catroux (1945-1956).
- 638 Yves Chataigneau (1944-1948)<sup>2</sup>.
- Marcel-Edmond Naegelen (1948-1957)<sup>3</sup>.
- 640 Roger Léonard (1951-1955).

presse<sup>1</sup>.

Jacques Soustelle (1955-1956), Robert Lacoste (1956-1958).

Secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints du Gouvernement général de l'Algérie, documentation : liste nominative chronologique ; dossiers individuels : décrets et arrêtés de nomination, correspondance, coupures de presse.

1940-1959

Personnel du Gouvernement général de l'Algérie puis de la délégation générale du gouvernement en Algérie, organisation : organigrammes (1958-1959) ; dossiers classés par directions : arrêtés de nomination, mise à la retraite, notes, correspondance (1945-1959).

1945-1959

644-645 Préfets, sous-préfets, fonctionnaires de l'administration préfectorale en Algérie, dossiers individuels : notices de renseignement, correspondance, coupures de presse (classés par ordre alphabétique des noms).

1940-1950

644 A-L.

645 M-T.

Listes nominatives des administrateurs civils et des élèves administrateurs civils en Algérie indiquant leur affectation.

1957-1959

81 F 647-658 Rapports de l'administration en Algérie.

1935-1962

Rapports du cabinet du Gouverneur général de l'Algérie sur la situation politique, économique et sociale de l'Algérie : rapport d'ensemble (1940), synthèses (1935-1939).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les dates extrêmes sont celles des pièces contenues dans les dossiers, indépendamment de la période où les gouverneurs généraux successifs ont exercé leurs fonctions.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> À noter : vingt-sept photographies d'une visite à Sétif : hôpitaux, écoles professionnelles... (1946), cinq photographies de l'inauguration d'une école de filles musulmanes à Bordj-Bou-Arréridj (1947).

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> À noter : rapport du préfet de Constantine et télégrammes de réactions sur l'affaire de Laussel, mettant en cause l'administrateur de la commune mixte de Khenchela (1951) et liée à la démission du gouverneur Naegelen.

Les grands courants de l'Islam en Algérie, l'enseignement des Oulémas, le pèlerinage à la Mecque, l'usure en Algérie (1935), la situation sociale en Algérie (1936), la situation des Nord-Africains en France, les événements au Maroc espagnol et en Algérie (1937), le paysannat indigène (1938) ; la situation politique des Indigènes (1938-1939).

Esquisse d'une politique musulmane algérienne par Augustin Berque, directeur des Affaires indigènes du Gouvernement général de l'Algérie (1942). Rapports sur la situation politique, sur les partis politiques et l'opinion en Algérie : rapport du Gouverneur général et des préfets, notes de synthèse de la sous-direction de l'Algérie (1944-1945).

1942, 1944-1945

Situation politique en Algérie : rapports du Gouverneur général et des préfets d'Algérie, notes de la sous-direction de l'Algérie, notes des Renseignements généraux, bulletins de quinzaine du service des liaisons nord-africaines du Gouvernement général, correspondance, coupures de presse.

1946-1951

Situation générale et opinion en Algérie : rapports du Gouverneur général et des préfets d'Algérie, correspondance, coupures de presse.

1952-1958

Situation politique et opinion en Algérie : rapports des services de police, coupures de presse.

1959-1960

Situation politique et opinion en Algérie : rapports de la délégation générale du gouvernement en Algérie, rapports de préfets d'Algérie<sup>1</sup>.

1961-1962

Réclamation à propos de l'expédition à Paris des rapports des préfets d'Algérie : correspondance, tableau des rapports des préfets reçus par la direction des affaires d'Algérie en 1957. Protocole du courrier adressé par les administrations ministérielles à l'administration en Algérie : instructions, correspondance. Organisation de la rédaction de rapports périodiques sur l'Algérie destinés à l'information des services du ministère des Affaires étrangères en France et à l'étranger.

1958

Rapport sur l'activité des services de la délégation générale du gouvernement en Algérie durant le premier semestre 1959.

1959

655-657 Rapports périodiques des préfets d'Algérie (lacunes).

1957-1961

- Rapports mensuels, janvier novembre 1957.
- Rapports trimestriels, 1959.
- Rapports trimestriels, 1960-1961.

Monographies locales sur les départements d'Alger, Blida, Grande Kabylie, Orléansville, Oran, Tiaret, Sétif, Bône et Bougie par les services départementaux des Renseignements généraux.

1961-1962

# Vie politique et opinion

81 F 659-662 Référendum.

1957-1962

659-660 Référendum du 28 septembre 1958, organisation et suivi du scrutin.

1958

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ce dossier contient notamment des documents sur l'opinion de la communauté juive d'Algérie.

- Organisation du scrutin : textes officiels, instructions, organisation des commissions de contrôle des opérations électorales.
- Déroulement de la campagne : rapports de police et des préfets, coupures de presse, plaquette intitulée *le FLN et le référendum en Algérie* ; résultats : télégrammes, tableaux statistiques, notes.
- Référendum du 8 janvier 1961, organisation : textes officiels, instructions ; commission de contrôle du scrutin, organisation et désignation des membres : textes officiels, correspondance, listes ; résultats : tableaux statistiques.

1957-1961

Référendum d'approbation du cessez-le-feu du 8 avril 1962, organisation du scrutin : textes officiels, instructions, correspondance ; résultats : tableaux statistiques.

1962

81 F 663 Élections à l'Assemblée nationale, aux conseils généraux, au Conseil de la République, comparaison des résultats : tableaux comparatifs (1945-1948). Synthèse des résultats électoraux en Algérie depuis 1945 : note (1954).

1948, 1954

81 F 664-666 Élections au Conseil de la République et au Sénat.

1946-1959

Élections au Conseil de la République du 8 décembre 1946, organisation : instructions, suivi de la campagne ; résultats : rapports, notes sur les candidats. Élections au Conseil de la République du 7 novembre 1948, résultats : tableaux statistiques, rapports des préfets, coupures de presse ; incidents électoraux : correspondance.

1946-1948

Élections au Conseil de la République du 18 mai 1952, organisation : instructions, textes officiels ; suivi de la campagne : notes sur les candidats, rapports ; résultats : télégrammes, rapports, correspondance. Élections complémentaires au Conseil de la République du 30 septembre 1951 et du 24 janvier 1954, organisation : textes officiels, notes ; résultats : notes de renseignement. Élections au Conseil de la République de 1955, organisation : textes officiels ; résultats : télégrammes.

1951-1955

Élections sénatoriales du 31 mai 1959, organisation : textes officiels ; contrôle des candidatures : listes de candidats ; résultats : rapports, correspondance, coupures de presse. Contentieux électoral, suivi : notes, correspondance, avis du Conseil d'État.

1959

81 F 667-668 Élections générales.

665

666

1945-1946

Élections générales du 21 octobre 1945, organisation : instructions, circulaires, correspondance ; résultats : tableaux statistiques, rapports, notes ; enquête sur des irrégularités du scrutin, envoi d'une commission d'enquête parlementaire en Oranie : rapports de police, motions, notes, correspondance (1945-1946).

1945-1946

Élections générales des 2 juin et 10 novembre 1946, organisation : instructions ; résultats : tableaux statistiques, rapports ; incidents électoraux : rapports, correspondance.

1946

81 F 669-673 Élections législatives.

1951-1959

Élections législatives du 17 juin 1951, suivi des opérations électorales.

1951

Organisation matérielle du scrutin : instructions, correspondance ; contrôle des déclarations de candidatures : notes de renseignements sur les candidats,

	professions de foi ; campagne électorale : rapports des préfets, coupures de presse.
670	Résultats: tableaux statistiques, rapport; incidents électoraux, suivi des réclamations (dossiers classés par communes).
671	Élections législatives complémentaires, de 1952 à 1955, résultats : statistiques, rapports, notes des Renseignements généraux, correspondance, coupures de presse. Élections législatives prévues pour 1956, organisation matérielle, demande d'imprimés : correspondance <sup>1</sup> .
672-673	Élections législatives des 28-30 novembre 1958, élections législatives partielles de 1959, suivi des opérations électorales.
	1958-1959
672	Contrôle des candidatures : listes de candidats, professions de foi, notes, correspondance, coupures de presse. Notices sur les candidats élus en 1958.
673	Organisation du scrutin : textes officiels ; résultats : statistiques, rapports, correspondance, rapports de la commission centrale de contrôle des opérations électorales, coupures de presse. Incidents électoraux : rapports, correspondance. Déroulement des élections législatives partielles du 12 juillet 1959 à Philippeville, suivi : rapports ; incidents électoraux : correspondance.
81 F 674	Élection des représentants de l'Algérie à l'Assemblée de l'Union française, résultats : statistiques, télégrammes, notes, correspondance.
	1948-1953
81 F 675-680	Élections à l'Assemblée algérienne.
675	1948-1954 Élections des délégués de l'Assemblée algérienne du 11 avril 1948, résultats : statistiques, rapports, coupures de presse. Incidents électoraux : rapports, correspondance.
	1948
676-677	Élections des délégués de l'Assemblée algérienne du 11 février 1951, suivi des opérations électorales.
676	1951
676	Contrôle de la campagne électorale : professions de foi des candidats, rapports de police ; déroulement du scrutin : rapports de l'administration ; incidents électoraux, réclamations : correspondance, coupures de presse.
677	Résultats : télégrammes, tableaux statistiques des deux tours (classés par circonscriptions électorales).
678	Élection des délégués de l'Assemblée algérienne du 7 février 1954, surveillance de la campagne : liste des candidats, notes de police ; résultats : télégrammes, statistiques, rapports de l'administration, coupures de presse. Incidents électoraux, réclamations : correspondance.
679-680	1954 Élections des délégués de l'Assemblée algérienne, comparaison des résultats des élections de 1948 à 1954 : rapports statistiques classés par circonscriptions.
679	Départements d'Alger <sup>2</sup> , de Constantine.
680	Département d'Oran, territoires du Sud.
81 F 681-689	Élections cantonales.
	1945-1961

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Le décret du 3 décembre 1955 avait fixé au 4 janvier 1956 la tenue des élections législatives. Le décret du 12 décembre 1955 les reporte à une date ultérieure.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Pour Alger, ce dossier comporte seulement les résultats des élections de 1948 et 1951.

681 Élections cantonales du 30 septembre 1945, organisation : instructions; résultats: statistiques, notes, rapports des préfets (1945), tableau des membres élus des conseils généraux d'Algérie (1946). 1945-1946 682 Élections cantonales du 27 mars 1949, organisation: circulaires, notes, coupures de presse ; résultats : télégrammes, tableaux statistiques, rapports de l'administration ; incidents électoraux, réclamations : correspondance. 1949 683 Élections cantonales du 14 octobre 1951, organisation : instructions ; résultats : statistiques, notes de renseignement ; incidents électoraux, réclamations : rapport. Élections cantonales du 24 avril 1955, organisation : instructions, circulaires ; 684 déclaration des candidatures : messages des Renseignements généraux résultats : télégrammes, statistiques, listes des conseillers élus, coupures de presse. 1955 685-688 Élections cantonales des 27-29 mai 1960, suivi des opérations électorales. 1960 685 Organisation du scrutin : textes officiels, notes, instructions ; organisation de la transmission des renseignements sur le scrutin : notes, instructions, tableaux. 686 Situation préélectorale : rapports, rapports des préfets d'Algérie. Déroulement de la campagne et du scrutin, surveillance : notes, télégrammes, coupures de presse. 687 Résultats: tableaux statistiques, notes. Déroulement du scrutin, incidents, surveillance : rapports des commissions 688 départementales de contrôle des opérations électorales, correspondance. 689 Élections cantonales partielles du 26 mars 1961 dans le canton de Perrégaux, réglementation : textes réglementaires ; suivi du scrutin : rapports, télégrammes, correspondance. 1961 81 F 690-700 Élections municipales. 1945-1961 690 Élections municipales du 5 août 1945, organisation du scrutin: instructions, rapports ; campagne électorale, surveillance : rapports des préfets et du Gouverneur général de l'Algérie ; résultats : statistiques, tableaux comparatifs, rapports des préfets et du Gouverneur général. 1945 691-692 Élections municipales du 26 octobre 1947, suivi des opérations électorales. 1947 691 Organisation du scrutin : instruction, textes réglementaires ; suivi de la campagne et du scrutin : rapports des préfets et du Gouverneur général ; dossier de presse : coupures de presse. 692 Incidents électoraux : rapports, procès-verbaux de gendarmerie. 693-694 Élections municipales du 3 mai 1953, suivi des opérations électorales.

Organisation : textes réglementaires, projets de loi,

déroulement de la campagne, situation politique : rapports de préfets et de

693

police.

1953

notes:

- Résultats : statistiques, télégrammes, notes, rapports des préfets ; dossier de presse : coupures de presse. Installation et élections des maires et adjoints : instructions, rapports des préfets.
- Élections municipales du 25 avril 1959, suivi des opérations électorales.

1958-1959

- Organisation du scrutin : textes officiels, instructions, notes ; climat de la campagne électorale : notes ; contrôle des candidatures : listes des candidats homologués.
- Organisation du scrutin : arrêtés de convocation du corps électoral.
- Contrôle du déroulement du scrutin, incidents : télégrammes, rapports ; dossier de presse : coupures de presse.
- 698 Résultats : télégrammes, rapport.
- Composition des conseils municipaux des départements d'Alger, Bône, Constantine, Tlemcen : listes d'élus, notices individuelles de renseignement sur les élus. Constitution des fichiers des conseils municipaux : instructions. Election des maires et des conseils municipaux, réglementation : textes officiels ; suivi : télégrammes, rapports, coupures de presse, liste des maires et adjoints des villes chefs-lieux de département ou d'arrondissement.
- Élections municipales du 27 novembre 1960, organisation et fonctionnement de la commission de contrôle : rapports, notes, correspondance ; résultats : télégrammes. Élections municipales de 1961, déroulement de la campagne : rapports, notes ; commission de contrôle des opérations, organisation, fonctionnement : rapports, correspondance ; résultats : statistiques.

1959-1961

81 F 701 Sénateurs des départements algériens et leurs suppléants, documentation : listes.

1955-1961

81 F 702 Députés représentant l'Algérie à l'Assemblée Constituante et l'Assemblée nationale, documentation : listes, tableaux des membres des commissions parlementaires, notices individuelles de renseignement.

1945-1951, 1961

81 F 703 Délégués de l'Assemblée algérienne (1953-1956), représentants de l'Algérie à l'Assemblée de l'Union française et au Conseil économique (1954), membres des conseils généraux et des commissions administratives provisoires des départements d'Algérie (1937-1962), membres des conseils d'arrondissement (1961-1962), membres des délégations spéciales municipales, maires et adjoints des principales villes d'Algérie (1958-1960) : listes, coupures de presse.

1937-1962

Conseillers généraux d'Algérie des départements d'Alger, Batna, Mostaganem, Oran, Saïda et Tlemcen : notices individuelles de renseignement.

1960

Élus musulmans, légalisation des retraits de démission : notes, textes officiels (1938). Fédération des élus musulmans, surveillance : rapports de police (1946).

1938, 1946

81 F 706-720 Assemblées et conseils.

1939-1962

Conseil national, désignation de membres pour représenter l'Algérie : textes officiels, notices individuelles ; étude de projets de réforme présentés par deux conseillers, Abderrahmane Boukerdena et Ahmed Ibnou Zekri : rapport, correspondance.

1941-1942

Assemblée constituante, remplacement de Marcel Duclos, député décédé ; création d'une commission de coordination des affaires nord-africaines ; constitution des

groupes parlementaires, surveillance : télégramme, note (1945). Sénat, règlement intérieur, documentation sur l'appartenance politique et les prises de position des sénateurs : notices individuelles, listes, coupures de presse (1956-1962). Assemblée nationale, appartenance et prises de position des députés : listes, notices individuelles, coupures de presse, correspondance (1958-1962).

1945, 1956-1962

Conseil de la République et Assemblée nationale, débats sur l'Algérie, préparation des réponses du gouvernement aux interpellations, aux questions orales et écrites des sénateurs et députés : notes, discours.

1947-1960

Assemblée de l'Union française, suivi des travaux : propositions, rapports, correspondance. Résolution sur la répression des discriminations raciales, examen d'un projet de loi.

1948-1958

Délégations financières puis Assemblée financière d'Algérie, nomination et révocation de membres : notes, correspondance, textes officiels (1939-1945). Assemblée algérienne, composition de l'assemblée et de son bureau : listes, notices individuelles ; suivi des travaux : motions, procès-verbaux de réunions de l'assemblée et des commissions (*incomplets*).

1939-1955

Assemblée algérienne, documentation sur les sessions : coupures de presse, rapports de quinzaine du service des liaisons nord-africaines.

1948-1954

Conseil régional de Constantine, session extraordinaire de 1961 : compte rendu de session, rapport, correspondance.

1961

713-719 Conseils généraux.

1940-1962

Commissions administratives départementales, nominations et démissions de membres : listes, notices individuelles de renseignement, notes, correspondance.

1940-1941

Conseils généraux, contrôle des sessions : rapports des préfets, notes, motions et vœux, coupures de presse.

1947-1952

Conseils généraux et commissions départementales, contrôle des sessions : listes de membres, comptes rendus de sessions, rapports des préfets, motions, correspondance, coupures de presse.

1953-1956

Commissions administratives départementales et régionales, création, nomination des membres : listes de membres, rapports des préfets, correspondance, coupures de presse. Commissions administratives départementales des départements de Mostaganem et des Aurès : comptes rendus de sessions.

1957-1959

Conseils généraux d'Algérie : motions, calendrier des sessions. Conseil général du département de Tlemcen : procès-verbaux des délibérations de la 2<sup>ème</sup> session de 1961.

1961

Conseil général du département de Saïda : procès-verbaux des délibérations et des séances de la deuxième session de 1961 et de la première session de 1962 .

Congrès des présidents de conseils généraux d'Alger, suivi : programme, discours, correspondance (1953). Motion du congrès des présidents de conseils généraux de Colmar (1959).

1953-1959

Conseil supérieur des Français à l'étranger, suivi des travaux : ordres du jour et comptes rendus des sessions, rapports, vœux.

1954-1955

81 F 721-750 Commissions d'élus<sup>1</sup>, activités.

1945-1962

Création des commissions d'élus, organisation technique, administrative et matérielle : décrets, notes, convocations, factures, correspondance ; désignation des commissaires du gouvernement et des membres : listes, correspondance ; rémunération et protection des membres : notes de service, correspondance ; préparation des travaux : schémas d'études générales, calendrier, notes.

1960-1962

Membres des commissions d'élus : listes, notices individuelles, notes de renseignement provenant des services du ministère de la Défense.

1960

Préparation des travaux des quatre commissions d'élus, élaboration des « dossiers de base » : notes de présentation, rapports de base.

1960

- 723 « Dossiers de base » destinés à la première et à la deuxième commissions d'élus.
- 724 « Dossiers de base » destinés à la troisième et à la quatrième commissions d'élus.
- 725-726 Session de 1960-1961, suivi des activités des commissions d'élus, mise en œuvre des mesures proposées, documentation.

1960-1961

- Activités : notes, rapports ; bilan : rapports généraux, rapports de synthèse, notes ; mise en œuvre des mesures proposées : notes, tableaux, textes officiels.
- Dossier de presse sur les travaux des commissions d'élus : coupures de presse.
- Session de 1962, réunion des bureaux des commissions, bilan des travaux des commissions : rapports généraux, rapports de synthèse, notes ; mise en œuvre des mesures proposées : notes.

1961-1962

728-734 Commission d'élus sur la rénovation rurale (première commission d'élus), organisation et activités.

- Organisation et installation de la commission : notes, calendrier, correspondance, listes des membres.
- Documentation réunie par la délégation générale du gouvernement en Algérie sur la rénovation rurale, la réforme agraire, la réforme foncière, les moyens du développement agricole.
- Documentation sur la législation sociale agricole, les sociétés agricoles de prévoyance, la Caisse algérienne de crédit agricole mutuel, la Caisse des prêts agricoles, l'enseignement et la formation professionnelle agricoles.
- 731 Documentation sur l'organisation des marchés agricoles et sur la viticulture.
- Première session de la commission : rapports de base, procès-verbaux des séances (20 septembre-2 décembre 1960), vœux et motions, rapports généraux, rapport de synthèse.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les commissions d'élus ont été instituées en application du décret n°60-686 du 18 juillet 1960. Constituées d'élus et de personnalités d'Algérie, elles avaient pour mission donner leur avis sur les questions algériennes au sujet desquelles le gouvernement les consultait. Elles se sont réunies à Paris lors de deux sessions (1960-1961 et 1962).

- Deuxième session de la commission : procès-verbaux des séances (mars 1962). Travaux du groupe de travail sur l'élevage : procès-verbaux des séances (mai juillet 1961).
- Mise en œuvre des propositions de la commission : projets de décrets, décrets, notes, correspondance ; création d'un comité d'experts : notes, correspondance ; documentation sur la rénovation rurale et la défense et restauration des sols.
- 735-738 Commission d'élus sur la structure et le rôle de la commune (deuxième commission d'élus), organisation et activités.

1953-1962

- Organisation et installation de la commission : listes de membres, notices individuelles, plans de table, notes ; diffusion des documents de la commission : bordereaux de transmission ; orientation des travaux : notes et notes techniques (1960-1961).
- Documentation : textes réglementaires, circulaires, code municipal (1953-1962), budget primitif de la commune de Beni-Bouattab (1958).
- Documentation sur le régime financier des communes, la réforme de l'administration communale et les sections administratives spécialisées : textes réglementaires, notes, rapports.
- Activités de la commission : allocutions, procès-verbaux des séances (27 septembre-14 octobre 1960, 6-9 mars 1962), rapports et notes de synthèse présentés dans les séances, rapports généraux ; mise en application des conclusions de la commission (1962).
- Commission d'élus sur la structure et le rôle de l'arrondissement, du département et de la région (troisième commission d'élus), organisation et activités.

1960-1962

- Organisation et installation de la commission : listes de membres, notices individuelles, plans de table, calendrier, notes, correspondance ; diffusion de documents de la commission : bordereaux de transmission.
- Documentation générale : textes réglementaires, arrêtés, circulaires, notes.
- Documentation sur les conseils régionaux d'Alger et Oran : procès-verbaux de séances, rapports au conseil régional (1961-1962) ; documentation sur les conseils d'arrondissement de la région d'Alger : rapport (1961).
- Activités de la commission : procès-verbaux des séances (12 octobre-22 décembre 1960 ; 12-17 mars 1962), rapports généraux, bilan des travaux (1960-1962) ; activités des groupes de travail sur l'arrondissement, le département, la région : procès-verbaux de séances (1960).
- 743-750 Commission d'élus sur les relations entre les communautés (quatrième commission d'élus), organisation et activités.

- Organisation matérielle et installation de la commission : listes de membres, notes, correspondance (1960-1961).
- Documentation générale et notes réunies pour les membres (1960).
- 745 Documentation sur les cultes (1952-1960).
- Documentation sur l'enseignement, le statut de droit privé et les juridictions (1945-1961).
- 747 Documentation sur la fonction publique et l'économie (1958-1961).
- Documentation sur la représentation électorale (1958-1961).
- Activités de la commission : procès-verbaux de séances plénières (18-22 octobre 1960, 18-26 janvier 1961), rapports particuliers des groupes de travail, rapport général de la commission, notes sur l'avancement des travaux et les mesures proposées (1960-1961).

- Activités des groupes de travail de la commission : procès-verbaux des séances (28 novembre-3 décembre 1960, 6-21 juillet 1961), documents annexes, notes.
- Régime et statut des partis politiques : notes (1946-1959) ; régime et statut des associations : textes réglementaires (1958).

1946-1959

81 F 752-762 Mouvements politiques européens.

1939-1962

Mouvements politiques européens en Algérie durant la seconde guerre mondiale, surveillance de leurs activités, poursuites judiciaires : rapports de police, correspondance.

1939-1947

Concerne le Parti populaire français (1941-1947), le Parti franciste (1942), le Parti social français (1941-1942), le mouvement gaulliste (1940-1942), le Parti communiste et les communistes espagnols (1939-1942).

Mouvements politiques européens de droite en Algérie, surveillance de leurs activités : notes de renseignement, rapports, coupures de presse.

1945-1961

Concerne le Bloc national, la Fédération républicaine, Jeune Nation, le Parti national français, le Parti républicain de la Liberté, le Parti républicain et social de la réconciliation française, le Rassemblement du peuple français, le Rassemblement républicain et d'union algérienne, le Rassemblement d'union pour la défense des intérêts de l'Oranie et de l'Algérie française, le Rassemblement national, les royalistes, l'Union de défense de la jeunesse française, l'Union pour la nouvelle République.

Mouvement républicain populaire en Algérie, surveillance de ses activités : rapports, notes de renseignement, coupures de presse.

1946-1957

Mouvements politiques européens de gauche en Algérie, surveillance de leurs activités : rapports, notes de renseignement, coupures de presse.

1945-1957

Concerne le Parti radical socialiste et le Parti républicain radical (1946-1957), la Section française de l'Internationale ouvrière (1945-1954), la "Troisième force" (1948), les anarchistes (1948-1951).

756-761 Mouvements communistes en Algérie, surveillance : rapports, notes de renseignement, tracts, brochures, coupures de presse.

- Dossier de synthèse sur la doctrine communiste et l'action du Parti communiste en Afrique du Nord ; résultats électoraux des communistes : statistiques ; attitude du parti lors des troubles de mai 1945 : notes (1945-1959) ; personnalités communistes, surveillance : rapports (1945-1955).
- Activités du Parti communiste en France, en rapport avec la question algérienne et les milieux nord-africains (1945-1957).
- Activités du Parti communiste algérien en Algérie (1945-1950).
- Activités du Parti communiste algérien légal puis clandestin en Algérie, collusion avec les rebelles algériens (1951-1959).
- Activités des groupements affiliés au Parti communiste en Algérie : Secours populaire français, Jeunesses communistes, Association France-URSS, Union des femmes françaises d'Algérie, Comité d'action des intellectuels pour la démocratie et la liberté, Front national démocratique algérien, les Amis de la démocratie, Groupement démocratique progressiste (1945-1959).
- Activités des Combattants algériens de la paix et de la liberté en Algérie, participation aux congrès mondiaux de la paix (1950-1954).

Évolution politique des milieux européens pendant la guerre d'Algérie, documentation : synthèses (1960-1961). Activités des mouvements anticolonialistes : note (1956). Mouvements politiques européens créés sur la question du statut futur de l'Algérie, surveillance de leurs activités en Algérie : rapports de police, notes de renseignements, coupures de presse, correspondance (1960-1962).

1956-1962

Concerne le Mouvement Roulland, le Mouvement pour la Communauté, l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, le Front national de l'Algérie française, le Front de l'Algérie française, l'Organisation armée secrète.

Mouvements sionistes en Algérie, surveillance : notes de renseignements, rapports. Émigration de juifs nord-africains vers Israël, surveillance ; réponse à des demandes de rapatriement de juifs d'Israël vers l'Algérie.

1945-1957

81 F 764-792 Mouvements politiques nationalistes.

764

1933-1962

Surveillance des mouvements nationalistes arabes et algériens, suivi des activités des services de renseignement dans ce domaine : comptes rendus de réunions, notes de synthèses, rapports (1947-1956). Mouvements nationalistes algériens, surveillance : synthèses (1947-1954) ; politique du gouvernement envers les partis nationalistes, proposition du ministre de l'Intérieur : note (1948).

1947-1956

Mouvements nationalistes en Algérie, surveillance de leurs activités et de leurs relations entre eux, activités des groupements créés en commun : rapports, notes des Renseignements généraux, coupures de presse (1945-1955). Activités de l'homme d'affaires Mohamed Tiar, fondateur de la société commerciale AMAL, liée aux mouvements nationalistes algériens, surveillance (1940-1956).

1940-1956

766-767 Association des Oulémas réformistes, surveillance.

1933-1958

- Doctrine, généralités : synthèses (1949-1955) ; personnalités : notes de renseignements et rapports (1940-1956) ; activités en Algérie et dans le monde arabe (1933-1950).
- Activités en Algérie et dans le monde arabe (1951-1958); activités en métropole (1952-1955); poursuites judiciaires de l'administration contre ses publications : notes, correspondance, exemplaires de journaux (1949-1953).
- 768-771 Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), Amis du Manifeste algérien, surveillance.

1943-1958

- Historique : synthèses ; doctrine : notes, synthèses, copie du *Manifeste algérien*, plaquettes, coupures de presse¹ (1943-1958).
- 769 Activités en Algérie : notes de renseignements, coupures de presse (1945-1949).
- Activités en Algérie : notes de renseignement, télégrammes, coupures de presse (1950-1954).
- Publications, documentation : journaux, coupures de presse (1955) ; poursuites judiciaires de l'administration contre le journal *la République algérienne* (1945-1952).
- Parti populaire algérien Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (PPA-MTLD), surveillance.

À noter : rapport du Gouverneur général de l'Algérie sur les événements de mai 1945 dans le Constantinois.

- Statut, doctrine et programme : notes ; organisation et implantation : synthèses, rapports ; généralités : synthèses, historique (1945-1954).
- Tendance berbériste : notes de police, synthèse (1949-1954). Crise interne de 1954 : synthèses, notes des Renseignements généraux, copie du rapport du comité central au congrès extraordinaire du 10 juillet 1954 (1954-1955).-
- 774-776 Activités en Algérie (1941-1955)
  - Activités en Algérie (1941-juin 1947).
  - 775 Activités en Algérie (juillet 1947-1949).
  - 776 Activités en Algérie (1950-1953).
- 777 Activités en métropole (1945-1955).
- Activités à l'étranger, relations avec l'Égypte : rapports de police, correspondance, notes ; intervention du MTLD auprès de l'Organisation des Nations unies : copies de mémoires du MTLD, rapports, notes, correspondance (1950-1956).
- Surveillance et répression de l'activité de propagande en Algérie et en France, diffusion de tracts, de brochures, du bulletin intérieur et des journaux la *Voix algérienne*, *l'Étoile algérienne*, la *Nation algérienne*, l'Émigré: notes de renseignement, rapports du procureur, correspondance, exemplaire de tracts, journaux et bulletins (1946-1956). Surveillance de Salhi Chérif, auteur de brochures nationalistes (1947-1950).
- Surveillance et répression de l'activité de propagande, parution de *l'Algérie libre* : rapport du procureur, notes, correspondance, exemplaires du journal (1949-1954).
- Activités terroristes du PPA, répression : rapports de police, rapports de procureurs, correspondance (1947-1950). Démantèlement de l'Organisation spéciale : synthèse (1950), rapport illustré des Renseignements généraux (1951). Constitution d'une organisation militaire clandestine, surveillance : synthèse, rapports de police (1952-1954).
- Poursuites judiciaires contre la propagande et l'action anti-françaises : notes, rapports de police, rapport de procureur ; réactions : motions, correspondance (1940-1953).
- Poursuites judiciaires contre les membres de l'Organisation spéciale : rapports du Gouverneur général, rapports du procureur général, rapports de police (1949-1953).
- Examen des mesures à prendre à l'égard du PPA-MTLD, dossiers de documentation sur le PPA-MTLD destinés à former un réquisitoire contre ce parti : notes des Renseignements généraux, rapports des préfets, bulletins du SDECE, correspondance (1947-1950).
- Dissolution du PPA-MTLD et du Parti communiste algérien en 1939 et 1955, préparation, application : textes de loi, rapports, notes, correspondance.

1938-1955

Front de libération nationale, généralités : chronologie, synthèses ; doctrine : copie de la plate-forme de la Soummam, notes, synthèses, déclarations (1954-1960)<sup>1</sup>.

1954-1962

Principaux militants nationalistes, documentation diffusée par la direction de la Sûreté nationale en Algérie (1955). Arrestation des cinq chefs du Front de libération nationale, le 22 octobre 1956, répercussions en France, en Algérie et à l'étranger : bulletin du SDECE, notes de renseignement, coupures de presse,

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À noter : exemplaire d'un sauf-conduit de reddition (original placé au coffre), note sur la propagande en faveur des ralliements.

correspondance (1956-1957). Dissolution du Front de libération et du Mouvement national algérien : décret, coupures de presse (1957).

1955-1957

Front de libération nationale, activités en Algérie, en métropole : notes de renseignement, synthèses (1961-1962) ; activités dans les pays étrangers (1957-1958) ; relations avec les autres partis nationalistes : synthèse (s.d.).

1957-1962

Démantèlement de cellules du Front de libération nationale dans la région de Biskra, affaires Bengana et Othmani : dossier d'enquête.

1959-1960

Gouvernement provisoire de la République algérienne, doctrine : synthèses, plaquette, déclarations (1961-1962) ; activités politiques des membres du gouvernement provisoire de la République algérienne : bulletins périodiques du bureau d'études de la délégation générale du gouvernement en Algérie (1959, 1961-1962).

1959-1962

Membres du gouvernement provisoire de la République algérienne, documentation : notices individuelles, rapports.

1960-1961

Mouvement national algérien et Front algérien d'action démocratique, documentation : synthèses, notes ; activités : notes de renseignement. Prises de contact du gouvernement français avec le Mouvement national algérien : notes, correspondance.

1961-1962

81 F 793-799 Syndicalisme.

1945-1962

Organisations syndicales internationales, comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail, défense de syndicalistes algériens, suivi de la première conférence africaine de l'Organisation internationale du travail : correspondance, notes (1957-1961). Fédération syndicale mondiale et Confédération internationale des syndicats libres, positions et activités liées à la question algérienne, documentation : rapports et notes de renseignement, résolutions, correspondance (1947, 1957-1962).

1947, 1957-1962

794 Syndicalisme en Algérie, documentation : synthèses.

1959, 1961

Confédération française des travailleurs chrétiens, surveillance des activités en Algérie : notes de renseignement, correspondance (1949-1953). Force ouvrière, surveillance de ses activités : notes de renseignement, correspondance, tracts (1958-1961).

1949-1961

Confédération Générale du Travail, surveillance de ses activités en métropole liées à la question algérienne et aux milieux nord-africains, activités en Algérie : notes de renseignements, rapports, tracts, coupures de presse (1945-1958). Affaire des poursuites contre le syndicaliste Elie Angonin, suivi : motions, notes de renseignement (1945-1946). Réception de représentants algériens de la CGT par le ministre de l'Intérieur : demande d'audience, notes, télégrammes (1954). Union générale des syndicats algériens, surveillance : synthèses, question écrite, notes (1956-1958).

1945-1958

Syndicalisme ouvrier algérien, constitution et activités, surveillance : notes de renseignements, rapports, correspondance, question orale (1945-1956), synthèse (1960).

1945-1956, 1960

798

Syndicats professionnels, Confédération générale de l'agriculture et Union générale du commerce algérien, surveillance de leurs activités en Afrique du Nord : notes de police, rapports (1946-1958). Liste des syndicats professionnels d'employeurs et de travailleurs (1961).

1946-1958, 1961

799

Confédération générale du patronat d'Algérie, prises de position sur problèmes économiques : rapports de synthèse adoptés par le conseil central confédéral.

1953-1954

#### 81 F 800-801 Grèves et conflits sociaux.

1945-1957

800

Conflits sociaux, grèves et incidents en Algérie, suivi : rapports, notes de renseignement, coupures de presse (1945-1954). Grèves des dockers à Alger, manifestations des dockers d'Oran du 27 février 1950, enquête sur le contexte et les incidents : rapports de police, rapports du préfet, notes, motions de l'Assemblée algérienne, correspondance (1949-1950).

1945-1954

801

Grèves politiques organisées par le Front de libération nationale et le Mouvement national algérien : rapports, coupures de presse. Participation des agents des entreprises publiques aux grèves politiques de 1957, surveillance : rapports de police, notes ; bilan des sanctions imposées à ces agents : états statistiques, rapports, correspondance.

1956-1957

### 81 F 802-806 Associations.

1924-1961

802

Associations musulmanes et franco-musulmanes créées en métropole et en Algérie, réponse à des demandes de patronage : rapports, motions, vœux, statuts, correspondance<sup>1</sup>.

1924-1939

803

Associations de Résistants en Algérie, surveillance : notes des Renseignements généraux, rapports mensuels du Gouverneur général de l'Algérie, motions, correspondance, coupures de presse, tracts.

1945-1951

804

Associations françaises d' Algérie: synthèse des Renseignements généraux (1955). Associations d'Algérie, dossiers de surveillance (associations n°1-39).

1947-1958

Associations d'anciens combattants, Fédération algérienne des anciens combattants et anciens militaires français-musulmans, Organisation de la Renaissance en Afrique français, Mouvement de libération du peuple, Mouvement de la Paix, Mouvement familial rural, Mouvement des élus locaux, Union nationale des anciens d'Afrique du Nord (le Maroc), Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie, Union des comités d'action pour l'unité française, Union pour la défense des commerçants et des artisans, Union et fraternité, Groupement « les Amitiés algériennes » (MTLD), Amicales françaises du Constantinois, Comité national d'information et d'action pour la solution pacifique des problèmes d'Afrique du Nord, Comité d'action de défense, Comité de la Renaissance française, Comité de la Résistance à la désagrégation de la France et de l'Union française, Comité d'action des intellectuels français contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, Comité algérien pour une trêve civile, Comité national des anciens d'Afrique du Nord, Comité central de la France d'outre-mer,

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À noter : une photographie des membres de l'association des *Amis de la France* datant de 1939 (original conservé dans les collections iconographiques des ANOM).

Club Honneur et Patrie, Vigilances africaines, Association des Français d'Afrique du Nord, Fraternité algérienne, Présence française, Volontaires de l'Union française, Union nord-africaine, Collège d'histoire contemporaine, Institut musulman de solidarité sociale, La maison du blessé musulman, Amicale des originaires de Boudjellil (à Paris), Ligue des droits de l'homme, Cercle de la France d'outre-mer, Cercle franco-musulman, Cercle de la jeunesse musulmane, Cercle Naadi Es-Saada, Cercle de l'Union française d'outre-mer, Cercle des amitiés musulmanes, Cercle anticommuniste des étudiants d'outre-mer

Associations d'Algérie, dossiers de surveillance (associations n° 40-90).

1947-1961

Fédération nationale des déportés et internés de la résistance, Organisation « renaissance mondiale », Mouvement «Jeunesse-Libération », Ligue universelle du Bien public, Légion nord-africaine, Union interfédérale et d'entraide de la France d'outre-mer, Union des aveugles et travailleurs d'Oranie, Service d'ordre légionnaire, Union des évadés de France, Centre culturel islamique, Comité nord-africain des amitiés Lucien Sportisse, Joseph Boukobza et Abdallah Mohamed (Lyon), Comité pour le rapprochement France-Islam, Comité d'information et d'action pour l'Afrique du Nord, Comité pour l'Afrique française, Comité d'entraide, Comité national pour la construction de l'Afrique du Nord, Comité de l'entente « France-Islam », Comité d'alliance française d'Alger, Solidarité algérienne, Société de bienfaisance « El-Khina », Club Notre-Dame d'Oran, Comité « France - Afrique du Nord », Association pour la défense des intérêts et la protection des droits des [tribus des] Amour, Association marocaine de bienfaisance, « Koutteb el Falah » (Souk-Ahras), Union pour la liberté, Ligue nord-africaine pour l'indépendance, Cercle d'études franco-chérifiennes, tunisiennes et algériennes, Amis de l'Algérie, Mouvement fédéraliste français, association « Coopération-Groupe d'études et d'action nord-africaines », Association des anciens chasseurs d'Afrique, Association amicale des anciens spahis « Le burnous », Rhin et Danube, Service social d'aide aux émigrants, Comité d'action universitaire, Anciens combattants de l'Union française, Association nationale des Anciens d'Algérie, Comité de défense contre la pègre et le terrorisme nord-africain, Comité de vigilance des universitaires pour la défense des libertés et de la paix en Algérie, France-Occident, Centre d'information et de coordination pour la défense des libertés et de la paix, Centre d'information pour l'Algérie française, Amicale nationale des aveugles, mutilés et invalides de la Résistance, Union féminine civique et sociale, Union des populations du Cameroun (en métropole), Association internationale des juristes démocrates, Comité français d'action mondialiste, Commission centrale de culture arabe et islamique, Comité des Amitiés africaines, Comité de solidarité française, Centre d'information sur les problèmes de l'Algérie et du Sahara, Les Amitiés France-Algérie-Sahara, Centre catholique des intellectuels français, Comité de liaison des Algériens de toutes confessions, L'Amitié internationale par les religions, associations de rapatriés.

806

Associations d'étudiants en métropole et en Algérie, activités liées à la question algérienne et aux milieux nord-africains : notes de renseignement, notices individuelles.

1949-1961

81 F 807-814 Presse.

1945-1961

Statut et organisation de la presse française, législation : rapport à l'Assemblée nationale, proposition de loi, textes officiels. Fonctionnement de la presse en

Algérie, prix des journaux, répartition du papier : notes, rapports, états statistiques.

1945-1958

Presse, application à l'Algérie de la réglementation générale : circulaires, correspondance. Saisies et poursuites de journaux, législation : textes officiels, notes.

1947-1961

Journaux et revues paraissant en Algérie : listes.

1956, 1959

Journal *Al Arab*, création et contrôle : notes des Renseignements généraux, exemplaires du journal, correspondance.

1947-1950

Journal *Les nouvelles d'Algérie*, création et contrôle : notes, notes des Renseignements généraux ; diffusion : rapports, listes de restaurateurs nordafricains installés dans les principaux lieux d'implantation des Nord-Africains en métropole.

1951-1954

Saisies, poursuites et interdictions de journaux métropolitains et algériens, saisie de tracts et de brochures : notes, rapports, exemplaires de journaux et de tracts saisis, états statistiques, arrêtés.

1949-1961

Poursuites judiciaires contre l'*Humanité* et l'*Humanité Dimanche* : rapports du procureur général de la cour d'appel d'Alger, correspondance, exemplaires de journaux saisis.

1954-1957

Action intentée contre l'État par *Alger Républicain* pour le séquestre de ses biens : mémoires en justice, rapports du procureur, jugements, notes, correspondance.

1955-1960

### 81 F 815-822 Télécommunications.

1931-1962

Comité de défense nationale des transmissions radioélectriques, travaux : projets d'arrêtés, procès-verbaux de réunions, correspondance (1931-1939). Organisation du contrôle des transmissions en cas de trouble de l'ordre, réglementation : instructions, circulaires (1934-1939).

1931-1939

Réseau radioélectrique africain, organisation : procès-verbaux des séances de coordination des télécommunications impériales (1942) ; réglementation : notes, correspondance (1939-1942). Affaires relatives aux liaisons radioélectriques, au contrôle et au brouillage des émissions radioélectriques : correspondance (1946-1947).

1939-1947

Transmissions en Algérie, organisation et suivi du fonctionnement du service des transmissions : correspondance, programme d'équipement (1951-1958). Matériel militaire de télécommunication, acquisition : notes, correspondance (1955).

1951-1958

Utilisation du réseau radioélectrique en cas de troubles de l'ordre public en Algérie, réglementation : instructions, notes, correspondance (1946-1951). Réseau radioélectrique de sécurité, organisation : notes, correspondance (1945-1951).

Radiodiffusion, commission de coordination des problèmes de radiodiffusion intéressant l'outre-mer, suivi des travaux : notes, rapports et procès-verbaux de réunions.

1950-1951

820-821 Comité de coordination des télécommunications de l'Union française : ordre du jour, textes officiels, comptes rendus des débats, notes, correspondance, bulletin de documentation publié par le comité.

1952-1962

820 1952-1957.

821 1958-1962.

Servitudes radioélectriques, classement des centres de réception radioélectrique suivant leur importance : textes officiels, notes, correspondance.

1959-1960

### 81 F 823-825 Radiodiffusion.

823

1938-1961

Propagande radiodiffusée à l'intention des musulmans d'Afrique du Nord et de métropole, écoutes et études sur la propagande étrangère ; projet du gouvernement français d'émissions radiophoniques destinées aux musulmans, étude : notes, rapports, études ; essais de radiodiffusion d'émissions en langue arabe : correspondance.

1938-1945

Création de la radiodiffusion française en Algérie, organisation et fonctionnement : textes officiels, correspondance. Contrôle des émissions en langue arabe : bulletins d'information, rapports d'activité, prévisions budgétaires. Création d'un studio de radiodiffusion à Oran : correspondance.

1940-1954

Radiodiffusion, demande de crédits pour le brouillage d'émissions radiophoniques : correspondance. Demande de crédits par la Radio-télévision française pour les sujétions imposées par l'administration en Algérie : correspondance.

1961

81 F 826 Cinéma.- Fonds de développement de l'industrie cinématographique, application à l'Algérie de la loi du 6 août 1953 : textes officiels, notes, rapports, correspondance, projets de décrets. Maintien en Algérie de la taxe additionnelle spéciale instituée par la loi du 6 août 1953 : correspondance, projets de décrets.

1950-1961

Théâtre.- Troupes théâtrales musulmanes en métropole et en Algérie, surveillance : notes des Renseignements généraux, rapports préfectoraux, correspondance.

1952-1959

# Cultes

81 F 828 Cultes catholique, protestant et israélite en Algérie : liste des circonscriptions cultuelles (s.d.). Eglises catholiques et protestantes, culte israélite, subventions, surveillance de leurs activités : notes de renseignement, coupures de presse, correspondance (1907-1959). Eglise catholique, mouvements de rapprochement avec les musulmans : notes de renseignement, correspondance, coupures de presse (1950-1955). Culte bahaï, contrôle d'une donation immobilière faite à ce culte par un ressortissant d'Algérie : note, correspondance (1961-1962).

1907-1962

81 F 829 Séparation des cultes et de l'État, prorogation du décret du 27 septembre 1907 sur les indemnités aux ministres des cultes, révision des pensions de retraite des ministres du culte (1915-1936). Affectation des biens du culte, décision de 1941 :

#### 81 F 830-845 Culte musulman.

834

844

1893-1963

Projet de séparation du culte musulman et de l'État, débats parlementaires : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, propositions, mémoires, rapport Mesbah.

1946-1959

Projet de séparation du culte musulman et de l'État, suivi : notes, proposition de l'UDMA ; réactions et débats dans l'opinion musulmane : notes de renseignement, télégrammes, coupures de presse.

1946-1954

Culte musulman, nominations et surveillance d'agents du culte en métropole et à l'étranger : notes, correspondance (1945-1959) ; culte musulman et associations cultuelles en Algérie et en métropole, surveillance : extraits de rapports mensuels des préfets d'Algérie, correspondance, coupures de presse (1947-1961) ; mosquées et lieux de cultes en métropole et en Algérie, création, affaires diverses : textes officiels, correspondance (1920-1962) ; pratique de l'islam à l'école : correspondance, note (1956).

1920-1962

Célébration des fêtes musulmanes en Algérie et en métropole, autorisations, surveillance : notes de renseignement, coupures de presse.

1946-1958

Sépulture des musulmans en métropole, respect du culte musulman, documentation (1915-1917). Cimetières musulmans en métropole, création et gestion, documentation : notes, correspondance (1943-1955). Entretien du cimetière musulman de l'île Sainte-Marguerite, réponse à une demande de subvention (1948-1949).

1915-1955

Pèlerinage à la Mecque, réglementation en matière d'hygiène publique et de transports : textes officiels, notes (1893-1937) ; organisation des transports, réparation et ameublement de l'hôtellerie française de la Mecque, secours aux pèlerins nécessiteux clandestins : notes, comptes rendus de réunions, correspondance (1948-1955). Contrôle du nombre de pèlerins : statistiques (1945-1948).

1893-1955

Pèlerinage à la Mecque, organisation et contrôle : notes, rapports, correspondance.

1940-1962

836	1940¹, 1944-1946.
837	1947-1948.
838	1949.
839	1950-1951.
840	1952-1953.
841	1954-1955.
842	1956-1960.
843	1961-1962.

Biens habous et non habous des établissements religieux musulmans en Algérie : note [après 1957]. Waqfs dans le monde musulman, généralités, affaires diverses : correspondance, notes, conférence de Gérard Bussons de Janssens au Centre des hautes études d'administration musulmane (1932-1956). Waqf Abou Median de

À noter : documents sur l'utilisation du film sur le pèlerinage de 1939.

Jérusalem, financement, subvention de l'Assemblée algérienne : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, comptes rendus de missio ns d'étude, notes, correspondance, revues ; litige immobilier, financement de la procédure : historique, notes, rapports, correspondance (1951-1963).

1932-1963

Bulletin mensuel des questions islamiques du service des liaisons nord-africaines du Gouvernement général de l'Algérie (1948, 1951-1956). Bulletin trimestriel des questions islamiques (1960). Synthèse concernant les affaires musulmanes par le ministère de la France d'outre-mer (mai 1956-mai 1957).

1948-1960

### Seconde guerre mondiale

81 F 846-849 Statut des juifs.

1940-1947

Application à l'Algérie : textes législatifs et réglementaires, correspondance.

1940-1943

Application en matière d'accès à la fonction publique et à certaines professions en Algérie : textes réglementaires, correspondance.

1940-1942

Commission des juifs indigènes d'Algérie, création, nomination de membres, attribution de crédits : textes officiels, projets de textes, arrêtés, notes, correspondance. Décisions de la commission en matière de conservation du statut de citoyen français à des juifs indigènes d'Algérie : notes prises en séance, liste des dossiers examinés, arrêtés.

1941-1942

Réintégration des juifs spoliés dans leurs biens et leurs fonctions : textes de loi, instructions, correspondance.

1941-1947

81 F 850 Sociétés secrètes, application de la législation à l'Algérie : notes, correspondance.

1940-1942

81 F 851 Révocation de fonctionnaires de l'administration en Algérie : notes, rapports, correspondance.

1940-1945

81 F 852 Légion française des combattants, législation : lois, instructions ; contrôle de ses activités en Algérie : notes, correspondance. Service d'ordre légionnaire, contrôle de ses activités en Algérie : rapports, correspondance (1941-1942). Réquisition d'un logement à Neuilly au profit du délégué général de l'Entraide française (1944)<sup>1</sup>.

1941-1944

81 F 853-854 Internement administratif.

1942-1950

Internement administratif en Algérie, réglementation : ordonnances, circulaires (1942-1945). Internés, rapatriement d'internés étrangers et métropolitains, affaires diverses concernant des internés : correspondance (1942-1947).

1942-1947

Internement administratif, dossiers individuels de personnes protestant contre leur internement : notes, correspondance, rapport.

Dans ce dossier se trouvent quatre photographies qui n'ont, semble-t-il, aucun rapport avec les autres documents qui y figurent. Vraisemblablement prises en Algérie lors de l'inauguration d'un bâtiment public (peut-être destiné aux anciens combattants), elles n'ont pu être identifiées plus précisément. Les originaux ont été placés dans les collections iconographiques du Centre des archives d'outre-mer.

Concerne les époux Fougères, André Mallarmé, Ulysse Perrin, Emilio Vasquez-Rodriguez.

### 81 F 855-863 Épuration.

855

1945-1960

Épuration, indignité nationale et constitution des chambres civiques : textes législatifs et réglementaires ; application de l'épuration à l'Algérie : textes officiels, correspondance, listes de personnes épurées, coupures de presse. Bilan de l'épuration en Algérie : rapports, notes.

1940-1950

Dossiers individuels de fonctionnaires révoqués au titre de l'épuration, suivi : notes, correspondance, arrêtés (par ordre alphabétique des noms de personnes).

1944-1959

856 A-C.

857 D-M.

858 N-Z.

Epuration des agents des Chemins de fer algériens, dossiers individuels : notes, correspondance, arrêtés.

1947-1958

860-861 Pourvois en Conseil d'État de fonctionnaires révoqués au titre de l'épuration : notes, correspondance, décisions du Conseil d'État (dossiers classés par ordre alphabétique des noms de personnes).

1945-1956

860 A-K.

861 I-Z.

863

865

Réclamation d'une indemnité à l'administration par un ancien secrétaire adjoint de mairie, victime d'une décision d'épuration : notes, correspondance.

1946-1960

Lois d'amnistie pour les faits de collaboration, travaux préparatoires, application : textes officiels, correspondance, coupures de presse. Demandes individuelles de réintégration dans la fonction publique : correspondance.

1946-1951

# Événements et guerre d'Algérie

Mouvements et manifestations d'antisémitisme, lutte contre l'antisémitisme dans la population européenne et musulmane d'Algérie, surveillance : notes, correspondance, rapports des préfets (1928-1949). Projet de loi pour réprimer les guerres de races et de religions : projets de textes, notes (1935-1938).

1928-1949

81 F 865-874 Insurrection du 8 mai 1945.

1945-1954

Préparation des exposés du ministre de l'Intérieur Adrien Tixier, sur l'insurrection dans le département de Constantine : notes préparatoires, notes de synthèse, rapport de la commission d'enquête administrative sur les événements du 8 mai 1945 ; voyage d'enquête du ministre de l'Intérieur en Algérie, en juin 1945 : notes, revues de presse ; débats parlementaires, suivi, réponse à des questions écrites et orales : notes, comptes rendus des débats, correspondance.

1945-1947

866-868 Insurrection du 8 mai 1945 dans le département de Constantine, dossiers documentaires préparatoires pour le ministre : rapports, télégrammes, notes, correspondance.

Dossier général sur les troubles dans le Constantinois et les incidents de Reibell du 8 avril 1945 : notes, rapports, discours du ministre, correspondance des autorités civiles d'Algérie avec le ministre de l'Intérieur, communications du ministre de l'Intérieur au général De Gaulle, correspondance avec les autorités militaires. Événements dans les différents secteurs du département de Constantine : cartes des foyers des insurrections de 1871, 1916 et 1945 ; événements dans les arrondissements de Bône, Bougie et Sétif : notes, rapports.

Événements dans l'arrondissement de Guelma : notes, rapports. Répression militaire de l'insurrection.

Victimes des événements du 8 mai 1945 : listes, photographies (50). Répression judiciaire : textes de loi, statistiques, notes, correspondance. Répercussions sur l'opinion et répercussions politiques, attitudes des partis européens et nationalistes algériens. Établissement des responsabilités : rapports, notes.

Répression administrative de l'insurrection du 8 mai 1945, internements : rapports, correspondance. Répression judiciaire de l'insurrection du 8 mai 1945 par les tribunaux militaires d'Alger, Oran et Constantine, suivi des audiences : comptes rendus d'audiences, extraits de jugements, rapports, statistiques. Grève de la faim des détenus politiques d'Algérie : intervention parlementaire, notes, correspondance. Réaction de l'opinion à propos de la répression judiciaire : notes, coupures de presse.

1945-1948

Élaboration de la loi d'amnistie : motions, résolutions, projets de textes, textes officiels, notes, coupures de presse, statistiques sur la répression judiciaire (1945-1946). Commission des grâces amnistiantes, création, nomination des membres, suivi du fonctionnement : textes officiels, notes, correspondance (1946-1950).

1945-1950

Campagnes d'opinion en faveur de l'amnistie des personnes condamnées : motions, pétitions, coupures de presse.

1945-1947

Recours en grâce, transmission des demandes à la direction de la gendarmerie et de la justice militaire du ministère de la Défense nationale : notes, avis correspondance.

1946-1953

Amnistie des sanctions administratives prises à l'encontre des fonctionnaires, réintégration de fonctionnaires sanctionnés, réglementation, application de la loi d'amnistie : textes officiels, tableaux statistiques, correspondance.

1945-1954

Régularisation de l'état civil des disparus, réglementation, application (1949-1954). Indemnisation des victimes de l'insurrection : textes de loi, correspondance (1946-1950).

1946-1954

81 F 875-878 Événements.

1945-1954

Grande Kabylie, situation et événements : rapports du Gouverneur général, rapport du préfet d'Alger.

1947-1950

Grande Kabylie, banditisme et terrorisme: rapports du Gouverneur général, calendrier des actes terroristes, notes de renseignement. Répression judiciaire du terrorisme en Grande Kabylie: rapport du procureur général près la cour d'appel d'Alger sur les procès de nature politique, notes de renseignement.

Grande Kabylie, affaire du douar Sidi-Ali-Bounab, enquête : rapports ; réactions de l'opinion : notes de renseignement, motions, coupures de presse ; débats parlementaires, suivi : journaux officiels, notes, discours ; action de l'administration, sanctions contre les gendarmes : rapports, communiqués à la presse ; poursuites judiciaires contre certains journaux : rapport du procureur, correspondance, coupures de presse.

1949-1950

Incidents et troubles de l'ordre public de nature politique en Algérie : notes, rapports. Intervention parlementaire sur la politique de répression au Maroc et en Tunisie : coupures de presse.

1951-1953

81 F 879-893 Guerre d'Algérie.

884

1954-1962

Événements du 1<sup>er</sup> novembre 1954 au 19 août 1955, documentation transmise par les autorités d'Algérie : rapports du Gouverneur général, rapports et synthèse de gendarmerie, rapports des procureurs militaires, rapports des Renseignements généraux ; dossier de presse : coupures de presse.

1954-1955

Dossier photographique intitulé *Atrocités commises par les hors-la-loi et terroristes* (1<sup>er</sup> novembre 1954-20 août 1955).

1954-1955

Événements du 20 août au 31 décembre 1955, informations transmises par les autorités algériennes : rapports du Gouverneur général, tracts, notes des Renseignements généraux, rapports du procureur général près la cour d'appel d'Alger ; dossier de presse : coupures de presse.

1955

Événements de 1954 à 1955, réactions, débats parlementaires, débats à l'Assemblée de l'Union française et à l'Assemblée algérienne : journal officiel, comptes rendus, rapports.

1954-1955

Événements de 1954-1956, réactions parlementaires, interpellations, réponses aux questions écrites et orales : notes ; réactions des élus musulmans et des groupements d'élus : notes, coupures de presse, correspondance ; interventions d'élus et de personnalités auprès de l'administration : correspondance.

1954-1956

Événements de 1956, informations transmises par les autorités d'Algérie : rapports du ministre résidant en Algérie, rapports des préfets, rapports des procureurs, statistiques, correspondance, notes d'information de l'Inspection des forces terrestres, maritimes et aériennes en Afrique du Nord ; dossier de presse.

1955-1956

Événements de 1957, informations transmises par les autorités d'Algérie : rapports du centre de renseignement de l'Inspection des forces armées en Afrique du Nord, télégrammes, synthèses ; affaire de Mélouza : rapports, correspondance, coupures de presse.

1957

Documentation sur les actions des rebelles et sur les pertes humaines de part et d'autre : statistiques mensuelles.

1956-1957

Événements de 1958, informations transmises par les autorités d'Algérie : rapports du délégué général du gouvernement en Algérie, du commandement militaire et des préfets. Affaire de Sakiet-Sidi-Youssef, documentation : bulletins du SDECE, coupures de presse.

888

Événements du 13 mai 1958, constitution des comités de salut public, informations transmises par les autorités en Algérie : messages des préfets, décisions du général Salan ; réactions de l'opinion : coupures de presse, écoutes radiophoniques. Pourvoi en Conseil d'État de Maître Vergès contre la constitution des comités de salut public : pourvois, note, correspondance.

1958

Événements en métropole, en 1959 : rapport du préfet de police de Paris (1959) ;
 « Journées des barricades » à Alger (24 janvier-1<sup>er</sup> février 1960), informations transmise par les autorités : télégrammes, télex ; documentation : dépêches d'agence de presse.

1959-1960

890 « Journées des barricades » à Alger (24 janvier-1<sup>er</sup> février 1960) et procès des « Journées des barricades », réactions, documentation : coupures de presse, notes.

1960

Événements de 1960 : télégrammes, coupures de presse ; événements des 9-16 décembre 1960, documentation : notes de renseignement, coupures de presse, bulletins d'écoute du monde islamique, revue de presse de la préfecture de Police de Paris.

1960

Putsch des généraux (21-24 avril 1961), documentation : coupures de presse, dépêches d'agence de presse.

1961

Événements de 1961, activités des forces de l'ordre et des rebelles dans le ressort de la cour d'appel de Constantine, informations transmises par le procureur général de la cour d'appel de Constantine au ministère de la Justice : rapport, statistiques, graphiques, cartes. Événements en 1962, attentats et assassinats, échanges entre le ministère d'État chargé des affaires algériennes et les autorités d'Algérie : télégrammes, notes.

1961-1962

Événements, grèves et manifestations politiques en Algérie et en métropole, réglementation : textes officiels ; surveillance : notes, rapports, coupures de presse, correspondance.

1952-1961

#### Maintien de l'ordre

893

81 F 894

81 F 895-898 Forces de l'ordre.

1945-1955

Participation de l'armée au maintien de l'ordre en Algérie, organisation : notes, comptes rendus de conférences de la Défense nationale.

1945-1947

Participation de l'armée au maintien de l'ordre en Algérie, organisation : instructions, rapports (1949-1958). Préparation des activités des compagnies sahariennes : programme de tournées, notes, correspondance (1947-1956) ; acquisition par l'Algérie de véhicules et d'hélicoptères, étude sur les moyens aériens : notes, correspondance, compte rendu de réunion sur les moyens aériens destinés aux territoires d'outre-mer (1955).

1947-1958

Effectifs des forces de maintien de l'ordre, documentation : rapports du Gouverneur général, états statistiques trimestriels.

1952-1954

Renforcement des moyens de sécurité en Algérie, implantation et effectifs des brigades de gendarmerie : carte. Implantation des Compagnies républicaines de

sécurité : rapports, plan de relève. Groupes mobiles de police rurale, réglementation, implantation : listes ; suivi de leurs activités : comptes rendus d'activité. Création des zones de pacification et des sections administratives spécialisées<sup>1</sup>.

1955

81 F 899 Plan de pacification du commandement civil et militaire de la Grande Kabylie : rapport sur la situation (1956), mémoires, notes, cartes. Renforcement de l'administration, création du département de Tizi-Ouzou : rapport ; état des sections administratives spécialisées, besoins en personnel civil : note ; demande de crédit pour réparer les destructions causées par les rebelles : états statistiques.

1956

81 F 900-901 Action psychologique.

1945-1959

900 Organisation et action des services de propagande, réponses à des questionnaires, subventions, tournées de propagande, surveillance de conférences de propagande.

1945-1950

Principes, documentation: brochure, coupures de presse, directives. psychologique des nationalistes algériens auprès des familles de militaires français tués : notes, correspondance (1956-1957). Projet de décret sur la répression de l'aide aux rebelles (1958-1959).

1952-1959

81 F 902-906 Exactions imputées aux forces de l'ordre ou au Front de libération nationale<sup>2</sup>

1947-1961

902 Exactions imputées aux forces de l'ordre en Algérie, enquêtes : rapports, correspondance, coupures de presse. Exactions imputées aux services de police en Algérie, intervention des députés du MTLD : mémoire, bulletin intérieur du MTLD, correspondance, rapport (1947-1950).

1947-1955

Exactions imputées aux forces de l'ordre en Algérie, intervention de l'UDMA contre les méthodes répressives en Algérie : mémoires ; commission parlementaire d'enquête, commission d'enquête du parti radical-socialiste, surveillance : rapports, coupures de presse ; intervention de la Fédération démocratique internationale des femmes devant l'Organisation des Nations unies: mémorandum; interventions et résolutions diverses.

1955-1957

904 Exactions imputées aux forces de l'ordre en Algérie, suivi : rapports ; suivi des informations judiciaires : rapports du procureur, copies de pièces d'instruction, procès-verbaux de police. Campagne contre les sévices exercés sur les membres d'une organisation clandestine communiste découverte en Oranie, enquête : rapport, coupure de presse ; plaintes adressées au ministère de l'Intérieur ; témoignages et protestations adressées au gouvernement.

1955-1958

Dossier "Terrorisme", Exactions imputées aux forces de l'ordre en Algérie, enquête sur diverses affaires : rapports militaires, rapport médico-légal, correspondance. Exactions du Front de libération nationale, documentation : rapports, photographies de victimes (29), brochures.

1955-1957

906 Exactions imputées aux forces de l'ordre en Algérie, enquête, réponse aux questions parlementaires: rapports, correspondance.

903

901

905

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les documents constituant ce dossier ont été retournés à la direction des affaires d'Algérie par le cabinet de Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, lors de son départ, en février 1956.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Le code du patrimoine (art. L 213-2) prévoit un délai de 75 ans avant que les dossiers des affaires portées devant les juridictions soient librement communicables

81 F 907-908 Circulation des personnes.

1945-1962

Police des étrangers, contrôle des étrangers, répression de l'immigration clandestine, réglementation, affaires individuelles (1945-1962). Personnes expulsées d'Algérie ou de métropole pour des motifs politiques, interventions en leur faveur : télégrammes, notices individuelles, correspondance (1958-1959) . Autorisations d'entrée en Algérie, délivrance : télégrammes, correspondance.

1945-1962

908 Séjour en Algérie d'avocats métropolitains, interdictions et autorisations : notes, correspondance.

1955-1961

# Affaires judiciaires et pénitentiaires, internement administratif, regroupements de population

81 F 909 Justice.- Organisation et fonctionnement des services de justice, réglementation : textes officiels, correspondance ; nomination des exécuteurs des arrêts criminels : arrêtés, correspondance ; inspection du procureur général dans les services judiciaires : rapports ; difficultés de fonctionnement des services judiciaires du Nord-Constantinois, inspections du procureur général : rapports, correspondance ; publicité des noms des témoins à charge, interventions : rapports, correspondance. Mission d'inspection Turpault sur la justice en Algérie : rapport d'inspection, notes annexes (1958). Organisation et fonctionnement des chambres du tribunal de l'ordre public : notes, rapports d'inspection, correspondance (1962)¹.

1955-1962

#### 81 F 910-912 Justice militaire.

1953-1962

Justice militaire, réforme, suivi des travaux de la commission Armée-Justice : rapports ; réponses des services concernés aux propositions de la commission : notes, rapports ; réforme : textes officiels.

1959-1960

911 Tribunaux militaires permanents des forces armées, organisation et fonctionnement : textes officiels, notes, projets de décrets, correspondance.

1953-1960

912 Tribunaux militaires de cassation et cours martiales, réglementation : rapport, projet de décret, projet de loi, textes officiels (1955-1960). Création de cours martiales et de tribunaux militaires en Algérie, suppression du haut tribunal militaire : textes officiels, correspondance (1962).

1955-1962

81 F 913-919 Répression judiciaire des atteintes à la sûreté extérieure de l'État et des actes de terrorisme, informations transmises sur les procédures en cours.

1953-1962

Atteintes à la sûreté extérieure de l'État commises en Algérie : notes de renseignement, rapports du procureur, correspondance.

1953

Atteintes à la sûreté extérieure de l'État commises en Algérie : notes, correspondance, rapports des procureurs sur la répression des événements des 31 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1954.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Le code du patrimoine (art. L 213-2) prévoit un délai de 75 ans avant que les dossiers des affaires portées devant les juridictions soient librement communicables

915-918	Atteintes à la sûreté extérieure de l'État commises en Algérie : rapports des procureurs généraux (classés par parquets) <sup>2</sup> .
	1954-1962
915	1954-1955 (régions d'Alger et d'Oran uniquement). COMMUNICABLE EN 2031
916	1956. Communicable en 2032
917	1957. COMMUNICABLE EN 2033
918	1958-1962. COMMUNICABLE EN <b>2038</b>
919	Atteintes à la sûreté extérieure de l'État et des actes de terrorisme commises en métropole : rapports des procureurs généraux. COMMUNICABLE EN 2032
	1954-1956
81 F 920-921	Procédures judiciaires revendiquées par la justice militaire en Algérie, décisions et attributions transmises pour information : rapports des procureurs généraux <sup>2</sup> .  1955-1957
920	Mai 1955-septembre 1956. Communicable en 2032
921	Octobre 1956-janvier 1957. COMMUNICABLE EN 2033
81 F 922-923	Procédures en cours devant la justice pénale et militaire pour des atteintes à la sûreté extérioure de l'État et des actes de terrorisme en Algéria, états statistiques

81 F 922-923 Procédures en cours devant la justice pénale et militaire pour des atteintes à la sûreté extérieure de l'État et des actes de terrorisme en Algérie, états statistiques transmis pour information.

1954-1962

922 Novembre 1954-décembre 1957. COMMUNICABLE EN 2033 923 Janvier 1958-février 1962. COMMUNICABLE EN 2038

81 F 924 Condamnations à mort : listes nominatives de condamnés, états numériques, notes, coupures de presse ; choix du lieu de l'exécution : correspondance. Recours en grâce, transmission des dossiers : compte rendu de réunion, avis, correspondance, coupures de presse (1955-1960). Mesures de grâces collectives, préparation : notes, correspondance (1961). Recours en grâce, remises de peine, demande de rapatriement en Algérie d'Algériens détenus en France après l'indépendance de l'Algérie : correspondance (1962).

1955-1962

81 F 925 Situation des établissements pénitentiaires en Algérie et en métropole, recherche de solution au surpeuplement, transfèrement de prisonniers, recherche d'un centre pénitentiaire en métropole, affaires particulières : rapports, notes, comptes rendus de réunions du conseil restreint, correspondance.

1955-1962

81 F 926-936 Internement administratif.

1944-1962

Internement des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique : circulaires, notes, correspondance, projets d'ordonnance (1944-1945), télégrammes ; projet de suppression de l'internement administratif : notes, correspondance (1945-1946). Mesures d'internement administratif d'étrangers indésirables en métropole : correspondance (1950-1952). Attestations d'internement d'étrangers, instructions : circulaire (1956).

1944-1956

Régime de l'assignation à résidence surveillée et de l'internement administratif, service central des centres d'hébergement, réglementation : textes officiels, instructions, circulaires, notes (1958-1961). Situation des camps d'internement en Algérie et en métropole, affaires générales, documentation : rapports, statistiques, circulaires, coupures de presse (1955-1961).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Le code du patrimoine (art. L 213-2) prévoit un délai de 75 ans avant que les dossiers des affaires portées devant les juridictions soient librement communicables.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Le code du patrimoine (art. L 213-2) prévoit un délai de 75 ans avant que les dossiers des affaires portées devant les juridictions soient librement communicables.

1955-1961

Population détenue dans les centres de triage et de transit, les centres militaires d'internement et les centres d'hébergement surveillé, documentation : statistiques mensuelles (avril - décembre 1959). Population des centres de triage et de transit détenue depuis plus de trois mois : statistiques et listes nominatives de détenus (avril - août 1959).

1959

Population des centres de triage et de transit détenue depuis plus de trois mois, documentation : statistiques (septembre - décembre 1959).

1959

Population des centres de triage et de transit, des centres militaires d'internement et des centres d'hébergement surveillé d'Algérie, documentation : statistiques mensuelles.

1960

Population des centres de triage et de transit détenue depuis plus de trois mois : statistiques, listes nominatives.

1960

Population des prisons, centres de triage et de transit, centres militaires d'internement, centres de rééducation, centres d'hébergement surveillé en Algérie : statistiques mensuelles (1961) ; libérations : statistiques (1961) ; assignations à résidence en Algérie de Français musulmans résidant en métropole et en métropole de Français musulmans résidant en Algérie : listes, statistiques, correspondance (1961-1962).

1961-1962

Assignation à résidence en Algérie de Français musulmans et d'étrangers résidant en métropole, réglementation, réponse aux interventions, aide aux familles : notes, correspondance, notices individuelles.

1955-1961

Assignés à résidence, internés, interdits de séjour, demandes de libération, protestations et interventions en leur faveur : correspondance ; pourvois en Conseil d'État contre des décisions des tribunaux administratifs, transmission : correspondance (1955-1961). Avocats musulmans internés, interventions en leur faveur et pourvois : correspondance, coupures de presse (1956-1958).

1955-1962

Commission d'examen des assignations à résidence, suivi des travaux : relevés de décisions (1959-1960), procès-verbaux de réunions (1961).

1959-1961

Libérations, grâces, étude des mesures à prendre en faveur des internés et détenus : rapports, comptes rendus de réunions, listes de détenus libérables et de libérés.

1958-1959

81 F 937-949 Commissions de contrôle de l'internement administratif.

1955-1962

Commission d'inspection des centres d'internement en Algérie, création, nomination de membres : textes officiels, notes, correspondance ; contrôle de l'activité de la commission : rapport (1960-1962). Régime des assignations à résidence surveillée, documentation transmise pour la commission par le Service central des centres d'hébergement : textes réglementaires, notes, statistiques (1955-1960).

1955-1962

Ommission de vérification des mesures de sécurité publique créée par ordonnance du 7 octobre 1958, création, nomination et remplacement de membres : textes officiels, notes, correspondance. Visites de membres de la

commission dans les camps d'internement en Algérie et en métropole<sup>1</sup> : notes, rapports, correspondance. Documentation sur l'internement administratif : textes officiels, coupures de presse.

1958-1962

Commission d'étude des procédures d'arrestation et des règles concernant les détentions administratives créée par l'arrêté du 18 mars 1960, dite « commission Gerthoffer ».

1960

- Oréation: arrêtés, instructions; préparation des missions: notes, correspondance; frais de missions: factures; rapport final sur les détentions administratives (10 septembre 1960).
- Enquête sur la détention administrative auprès des préfets et des généraux commandants de zones en Algérie : notes, rapports, statistiques ; visites de camps : notes ; documentation sur les assignations à résidence : textes officiels, instructions.
- 81 F 941-949 Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, dite « commission Béteille »
  - Travaux : rapport général ; renouvellement des membres : notes, correspondance (1957-1958) ; « commission Patin », installation : textes officiels, notes, correspondance ; fonctionnement : rapports d'activités, notes, coupures de presse ; publicité et utilisation des travaux de la commission par le gouvernement : notes, rapports, correspondance ; suppression : décret (1958-1963).

1957-1963

Rapports de la commission adressés au secrétariat général pour les affaires algériennes : états trimestriels ; classement des dossiers : listes. Transmission des rapports : bordereaux d'envoi, correspondance.

1959-1962

943 Missions en Algérie, visite des centres de détention, enquête sur des affaires individuelles : rapports généraux.

1958-1962

Missions en métropole, visite des centres de détention, enquête sur des affaires particulières : rapports, correspondance, mémorandum du comité Audin.

1958-1961

945-947 Dossiers d'affaires individuelles, correspondance, rapports<sup>2</sup>.

1958-1962

- 945 « Affaires classées » avant avril 1961: affaires classées sans suite par la commission (1958-1961).
- Affaires classées » avant avril 1961 : affaires terminées (1958-1961).
- 947 « Affaires en cours » en avril 1961 (1959-1962).
- 948 Requêtes de libération soumises à la commission : correspondance (1958-1959) ; déclarations de loyalisme et de reconnaissance d'anciens détenus et internés aux commandants des camps : correspondance (1958) .

1958-1959

949 Traitement d'affaires concernant des avocats par le ministère de la Justice, le secrétariat général pour les affaires algériennes et la Commission de sauvegarde : notes, rapports, motions, notices individuelles, correspondance, coupures de presse.

1959-1962

81 F 950-951 Centres de regroupement de population.

À noter : rapport d'une visite au centre de Vincennes (26 octobre 1961).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> On a conservé la terminologie utilisée pour classer ces dossiers à l'époque du ministère d'État chargé des affaires algériennes. Les dossiers ont été classés aux environs de mars 1961, les affaires dites " en cours " ont été complétées après cette date.

1960-1962

950 Préparation d'un rapport général sur les centres de regroupement, contribution transmise par l'Inspection générale des regroupements : rapport illustré.

951 Contrôle de l'utilisation des crédits affectés aux centres de regroupement en Algérie : rapports de l'Inspection générale des finances.

1961-1962

### Affaires militaires

953

81 F 952-958 Organisation du traité de l'Atlantique nord.

1943-1961

952 Organisation du traité de l'Atlantique nord, statut du pacte de l'OTAN, documentation générale : textes officiels, bulletins de l'OTAN ; application à l'Algérie et à la métropole, règlement des dommages causés par des membres de l'OTAN. Conférences de Nairobi et de Dakar, documentation : notes, rapports.

1943-1961

Facilités accordées aux armées alliées dans l'utilisation des infrastructures algériennes, marocaines et tunisiennes, préparation des accords, application : notes, comptes rendus de réunions, rapports, correspondance (1949-1954). Extension à l'Algérie d'un projet d'accord technique franco-américain : textes officiels, circulaires, comptes rendus de réunions, correspondance (1955-1957).

954 Règlement financier des services rendus à la marine américaine en Afrique du Nord: procès-verbal de réunion (1951). Missions de reconnaissance alliées en Algérie dans le cadre de l'OTAN: notes, avis, correspondance (1951-1955). Exonération des taxes sur les carburants pour les avions britanniques : correspondance (1957).

1951-1957

955 Infrastructures de l'OTAN en Algérie, à Mers-el-Kébir et à l'aérodrome de Biskra: projet de convention, compte rendu de réunion, notes (1954-1956). Aérodrome de Biskra, travaux d'aménagement : notes, plans, mémoire explicatif, correspondance.

1953-1957

956 Organisation portuaire de secours des alliés, évaluation des besoins civils pendant la période initiale d'un conflit de l'OTAN : rapports, notes, tableaux statistiques, correspondance.

1959-1960

957 Visites de personnalités militaires en Algérie dans le cadre de l'OTAN, missions, stages, autorisation: correspondance.

1952-1957

Action psychologique en matière de défense nationale, arguments de défense du 958 Pacte atlantique : circulaire, note de synthèse.

1952-1953

81 F 959 Trafic d'armes et de munitions en Algérie et à l'étranger à destination de l'Afrique du Nord : notes des Renseignements généraux, rapport du procureur général, correspondance.

1945-1948

81 F 960 Troupes.- Légion étrangère, incidents causés par des légionnaires en Algérie, surveillance (1945-1951), demande d'autorisation d'enquêter faite par des journalistes allemands (1953); recrutement (1955). Actes de violence de tirailleurs sénégalais en garnison à Alger, réparation des dommages (1949).

## Sahara algérien

81 F 961 Compagnies sahariennes, organisation et réforme, programmes d'action : notes, correspondance.

1910-1938

Administration.- Personnel civil des territoires du Sud, recrutement, mutation, organisation : notes, rapports, correspondance (1932-1948). Commandement des territoires du Sud, organisation, nomination des commandants : dossiers individuels (1949-1957). Correspondance relative aux territoires du Sud, interventions et affaires diverses, réception de motions et de résolutions sur la misère du Sud algérien (1946-1948). Monographie de l'annexe de Biskra (s.d.)

1932-1957

Mzab, personnalités et situation politique : notes, notices individuelles, coupures de presse.

1947-1953

81 F 964 Liaisons transsahariennes, missions et police au Sahara : rapports, correspondance (1907-1938). Liaisons administratives et transports entre les territoires du Sud et l'Afrique occidentale française : correspondance (1946-1948). Réponse à une question écrite du député Cornet sur la frontière algéro-soudanaise (1955).

1907-1955

81 F 965 Politique de défense nationale au Sahara : textes officiels, notes, rapports (1952-1958). Mise en valeur économique du Sahara : documentation, rapports, correspondance (1956-1958) ; prospective, documentation : notes, bulletins de l'Organisation commune des régions sahariennes (1961-1962).

1952-1962

81 F 966 Industrie minière et pétrolière.- Recherches pétrolières, gisement de l'Edjeleh, découverte, protection contre les revendications d'ESSO-Libye : correspondance, comptes rendus de réunions ; évacuation du pétrole : notes, correspondance. Mise en valeur pétrolière et minière du Sahara, documentation : rapport de Louis Charvet, correspondance. Attitude du Front de libération nationale à propos de l'exploitation du pétrole saharien, documentation : bulletins du SDECE.

1956-1959

### Afrique du Nord, affaires étrangères

81 F 967-973 Maroc.

1893-1960

Confins algéro-marocains et Sud-Oranais, suivi de la situation et des opérations militaires : rapports des chefs d'annexes, télégrammes, coupures de presse.

1893-1904

Confins algéro-marocains et Sud-Oranais, suivi de la situation politique et des opérations militaires et de police, incidents de Colomb-Béchar et Tafilalet : rapports, télégrammes, correspondance.

1907-1939

969 Mission franco-marocaine de délimitation de la frontière, organisation : correspondance, dépêches, coupures de presse (1901-1902). Affaire de la Mar Chica, suivi : notes, correspondance (1906-1911). Situation politique du Maroc, documentation : correspondance, télégrammes (1910-1914).

1901-1914

Affaire de Casablanca, suivi : notes, correspondance, télégrammes, télégrammes de presse, coupures de presse.

1908

Relations avec le Maroc, documentation sur les conventions franco-marocaines, surveillance de la situation politique : notes d'information, correspondance, notes

du SDECE, coupures de presse. Presse et radio marocaines, documentation : bulletins d'écoute, coupures de presse. Attitude des représentants consulaires français au Maroc à l'égard des ressortissants français musulmans d'Algérie manifestant des sentiments antinationaux, instructions.

1952-1959

972-973 Aide du Maroc au Front de libération nationale, activités des nationalistes algériens au Maroc, surveillance : notes du SDECE, rapports du préfet d'Oran, télégrammes.

1957-1960

972 Décembre 1957-mai 1958.

973 Juin 1958-février 1960.

81 F 974 Zone de Tanger, documentation sur la réforme du statut de Tanger (1953). Organisation et activités de la colonie algérienne de Tanger et du Front de libération nationale dans la zone de Tanger, surveillance : bulletins du SDECE, notes de renseignement (1956-1958).

1953-1958

81 F 975 Tunisie, projet de réforme du résident général à Tunis (1945-1946). Signature des conventions franco-tunisiennes, situation politique en Tunisie, surveillance : notes, correspondance, télégrammes. Dossiers sur Moncef Bey, Salah Ben Youssef, Ferhat Hached¹ (1955-1958). Incidents de la frontière algéro-tunisienne, informations transmises par le délégué général du gouvernement en Algérie : télégrammes (1958-1959). Aide de la Tunisie au Front de libération nationale, surveillance : notes du SDECE, rapports, coupures de presse (1956-1958). Règlement d'amendes de douanes imposées à des ressortissants français par les tribunaux d'Algérie : correspondance (1961-1962).

1945-1962

81 F 976-978 Libye.

978

1903-1960

976 Frontière algéro-tripolitaine dans la région d'El Oued, reconnaissance et opérations militaires, occupation de Djanet et Bilma, correspondance avec le ministère des Affaires étrangères et le Gouvernement général de l'Algérie : correspondance, rapports de missions.

1903-1908

977 Frontière algéro-tripolitaine, reconnaissance et opérations militaires, correspondance avec le ministère de Affaires étrangères et le Gouvernement général : rapports ; délimitation de la frontière : rapports, correspondance.

1909-1914

Relations avec la Libye, situation politique: notes de renseignement (1945-1949); Ali Bey Djerbi, projet de voyage à Paris: note (1950); roi Idris, voyage à Londres via l'Algérie, autorisation, surveillance (1949), voyage en Afrique du Nord et en Europe, surveillance: notes de renseignement, correspondance, instructions (1953-1954). Attitude de la Libye dans la guerre d'Algérie, relations avec le Front de libération nationale (1955-1960). Affaire de déserteurs méharistes originaires de Tripolitaine (1936-1938), intervention de la Libye contre l'enrôlement de Libyens dans les formations méharistes françaises: correspondance (1957).

1936-1960

81 F 979-989 Territoire du Fezzan-Ghadamès, administration et coopération.

1943-1959

Administration du territoire du Fezzan, suivi : comptes rendus de conférences interministérielles, décisions, notes, rapports, correspondance.

1943-1950

\_

Concerne seulement les réactions après l'assassinat de Ferhat Hached.

Administration du territoire du Fezzan, suivi : compte rendu de conférence interministérielle, correspondance (1951) ; rattachement de Ghadamès au Fezzan : notes, rapports, comptes rendus, correspondance (1947-1951) ; préparation des élections au Ghadamès : rapport, correspondance, télégrammes (1952) ; organisation du transfert de pouvoir à la Libye, suivi : notes, comptes rendus, rapports (1951-1952).

1947-1952

Administration du territoire du Fezzan-Ghadamès, correspondance échangée entre le Gouvernement général de l'Algérie et le ministère de l'Intérieur.

1949-1959

982-983 Administration du territoire du Fezzan, contrôle du budget : projets de budgets, correspondance.

1945-1952

982 1945-1950.

983 1951-1952.

Administration du territoire du Fezzan, demandes de subventions, contrôle : correspondance.

1945-1951

Administration du territoire du Fezzan, personnel militaire, dossiers individuels : notes, correspondance (1947-1951) ; surveillance des personnalités politiques du Fezzan : notes de renseignement, correspondance (1947-1951). Affaires diverses concernant le territoire : correspondance (1950-1952).

1947-1952

Territoire du Fezzan et Libye, surveillance de la situation politique : notes de renseignement, notes du ministère des Affaires étrangères, rapports, correspondance, coupures de presse.

1943-1953

Voyage de la commission d'enquête interalliée au Fezzan, suivi : télégrammes, correspondance (1947-1948). Définition de la politique du gouvernement français au Fezzan : compte rendu de la réunion de la commission des Affaires étrangères du 15 décembre 1949 ; contrôle par l'Organisation des Nations unies de l'administration du Fezzan et de la Libye : rapports annuels du commissaire des Nations unies en Libye, rapports annuels du gouvernement français sur l'administration du Fezzan (1950-1951).

1947-1951

Assistance technique de l'Organisation des Nations unies à la Libye et au Fezzan, envoi de mission d'experts : rapports de mission, correspondance ; création d'une monnaie et d'une banque libyenne, mission d'experts : rapports.

1949-1953

Établissement de bases aériennes au Fezzan, suivi : accords franco-libyens, notes, procès-verbaux de réunions au secrétariat général permanent de la défense nationale, correspondance.

1950-1957

81 F 990-997 Monde arabe.

989

1912-1963

990-991 Événements au Hedjaz, documentation : notes et rapports provenant du ministère des Affaires étrangères.

1916-1930

990 1916-1917.

991 1918-1930.

Affaire de Suez, événements et réactions dans le monde arabe, documentation : notes de renseignement, exemplaire du *Monde*, coupures de presse.

Rapatriement en Algérie et secours accordés aux Nord-Africains victimes des hostilités au Proche-Orient, examen de cas divers : notes, correspondance.

1948-1955

Relations de la France avec des pays arabes, relations de ces pays avec le Front de libération nationale, surveillance : notes du SDECE, rapports, correspondance.

1946-1963

Concerne la République arabe unie (1958-1963), la Transjordanie (1947-1955), la Turquie, le Yémen (1946-1958).

Mouvements pan arabes, activités de l'Union maghrébine, surveillance : notes de renseignement, correspondance avec le ministère des Affaires étrangères (1912-1913). Activités des mouvements panislamiques, surveillance : notes de renseignement, correspondance avec le ministère des Affaires étrangères (1914-1923). Question de l'exercice du Khalifat : procès-verbaux de réunions de la commission interministérielle des affaires musulmanes, correspondance avec les services du ministère des Affaires étrangères.

1912-1926

Activités des organisations arabes, surveillance : notes des Renseignements généraux, notes du SDECE, coupures de presse.

1945-1951

Activités d'organisations arabes (Ligue arabe, Commandos nord-africains, Association des frères musulmans, Congrès économique islamique, Association musulmane mondiale, comité de libération du Moghreb arabe), surveillance : bulletins du SDECE, notes de renseignement.

1947-1958

81 F 998-1004 Europe occidentale.

997

998

1917-1963

Relations franco-allemandes concernant l'Algérie et le monde arabe, affaires diverses.

1917-1957

Concerne la propagande allemande en pays musulmans (1917-1945), la presse, les voyages d'informations et les voyages scientifiques de ressortissants allemands en Algérie (1941-1942), le sort des ressortissants allemands résidant en Algérie (1939-1945), les activités de la commission allemande d'armistice en Algérie (1939-1945), la Croix-Rouge allemande (1941-1942), la nationalité des Sarrois (1957).

999-1002 Relations franco-espagnoles.

1931-1942

Relations franco-espagnoles, attentats et campagnes de presse contre les consuls d'Espagne en Algérie, interventions des consuls, surveillance : correspondance, notes de police. Surveillance des activités des ressortissants espagnols en Oranie, manifestations politiques, presse et propagande, espionnage : correspondance, rapports de police.

1936-1942

Relations franco-espagnoles, renseignements sur la situation du Maroc espagnol et sur la position espagnole à propos de Tanger.

1931-1942

Relations franco-espagnoles, surveillance aérienne et maritime, atterrissage d'avions espagnols en Algérie, arrivées de navires, surveillance des côtes espagnoles par des navires étrangers : notes, correspondance ; restitution de matériel militaire et civil au gouvernement espagnol : correspondance (1936-1940). Réquisition de biens espagnols en Algérie, réglementation, réclamations (1939-1940).

1936-1940

1000

999

1001

1002

Relations franco-espagnoles, demande de passeport pour le Maroc espagnol ; surveillance de l'engagement de volontaires d'Algérie pour la guerre d'Espagne : correspondance (1936-1938). Activités du comité de non-intervention en Algérie (1937-1938), demande de rapatriement de personnes engagées en Espagne : correspondance (1936-1938). Accueil de réfugiés espagnols en Algérie, renseignements : listes. Secours accordés aux réfugiés, hébergement et emploi des réfugiés, instruction, interventions individuelles : correspondance ; refoulement et rapatriement de réfugiés espagnols, projet d'envoi des réfugiés en Amérique du Sud (1936-1940).

1936-1940

1003

Relations franco-italiennes, surveillance des ressortissants italiens en Algérie, immigration, presse, propagande, opinion; relations militaires, affaires concernant des déserteurs italiens de Tripolitaine; incidents en Tunisie et à la frontière tunisienne, escale de navires italiens en Algérie (1930-1939). Commission italienne d'armistice, activités, surveillance, réclamations de la commission, surveillance de l'activité anti-française de ressortissants italiens en Algérie; demandes d'entrée en Italie de ressortissants français (1940-1942).

1930-1942

1004

Relations avec les pays d'Europe occidentale au sujet de l'Algérie, opinion européenne vis-à-vis de la question algérienne, activités de nationalistes algériens dans ces pays, surveillance : rapports des autorités consulaires, bulletin du SDECE.

1946-1963

Concerne Autriche (1946-1958), Belgique (1952-1963)<sup>1</sup>, Luxembourg (1956), Norvège (1952-1957), Portugal (1956-1957), Suède (1952-1960), Suisse (1952-1959).

81 F 1005 Europe de l'Est.- Relations avec l'Union des républiques socialistes soviétiques, activités du personnel consulaire soviétique en Algérie, surveillance ; attitude de l'Union soviétique à l'égard de l'Islam, documentation ; situation en Asie centrale : rapport de voyage d'un agent consulaire français à Moscou (1945-1957). Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, surveillance de l'opinion et de la presse sur la question algérienne : bulletins du SDECE, dépêches d'ambassades (1947-1961).

1945-1961

81 F 1006-1007 Amérique.

1944-1962

1006

États-Unis.- Relations avec les agents consulaires des États-Unis d'Amérique en Algérie : notes de renseignement, correspondance (1944-1958) ; prospections économiques américaines en Algérie : synthèse du SDECE (1948). Relations avec les autorités militaires américaines en Algérie : notes, correspondance (1945-1951). Situation politique aux États-Unis, opinion publique à propos de la situation en Algérie : rapports de l'ambassadeur de France aux États-Unis, notes du SDECE (1949-1960). Action des États-Unis à l'étranger : rapport du secrétariat général de la défense nationale (1962).

1944-1962

1007

Argentine, Brésil, Canada, Chili, Mexique, Uruguay, surveillance de l'opinion sur la question algérienne, affaires diverses liées à l'Algérie, activités des nationalistes algériens : notes du SDECE, correspondance, coupures de presse.

1952-1961

81 F 1008

Afrique, Asie.- Surveillance de l'opinion publique et de l'activité des gouvernements sur la question algérienne, activités des nationalistes algériens, questions diverses liées à l'Algérie : correspondance, notes de renseignement.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À noter : lettre de l'Ambassadeur de France en Belgique au ministre des Affaires étrangères sur le statut des Algériens en Belgique (1963).

Concerne Nigeria, Togo, Soudan (1947-1958), Birmanie, Cambodge, Ceylan, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Vietnam (1945-1960).

81 F 1009-1020 Organisation des Nations unies.

1947-1962

Préparation des sessions de l'Organisation des Nations unies, constitution de l'argumentaire sur l'œuvre française en Afrique du Nord : notes, rapports, *Notes et études documentaires* de la Documentation française ; surveillance de l'activité internationale des nationalistes nord-africains : mémoranda, notes du SDECE (1947-1949). Documentation sur la session de 1949 de l'Organisation des Nations unies : résolutions, coupures de presse (1949-1950) ; documentation sur les sessions : notes de renseignement, rapport, comptes rendus de sessions (1951-1953) ; session de 1954 : mémorandum sur la question marocaine par le comité de libération du Moghreb arabe (1954).

1947-1954

Session de l'Organisation des Nations unies de 1955, préparation de l'argumentaire français, documentation sur les réformes et sur la situation en Algérie : notes sur les réformes, synthèses, mémoires ; analyse du *Black paper on French repression* : texte, notes ; surveillance de l'opinion publique internationale et des gouvernements après le vote de l'Organisation des Nations unies sur l'ordre du jour concernant l'Algérie : notes de renseignement, rapports, coupures de presse, bulletins d'écoutes des radios arabes. Session de 1955, travaux : comptes rendus, rapports, résolutions.

1954-1955

Documentation sur l'Algérie destinée à l'Organisation des Nations unies : *Algérie* 1955.

1955

Préparation des sessions de l'Organisation des Nations unies, dossier du ministre, argumentaire sur la politique du gouvernement français : mémorandum, notes ; situation militaire et politique, situation économique en Algérie, documentation ; attitudes des pays étrangers à propos de la question algérienne, ingérences étrangères : notes du SDECE ; positions des partis nationalistes algériens : notes, mémoires, coupures de presse.

1956-1957

Préparation des sessions de l'Organisation des Nations unies, dossier du ministre, réactions à la suite du vote de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations unies, position du gouvernement français : aide-mémoire, notes ; position des pays étrangers sur la question algérienne : notes du SDECE, rapports ; position des partis nationalistes algériens : mémoires, notes. Dossier de presse : coupures de presse¹.

1956-1957

Documentation sur l'Algérie destinée à l'Organisation des Nations unies : *Algérie* 1956, *Supplément au dossier Algérie* 1956.

1956

Préparation de la session de l'Organisation des Nations unies de janvier-février 1957, argumentaire français sur l'œuvre de la France en Algérie, la situation de l'Algérie et les ingérences étrangères : notes, synthèses, brochures ; position des partis nationalistes algériens : mémoranda, notes du SDECE.

1957

Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, documentation : discours, comptes rendus sténographiques des séances de la commission politique (févriermai 1957).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les articles cotés 81 F 1012 et 1013 sont relativement similaires, mais ne contiennent pas exactement les mêmes documents, c'est pourquoi ils ont été laissés côte à côte.

Préparation des débats de l'Organisation des Nations unies de novembre 1957, dossier du ministre, argumentaire sur l'œuvre de la France en Algérie : notes, rapports ; position du gouvernement français : discours de Guy Mollet ; positions et ingérences étrangères, positions des partis nationalistes : notes du SDECE, notes ; situation militaire, politique et économique de l'Algérie en octobre 1957 : notes. Session de l'Organisation des Nations unies de novembre-décembre 1957, travaux : comptes rendus sténographiques, rapport de la commission politique.

1957

Documentation sur l'Algérie destinée à l'Organisation des Nations unies : *Algérie* 1957.

1957

Sessions de l'Organisation des Nations unies, documentation : revue de presse, notes, notes du SDECE, annexe d'une résolution de l'Organisation des Nations unies.

1958-1962

Documentation sur l'Algérie destiné à l'Organisation des Nations unies : *Algérie* 1960.

1960

Conférences internationales.- Conférences internationales de Bandoeng, Monrovia, Tunis, Tanger et Accra, renseignements en rapport avec le monde arabe et l'Algérie : notes du SDECE, notes de la Documentation française, synthèses, coupures de presse, correspondance (1955-1959). Conférences et congrès internationaux, renseignements en rapport avec l'Algérie et le monde arabe : notes du SDECE, rapports d'ambassadeurs, correspondance (1948-1961).

1948-1961

Organismes internationaux.- Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations unies, documentation : bulletin bimestriel des activités économiques et sociales des Nations unies et de leurs institutions spécialisées, documentation (1950-1952). Ratification de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées : projet de loi (1957). Travaux de la commission consultative des institutions internationales spécialisées sur la participation de la France aux institutions spécialisées : rapports, comptes rendus de réunions (1952-1953). Unesco, suivi des travaux de l'Unesco en rapport avec l'Algérie, documentation sur les accords internationaux (1948-1960).

1948-1960

81 F 1023-1027 Conventions internationales.

1948-1962

Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme : note, projet de convention (1949-1952). Réunion de la commission consultative des droits de l'homme : comptes rendus de réunions, correspondance (1952-1961). Ratification de la convention européenne des droits de l'homme : documentation, protocole additionnel, textes officiels, correspondance (1952-1961).

1949-1961

Préparation d'une convention sur l'esclavage : débats à l'Assemblée de l'Union française, questionnaire de l'Organisation des Nations unies, note de synthèse, projet de convention, correspondance.

1950-1957

Réfugiés et apatrides, extension à l'Algérie de la compétence de la commission préparatoire de l'organisation internationale pour les réfugiés (1948) ; Office français de protection des réfugiés et apatrides, création : textes officiels (1950-1954) ; statut des apatrides, extension à l'Algérie de la convention de l'Organisation des Nations unies : projet de loi, notes, correspondance (1954-

1959); obligations des réfugiés et apatrides désirant se rendre en Algérie : notes, correspondance (1959).

1948-1959

Situation des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc : notes d'information du SDECE, rapports, télégrammes . Interventions du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'Organisation des Nations unies, demande de contributions à la France, aide financière étrangère aux réfugiés : notes d'information du SDECE, rapports.

1957-1962

Réfugiés algériens de Tunisie et du Maroc, organisation de leur retour en Algérie : notes, télégrammes (1962). Commission tripartite des rapatriements : correspondance, télégrammes ; désignation du représentant de l'Organisation des Nations unies à la commission : correspondance (1962). Droit d'asile des déserteurs tunisiens et marocains arrivant en Algérie, réglementation : correspondance (1961). Aide aux populations algériennes nécessiteuses sous l'égide de la FAO: notes, correspondance (1961).

1961-1962

Associations à caractère international, surveillance de leurs activités en France et en Algérie : notes de police, correspondance, tracts.

1949-1959

Contre-espionnage.- Nomination du chef du contre-espionnage, renseignements sur les services d'espionnage étrangers (1945-1946). Notices de contre-espionnage : Les commandos Abd-el-Krim, L'aide étrangère aux rebelles algériens (1954-1955).

1945-1955

# Nord-Africains en métropole

81 F 1030 Implantation d'un foyer pour Nord-Africains à Gennevilliers, réactions de la population locale : correspondance, affiches, rapports.

1924

Coordination de l'aide aux Nord-Africains se trouvant en France et de leur surveillance, création et travaux du service central des affaires nord-africaines (SCANA)<sup>1</sup>: procès-verbaux de réunions, notes, correspondance (1943-1944). Commission de coordination des affaires nord-africaines, création, suivi des travaux: procès-verbaux de séances (1943-1945). Service de coordination des informations nord-africaines (SCINA), création, fonctionnement, compétence: notes (1955).

1943-1945, 1955

Étudiants nord-africains en métropole et à l'étranger, secours, hébergement, surveillance : notes de renseignement, rapports, correspondance.

1942-1962

Migration des Français musulmans d'Algérie vers la métropole, enquête sociologique : rapports des préfets d'Algérie, états statistiques, étude, rapport de synthèse (1961) ; contrôle de la migration entre Algérie et métropole : notes, instructions, rapports, circulaires. Action sociale en faveur des Français musulmans d'Algérie en France, documentation : notes, rapports, statistiques (1960-1962).

1960-1962

Surveillance des Algériens en métropole, documentation : synthèses des rapports trimestriels établis par les conseillers techniques pour les affaires musulmanes (quatrième trimestre 1960-quatrième trimestre 1963, *lacunes*). Service d'assistance technique de la préfecture de Police de Paris,

.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le SCANA, créé par décret du 27 juin 1943, placé sous l'autorité du chef de gouvernement était dirigé par Marcel Michel, sous-directeur de l'Algérie

documentation transmise pour diffusion en Algérie : cartes des secteurs, noms des responsables (1962) ; rapport mensuel d'activité (octobre 1963).

1960-1963

# Rapatriés

81 F 1035 Rapatriés du Maroc, demande d'un prêt de réinstallation en Algérie : correspondance.

1958-1960

81 F 1036

Fonctionnement du centre d'orientation des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie, documentation : rapport d'activité, notes, correspondance ; création d'une annexe à Alger : notes, correspondance (1957-1959). Rapatriés du Maroc et de Tunisie en métropole, documentation sur l'aide fournie et leur situation : statistiques, note de synthèse, textes officiels, correspondance (1961-1962), guide destiné aux agriculteurs français du Maroc et de Tunisie amenés à se réinstaller dans la métropole (1957).

1957-1962

81 F 1037

Population européenne générale et population active non musulmane en Algérie : statistiques (1954-1961). Départs d'Européens d'Algérie, statistiques : états numériques des départs (1961), notes hebdomadaires d'information sur les rapatriements d'Afrique du Nord (août 1962-janvier 1963), rapport sur la situation des ressortissants français en Algérie (août 1962). Commune de Bône, départs : liste nominative des personnes en instance de départ ou réfugiées en métropole (1961-1962).

1954-1963

81 F 1038

Rapatriés d'Algérie en métropole, prévisions sur les départs : note de synthèse (1961). Associations de rapatriés, documentation : notes (1961). Opinion des rapatriés : note du préfet des Bouches-du-Rhône (février 1962). Cas des rapatriés étrangers, réglementation, instruction de cas particuliers : textes officiels, notes, correspondance (1961-1963).

1961-1963

81 F 1039

Émigration des Français d'Afrique du Nord vers l'Amérique du Sud, le Canada, l'Australie, études des perspectives : notes, correspondance, comptes rendus de réunions (1956-1962). Rapatriement en Espagne de ressortissants espagnols d'Algérie : correspondance (1962).

1956-1962

81 F 1040

Organisation des services administratifs chargés de l'aide aux rapatriés en métropole et en Algérie, création et installation, attribution de compétences et fonctionnement des services, documentation : organigrammes, notes, correspondance. Convention avec la Croix-Rouge pour les secours d'urgence. Prévisions et organisation des transports de rapatriés d'origine européenne ou de Français musulmans.

1961-1962

81 F 1041

Mesures à prendre pour l'accueil et l'aide aux rapatriés en métropole, préparation, suivi des travaux de comités interministériels et de groupes de travail : comptes rendus de réunions, notes, rapport du Conseil économique et social.

1961-1962

81 F 1042

Coût financier des mesures envisagées, évaluation : notes, statistiques.

1961

81 F 1043

Mesures pour l'accueil et l'aide aux rapatriés d'Algérie en France, préparation des textes législatifs et réglementaires : projets de textes, notes, procès-verbaux de réunions.

81 F 1044	Mesures pour l'accueil et l'aide aux rapatriés d'Algérie en France, textes législatifs et réglementaires : comptes rendus des débats parlementaires, notes, loi, décrets, instructions, circulaires.
	1962
81 F 1045	Mesures pour l'accueil et l'aide aux rapatriés d'Algérie en France, dossiers d'études, réglementation : notes, textes réglementaires.
	1962
	Concerne le logement, les biens en Algérie, les prêts, les dommages aux victimes des événements, le transport de mobilier d'Algérie en France, le reclassement professionnel, les fonctionnaires et retraités.
81 F 1046	Départ des rapatriés d'Algérie, mesures prises en faveur des rapatriés d'Algérie en métropole, dossier de presse : coupures de presse, journaux.
	1961-1962
81 F 1047	Comité interministériel permanent pour les questions intéressant les rapatriés, fonctionnement : comptes rendus de réunions, notes, correspondance.
	1962
81 F 1048-1049	Commission de coordination pour la réinstallation des Français d'outre-mer.
C	1962 Création, désignation de ses membres : arrêtés, correspondance ; travaux de la ommission et de ses groupes de travail : comptes rendus de réunions, rapports, otes.
	Elaboration du rapport du 5 décembre 1962 : avant-projet de rapport, rapport, rojets d'avis.
81 F 1050-1051	Commission centrale d'attribution de prêts de réinstallation aux rapatriés, attribution de prêts hôteliers : convention avec l'État, procès-verbaux de réunions, ordres du jour, dossiers individuels des demandeurs.
1050 A	1962 Août- octobre 1962.
	Novembre- décembre 1962.
81 F 1052	Requêtes particulières de rapatriés d'Algérie : correspondance. Transmission de requêtes de rapatriés d'Algérie aux services administratifs compétents : bordereaux d'envoi.  1961-1962

### Service de documentation

Ce service créé en 1961 est dirigé par Jacques Gidel, administrateur civil auparavant attaché au premier bureau de la sous-direction de l'Algérie. Il est chargé de recueillir de la documentation sur la politique du gouvernement, des bulletins périodiques et des revues de presse. Ce fonds comprend aussi de la documentation antérieure à 1961 conservée par le bureau des affaires politiques.

## Documentation générale

81 F 1053-1054 Régime législatif et institutionnel.

1956-1962

Régime législatif et organisation des pouvoirs publics d'Algérie, documentation 1053 juridique : textes de loi, listes de textes, coupures de presse.

1956-1962

1054 Répartition des pouvoirs civils et militaires en Algérie, documentation : textes réglementaires, avant-projets.

1956-1961

Politique du gouvernement en Algérie. 81 F 1055-1057

1956-1962

1055 Réformes des structures administratives en Algérie, organisation municipale, bilan de l'action du gouvernement, documentation : textes législatifs et réglementaires.

1956-1961

1056 Politique du gouvernement Debré en Algérie, voyages et déclarations du Premier ministre, débats à l'Assemblée nationale, documentation : textes officiels, coupures de presse. 1959-1962 1057 Politique du gouvernement en matière économique, plan d'équipement : documentation. 1957-1961 81 F 1058-1059 Préparation des négociations d'Evian, documentation de base sur la situation en Algérie. 1962 1058 Dossiers n° 1-8 : Données statistiques sur la population, statut de 1947, institutions algériennes, rapport des commissions d'élus, le Sahara, les Européens d'Algérie. 1059 Dossiers n° 9-17 : Question israélite, questions économiques et financières, études juridiques, question algérienne devant l'Organisation des Nations unies, conférence de la Ligue arabe et des états africains, étude du club Jean Moulin et colloque de Grenoble, précédents utiles. 81 F 1060 Conférences du chef du service de documentation à l'Ecole de la santé publique et au Centre de hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie moderne, convocations, préparation des conférences : correspondance, brouillons et texte des conférences. 81 F 1061 Monde musulman. - Documents sur l'évolution du monde musulman, par le Centre de hautes études d'administration musulmane, fascicules 1 et 2. 81 F 1062 Situation économique de l'Algérie en 1947, rapport de la région économique d'Algérie rendu lors du Congrès du commerce et de l'industrie de l'Algérie de 1947. 1947 Presse 81 F 1063 Presse parisienne et métropolitaine, articles ayant trait aux questions algériennes : coupures de presse, documentation classée parthèmes. mai 1955-janvier 1956 81 F 1064-1071 Presse algérienne. 1949-1956 1064-1065 Presse algérienne : coupures de presse classées par thèmes. juin 1955-janvier 1956 1064 Assemblée nationale et Organisation des Nations unies, allocutions publiques, Assemblée algérienne et vie politique algérienne, économie. Actualité. 1065 1066-1070 Presse algérienne : coupures de presse classées par ordre chronologique. mai 1955-janvier 1956 1066 Mai-juillet 1955. 1067 Août 1955. Septembre- octobre 1955. 1068 1069 Novembre- décembre 1955. 1070 Janvier 1956. 1071 Bulletin de la presse musulmane d'Algérie (février-mai 1949, décembre 1950), Bulletin de quinzaine de la presse d'Algérie musulmanes), rédigé par le service des liaisons nord-africaines du

Gouvernement général de l'Algérie (1952, 1954-1955).

	1949-1955
81 F 1072-1074	presse nord-africaine et étrangère relative à l'Afrique du Nord, publié par la direction de la documentation de la présidence du Conseil.
1070	1953-1960
	Janvier 1953- décembre 1955.
	Janvier 1956- octobre 1957.
1074	Janvier 1958- novembre 1960 (lacunes).
81 F 1075-1079	Presse étrangère. 1940-1956
	Bulletin quotidien de presse étrangère du ministère de l'Information (8 juin 1940) <sup>1</sup> . Articles et documents, bulletin d'informations et de presse étrangère, publié par la Documentation française (juillet 1955-janvier 1956). Bulletin du bureau central de documentation et d'information de la présidence du Conseil (décembre 1955-janvier 1956).
	1940, 1955-1956
	Revue de la presse étrangère du service de l'information et de la documentation du ministère de la France d'outre-mer et de la Présidence de la Communauté.
	août-décembre 1955
1077	Revue de la presse égyptienne rédigée par l'ambassade de France en Égypte, revue de la presse libyenne rédigée par la légation de France en Libye.
	1955
	Revue de la presse syrienne, libanaise, jordanienne, pakistanaise rédigée par les représentations consulaires françaises de ces pays.
	juillet-décembre 1955 Revue de la presse tunisienne rédigée par le Haut-Commissariat de France en Tunisie.
	juillet-décembre 1955
Radiodiffusion	
81 F 1080	Radiodiffusion étrangère en langue arabe : notes d'écoutes provenant de la présidence du Conseil (mars 1955-janvier 1956, 29 octobre 1957). Bulletins d'écoutes générales du groupement des contrôles radioélectriques (29 décembre 1955, 4 janvier 1956). Extraits des émissions radiophoniques en langue arabe (15 août 1955).
81 F 1081-1092	presse et de documentation du Gouvernement général de l'Algérie (lacunes).
1081 22	1955-1960 fávriar 7 avril 5 inin 14 inillat 1955
	février, 7 avril, 5 juin-14 juillet 1955.
•	juillet- 20 août 1955.
	août-30 septembre 1955.
	31 octobre 1955.
	30 novembre 1955.
	-31 décembre 1955.
1087 1 <sup>er</sup> -	-17 janvier 1956.
	1 15: 11 0 0 0 1 1050

7 juin-15 juillet, 24-30 novembre 1958.

1<sup>er</sup> -31 décembre 1958.

1<sup>er</sup>-12 janvier 1959.

1088

1089

1090

Ce bulletin reproduit le discours de Winston Churchill prononcé le 4 juin 1940 à la Chambre des Communes.

30 juin, 14-31 octobre 1960.
1092 1er novembre-20 décembre 1960.

#### Renseignement

81 F 1093	Bulletins d'information et notes de synthèses de la direction d'Europe, de la
	direction de l'Amérique, de la sous-direction d'Afrique et du service du Levant
	du ministère des Affaires étrangères.

1958, 1960

81 F 1094-1097 Compte rendu opérationnel directeur (CROD) du cabinet du ministre de l'Intérieur sur les événements en Algérie.

1954-1956

1094	13 novembre 1954-30 juin 1955.
1095	1 <sup>er</sup> juillet-31 octobre 1955.
1096	$1^{er}$ novembre 1955- 31 janvier 1956.

1097 1<sup>er</sup> février - 9 avril 1956.

Bulletins politiques hebdomadaires et de quinzaine du service des liaisons nordafricaines du Gouvernement général de l'Algérie (*lacunes*).

1946-1951

Bulletin politique mensuel du service des liaisons nord-africaines du Gouvernement général de l'Algérie (*lacunes*).

janvier 1951-juillet 1956

#### Service des affaires administratives et sociales

Le service des affaires administratives et sociales du ministère d'État chargé des affaires algériennes trouve son origine dans le bureau administratif ou 2e bureau de la sous-direction de l'Algérie créée en 1944 et dirigé à cette époque par Maurice Michel. Ce bureau avait pour compétence la législation propre à l'Algérie, la réorganisation administrative, le personnel administratif, l'éducation et la législation sociale. Son rôle s'est accru après la deuxième guerre mondiale du fait de l'importante activité déployée par le Gouvernement en matière d'application et d'extension de la législation métropolitaine en Algérie. Les questions d'interprétation du statut et l'homologation des décisions de l'Assemblée algérienne, créée par le statut organique de l'Algérie du 27 septembre 1947 ou des décisions du Gouverneur général, incombant au ministère de l'Intérieur, ont contribué à renforcer l'activité de ce bureau. En 1949, ce bureau, dirigé par l'administrateur civil Edouard Léautier devient le bureau administratif et juridique. Selon le chef du bureau « Organisation et méthodes » du ministère de l'Intérieur, ce bureau est le moins important et le moins influent de la sous-direction de l'Algérie. Il est même proposé de le fusionner de nouveau avec le bureau des affaires politiques. Lors d'une réorganisation de la sous-direction, en juin 1952, ce bureau se voit doté d'attributions plus étoffées, comme le régime législatif de l'Algérie, qui était auparavant du ressort du premier bureau. Son chef de service est Paul Ferrandi, un fonctionnaire détaché du Gouvernement général de l'Algérie. Lors de la création de la direction des affaires d'Algérie en 1955, il est intégré sous le nom de bureau des affaires administratives à la sous-direction des affaires politiques et administratives. Entre 1958 et 1959, un nouveau bureau, celui de la fonction publique, apparaît au sein de cette sous-direction. Il reprend les attributions du bureau des affaires administratives en matière de personnel de la fonction publique algérienne. L'ancien 2e bureau prend alors le nom de bureau des affaires juridiques et sociales.

Le décret du 31 mars 1961, portant organisation des services du ministère d'État chargé des affaires algériennes, crée un service des affaires administratives et sociales qui se subdivise en trois bureaux : le bureau des affaires administratives et le bureau des affaires sociales, qui se partagent les attributions de l'ancien bureau des affaires juridiques et sociales, et le bureau de la fonction publique. Ce nouveau service reprend au bureau politique les questions de l'organisation des pouvoirs, du régime institutionnel et électoral de l'Algérie et, de manière générale, toutes les affaires réglementaires sur lesquelles le bureau politique avait jusque là compétence. Il disparaît dans l'organigramme du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes, en 1963. Cependant le

fonds du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes, conservé par la direction des archives du ministère des Affaires étrangères, conserve quelques dossiers de jumelage entre des localités françaises et algériennes, d'une part, et entre des communautés des Français à l'étranger et des centres de regroupement en Algérie, d'autre part (1955-1961), qui proviennent des fonds de ce service.

Le bureau d'ordre du bureau administratif, puis du service des affaires administratives et sociales, utilisait un cadre de classement décimal dont il a laissé des traces. Ce cadre de classement a été utilisé pour rapprocher les dossiers traitant d'un même thème. On a ensuite utilisé l'organigramme du service des affaires administratives et sociales du ministère d'État chargé des affaires algériennes pour regrouper les dossiers selon les attributions de chacun de ses bureaux. On a placé en tête les dossiers du chef du service des affaires administratives et sociales, ainsi que les dossiers relatifs au fonctionnement de ce service.

### *Direction du service (81 F 1100-1130)*

La direction du service des affaires administratives et sociales est confiée à Pierre Rosier, administrateur civil, qui était entré dans la sous-direction des affaires d'Algérie avant la seconde guerre mondiale. Successivement chef du bureau politique en 1944, sous-directeur de l'Algérie en juin 1951, sous-directeur des affaires politiques et sociales de la direction des affaires d'Algérie en 1955. Ses fonctions au sein des affaires algériennes semblent avoir cessé en 1962.

Témoins de son activité dans les services chargés des affaires algériennes, des annotations de sa main se retrouvent assez fréquemment sur les papiers du ministère. Les dossiers documentaires qui pouvaient lui être personnellement attribués ont été placés dans le présent sous-fonds. Ils concernent essentiellement la politique du gouvernement en Algérie, les réformes, les élections et les élus. On y trouve aussi des dossiers de notes personnelles destinées à des conférences.

Parmi les dossiers de direction, on a placé également les dossiers relatifs au fonctionnement du service et des bureaux qui l'ont précédé.

#### Affaires administratives et sociales : dossiers du chef du service

81 F 1100 Budget communal, cultes et associations, documentation: textes officiels, circulaires, notes de Pierre Rosier.

1940-1941

81 F 1101-1103 Politique du gouvernement en Algérie.

1938-1962

Documentation sur la politique française en Algérie : déclarations, brochures, coupures de presse, notes.

1938-1962

Politique de Maurice Bourgès-Maunoury en Algérie, comme ministre de l'Intérieur puis président du Conseil, documentation : déclarations officielles, notes, correspondance, coupures de presse.

1953-1958

1103 Politique du gouvernement Mendès-France, documentation : programme d'action. Politique du gouvernement Guy Mollet, documentation sur sa politique et les réactions publiques : déclarations, notes, coupures de presse ; réponse à des questions parlementaires : notes.

1956-1958

81 F 1104-1109 Réformes.

1954-1962

1104-1105 Réforme des institutions algériennes, préparation d'une loi-cadre.

1955-1958

Documentation : projets de textes, notes, 1955-1957.

1105 Projets de textes et textes adoptés, 1958.

Situation et réforme institutionnelles de l'Algérie, documentation : textes officiels, notes, brochures.

Plan Mitterrand, projets de réformes : projets de textes, notes, correspondance ; réactions de l'opinion : coupures de presse.

1954-1955

1108-1109 Programme d'action du gouvernement en Algérie, plan de réformes, documentation destinée au Premier ministre pour les débats parlementaires : projets de textes, notes.

1959-1962

1108 1959.

1109 1961-1962.

81 F 1110-1111 Conseils et comités.

1959-1961

1110 Conseils des ministres, conseils restreints, comités interministériels, conseils de cabinet : notes préparatoires, relevés de décisions.

1959-1961

1111 Comités des affaires algériennes : notes préparatoires, relevés de décisions.

1960-1961

81 F 1112-1115 Élections.

1958-1962

Élaboration de la réglementation pour l'organisation des élections, documentation : textes officiels, notes.

1958-1962

Élections législatives du 30 novembre 1958, élections sénatoriales du 31 mai 1959 en Algérie, résultats : listes de candidats annotées.

1958-1959

Élections cantonales du 29 mai 1960, élaboration de la réglementation électorale : projets de textes, notes, carte des circonscriptions ; résultats : tableaux statistiques par départements, notes.

1960

1115 Référendum du 8 janvier 1961, réglementation : textes officiels, notes ; résultats : tableaux statistiques.

1961

81 F 1116-1117 Élus, personnalités.

1955-1959

Élus d'Algérie, professeurs islamisants, Français musulmans ayant accédé à des fonctions d'autorité : listes.

1955-1958

1117 Conseillers généraux, députés, surveillance : notices individuelles de renseignement.

1959

81 F 1118-1121 Conférences et concours.

1948-1960

1118 Généralités sur l'organisation, la situation politique, économique de l'Algérie, documentation réunie pour faire un exposé à des stagiaires : exemplaires de *Documents algériens*, notes de synthèse.

1949-1957

Préparation de conférences de travaux pratiques à l'École nationale d'administration par Pierre Rosier et Francis Graëve, correction d'examen : programmes, liste de notation des élèves, correspondance.

1948-1951

1120 Concours d'administrateur des services civils d'Algérie, participation de Pierre Rosier au jury de concours : programme des épreuves, fiches de notation des candidats, liste des membres du jury, liste des candidats admis.

1121 Conférence de Pierre Rosier à des attachés de presse sur la promotion sociale en Algérie.

1960

### Fonctionnement du service, courrier

Bureau des affaires administratives et juridiques de la sous-direction de l'Algérie, puis de la direction des affaires d'Algérie, organisation : notes (1954-1960) ; bilan des affaires en cours : note (1953), état chronologique des textes officiels parus (1955-1957) et des textes officiels en instance (1956-1959).

1953-1960

Personnel du service, affaires particulières : note, correspondance (1961-1962). Fonctionnaires provenant du ministère du Sahara affectés au service des affaires administratives et sociales : liste nominative, correspondance (1962). Mise à disposition du ministère chargé des affaires algériennes et de la délégation du gouvernement en Algérie d'élèves de l'Ecole nationale d'administration : note, correspondance (1961).

1961-1962

81 F 1124-1129 Bureau des affaires administratives et juridiques de la direction des affaires d'Algérie, courrier au départ : chrono.

1955-1958

1124	1 <sup>er</sup> semestre 1955.
1125	2 <sup>e</sup> semestre 1955.
1126	1 <sup>er</sup> semestre 1956.
1127	2 <sup>e</sup> semestre 1956.
1128	1 <sup>er</sup> semestre-2 <sup>e</sup> semestre 1957.
1129	1 <sup>er</sup> semestre-2 <sup>e</sup> semestre 1958.

Bureau des affaires administratives et juridiques de la direction des affaires d'Algérie, télégrammes adressés à la délégation générale du gouvernement en Algérie. janvier 1958-août 1959

## Bureau des affaires administratives (81 F 1131-1495)

Ce bureau a pour compétence le régime législatif et l'organisation institutionnelle de l'Algérie, le régime électoral, le droit civil et pénal, les conventions internationales, l'organisation administrative, la police générale, les forces de police et de maintien de l'ordre, la réglementation en matière de défense nationale. Il est dirigé par Paul Ferrandi, qui était le chef du bureau des affaires juridiques et sociales depuis 1952.

### Questions internationales

#### 81 F 1131-1136 Conventions internationales.

1947-1961

1131 Conventions internationales sur le travail présentées aux conférences internationales du travail, étude de leur application à l'Algérie : documentation, correspondance, projets de textes. Enquête du Bureau international du travail : mémorandum, résolution. Envoi de boursiers de l'organisation internationale du travail en Algérie : correspondance.

1949-1961

1132 Conventions internationales bilatérales et plurilatérales de sécurité sociale, application à l'Algérie : projets de loi, textes officiels, notes.

1133 Sécurité sociale des travailleurs migrants, règlement de la Communauté économique européenne, application à l'Algérie : notes, correspondance ; dispositions sociales du traité de Rome sur le fonds social et les salaires, application à l'Algérie, documentation : projets de textes, comptes rendus de réunions, notes. Ratification de la convention d'assistance sociale et médicale du Conseil de l'Europe, question de l'application à l'Algérie : rapport, projet de loi, décret (1950-1955).

1950-1961

1134 Projet de convention sur le traitement réciproque des nationaux du Conseil économique de l'Europe, étude des modalités d'application à l'Algérie : notes, rapports, correspondance (1954-1955). Libre circulation des travailleurs, étude de l'application des règlements de la Communauté économique européenne à l'Algérie, documentation : projets de textes officiels, notes (1959-1961).

1954-1961

1135 Conventions internationales relatives aux droits d'auteur et à la protection des œuvres littéraires et artistiques, convention franco-américaine de financement d'échanges en matière d'enseignement, notification de leur ratification par le Parlement au Gouverneur général de l'Algérie : correspondance.

1947-1955

1136 Conventions internationales de La Haye en matière de droit privé, accord additionnel franco-allemand à la convention sur les procédures civiles, ratification, extension à l'Algérie : projets de loi, accord, correspondance.

1960-1961

81 F 1137-1139 Organismes internationaux.

1948-1963

1137 Unesco, réponse à des questionnaires de l'Unesco sur les statistiques relatives aux étudiants de l'enseignement supérieur, aux bibliothèques, à l'accès des femmes aux professions libérales, à la production de livres, aux mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement : correspondance. Présentation en Algérie d'une exposition itinérante de l'Unesco : correspondance.

1950-1962

Organisation mondiale de la santé, organisation de la Journée mondiale de la santé et de campagnes de vaccination en Algérie, aide technique, attributions de stages et de bourses en Algérie, documentation transmise pour information et pour avis : correspondance (1948-1963). Demande de participation de l'Algérie à l'exposition internationale de la santé publique de Rome : correspondance (1960).

1948-1963

Fonds international de secours à l'enfance, aide à l'Algérie, demande de subvention en matière d'équipement, de bourses : correspondance.

1948-1956

#### Union française

81 F 1140 Création et constitution de l'Union française, projet de statut et de règlement, création d'institutions, documentation, avis de la sous-direction de l'Algérie : notes ; réactions publiques à la création de l'Union française : revue de la presse métropolitaine et algérienne ; réforme de l'Union française : notes (1946-1956). Union française, documentation générale : textes officiels, coupures de presse, conférence ; associations et organismes de l'Union française, subvention, réception de vœu, subvention du cinquantenaire de l'Union française : plaquettes, correspondance (1949-1955). Réorganisation des territoires d'outre-mer : textes officiels (1957-1960).

Statut de l'Algérie, projet de réforme institutionnelle de Maurice Viollette, 81 F 1141 projet Morinaud, examen par les services du ministère de l'Intérieur : notes, mémoires, brochures, correspondance (1929-1935). Textes législatifs parus en France pendant l'interruption des communications entre la métropole et l'Algérie, étude de leur application en Algérie; notes, correspondance (1946). Fixation de la date légale de cessation des hostilités, examen de ses incidences sur le régime législatif en vigueur en Algérie : notes, correspondance (1946). 1929-1946 81 F 1142 Réformes institutionnelles, administratives, économiques et sociales, état des réformes accomplies, étude de la situation en Algérie : notes, coupures de presse, rapports de mission (1945-1946). Réformes en cours, documentation : programme d'action, notes, coupures de presse (1945-1949). 1945-1949 81 F 1143 Constitution française, étude de ses incidences sur la situation juridique et politique de l'Algérie : notes, correspondance, coupures de presse. 1946-1949 81 F 1144-1152 Statut organique de l'Algérie de 1947. 1898-1948 1144 Documentation sur les projets antérieurs à 1946, projet du général Weygand : rapport, notes. Création du conseil privé et du conseil consultatif local : avis, correspondance. Mission à Alger de Maurice Sabatier, secrétaire général du ministère de l'Intérieur : correspondance, rapports, coupures de presse. 1941 1145 Etudes préparatoires, projets du Gouvernement général de l'Algérie et du ministère de l'Intérieur, discussion en conseil des ministres et en conseil de cabinet: notes, rapports, correspondance. 1946-1947 1146 Projets gouvernementaux, avant-projets du ministère de l'Intérieur et Gouvernement général de l'Algérie, projets de loi, avis du Conseil d'État, avis de la commission administrative du ministère de l'Intérieur : notes, projets de textes, correspondance. 1946-1947 1147 Réaction de l'opinion publique, presse parisienne : notes, coupures de presse, dépêches de l'agence France-Presse. 1946-1947 1148-1149 Réaction de l'opinion publique en Algérie, documentation : coupures presse. 1947 1148 Presse algérienne de tendance Mouvement républicain populaire et de tendance Parti républicain de la liberté. Presse algérienne de tendance socialiste, radical-socialiste, communiste et Union 1149 démocratique du manifeste algérien. 1150 Propositions parlementaires, analyse du projet de loi en fonction de l'opinion des différents partis politiques, étude des textes de base sur le statut de l'Algérie et l'organisation administrative : textes officiels, notes critiques, notes, rapports, projets de textes. 1898-1947 Positions des groupes parlementaires, des partis politiques, des "sphères 1151 musulmanes " et de l'opinion publique avant le vote au Parlement : notes de synthèses, notes, correspondance, coupures de presse.

Débats parlementaires, amendements : comptes rendus des débats à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, amendement, texte

1152

définitif adopté (1947) . Application du statut : textes d'application, correspondance avec le Gouvernement général de l'Algérie.

1946-1948

État d'urgence, vote, application et prorogation de la loi du 3 avril 1955 instituant l'état d'urgence en Algérie et en métropole : lois, décrets, comptes rendus des débats parlementaires.

1955-1961

81 F 1154-1158 Pouvoirs spéciaux.

1951-1961

1154 Lois du 11 juillet 1953, du 14 août 1954 et du 2 avril 1955 conférant des pouvoirs spéciaux au gouvernement en matière économique, financière et sociale, extension à l'Algérie : textes de loi, notes.

1951-1955

1155 Loi du 16 mars 1956 conférant des pouvoirs spéciaux en Algérie au gouvernement, travaux préparatoires : projet de textes et textes officiels, notes ; réactions au projet et au vote de la loi, documentation : coupures de presse.

1955-1956

1156 Loi du 16 mars 1956 conférant des pouvoirs spéciaux en Algérie au gouvernement, reconduction, travaux préparatoires, débats et vote des textes : notes, journaux officiels, correspondance ; réaction de l'opinion publique, documentation : coupures de presse.

1957-1958

1157 Loi du 16 mars 1956 conférant des pouvoirs spéciaux en Algérie au gouvernement, préparation et ratification par le Parlement des décrets d'application : listes de décrets, décrets, notes, correspondance ; dossier de décrets d'application classés par thèmes (organisation militaire, judiciaire, mesures de police) : textes officiels.

1956-1961

1158 Loi du 4 février 1960 accordant des pouvoirs spéciaux au gouvernement en Algérie, ratification des ordonnances prises en application de cette loi, documentation : textes officiels, note.

1960-1961

81 F 1159-1160 Loi-cadre.

1953-1960

1159 Projet de réforme du statut de l'Algérie, documentation sur l'évolution des institutions algériennes de 1830 à 1960 ; études des projets successifs de réforme institutionnelle et administrative : projet de textes, notes. Loi-cadre de 1958, préparation, documentation : projets de textes, textes, notes ; application : liste des textes d'application.

1953-1960

Loi-cadre de 1958, élaboration des décrets d'application : textes officiels, notes.

1958

81 F 1161 Régime législatif et institutionnel de l'Algérie, travaux de réflexion de commissions et groupes de travail : plans d'étude, notes, notes de la mission d'études.

1956-1960

Organisation des pouvoirs pendant la période transitoire, répartition des compétences, organisation du Haut-commissariat de la France en Algérie : notes, textes officiels.

1961-1962

Assemblée de l'Union française, représentation de l'Algérie, compétence et interventions à propos de l'Algérie : textes officiels, propositions, comptes rendus analytiques de séance, notes, correspondance, coupures de presse.

81 F 1164	Assemblée de l'Union française, compétence à propos de l'Algérie, documentation : notes, avis du comité juridique de la présidence du Conseil, correspondance.
	1947-1952
81 F 1165	Compétence réglementaire de l'Assemblée algérienne et du Gouvernement général de l'Algérie, étude : notes, textes officiels, correspondance.
	1947-1958
81 F 1166	Compétence du ministère de l'Intérieur en matière d'homologation des décisions de l'Assemblée algérienne, exercice de cette compétence : décisions, listes de textes, décrets d'homologation.
	1949-1952
81 F 1167	Mise en œuvre du régime créé par le statut de l'Algérie, examen des problèmes d'interprétation et d'application du statut de l'Algérie.
	1947-1960
81 F 1168	Lois applicables à l'Algérie, documentation : listes de lois de 1948 à 1956 ; communication de la liste des lois à l'Assemblée algérienne et au Gouverneur général.
	1955-1956
81 F 1169	Applicabilité de la législation métropolitaine à l'Algérie : notes, correspondance, avis du Conseil d'État (1946-1957) ; examen du régime législatif de l'Algérie et de la Constitution de 1958 : notes, correspondance (1958-1960).
	1946-1960
81 F 1170	Commission chargée de l'examen de la législation applicable aux départements algériens, création, nomination de membres, suivi des travaux : procès-verbaux de réunions, correspondance, notes ; démission de membres : correspondance.  1959-1961

### Régime des assemblées, régime électoral

### 81 F 1171-1172 Représentation de l'Algérie.

1945-1959

Représentation de l'Algérie et de l'outre-mer à l'Assemblée consultative provisoire, étude : notes, procès-verbaux de réunion, correspondance. Représentation de l'Algérie à l'Assemblée constituante, élaboration des textes législatifs.

1945

Représentation de l'Algérie au Conseil de la République, à l'Assemblée nationale, au Conseil économique et social, réglementation : notes, projets de textes ; personnalités algériennes et représentants politiques de l'Algérie, documentation : listes de sénateurs, de maires, des représentants de la région économique d'Alger.

1946-1959

81 F 1173-1175 Régime des assemblées.

1914-1956

Assemblées algériennes (Conseil supérieur de gouvernement, Délégations financières), projets de réforme et réformes : rapports, notes, textes de loi, correspondance.

1935-1947

1174 Conseil de gouvernement, organisation et fonctionnement, réformes, élaboration de textes réglementaires : textes officiels, notes, rapports, question écrite. Projet de modification du Conseil de gouvernement à la suite de la dissolution de l'Assemblée algérienne : notes. Péréquation des retraites des conseillers rapporteurs au Conseil de gouvernement : textes officiels, note.

Assemblée algérienne, réglementation : textes officiels, projet de loi, notes, correspondance ; règlement intérieur de l'Assemblée, organisation : notes ; rémunération et indemnisation des membres, réglementation : notes ; pourvoi du délégué Ahmed Francis contre des arrêtés du Gouverneur général ; dissolution de l'Assemblée algérienne, mise en application : arrêté, extrait de délibération, notes, correspondance.

1947-1956

81 F 1176-1204 Régime électoral.

1875-1962

1176 Codification des textes électoraux, participation : comptes rendus des réunions de la commission de codification, projets de textes, textes officiels (1947-1961). Textes électoraux : listes, notes (1958-1960).

1947-1961

1177-1178 Révision des listes électorales en Algérie.

1925-1962

Préparation de la réglementation : textes réglementaires, statistiques du corps électoral, instructions.

1925, 1936-1961

Application de la réglementation, examen des cas particuliers : notes, rapports, textes officiels, correspondance.

1945-1962

Régime des inéligibilités et des incompatibilités de fonctions, réforme : textes réglementaires, notes (1948-1955, 1961). Vote par procuration, travaux préparatoires à la réglementation : instructions, notes, projets de textes, textes ; application : formulaires (1946-1959). Dépenses électorales, demandes de renseignement sur une indemnité allouée aux communes : correspondance (1956).

1946-1961

1180 Commissions de contrôle des différents scrutins en Algérie, création, nomination de membres, organisation : notes, listes de membres, textes officiels.

1958-1961

Organisation de référendum et plébiscite, documentation sur le plébiscite du Cameroun et le référendum du Togo. Organisation des référendums du 28 septembre 1958 et du 8 janvier 1961 : textes réglementaires, notes. Référendum d'autodétermination, réglementation : projet de décret.

1946-1962

1182-1184 Élections au Conseil de la République et au Sénat.

1946-1959

Régime des élections au Conseil de la République, élaboration des textes législatifs et réglementaires, suivi du vote des textes : projets de textes, extrait du Journal officiel, notes, rapports, journaux, correspondance, coupures de presse.

1946-1948

Prorogation du mandat des membres du Conseil de la République élus en Algérie, élaboration du texte législatif : projets de loi, notes, liste des élus.

1955-1958

1184 Élections sénatoriales du 31 mai 1959, organisation, découpage des circonscriptions, élaboration des textes réglementaires : projets de textes et textes, instructions, circulaires.

1958-1959

Organisation des élections générales de 1946, réglementation : textes officiels, notes, instructions.

1946

1186-1189 Élections législatives.

Découpage des circonscriptions électorales, projet : notes, rapports, tableaux, cartes des circonscriptions, correspondance ; réactions au projet de découpage : télégrammes, coupures de presse.

1946-1951

Élections législatives du 17 juin 1951 en Algérie, élaboration de la loi électorale et de la réglementation, organisation du scrutin : notes, projets de textes, textes officiels, instructions, circulaires.

195

Élections législatives partielles, réglementation : textes officiels (1954-1955). Élections législatives partielles de 1955, découpage des circonscriptions électorales : projets, notes, correspondance, cartes des circonscriptions. Élections législatives du 2 janvier 1956 en Algérie, organisation, ajournement : projets de loi et de décret, textes officiels, notes, coupures de presse (1955) ; publication des résultats généraux des élections législatives du 2 janvier 1956, documentation : circulaires, notes (1956-1958).

1954-1958

1189 Élections législatives des 28-30 novembre 1958, élaboration des textes législatifs et réglementaires : notes, tableaux statistiques de population, correspondance (1958). Élections législatives partielles de 1959, réglementation : décret, instructions. Ajournement d'élections partielles pour remplacer les députés Laffont et Lagaillarde, déchus de leur mandat, réponse à des interventions : notes, correspondance (1961).

1958-1961

Élections des représentants à l'Assemblée de l'Union française, élaboration des textes législatifs et réglementaires : textes officiels, textes préparatoires, coupures de presse. Modification du régime des élections : textes officiels ; représentation de l'Algérie : liste des élus.

1947-1957

Élections des délégués de l'Assemblée algérienne.

1947-1950

1191 Projets de découpage des circonscriptions électorales présentés par le Gouvernement général et la sous-direction de l'Algérie : notes, cartes des circonscriptions.

1948

1192 Projets de découpage des circonscriptions électorales, élaboration et adoption du texte de loi : notes, interventions parlementaires, correspondance, coupures de presse.

1948

1193 Choix du mode de scrutin : notes, propositions parlementaires (1948). Organisation des élections des délégués à l'Assemblée algérienne de 1948 et 1951 : propositions de loi, textes officiels, notes, cartes des circonscriptions, correspondance (1947-1950).

1947-1950

Élections aux conseils régionaux, réglementation en matière de composition des conseils : textes officiels, listes de membres des conseils ; représentation des associations d'anciens combattants dans les conseils régionaux, réglementation : liste d'associations, réclamations.

1961

1195-1203 Élections cantonales.

1875-1961

Régime des élections cantonales, documentation : textes de loi, textes réglementaires.

1196 Création de nouvelles circonscriptions électorales : notes, correspondance, délibérations de conseils municipaux, cartes des circonscriptions (1922-1939).

Projet de décret tendant à priver le Gouvernement général de l'Algérie du pouvoir de fixer les circonscriptions électorales : rapport, projet de décret, correspondance (1936).

1922-1939

1197 Parité des collèges électoraux, examen de propositions parlementaires, examen : rapport, avis (1950-1954). Loi du 11 septembre 1954 sur la parité des collèges dans les conseils généraux en Algérie, préparation : projets de textes, textes officiels, notes, rapports, correspondance (1954) ; application de la loi, préparation du découpage électoral, documentation sur les circonscription cantonales antérieures à 1955 : notes, cartes (1936-1945).

1936-1954

1198 Parité des collèges dans les conseils généraux, projet du Gouvernement général de création de nouvelles circonscriptions du deuxième collège : notes, tableaux comparatifs des propositions, rapports préfectoraux, correspondance.

1954-1955

1199 Élaboration du décret du 5 mars 1955 pris en application de la loi du 11 septembre 1954 et du décret du 7 septembre 1936 relatif au remaniement des circonscriptions cantonales en Algérie, étude des projets de textes, réponse à des interventions d'élus : notes, projets, correspondance (1954-1955) ; documentation : texte officiels relatifs aux circonscriptions cantonales (1936-1955).

1936-1955

Découpage de circonscriptions cantonales dans le département de Bône : textes officiels, notes, carte, correspondance.

1955-1956

Découpage des circonscriptions cantonales, projet de la délégation générale du gouvernement en Algérie : notes, cartes, statistiques, projet d'ordonnance.

1960

1202 Préparation de l'ordonnance du 4 avril 1960 relative à l'élection des conseils généraux des départements algériens, projet, examen du projet par le comité des affaires algériennes et le Conseil d'État ; documentation : texte de l'ordonnance.

1960

1203 Élections cantonales du 29 mai 1960 et élections cantonales partielles de 1961, convocation des collèges électoraux, organisation du scrutin et de la réception des renseignements sur les résultats en provenance d'Algérie : décret, instructions, circulaires, notes.

1960-1961

Élections municipales de mai 1959, élaboration de la réglementation : textes officiels, instructions, circulaires ; documentation : notes, carte indiquant le pourcentage des électeurs de statut de droit commun dans chaque arrondissement d'Algérie.

1958-1959

81 F 1205 Codification de la législation et de la réglementation algériennes, travaux préparatoires ; commission de codification algérienne, création, nomination de ses membres, suivi des travaux : arrêtés, comptes rendus de réunions, correspondance.

1953-1956

81 F 1206 Constitution du code des postes, télégraphes et téléphone en Algérie, travaux préparatoires : tableau des textes applicables à l'Algérie, textes législatifs et réglementaires (1793+1950), correspondance.

1793-1956

81 F 1207 Code civil, avant-projet de code civil, avis du ministère de l'Intérieur sur son application à l'Algérie : notes, correspondance, avant-projet. Révision du code de

procédure civile, avis du ministère de l'Intérieur sur son application à l'Algérie : notes, projet, correspondance.

1954-1955

81 F 1208 Code civil, modifications de certains articles, rapports et projets transmis pour information, avis du service sur l'application de ces textes à l'Algérie.

1950-1961

Concerne l'adoption, le régime matrimonial, la nationalité.

Code de procédure civile modification de certains articles, application à l'Algérie : rapports, notes, textes officiels, correspondance.

1950-1960

81 F 1210 Code du commerce, modification de certains articles<sup>1</sup>, application à l'Algérie : notes, textes de loi, correspondance.

1940-1961

81 F 1211 Statut civil et politique des Français musulmans et des juifs indigènes, documentation : notes, textes officiels.

1919-1951

81 F 1212 Statut des indigènes israélites du Mzab non bénéficiaires de la loi du 23 mars 1882, élaboration d'un texte de loi sur la tenue de leur état civil et leur accession au statut de citoyen : notes, rapports, textes officiels, correspondance.

1951-1961

81 F 1213-1226 Statut des musulmans d'Algérie.

1940-1962

Législation concernant le statut personnel des musulmans d'Algérie, application de la loi du 4 février 1919 : notes, rapports, circulaires, questions écrites, correspondance (1919-1938). Accession au statut de citoyen français, contrôle de l'application de la loi du 4 février 1919 : notes, état statistique, correspondance ; fixation d'un droit de sceau afférent à l'accession au statut de citoyen : procès-verbal de réunion, correspondance (1927-1937).

1919-1938

1214 Droits politiques des musulmans d'Algérie, travaux préparatoires à l'ordonnance du 7 mars 1944 et à ses décrets d'application, application de la loi du 7 mai 1946 : textes officiels, notes, rapports, correspondance, documentation.

1944-1955

1215 Accès des Français musulmans aux emplois publics, élaboration et application de la législation : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1940-1944). Eligibilité des Français musulmans comme délégués à la sécurité des ouvriers mineurs en application de l'ordonnance du 7 mars 1944 : textes officiels, notes, correspondance (1945).

1940-1945

1216 Accession des musulmans au statut civil de droit commun, examen de projets de loi, réglementation : projets de textes, notes, circulaires, correspondance (1946-1957). Projet de loi Pleven et Coste-Floret relatif à l'exercice de certaines options de législation et à la faculté d'option de statut, examen par le gouvernement : projet de loi, notes, correspondance (1959-1960).

1946-1960

Application du statut personnel des musulmans et accession au statut de droit commun en Algérie et en métropole : notes, textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée de l'Union française ; examen de cas particuliers : correspondance.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Parfois, ces modifications du code de commerce entraînent des modifications du code civil ou du code de procédure civile.

1218 Convention de l'Organisation des Nations unies sur les droits politiques de la femme, application, cas des droits politiques de la femme musulmane d'Algérie : texte de la convention, notes, extrait de débats à l'Assemblée nationale, correspondance (1951-1959) ; femme musulmane d'Algérie, situation, rôle dans la rébellion et l'action politique, documentation : rapports, correspondance, coupures de presse (1949-1957).

1949-1959

Réforme du statut de la femme musulmane et kabyle en Algérie, élaboration du texte de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au mariage contracté en Algérie par des personnes de statut civil local : projets de textes, notes, correspondance ; condition de la femme musulmane dans le monde, documentation.

1957-1959

1220 Réforme du statut de la femme musulmane et kabyle en Algérie, préparation de l'ordonnance du 4 février 1959, consultation de personnalités religieuses musulmanes, élaboration du texte de l'ordonnance : notes, rapports, texte définitif de l'ordonnance, correspondance.

1956-1959

1221 Ordonnance du 4 février 1959, préparation du décret d'application : notes, projets, comptes rendus de réunions, correspondance ; réactions de l'opinion en Algérie à propos de ces mesures : rapports.

1959

1222 Application des textes et mesures pris en application de l'ordonnance du 4 février 1959, documentation : instructions, circulaires, décrets. Débats à propos de l'ordonnance et de son application, réponse à une question écrite, rapport sur l'évolution de la cellule familiale en Algérie.

1959-1960

1223 Législation sur la preuve du mariage en Algérie, application de l'ordonnance du 4 février 1959 et abrogation d'un article de la loi du 11 juillet 1957 relative à la preuve du mariage suivant les règles du droit musulman : textes officiels, avis du Conseil d'État, notes.

1954-1962

Réforme du régime des tutelles en droit musulman, préparation de la loi du 11 juillet 1957 portant réforme du régime des tutelles : notes, correspondance, textes officiels.

1947-1957

Droit à une pension de réversion de l'enfant naturel reconnu d'un fonctionnaire musulman d'Algérie, examen d'un cas particulier : correspondance.

1961-1962

1226 Accession à la nationalité française par option d'anciens Français de statut de droit musulman d'Algérie, en vertu de l'ordonnance du 21 juillet 1962, relative à la nationalité française, informations sur des cas particuliers : texte de l'ordonnance, correspondance.

1962

81 F 1227-1231 État civil.

1951-1962

1227 État civil, réglementation en matière de tenue des actes d'état civil, de délivrance d'extraits : textes officiels, notes, rapports, correspondance (1951-1962). Établissement d'un livret de famille pour les Français de statut de droit coranique : circulaires, spécimens, notes, correspondance (1953-1960). Constitution de l'état civil des juifs d'Algérie ayant conservé le statut personnel de droit mosaïque : projets de textes, textes officiels, note, correspondance (1959-1961).

1951-1962

État civil, projet de loi Pleven et Coste-Floret sur l'unification de l'état civil en Algérie et dans les territoires d'outre-mer et sur l'indication du statut civil sur les actes,

examen par le gouvernement : notes, correspondance, avis de l'Assemblée de l'Union française.

1955-1960

État civil, présomption de décès, réglementation générale : textes réglementaires ; examen de cas particuliers : correspondance.

1956-1962

1230 État civil des Français originaires des départements algériens résidant à l'étranger, réglementation en matière de transcription d'actes d'état civil : projets de circulaires, notes.

[après 1947]

État civil, demandes de particuliers, transmission au ministère de la Justice et au ministère des Affaires étrangères.

1961-1962

Concerne des demandes d'extraits d'actes, d'inscriptions d'actes et de mentions sur les registres, des demandes de cartes d'identité et d'extraits de casiers judiciaires.

81 F 1232-1237 Baux et loyers.

1945-1962

1232 Législation sur les loyers, textes antérieurs à la loi du 1er septembre 1948 (1945-1947). Loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel, application à l'Algérie, travaux préparatoires, documentation : textes de loi, notes, correspondance.

1945-1950

1233 Législation générale sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel, documentation : textes législatifs et réglementaires, notes, rapport, rapport d'enquête sur l'habitat en Algérie ; débats parlementaires : questions écrites, propositions de loi.

1948-196

1234 Législation sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel et les relations entre bailleurs et locataires, travaux préparatoires aux textes d'application à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1950-1962). Création d'une bourse d'échange de logements, application de la loi à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, bulletin du service du logement (1951-1960) ; expulsions, application de la loi à l'Algérie : proposition de loi, rapport au Sénat, textes officiels (1940-1962).

1940-1962

1235 Logement, expulsions et loyers en Algérie, requêtes de particuliers, examen et transmission des requêtes pour attribution : correspondance, bordereaux de transmission.

1945-1962

1236 Législation sur les baux commerciaux, demande de prorogation des baux commerciaux : vœu d'une association d'anciens combattants (1946). Loi du 31 décembre 1948 sur la prorogation des baux commerciaux, prolongation : textes officiels, correspondance.

1946-1951

Législation sur les baux commerciaux et sur les relations entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, application de la législation à l'Algérie : textes législatifs, notes, correspondance.

1950-1961

81 F 1238 Expropriation, requêtes de particuliers, examen et demandes d'enquêtes : intervention de parlementaires, correspondance.

1945-1954

81 F 1239-1241 Réquisition de logements et de locaux.

1239 Réquisition de bâtiments et de logements pour l'administration, application de la législation à l'Algérie : textes de loi, correspondance (1941-1946). Loi mettant fin au régime des réquisitions : textes officiels, décision de l'Assemblée algérienne, correspondance (1955-1956).

1941-1956

Réquisition de logements et de locaux, logement d'office, réglementation, prorogation des textes législatifs : textes officiels ; examen de cas particuliers : réclamations, jugements, correspondance.

1946-1962

Logement d'office, réquisition, logement et expulsion de personnels militaires en Algérie, requêtes de particuliers, examen : notes, correspondance.

1946-1954

#### Droit pénal

Décret Régnier du 30 mars 1935 relatif à la répression des manifestations contre la souveraineté française en Algérie : texte ; abrogation, discussion parlementaire, avis du Conseil d'État : notes, correspondance, texte (1935-1948). Réponse à la demande de consultation du dossier de la mission Régnier en Algérie en 1934 par Jacques Berque, professeur au Collège de France (1959).

1935-1959

81 F 1243-1244 Code pénal, modification de certains articles, application à l'Algérie : textes officiels, correspondance (classés par date de modification).

1946-1961

1243 1946-1953.

1244 1954-1961.

81 F 1245 Code de procédure pénale, modification de certains articles, application à l'Algérie : projets de textes, textes, notes, correspondance.

1957-1962

81 F 1246 Code d'instruction criminelle, modification de certains articles : projets de loi, rapports, correspondance.

1935-1958

Prohibition des pactes en matière d'indemnisation des victimes d'accidents, institution de peines pour les contrevenants, application de la législation à l'Algérie : projets de textes, notes.

1953-1958

81 F 1248 Loi d'amnistie pour faits de collaboration, loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, lois d'amnistie propres à l'Algérie : proposition de loi, textes de loi.

1953-1962

#### Organisation administrative

81 F 1249-1251 Organisation de l'administration centrale.

1946-1961

1249 Extension du statut de département à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, documentation : proposition de loi, notes. Organisation de la tutelle des nouveaux départements d'outre-mer au ministère de l'Intérieur, regroupement avec la sous-direction de l'Algérie : notes.

1946

Situation des administrateurs civils d'administration centrale du ministère de l'Intérieur et réforme de leur statut : rapport de Michel Bazoche, sous-directeur.

1251 Organisation de l'administration des affaires algériennes à Paris (direction des affaires d'Algérie, comité des affaires algériennes, secrétariat général pour les affaires algériennes), documentation : textes réglementaires.

1955-1961

81 F 1252-1258 Organisation de l'administration en Algérie.

1887-1962

1252-1255 Gouvernement général de l'Algérie.

1887-1962

1252 Attributions en matière de pouvoirs civils et militaires, documentation : textes officiels, notes.

1887-1962

Réorganisation, création d'une inspection générale de l'administration en Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1935-1948

1254 Réorganisation : notes, projets de textes, organigrammes, correspondance.

1949-1956

1255 Réorganisation, suivi des travaux de la mission sur la réorganisation du Gouvernement général, dite « mission Maspetiol » : rapport final et rapport complémentaire ; contrôle des travaux de la « mission Maspetiol » : note.

1955-1956

Service de la statistique et service météorologique d'Algérie, création, contrôle du fonctionnement : textes officiels, correspondance (1942-1950). Service géographique d'Algérie, création : correspondance ; reproduction et utilisation des cartes appartenant à l'Institut géographique national, réglementation : textes officiels, correspondance (1946-1947).

1942-1950

Service algérien des postes, télégraphes et téléphone, organisation : textes officiels, notes, correspondance (1946-1961) ; budget, réglementation : projet de texte, correspondance (1950). Conseil des postes, télégraphes et téléphone d'Algérie, réorganisation : textes officiels, correspondance (1928, 1950). Contrôle des correspondances postales : correspondance, projet de texte officiel (1960). Contrôle des télégrammes venant ou à destination de l'Algérie, instructions : notes, correspondance (1955). Convention postale universelle : texte (1959).

1928-1961

Organisation de l'administration forestière d'Afrique du Nord et d'Algérie, fonctionnement des services des Eaux et Forêts d'Algérie : procès-verbaux de réunions, projets de textes, notes, correspondance (1945-1951) ; législation forestière en Algérie, modification : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1944-1945).

1944-1951

81 F 1259-1263 Déconcentration administrative.

1258

1946-1962

Élaboration du décret du 12 septembre 1946 et de l'instruction du 1<sup>er</sup> janvier 1947 sur la déconcentration administrative : notes, texte, listes de mesures, correspondance.

1946-1947

Déconcentration de pouvoirs en faveur des Inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire (IGAME) et des préfets, simplification administrative en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

Réorganisation et déconcentration administratives, travaux du groupe de travail sur la réorganisation de l'administration en Algérie, dit « groupe de travail Deschamps » : rapport final.

1960

Mise en œuvre des conclusions du groupe de travail sur l'administration en Algérie et des commissions d'élus : calendrier des mesures à prendre, rapport au comité des affaires algériennes, listes de mesures, notes.

1960-1961

Documentation sur les mesures prises : projets de textes, textes, notes ; création d'un groupe de travail sur la déconcentration des administrations centrales : note, arrêté.

1961-1962

81 F 1264 Organisation administrative.- Organisation régionale, départementale et communale en Algérie, réforme : projets de textes, textes, notes, cartes et statistiques concernant les nouvelles régions.

1948-1961

81 F 1265 Assemblées locales.- Projet de création des assemblées territoriales (1958). Conseils régionaux d'Algérie, création, suivi de leur fonctionnement, réglementation : textes officiels, comptes rendus de réunions, correspondance, coupures de presse (1957-1962). Conseils généraux d'Algérie, réglementation : textes officiels, essai de codification ; mode d'élection : textes officiels ; réglementation sur le fonctionnement et sur les indemnités des conseillers : textes officiels ; sessions, documentation (1949-1962). Conseils d'arrondissement, réglementation en matière de frais de fonctionnement ; suivi des travaux : rapports des préfets de Tiaret et d'Orléansville (1961-1962).

1949-1962

81 F 1266-1267 Administration préfectorale.

1940-1962

1266 Pouvoirs des inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire (IGAME), des préfets inspecteurs généraux en région (PIGR), des préfets, et souspréfets, du préfet de police d'Oran, attributions et délégation de pouvoirs : notes, textes officiels, correspondance.

1940-1962

1267 Classement des postes de l'administration préfectorale en Algérie : correspondance ; organisation administrative des préfectures d'Algérie, situation des départements : textes officiels, notes, documentation sur les départements et les arrondissements, listes de préfets et de sous-préfets (1940-1961). Mise en place des services financiers dans les départements de Batna, Tiaret, Tizi-Ouzou et Saïda : correspondance (1960). Enquête sur les conditions d'installation et de travail des préfets et sous-préfets : notes (1961). Renforcement des effectifs de la préfecture et des sous-préfectures du département de Tizi-Ouzou, mission d'inspection : rapport (1962).

1940-1962

81 F 1268-1291 Circonscriptions administratives du Nord de l'Algérie.

1903-1962

1268 Création de régions en Algérie : projets de textes, cartes, notes, correspondance.

1957-1961

1269-1270 Département.

1942-1961

Modification des circonscriptions départementales, élaboration des textes, documentation : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1942-1961

Projet de création d'un département de Petite Kabylie : interventions, notes, correspondance.

1271-1273 Arrondissement et canton.

1942-1962

1271 Création de nouveaux arrondissements, préparation du décret du 28 août 1955 : projets de textes, avis, notes.

1955

1272 Création des arrondissements de Tébessa, Aumale, Saïda et Trezel : notes, correspondance, projets de décrets (1942-1960). Transformation de l'arrondissement de Clairfontaine en arrondissement de Sedrata, projet : notes, correspondance, textes officiels. Organisation des services des arrondissements de Paul-Cazelle et Djelfa : notes, correspondance (1957-1962). Monographie illustrée de l'arrondissement de Djidjelli par Georges Abadie, sous-préfet de Djidjelli (1960).

1942-1962

1273 *A la recherche d'une solution en Algérie : la cantonisation*, rapport sur le projet de création de cantons en Algérie (s.d. [après 1960]). Demande de renseignement sur le rattachement de la commune des Issers à un canton : correspondance (1962).

s.d., 1962

1274-1291 Commune.

1903-1962

1274 Organisation et fonctionnement des djemaas de douars : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance, documentation (1903-1952). Centres municipaux, institution, création dans certaines communes mixtes, réforme, fonctionnement : projets de loi, textes officiels, notes, correspondance, coupures de presse, documentation (1937-1956).

1903-1956

Études et prospective sur l'évolution des structures municipales en Algérie : rapports, notes.

1946-1955

Contient notamment : Les centres municipaux, Promotion politique des centres municipaux de la Grande Kabylie, Etude sur la décentralisation et la déconcentration administratives en Grande Kabylie, Projet de création de la commune de plein exercice des Ouadhia, Evolution des centres municipaux : création de communes de plein exercice, Projet sommaire de décentralisation administrative, politique et financière en territoire de commune mixte, Note sur un projet de réforme municipale en Algérie : la suppression des communes mixtes.

1276 Réforme des structures communales en Algérie, projets de loi Léonard, Mitterrand, Soustelle, projet de la direction des affaires d'Algérie : notes, correspondance (1952-1957). Documentation sur la réorganisation communale en Algérie et sur les institutions de l'Afrique occidentale française (1941-1956).

1941-1957

1277 Réforme des structures communales, projet de transformation des communes mixtes en communes rurales, élaboration, examen, étude de l'incidence sur les centres municipaux : notes, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, procès-verbaux de réunions, correspondance (1948-1951). Sort des archives des communes mixtes destinées à disparaître : note, correspondance (1948).

1948-1951

1278 Réforme des structures communales, loi du 28 juin 1956 portant sur la transformation des communes mixtes en communes régies par la loi du 5 avril 1884 : textes officiels, notes, rapport de la mission d'étude, correspondance, coupures de presse.

1279 Modification territoriale des circonscriptions communales, suppression des douars de communes mixtes : textes, notes ; création de nouvelles communes : tableaux de contenance ; législation relative aux procédures de modification territoriale : notes, textes officiels ; examen de requêtes et de cas particuliers concernant des modifications territoriales : correspondance.

1953-1962

Régime des communes, réforme des conseils municipaux et de leurs pouvoirs : notes, textes, projets de textes.

1939-1944

1281 Régime des communes, réforme : projets et propositions de loi, textes officiels, circulaire sur la gestion financière des collectivités locales en Algérie, instruction sur la voirie communale, motions de la fédération des maires d'Algérie, notes, documentation.

1947-1962

1282 Réglementation sur la composition et l'organisation du conseil municipal, application de la législation à l'Algérie : notes, décisions du Conseil d'État, correspondance.

1945-1960

1283 Pouvoirs des maires d'Algérie : textes officiels, notes, correspondance. Tenue des registres, réglementation : textes officiels, notes, correspondance. Statut des maires et adjoints, indemnités, frais de mission, droit à la retraite : projet de loi, notes, correspondance. Affaires particulières concernant les maires et adjoints : correspondance.

1945-1962

Réglementation en matière de personnel communal, logements, indemnités, organisation des carrières : documentation.

1961-1962

1285 Affaires municipales particulières, réponse à des plaintes, des interventions, des demandes de renseignement, transmission des courriers : correspondance, motions d'élus, question écrite, circulaires, coupures de presse.

1945-1962

Concerne notamment armoiries de villes, plaintes contre les élus ou les fonctionnaires des municipalités, revue de presse sur un voyage d'élus kabyles en France, questions sur la réglementation communale, motions de conseils municipaux, délégations spéciales, démissions collectives.

Fédération des maires d'Algérie, activités : notes, listes de maires, correspondance, coupures de presse.

1951-1961

Syndicats de communes et districts urbains, application de la législation à l'Algérie : textes officiels, notes, rapports, correspondance.

1947-1962

1288 District du Grand Alger, travaux préparatoires à sa création : textes officiels, notes, documentation, correspondance, coupures de presse ; réunion de travail du conseil municipal d'Alger avec le bureau du conseil municipal de Paris : comptes rendus de réunions, correspondance. Statut de l'administrateur général et du secrétaire général de la ville d'Alger, documentation ; nomination : arrêtés.

1958-1962

Conseil municipal d'Alger, composition après les élections du 19 avril 1959 : liste d'élus, notices individuelles de renseignement, coupures de presse.

1959-1960

1290 Plan d'action communal de 1946, élaboration : note, circulaire, circulaire du Gouverneur général de l'Algérie ; documentation : brochures, coupures de presse, note sur les caïds des communes de plein exercice et des communes mixtes, notes sur les centres municipaux.

1946-1947

Adoption des communes sinistrées de métropole par des communes algériennes : instructions, notes, correspondance.

1942-1948

81 F 1292-1301 Organisation administrative du Sahara algérien.

1902-1961

Organisation des territoires du Sud, documentation : étude sur l'organisation des territoires du Sud par Léon Lehuraux, notes, statistiques, rapports (1945-1957). Réorganisation territoriale dans les territoires du Sud, projets : propositions de loi, interventions parlementaires (1954-1955). Documentation sur le Sahara : plaquettes, rapports.

1945-1957

Organisation de la conférence du 23 septembre 1952 relative à la réorganisation des territoires du Sud : convocations, liste de participants, procès-verbaux, comptes rendus (1952) ; documentation sur l'organisation administrative des territoires du Sud, réunie pour préparer la conférence administrative du 23 septembre 1952 : textes de loi, projets de loi (1902-1952).

1902-1952

Projet de réorganisation des territoires du Sud, débats à l'Assemblée de l'Union française, à l'Assemblée algérienne, missions parlementaires : correspondance ; synthèse : note ; réactions de conseils municipaux, de groupements ou de personnalités : correspondance.

1947-1955

Mzab, statut politique, documentation: notes, consultations juridiques, correspondance, brochures; projet de rattachement au département d'Alger, documentation: notes, correspondance.

1948-1955

Redécoupage des circonscriptions cantonales d'Algérie après le rattachement de la partie nord des territoires du Sud aux départements d'Alger, Oran et Constantine : notes, correspondance.

1951

Projet de transformation du Sahara en une entité autonome, projet de loi July, protestations : correspondance, coupures de presse. Documentation politique et touristique sur le Sahara algérien : plaquettes, correspondance.

1956-1957

Création de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), documentation préparatoire, documentation sur le comité du Kivu au Congo et sur la Tennessee Valley Authority ; documentation parlementaire : projets de loi, rapports, débats de l'Assemblée de l'Union française ; opinion : coupures de presse.

1956

Élaboration et application de la loi du 11 juillet 1957 portant création de l'Organisation commune des régions sahariennes, débats aux assemblées : projets de loi, notes, correspondance.

1957-1959

Organisation commune des régions sahariennes, statut et situation, documentation : notes, textes officiels. Réorganisation territoriale du Sahara algérien, création de départements et d'arrondissements, réorganisation communale : notes, textes officiels.

1956-1961

1301 Travaux du comité technique de l'Organisation commune des régions sahariennes : notes, comptes rendus de réunions, rapports sur l'équipement des régions sahariennes, correspondance.

## Contentieux administratif et électoral

81 F 1302-1303 Conseil d'État.

1935-1959

Conseil d'État, réglementation et procédures en matière de pourvois en Conseil d'État, documentation : notes, textes officiels, correspondance.

1944-1958

Pourvois en Conseil d'État, décisions du Conseil d'État concernant l'Algérie classées par thème.

1935-1959

Concerne notamment : le personnel administratif de l'Algérie, les questions économiques, l'impôt, l'habitat, la propriété foncière.

81 F 1304-1305 Tribunaux administratifs.

1939-1961

1304 Conseils de préfectures puis tribunaux administratifs d'Algérie, réforme de leur organisation et de leur fonctionnement : textes, réglementaires, projets de textes, notes, rapport, correspondance. Personnel, candidatures, avancement : notices, notes, correspondance. Experts près les tribunaux administratifs, indemnités, réglementation : textes officiels.

1939-1961

1305 Conseils de préfectures puis tribunaux administratifs d'Algérie, réforme du contentieux administratif, réforme des circonscriptions territoriales des tribunaux, création de nouveaux tribunaux administratifs en Algérie, préparation des textes : projets de textes, notes, correspondance.

1945-1961

81 F 1306

Réglementation concernant les conflits d'attribution entre tribunaux de l'ordre administratif et judiciaire : projets de textes, notes. Examen d'affaires particulières comportant un conflit d'attribution : correspondance, décisions du tribunal des conflits.

1953-1962

81 F 1307-1331 Pourvois et recours.

1940-1962

Pourvois en Conseil d'État contre des décisions de l'administration en Algérie, transmission au Gouvernement général de l'Algérie d'ampliations de décisions du Conseil d'État intervenues pendant la période d'interruption des relations entre la métropole et l'Algérie : bordereaux d'envoi, décisions du Conseil d'État (classées par ordre alphabétique des noms des demandeurs). Renvoi de certaines décisions à la direction des affaires d'Algérie en raison de la formulation de la décision du Conseil d'État : correspondance.

1940-1944

Pourvois en Conseil d'État et recours auprès des tribunaux administratifs algériens, fichier des dossiers individuels conservés par la direction des affaires d'Algérie (classé par ordre alphabétique des noms de demandeurs, manquent les noms commençant par la lettre A)<sup>1</sup>.

1947-1961

1309-1327 Pourvois en Conseil d'État et recours formés auprès des tribunaux administratifs d'Algérie, dossiers d'affaires classés numériquement : notes, décisions du Conseil d'État et des tribunaux administratifs, mémoires en réponse, correspondance, bordereaux d'envoi de pièces et de décisions.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les numéros de dossiers donnés par ce fichier renvoient aux dossiers numérotés contenus dans les articles cotés 81 F 1309à 1328.

1309 Dossiers nos 4-99

Manquent les dossiers nos 7, 13, 17-24, 26, 27, 31, 50, 54, 57-59, 83, 94).

1310 Dossiers n<sup>os</sup> 100-204

Manquent les dossiers n<sup>os</sup> 102, 107, 124-128, 132, 135, 137, 140, 144, 147, 149, 154, 170, 174).

1311 Dossiers n°s 205-300

Manquent les dossiers n°s 207, 225, 227, 230, 231, 233, 239, 243, 246, 248, 258, 281).

1312 Dossiers n°s 301-400

Manquent les dossiers n°s 319, 324, 325, 333, 335, 343, 349, 356, 359, 360, 363-365, 375-380, 382, 386, 388, 393, 395-396).

1313 Dossiers  $n^{os}$  401-500 Manquent les dossiers  $n^{os}$  404, 405, 411, 412, 414-416, 418, 423, 425, 434, 435, 442, 446, 449, 453, 457, 460-462, 466, 468, 477, 490).

1314 Dossiers n<sup>os</sup> 501-600 Manquent les dossiers n<sup>os</sup> 507, 514, 522, 527, 532, 535, 545, 557, 578, 580, 585, 588).

1315 Dossiers n° 601-700 Manquent les dossiers n° 628, 637, 380, 681, 691, 692).

1316 Dossiers  $n^{os}$  701-800 Manquent les dossiers  $n^{os}$  729, 732, 733, 737, 783, 785, 798).

1317 Dossiers  $n^{os}$  801-899 Manquent les dossiers  $n^{os}$  802, 812, 821, 839, 843, 849, 866, 870, 881, 883, 892, 898).

1318 Dossiers n°s 901-968

Manquent les dossiers n°s 911, 916, 917, 924, 927, 931, 936-938, 948, 949, 967).

1319 Dossiers n° 970-1030

Manquent les dossiers n° 979, 987-991, 1005, 1008, 1025, 1026).

1320 Dossiers  $n^{os}$  1031-1100 Manquent les dossiers  $n^{os}$ 1035, 1047, 1049, 1067, 1069, 1077, 1082, 1087, 1093, 1096).

1321 Dossiers  $n^{os}$  1101-1160 Manquent les dossiers  $n^{os}$  1104, 1106, 1126, 1127, 1145, 1148, 1149, 1158).

1322 Dossiers n<sup>os</sup> 1161-1230

Manquent les dossiers n<sup>os</sup> 1163, 1171, 1183, 1190, 1193, 1195, 1197, 1198, 1200, 1209, 1217, 1218, 1220).

1323 Dossiers  $n^{os}$  1231-1299 Manquent les dossiers  $n^{os}$  1233, 1235, 1237, 1240, 1247, 1249, 1261,1262, 1263, 1266, 1284, 1287, 1289).

1324 Dossiers n<sup>os</sup> 1300-1399

Manquent les dossiers n<sup>os</sup> 1325, 1328, 1339, 1354, 1361-1370, 1376, 1378, 1381, 1388, 1391, 1397).

1325 Dossiers n<sup>os</sup> 1400-1500 Manquent les dossiers n<sup>os</sup> 1402, 1406-1409, 1411, 1416, 1417, 1426, 1445, 1450-1451, 1463, 1478, 1484).

1326 Dossiers  $n^{os}$  1501-1599 Manquent les dossiers  $n^{os}$  1510, 512, 1517, 1526-1528, 1532, 1543, 1547, 1551, 1552, 1554, 1556-1559, 1563,1235. 1565, 1566, 1571, 1572, 1576, 1582, 1584-1587, 1596-1598). 1327 Dossiers nos 1601-1635

Manquent les dossiers  $n^{os}$  1602, 1604, 1608, 1609, 1611, 1613, 1614, 1617, 1618, 1625-1626, 1631, 1634)

Pourvois formés contre des textes législatifs et réglementaires, recours de syndicats de fonctionnaires (dossiers n° 1261, 1266): notes, décisions du Conseil d'État, correspondance (1958-1960). Pourvois formés par ou contre Électricité et Gaz d'Algérie et la société de distribution africaine Primagaz (dossiers n° 917, 949, 1183, 1237, 1283, 1284, dossiers non numérotés): notes, décisions du Conseil d'État, correspondance (1949-1959).

1949-1960

1329-1331 Pourvois en Conseil d'État, transmission d'ampliations de décisions du Conseil d'État au Gouvernement général puis à la délégation générale en Algérie : bordereaux de transmission, décisions du Conseil d'État (envois classés par ordre chronologique).

1953-1962

- 1329 1953-1957.
- 1330 1958-1959.
- 1331 1960-1962.
- 81 F 1332

Recours.- Décisions du tribunal administratif d'Alger transmises au ministère d'État chargé des affaires algériennes pour information : décisions du tribunal administratif, bordereaux d'envoi (juin-août 1962). Cas de problèmes de compétence entre les autorités algériennes et françaises pour instruire des requêtes ou assumer la responsabilité civile après l'indépendance de l'Algérie : correspondance (août-novembre 1962).

1962

81 F 1333-1342 Contentieux électoral.

1945-1961

Contentieux électoral, réglementation générale, documentation et réforme : projets de textes, circulaire (1958-1959). Compétence des tribunaux administratifs, prolongation des délais d'instruction des dossiers par les tribunaux administratifs : projet de texte, note, correspondance (1959). Compétence du Conseil d'État et procédures d'instruction des pourvois, documentation : notes, correspondance (1945-1954).

1945-1959

Pourvois contre la réglementation en matière de convocation des collèges électoraux, d'inéligibilité et de rejet de candidature : notes, décisions du Conseil d'État, correspondance.

1948-1960

Pourvoi Mallarmé (1948), pourvoi Alaoui (1958), pourvois Lagaillarde, Kaouah et Pradines (1960).

1335-1342 Contentieux électoral en Algérie, dossiers d'affaires qui ont fait l'objet d'un pourvoi en Conseil d'État, organisation de l'instruction des affaires, transmission de la décision du Conseil d'État au Gouvernement général de l'Algérie puis au délégué général en Algérie : notes, décisions du Conseil d'État, correspondance (classées par élections).

- Élections aux Délégations financières (Oran, 1946); élection des délégués de l'Assemblée algérienne de 1948, 1951 et 1954 (1948-1955).
- 1336 Élections cantonales de 1949, 1951, 1954, 1960 (1949-1961).
- 1337 Élections municipales de 1945 (1945-1947, 1954).
- 1338 Élections municipales de 1947 et 1948 (1947-1951).
- 1339 Élections municipales de 1953 (1953-1958).

- 1340 Élections municipales de 1959 (1959-1961).
- 1341 Élections des djemaas de 1945 et 1947 (1946-1952).
- Élections des djemaas de 1953 (1953-1958), dissolution de djemaas et révocation de membres (1949-1957).

#### Justice

81 F 1343

Tutelle administrative exercée par le Gouvernement général de l'Algérie et le ministère de la Justice sur la justice en Algérie : textes réglementaires, correspondance (1947-1962). Réorganisation du service administratif de la justice en Algérie : décret (1958). Création d'un service de police technique en Algérie, application de la loi du 27 novembre 1943 à l'Algérie, élaboration des décrets d'application : textes officiels, notes, correspondance (1949-1959).

1947-1962

81 F 1344-1346 Réforme judiciaire.

1915-1962

1344

Organisation de la justice de droit français en Algérie, réforme : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1945-1953) ; réforme de l'organisation judiciaire de 1958, application à l'Algérie (et dans les départements des Oasis et de la Saoura) : textes officiels, notes, cartes géographiques (1959-1962). Justice dans les territoires du Sud, organisation, réforme : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1940-1954). Application à l'Algérie de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, projet d'ordonnances modificatives à cette ordonnance : textes, avis, propositions, notes, correspondance (1951-1961).

1940-1962

1345-1346

Réforme de la justice musulmane en Algérie, étude de nouveaux textes de loi : rapports, notes, coupures de presse, correspondance avec le Gouvernement général de l'Algérie puis le délégué général en Algérie et le ministère de la Justice.

1915-1961

1345 1915-1958.1346 1959, 1961.

81 F 1347-1355 Organisation judiciaire.

1902-1962

1347

Cour d'appel de Tunis, projet de création : notes, correspondance (1923-1938). Cours d'appel à Oran et Constantine, projet de création : projets de loi, notes, correspondance, coupures de presse (1942-1955) ; application de la loi du 7 août 1955 portant création des cours d'appel d'Oran et de Constantine : projets de textes et textes officiels, correspondance (1955-1960).

1923-1960

1348

Cours d'assises et jury criminel en Algérie, organisation, projet de réforme : projets de texte, correspondance (1902-1952). cour d'assises, projet de loi complétant le code de procédure pénale : projet de loi, textes officiels, notes, correspondance (1958). Frais de justice criminelle, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : notes, textes, correspondance (1944-1948). Avance des frais de transport de prévenus convoqués devant la cour d'assises de Bordeaux, par la délégation générale du gouvernement en Algérie : correspondance (1961).

1902-1961

1349

Justices de paix et tribunaux de première instance, réforme, réorganisation judiciaire : projets de textes, notes, correspondance ; définition de la compétence

des tribunaux : textes officiels, notes, correspondance ; classement des tribunaux : notes, projets de textes, correspondance.

1946-1956

Justices de paix en Algérie, création de nouvelles justices de paix, modification des ressorts des cantons judiciaires : projets de textes, textes, notes, correspondance.

1931-1958

Réorganisation de la justice civile après la réforme de 1958, création de tribunaux d'instance et de grande instance en Algérie, modification de leur ressort territorial : textes officiels, notes, correspondance (1958-1961). Relèvement du taux de compétence des tribunaux de police : projet de texte (1958).

1958-1961

Conseils des prud'hommes en Algérie, élections, statut, personnel, réforme : projets de textes, notes, correspondance, coupures de presse.

1944-1962

1352 1944-1953. 1353 1954-1962.

1355

1354 Conseils des prud'hommes, création de nouveaux conseils en Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, délibérations municipales, correspondance.

1945-1961

Justice musulmane en Algérie, création, suppression de mahakmas, érection en mahakmas principales de mahakmas annexes : textes officiels, notes, rapports, correspondance (1931-1956) ; projet de création d'une mahakma en métropole : projets de textes, notes, correspondance (1948-1956) ; fonctionnement des mahakmas, réglementation en matière de recouvrement des frais et de police des audiences : textes officiels, notes, correspondance (1946-1959).

1931-1959

81 F 1356-1364 Magistrats et personnel judiciaire.

1933-1962

1356 Réforme du statut de la magistrature, application à l'Algérie : textes officiels, proposition de l'Assemblée de l'Union française, débats et vœux de l'Assemblée algérienne, notes, rapports. Détachement en métropole de magistrats d'Algérie (1945), réponse à des candidatures à des postes de magistrats de personnes résidant en Algérie (1962), indemnisation des magistrats du tribunal de l'ordre public : correspondance (1962).

1945-1962

Juges de paix et suppléants, statut, recrutement, réglementation : textes, notes, propositions et avis, correspondance.

1933-1961

1358 Accès des Français musulmans d'Algérie à la magistrature, législation : notes, projets de textes, textes officiels, listes nominatives de Français musulmans nommés magistrats. Réaction de l'opinion musulmane face aux réformes de la justice : rapport.

1959-1961

1359 Accès des Français musulmans d'Algérie à la magistrature, examen des dossiers individuels de candidature : notices individuelles, rapports, correspondance.

1959-1962

1360 Greffiers, commis-greffiers et secrétaires de Parquet, statut, réglementation : textes officiels, notes, correspondance ; recrutement, réglementation : réclamations, correspondance ; création de postes : correspondance (1945-1962). Assesseurs des tribunaux pour enfants, statut : projet de décret, décret (1951). Personnel subalterne

de l'administration judiciaire, statut, affaires particulières : projets de textes, textes officiels, correspondance (1946-1957).

1945-1962

Statut des interprètes judiciaires et de leurs suppléants, création et modification : textes officiels, correspondance.

1945-1961

1362 Magistrats et personnel judiciaire des cours et tribunaux d'Algérie, fixation des effectifs, créations d'emplois : textes réglementaires, notes, correspondance.

1943-1962

1363 Personnel de la justice musulmane.- Cadis et personnel des mahakmas, statut, modification : textes, notes, correspondance ; situation : intervention, coupures de presse, correspondance (1952, 1960). Création d'une caisse de retraite pour les membres des mahakmas et les aouns des justices de paix : projets de textes, rapports, correspondance. Oukils judiciaires, projet d'extension de leur compétence : proposition, projets de textes, notes, correspondance ; réactions : mémoire, correspondance (1947-1950).

1948-1961

Personnel de la justice de droit français et de droit musulman, demandes individuelles, candidatures : correspondance, bordereaux de transmission.

1952-1962

81 F 1365

Avocats, statut de la profession, droit de plaidoirie : textes officiels, correspondance ; création de la caisse de retraite du barreau algérien et coordination entre la caisse de retraite des avocats en métropole et en Algérie, réglementation : textes officiels, correspondance (1946-1962). Congrès national des avocats à Alger de 1948, participation du Gouvernement général de l'Algérie aux frais de la manifestation : correspondance (1948).

1946-1962

81 F 1366

Statut des officiers publics et ministériels (notaires, huissiers, avoués, courtiers maritimes, commissaires-priseurs), extension de la réglementation à l'Algérie : textes officiels, revendications, correspondance (1945-1961). Reclassement des administrateurs judiciaires d'Algérie en métropole : correspondance (1962). Accès des Français musulmans d'Algérie aux professions d'avocat et d'officier public et ministériel : projet de décret, correspondance (1961-1962).

1945-1962

81 F 1367

Cadis-notaires kabyles, proposition faite à l'Assemblée de l'Union française par M. Boisdon, prévoyant l'usage de la langue française pour la rédaction des actes de droit musulman et le remplacement des cadis-notaires par des notaires de droit français, transmise pour avis : proposition, rapport, correspondance.

1953-1955

81 F 1368

Bâtiments judiciaires, réponse à des interventions sur des affaires d'évacuation et de remise en état de locaux : correspondance.

1946-1960

Concerne notamment la construction de la mahakma d'Aumale (1953-1955), la remise en état de la mahakma de la rue d'Isly à Oran (1961), le recasement de services judiciaires d'Algérie dans le Palais Carnot à Alger (1960).

81 F 1369-1372 Administration pénitentiaire.

1942-1962

1369 Services pénitentiaires et de l'éducation surveillée en Algérie, fonctionnement : rapports (1946) ; rattachement administratif au ministère de la Justice : question écrite, rapports, notes (1948).

1370 Gestion de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée en Algérie, questions diverses : textes législatifs et réglementaires, notes, correspondance, coupures de presse.

1942-1954, 1962

Concerne notamment rapatriement des libérés du bagne de Guyane, transfèrement de détenus de métropole en Algérie, répression des évasions, suppression des prisons militaires, régime des prisons.

1371 Libération conditionnelle des étrangers détenus en Algérie, extension de la réglementation métropolitaine : note, correspondance (1949). Participation d'un membre de la direction de l'Algérie au comité de libération conditionnelle, documentation sur la réglementation : textes officiels, conférence ; participation aux réunions : convocations, imprimés. Demandes de libérations individuelles transmises au ministère de la Justice (1951-1962).

1949-1962

1372 Personnel de l'administration pénitentiaire, extension du statut spécial à l'Algérie : textes officiels, interventions de parlementaires, notes, correspondance (1944-1947, 1956-1962). Personnel de l'éducation surveillée, statut, avancement, réglementation : textes officiels (1947-1961).

1944-1962

#### Police générale

81 F 1373-1376 Titres d'identité.

1928-1961

1373 Régime des cartes d'identité de citoyens français, élaboration d'un projet d'application de la législation à l'Algérie.

1938-1942

1374 Cartes d'identité pour les Français musulmans d'Algérie, réglementation : notes, circulaires, textes réglementaires, correspondance.

1928-1944

1375 Cartes d'identité des Français musulmans d'Algérie, élaboration de la réglementation (1943-1959). Cartes d'identité en Algérie, élaboration de la réglementation ; statistiques de délivrance de cartes d'identité (1955-1961).

1943-1961

1376 Titre d'identité des marchands ambulants, des forains et des nomades, application de la réglementation sur les déclarations et les carnets d'identité : correspondance, spécimen de carnet.

1954-1955

81 F 1377-1378 Associations.

1947-1962

1377 Tutelle administrative des associations et des congrégations, déconcentration des pouvoirs au profit du Gouvernement général de l'Algérie, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, circulaires, notes, correspondance. Cas particuliers d'associations : correspondance.

1949-1962

1378 Associations d'Algérie, demandes de subvention et requêtes diverses : correspondance.

1947-1948, 1955

81 F 1379-1381 Jeux.

1946-1962

1379 Paris et jeux de hasard, réglementation : textes réglementaires, notes, correspondance (1946-1961). Examen de demandes d'autorisation de jeux par des casinos et des associations (1946-1962).

1946-1962

1380 Jeux de hasard, liste des personnes exclues des jeux publiée par le ministère de l'Intérieur.

1961-1962

1381 Colombophilie, réglementation, demandes d'autorisation. Courses de taureaux, réponse à des plaintes de sociétés protectrices des animaux : correspondance.

1948-1962

81 F 1382

Cimetière et sépulture.- Cimetières israélites, réglementation, autorisation d'agrandissement : textes officiels, notes, correspondance (1941-1956). Cimetières musulmans, examen du projet de création du cimetière d'El-Biar (1953). Inhumations dans les mosquées, examen de demandes d'autorisation (1953-1954). Cimetière militaire britannique en Algérie, autorisation, examen des modalités de son installation (1947-1955).

1941-1956

81 F 1383-1385 Armes.

1946-1962

Réglementation en matière d'acquisition, de détention, de commerce, d'importation et d'exportation d'armes et d'explosifs en Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1946-1961

Armement des services civils (communes mixtes, services de police, personnel forestier), demande d'autorisation de port d'armes de certains fonctionnaires : correspondance (1946-1961) ; utilisation de gilets pare-balles par les fonctionnaires de police : notes (1955).

1946-1961

Passage et importation d'armes et de matériel militaire en Algérie, saisies de cargaisons : rapports, correspondance (1957-1959). Demande d'autorisation d'importation d'armes en Algérie par des entreprises ; demande d'autorisation de port d'armes et de restitution d'armes, affaires particulières : question écrite, correspondance (1952-1962).

1952-1962

81 F 1386 Chasse.- Fermeture de la chasse en Algérie, interventions de parlementaires en faveur de la réouverture : correspondance.

1955

81 F 1387-1389 Protection civile.

1945-1960

1387 Protection civile et protection contre l'incendie, réglementation, application à l'Algérie de la réglementation métropolitaine : textes officiels, notes, correspondance (1945-1958); services de protection civile en Algérie, organisation, équipement et recrutement du personnel : textes réglementaires, note d'inspection (1951-1960) ; documentation : la lutte contre le feu par le lieutenant-colonel Devars (1951), rapport de mission de protection civile en Iran par Fernand Vrolyk(1957).

1945-1960

Protection civile, affaires particulières concernant des personnels de la protection civile, candidatures, interventions : correspondance.

1954-1960

Incidents et catastrophes naturelles, attribution de secours, informations.

1948-1959

Concerne les incidents de Béni-Saf (1948), les inondations de Constantine (1947), de Chéria (1948), de Sainte-Barbe du Tlélat (1948), de l'Est algérien (1958), l'explosion de Laghouat (1948), la catastrophe de Fréjus (1959).

Installation des clôtures électriques le long des voies publiques, application à l'Algérie de la réglementation française : arrêté préfectoral-type, texte de la norme.

1948-1951

81 F 1391 Heure légale en Algérie, modifications : projets de décrets, délibérations de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1953-1956

Dons et legs, application à l'Algérie de la législation métropolitaine : textes, notes, correspondance (1956-1961). Dons et legs à l'État, à des communes d'Algérie, à des établissements publics et à des associations reconnues d'utilité publique, examen des dossiers pour autorisation : correspondance, décrets d'autorisation (1942-1961).

1942-1961

Surveillance des personnes.- Création et tenue d'un répertoire spécial des personnes susceptibles de nuire à la sûreté de l'État : instructions, notes (1939-1955). Recherche dans l'intérêt des familles : instruction générale du ministère de l'Intérieur (1953).

1939-1955

Surveillance des frontières en Algérie, réglementation : instruction provisoire (1957) ; surveillance des côtes, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1955). Organisation de la police de l'Air et des Frontières, application à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1955-1957) ; extension du rayon d'action du service des douanes, exportation de certains articles de métropole en Algérie, contrôle : projets de textes, textes officiels, correspondance (1957-1960).

1955-1960

81 F 1395-1400 Circulation des personnes.

81 F 1393

81 F 1394

1936-1962

Interdiction de séjour, réglementation : textes officiels, rapports, correspondance (1936-1956) ; examen de cas particuliers : correspondance (1947-1955); interdiction de séjour d'individus en Algérie : circulaires de la délégation du gouvernement en Algérie (1961-1962).

1936-1962

Circulation transfrontière, réglementation : circulaires du ministère de l'Intérieur, correspondance (1947-1960) ; statistiques d'entrées et de sorties du territoire algérien de la police de l'Air et des Frontières (1961-1962).

1947-1962

Circulation des ressortissants français entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, réglementation : convention franco-tunisienne, circulaires, notes, correspondance.

1954-1962

Circulation entre l'Algérie et la métropole, réglementation : notes, circulaires (1945) ; trafic de billets de passage à Oran, fourniture de moyen de transport à des missions administratives et religieuses : correspondance (1947-1950) ; réglementation sur la circulation et les autorisations de voyages : notes, correspondance (1956-1961) ; cas particuliers, demandes d'autorisation de voyages pour des fonctionnaires et des Français musulmans résidant en métropole : listes nominatives, correspondance (1961).

1945-1962

Circulation des personnes entre l'Algérie et le Sahara, autorisation de voyages au Sahara, réglementation : circulaires, notes, correspondance ; circulation des aéronefs, statistiques des passagers entrant et sortant du Sahara.

Délivrance de passeports et de visas aux ressortissants français, réglementation : circulaires, notes ; demandes individuelles de passeports et visas transmis au ministère de l'Algérie puis à la délégation du gouvernement en Algérie pour avis.

1957-1962

81 F 1401-1403 Étrangers.

1938-1962

1401 Conditions d'entrée, de séjour et de travail en France des étrangers, application de la réglementation à l'Algérie : circulaires, notes. Délivrance de visas, de cartes de séjour, validité des passeports, réglementation : circulaires, correspondance.

1946-1962

Étrangers, application à l'Algérie de la réglementation en matière de cartes d'identité des étrangers et des cartes de commerçants étrangers : textes officiels, correspondance.

1938-1952

1403 Associations étrangères en Algérie, autorisation : textes de loi, notes, notes de renseignement, correspondance (1941-1950). Aide des firmes étrangères aux rebelles algériens, proposition de loi visant à interdire à ces firmes toute activité sur le territoire français (1956).

1941-1956

81 F 1404 Circulation routière et voirie.- Réglementation de la circulation automobile en Algérie : bordereaux d'envoi d'autorisations de circuler pour des véhicules, correspondance (1945). Retrait de permis de conduire à Oran en mai 1961 à la suite d'un concert de klaxon, intervention de l'Automobile club de France : correspondance (1961). Confiscation de véhicules abandonnés sur la voie publique, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1957-1961).

1945-1961

81 F 1405 Circulation aérienne.- Contrôle de la circulation aérienne, intervention des aéroclubs d'Algérie contre la décision du délégué général en Algérie d'interdire des vols en Algérie : bulletins d'information de la fédération aéronautique algérienne (*Le Pingouin*), correspondance.

1961-1962

81 F 1406 Autorisation de détention de poste et de création de station privée de radio-émission, transmission de demandes au délégué général en Algérie pour avis. Radio-émission, service des transmissions de l'Intérieur dans les départements des Oasis et de la Saoura : rapports d'activité, carte du réseau radioélectrique.

1958-1962

# Forces de police

81 F 1407

Services de police en Algérie, organisation : textes réglementaires, note (1942-1961) ; création et suppression de services de police : projet de textes, notes, correspondance ; affaires diverses : rapport, correspondance.

1942-1962

Concerne suppression du poste de police judiciaire à Bordj-Ménaïel (1954), création d'un service de police technique (1959), création de l'école de police d'Hussein-Dey, (1946-1954), projet de mécanisation de la préfecture de police d'Alger (1962), rapatriement des archives et fichiers du service départemental des renseignements généraux d'Oran (1962).

81 F 1408-1416 Personnel de police.

1942-1962

Fonctionnaires de la police métropolitaine réfugiés en Algérie pendant la seconde guerre mondiale, rapatriement, réponse à des demandes de fonctionnaires souhaitant être rapatriés : listes, notes, correspondance. Réponse à une demande d'intégration

des cadres de la police algérienne dans ceux de la police métropolitaine : motions, correspondance.

1945-1947

Statut du personnel de la police d'État d'Algérie, réglementation : textes officiels, circulaire (1942-1957) ; intégration de personnels de police dans les cadres de la police d'Algérie, intégration des fonctionnaires de police du Levant (1945-1948), intégration des fonctionnaires de police d'Indochine, du Maroc et de Tunisie (1954-1958).

1942-1958

Intégration des cadres de la police algérienne dans les cadres de la police métropolitaine, réponse à une motion syndicale demandant cette intégration : correspondance (1945-1946) ; réalisation de l'intégration dans les cadres métropolitains, étude des modalités de la réforme : textes officiels, notes, correspondance (1947-1960). Compétences du délégué général en Algérie en matière de gestion des personnels de police : projets de textes, textes (1962).

1945-1962

Redéploiement des forces de police en Algérie, radiation des cadres de fonctionnaires de la Sûreté nationale : textes officiels, notes, rapports, fiches individuelles, statistiques, listes, correspondance. Fusion des corps, révision du régime des déplacements collectifs et des indemnités de déplacement des membres des Compagnies républicaines de sécurité, envoi de personnel en mission de longue durée en Algérie : notes, textes officiels, correspondance.

1961-1962

Effectifs de la police en Algérie : note (1955), états statistiques trimestriels et mensuels des effectifs (1961-1962).

1955, 1961-1962

Recrutement, situation, avancement, licenciement, salaires et retraites de catégories de personnel de police, application de la réglementation, affaires particulières : textes réglementaires, notes, correspondance.

1945-1962

Revendications syndicales, revendication de corps de police sur les questions de recrutement, d'intégration, d'avancement, de primes, de mutation, de locaux : motions, correspondance (1945-1961). Dossiers de motions sur la situation et le statut des personnels en tenue par la section régionale algérienne du syndicat national des personnels en tenue de France et d'outre-mer, corps urbains (1960).

1945-1961

Interventions individuelles en faveur de fonctionnaires de police et de candidats à des postes de fonctionnaires de police, cas particuliers : correspondance.

1948-1961

Étatisation des polices municipales d'Algérie, élaboration de textes législatifs : décrets, listes, délibérations des conseils municipaux, correspondance ; application des textes législatifs : textes officiels, notes, rapports, correspondance ; intégration du personnel des polices municipales dans la police d'État : procès-verbaux de la commission d'intégration, statistiques d'effectifs ; examen de cas particuliers : correspondance.

1948-1961

81 F 1417 Attribution de la qualité d'officier de police judiciaire à des officiers de police et des officiers des armées et des sections administratives spécialisées en Algérie, réglementation : projets de décrets, textes officiels, notes, correspondance.

## Maintien de l'ordre, sécurité, supplétifs

81 F 1418 Corps des douairs (formation de police auxiliaire), création et organisation :

notes, projets de textes réglementaires, correspondance (1940-1941) ; personnel des douairs, recrutement et gestion, réglementation : notes, instructions, correspondance (1942-1945); corps civil des douaïrs, création, contrôle de son budget : textes officiels, notes, correspondance (1945-1948).

1940-1948

81 F 1419 Maintien de l'ordre.- Instructions sur les mesures à prendre en cas de

troubles : notes générales, circulaires (1947-1954) ; renforcement des effectifs des forces de maintien de l'ordre et fixation du minimum des forces: correspondance, rapports, textes officiels, documentation (1952-

1961).

1947-1961

Dispositif restreint de sécurité. 81 F 1420-1422

1950-1961

1420 Instruction générale : circulaire (1950) ; application du dispositif restreint sécurité : instructions, circulaires ; examen des modalités comptables de son application: notes, correspondance (1955-1956).

1950-1956

1421 Renforcement des effectifs et coordination des forces de maintien de l'ordre, créations des goums : notes, correspondance, tableaux d'effectifs.

1952-1958

1422 Réquisition de personnels pour la garde d'établissements de toutes natures : textes réglementaires, notes, correspondance.

1956-1961

81 F 1423-1431 Forces de l'ordre.

1945-1962

1423 Compagnies républicaines de sécurité, implantation en Algérie et relèves : notes, correspondance (1945-1960); armement des CRS, projet de décret : note (1961); effectifs en Algérie, instruction sur l'organisation des CRS déplacées en Algérie (1961-1962).

1945-1962

1424 Supplétifs, crédits : procès-verbal de séance de l'Assemblée algérienne (1954); organisation de leur statut : notes, correspondance (1958-1960). Unités territoriales : instruction générale (1958) ; service des réservistes dans les unités territoriales, étude de demandes de dispenses ou d'avantages : notes, correspondance (1956-1960). Traitement et droit à rémunération et à pension des fonctionnaires, anciens combattants et militaires intégrés dans les corps de supplétifs et les unités territoriales, réglementation : notes, procès-verbaux de réunions, correspondance (1956-1959).

1954-1960

1425 Groupes mobiles de police rurale (GMPR) puis groupes mobiles de sécurité (GMS), création et organisation, armement : textes officiels, notes (1955-1959); statut du personnel: notes, correspondance (1956-1961); projet d'attribution d'un drapeau : correspondance (1960). Reguêtes diverses de personnel des GMS transmises au délégué général du gouvernement en Algérie : bordereaux de transmission, correspondance (1959-1960). Personnel d'encadrement des GMS, reclassement dans la fonction publique en métropole : rapports, notes de services, textes officiels, correspondance (1962).

1955-1962

1426-1429 Service des affaires algériennes et sections administratives spécialisées.

1426 Sections administratives spécialisées (SAS), documentation générale : notice provisoire sur le service des affaires algériennes, bulletin de liaison des personnels des SAS, brochures (1955-1960) ; organisation du service des affaires algériennes et des SAS : texte officiel, note (1959). Cession au ministère de l'Intérieur de jeeps de l'armée pour les officiers des affaires algériennes, règlement financier : notes, correspondance (1955-1959).

1955-1960

1427 Transformation des sections administratives spécialisées en centres d'aide administrative (CAA), élaboration de la réglementation, financement : rapport de la commission d'élus sur le rôle et la structure des communes, textes officiels, notes, correspondance.

1959-1962

1428 Personnel des SAS et des CAA, statut, recrutement, réglementation : textes officiels, notes, listes nominatives d'officiers affectés au Gouvernement général de l'Algérie et au service des affaires algériennes, correspondance.

1955-1962

Dissolution des maghzens des sections administratives spécialisées, réglementation en matière de validation de services et de primes de reconversion attribuées aux moghaznis licenciés, préparation, application : projets de textes, textes officiels, correspondance.

1957-1962

Harkis.- Situation administrative des harkis : notes, correspondance des députés et sénateurs de Grande Kabylie (1959). Harkis, réglementation en matière de validation des services : textes officiels, note (1961).

1959, 1961

Force locale, création et organisation : projets de textes officiels, notes, rapports, correspondance ; statut du personnel : correspondance ; financement : procès-verbaux de réunions du comité d'étude du ministère d'État chargé des affaires algériennes, budget.

1961-1962

#### Affaires militaires, Défense nationale

81 F 1432-1433 Haut commandement et organisation générale des armées.

1924-1962

1432 Commandement supérieur aérien et commandement de la défense du littoral en Afrique du Nord, organisation : textes officiels, correspondance (1931-1934) ; conseil de défense en Algérie, organisation : notes, textes officiels (1924-1935) ; secrétariat de la défense nationale au Maroc, fonctionnement : rapport (1934).

1024\_1035

1433 Organisation générale des armées : avant-projet de loi (1947), propositions de loi et rapports parlementaires (1955). Organisation du haut commandement en Afrique du Nord et du commandement militaire en Algérie : projet de textes, textes officiels, notes, correspondance, coupures de presse (1946-1962). Personnel du haut commandement, documentation : rapports, coupures de presse (1946-1947)¹. Décret portant organisation du corps spécial de la sûreté aux Armées, examen de l'application à l'Algérie : projet de texte, correspondance (1955).

1946-1962

Officiers et sous-officiers, affaires particulières : interventions, correspondance (1955). Mise hors cadre ou en mission d'officiers mis à la disposition du Gouverneur général de l'Algérie, du ministre résidant et du délégué général en Algérie ou employés par le service des affaires algériennes et le service de formation des jeunes en Algérie, mesures individuelles :

À noter : dossier sur le décès du général Leclerc de Hautecloque.

arrêtés de nomination, interventions, correspondance (1949-1962). Réclamations d'entreprises travaillant pour la défense nationale : correspondance (1955).

1946-1962

Législation relative au maintien de l'ordre, aux appelés et rappelés, aux affaires militaires, aux personnes participant aux opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord : propositions de loi et rapports parlementaires, textes officiels.

1956-1962

Garde mobile militarisée, répartition des casernements entre le Gouvernement général de l'Algérie et l'administration militaire : notes, correspondance.

1941-1942

Gendarmerie en Algérie, organisation: notes, correspondance; projet de réorganisation, renforcement des effectifs, création et suppression de brigades: notes, correspondance; rappel des réservistes de la gendarmerie: propositions de résolution (1947-1961). Gendarmerie et garde républicaine, renforcement des effectifs et de l'équipement automobile: correspondance (1947-1954).

1947-1961

81 F 1438 Corps des officiers des affaires sahariennes, suivi des problèmes de recrutement et d'avancement : notes, correspondance, documentation (1948-1955). Statut du corps des officiers des Affaires militaires musulmanes, élaboration : projet de décret et de loi, notes, correspondance (1948-1958).

1948-1958

81 F 1439-1443 Recrutement militaire.

1914-1960

Législation relative au recensement et à la révision des classes, à l'appel sous les drapeaux, aux sursis : textes officiels, correspondance (1940-1962). Organisation de la commission de révision, réglementation : textes officiels, correspondance (1947-1962). Sursis et recrutement, requêtes de particuliers : bordereaux de transmission, correspondance (1946-1948, 1962).

1940-1962

Participation volontaire des fils d'étrangers résidant en Algérie aux opérations de recrutement de leur classe d'âge : listes nominatives, déclarations individuelles, correspondance.

1951-1960

Service militaire des Français musulmans résidant en Algérie et hors d'Algérie, élaboration de la législation, réforme : notes, textes de loi, correspondance (1914-1957) ; recrutement et organisation des troupes indigènes, travaux de la commission interministérielle des troupes indigènes : arrêtés, procès-verbaux, rapport d'ensemble, projet de loi (1920-1921).

1914-1957

Recrutement et service militaires des indigènes du Mzab, réglementation, contrôle de son application : notes, correspondance (1919-1926) ; pourvoi en Conseil d'État de représentants de la population du Mzab contre le recrutement militaire : notes, décision du Conseil d'État (1923-1928).

1919-1928

1443 Contingent de Français de métropole et de Français musulmans en Algérie, état d'esprit, relation avec la population : notes, correspondance.

1951-1955

81 F 1444-1446 Contribution financière aux dépenses militaires.

1913-1961

1444 Contribution de la métropole à la subvention en matière militaire aux territoires du Sud : notes (1932-1938). Contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la

métropole<sup>1</sup>, fixation et répartition du montant de la contribution : notes, correspondance (1913-1944).

1913-1944

1445 Contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la métropole, fixation et répartition de son montant, étude des propositions du Gouvernement général de l'Algérie, correspondance avec le ministre de la Défense nationale : notes, correspondance.

1945-1959

1446 Contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la métropole, répartition des crédits : rapports, notes (1960-1961) ; documentation sur les principes de cette contribution, historique, réglementation, utilisation : notes, textes officiels (1921-1952).

1921-1961

81 F 1447-1453 Défense nationale.

1925-1959

Organisation territoriale de la défense en métropole et en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance. Responsabilités en matière de défense, répartition entre les différentes autorités civiles et militaires : textes officiels.

1951-1962

Protection du secret, participation aux travaux de la commission interministérielle de sécurité : correspondance, notes, textes officiels, instruction ; application de ses conclusions au service de l'Algérie et des départements d'outre-mer : note. Protection du secret dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, réglementation : notes, correspondance.

1951-1958

1449 Conférences nord-africaines du comité de défense de l'Afrique du Nord : comptes rendus des débats, rapports, correspondance.

1950-1955

Organismes centraux et territoriaux d'études et de préparation de la défense nationale, documentation sur leur organisation, leur fonctionnement et leurs travaux : notes, rapports, textes officiels, candidatures, correspondance.

1949-1961

Concerne notamment Institut des hautes études de la défense nationale, commission d'études de défense nationale, secrétariat permanent du comité de défense de l'Afrique du Nord, secrétariats permanents et bureaux spécialisés de la défense nationale.

Organisation de la nation pour le temps de la guerre, réglementation antérieure à 1938 : textes officiels (1927-1939) ; application de la loi du 11 juillet 1938 et de ses modifications à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1938-1957).

1927-1957

Législation et réglementation pour le temps de la guerre en matière d'espionnage, de propagande étrangère, de communications, de circulation terrestre et aérienne, de dispositif de protection et de maintien de l'ordre : circulaires, notes, correspondance.

1925-1939

Organisation et réglementation en matière de défense passive et de protection civile pour le temps de la guerre, application à l'Algérie : instructions, circulaires, notes, correspondance.

1927-1959

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> La question de la contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la métropole, gérée par le ministère de la Défense, figurait dans les attributions des services chargés de l'Algérie au ministère de l'Intérieur. En leur sein, le service des affaires économiques s'occupait des questions budgétaires et le bureau des affaires politiques étudiait les questions de destination des crédits, en relation avec le cabinet du ministre. Ces dossiers ont tous été récupérés par le services des affaires administratives et sociales du ministère d'État chargé des affaires algériennes, en 1961.

1926-1959

Mobilisation générale dans les territoires d'outre-mer, réglementation, révision de la réglementation : circulaire, correspondance.

1926-1930

Préparation de la mobilisation en Algérie, réglementation : circulaires, notes ; rappel des réservistes et du contingent, réglementation : textes réglementaires, correspondance.

1947-1959

81 F 1456-1466 Mobilisation économique.

1927-1960

Réglementation générale : instructions, notes, correspondance.

1927-1938

Organisation et réglementation, création de commissions mixtes, détermination des besoins ; préparation de la mobilisation de la main d'œuvre, réglementation, création d'une commission mixte : textes officiels, notes, correspondance.

1949-1957

1458-1461 Affectation spéciale de réservistes.

1935-1961

1458 Réglementation : instructions, circulaires, textes réglementaires.

1935-1939

1459 Réglementation : textes réglementaires, notes.

1951-1961

1460 Cas soumis à l'accord du ministère de la Défense : notes, listes, correspondance.

1953-1954

Application de la législation, cas soumis à la décision du ministère de la Défense : textes officiels, notes, listes de réservistes affectés, décisions, correspondance.

1955-1957

Aliénation du domaine mobilier de l'État, réglementation : instructions ; classement des fortifications dans le domaine public, réglementation : instructions.

1939-1940

Mobilisation des industries, instructions sur la production des matières premières et des objets manufacturés, organisation des entreprises pour le temps de la guerre, réglementation : instructions, vœu du Conseil économique d'Alger, notes, correspondance.

1939-1940

Achats, ravitaillement et stockage de carburants et de denrées alimentaires : instructions, notes, correspondance.

1938-1940

Ravitaillement, réglementation : textes officiels, notes, projets d'instructions, correspondance ; ravitaillement en carburants, réglementation : projets de loi, comptes rendus de commissions spécialisées, textes officiels, notes, correspondance ; organisation de l'approvisionnement : textes officiels, correspondance.

1951-1960

Importation en Algérie de matériel, d'effets militaires et de postes d'émission de TSF, réglementation : textes officiels, correspondance ; paiement et exonération des taxes douanières : textes officiels, correspondance.

1952-1959

Protection sanitaire des animaux et des végétaux, réglementation : textes officiels ; mise en place des institutions chargées de cette mission : notes, correspondance.

Protection sanitaire de la population civile en temps de guerre, organisation pharmaceutique : instructions générales, procès-verbaux de réunions, notes, correspondance.

1949-1960

81 F 1468-1474 Organisation des transports pour le temps de guerre.

1927-1962

Organisation des services chargés des transports (direction des transports en Algérie en temps de guerre, secrétariat général pour les transports en Afrique du Nord pour le temps de guerre, commission de défense nationale des transports), réglementation : schémas d'organisation, notes, correspondance ; nomination de personnel et des directeurs des transports pour le temps de la guerre : arrêtés, correspondance.

1950-1957, 1962

Instructions (1927-1939). Instruction générale sur l'organisation et le fonctionnement des transports en temps de guerre, préparation : projets d'instructions, instruction générale, notes, correspondance (1955-1957).

1927-1957

Transports terrestres, transports et signalisation maritimes, réglementation : textes officiels, correspondance. Organisation de la chambre de destination et de diversion des navires : textes officiels, correspondance ; organisation des transports fluviaux : instruction provisoire.

1950-1960

Ports maritimes d'Algérie, préparation de la réglementation : textes officiels ; extension du port de Philippeville : plan, correspondance ; quartiers d'inscription maritime, plages et plans d'eau en Algérie, création, utilisation en temps de guerre : textes officiels.

1952-1960

Infrastructures et transports aériens : notes, instructions, procès-verbaux de réunions, correspondance ; direction des transports aériens en temps de guerre, organisation : circulaires, instruction provisoire, notes.

1951-1962

Transports militaires en Méditerranée en temps de guerre, transports initiaux, réglementation : textes officiels, notes, correspondance. Circulation des convois routiers et des transports militaires : instructions, projet d'arrêté, correspondance.

1952-1960

Projet de desserrement de la population métropolitaine en cas de conflit en Europe <sup>1</sup>: instructions, correspondance.

1953

81 F 1475 Travaux publics intéressant la défense nationale, documentation ; financement : textes officiels, notes, correspondance. Extension de la procédure des travaux mixtes à l'Algérie, réglementation : textes officiels, comptes rendus de réunions, correspondance ; travaux mixtes en zones réservées : textes officiels, correspondance<sup>2</sup>.

1941-1960

81 F 1476 Protection des installations d'importance vitale, application de la législation à l'Algérie : textes officiels, correspondance ; désignation comme installation d'importance vitale de l'oléoduc d'Haoud-El-Hamra à Bougie (1959-1961). Protection du pipe-line d'Hassi-Messaoud, adoption et financement du plan de protection : notes, correspondance, carte, coupures de presse (1953-1958). Mesures à prendre autour des terrains militaires du Sud-Oranais : correspondance (1954).

Le desserrement envisagé consistait à transporter les populations en Afrique du Nord, en cas de guerre en Europe.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> À noter : correspondance sur un projet de construction de canalisations de transport de gaz naturel par Électricité et gaz d'Algérie.

81 F 1477-1479 Réquisitions.

1939-1961

Réquisitions en temps de guerre et réquisitions militaires, application de la législation à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1939-1958

1478 Réquisition des biens et des services, réglementation : instructions ; application de la législation à l'Algérie : textes officiels, notes, avis du Conseil d'État, correspondance (1929-1960). Restitution à l'armée d'une voiture réquisitionnée attribuée au préfet d'Oran : correspondance (1942). Réquisition de terrains agricoles, interprétation de la réglementation : notes, correspondance (1959).

1929-1960

1479 Réquisition de personnes, législation : textes officiels, correspondance ; renforcement du personnel d'Électricité et Gaz d'Algérie en cas de grèves : comptes rendus de réunions, état des besoins, notes, correspondance (1956-1957). Commande de carnets d'ordre de réquisitions individuelles (1957-1958). Réquisition des forces armées en cas d'attroupement, législation sur les signaux de sommation : correspondance (1961).

1956-1961

81 F 1480 Mise sous séquestre des biens ennemis, application de la législation en Algérie, projet de décret : projets, textes de lois, notes (1944-1954). Saisies de cargaisons de marchandises ennemies : correspondance, bordereau de transmission (1939-1940).

1939-1954

Cartographie, installation en Afrique du Nord d'un établissement pour la production et le stockage de cartes : rapport, correspondance (1954) ; diffusion de documents cartographiques auprès des autorités américaines : correspondance, textes officiels.

1954-1955

81 F 1482 Champs de tirs et polygones d'exercice, création, autorisations (1951-1957) ; création d'une poudrerie et protection d'usines privées de fabrication d'armes (1951-1955). Recherche scientifique dans le domaine nucléaire, projet de création d'un laboratoire et d'une centrale, participation financière de l'armée (1954-1955).

1951-1957

81 F 1483 Accidents survenus à des personnes appréhendées ou internées alors qu'elles étaient placées sous la garde de l'armée, réglementation relative aux réparations dues aux victimes : notes, listes d'affaires, statistiques, correspondance relative à des cas particuliers.

1960-1962

# Organismes représentatifs

81 F 1484 Organismes consultatifs ou délibérants des secteurs publics et privés, prorogation du mandat des membres y siégeant, éviction des représentants de la confédération générale du travail : notes, correspondance, textes officiels.

1956

Réorganisation territoriale et réforme du régime électoral des tribunaux et chambres de commerce, des chambres de métiers et des conseils des prud'hommes : notes, textes officiels. Représentation du personnel dans les entreprises et organismes publics et privés, réforme du régime électoral : textes officiels, notes, correspondance.

1958-1959

Chambres et tribunaux de commerce, conseils des prud'hommes, nomination et démission d'office de membres : notices individuelles, arrêtés.

1941-1962

Réforme du statut et du régime électoral des chambres et tribunaux de commerce, réforme : textes de loi, notes, vœux, correspondance, coupures de presse (1946-1954). Création d'une assemblée des présidents de chambre de commerce : correspondance (1947).

1946-1954

Réforme du régime électoral des tribunaux de commerce, projet : textes officiels, notes.

1949-1956

Réforme du régime électoral des chambres de commerce, travaux préparatoires, application et examen des difficultés d'interprétation de la loi du 11 février 1955 : textes officiels, projets de textes, notes, correspondance (1952-1957). Registre du commerce en Algérie, statistiques des inscrits (1950-1958).

1950-1958

Réforme du statut et du régime électoral des chambres et tribunaux de commerce, application à l'Algérie : notes, textes officiels, vœux, correspondance.

1958-1961

Organisation, augmentation des effectifs des chambres et tribunaux de commerce, modification des ressorts territoriaux, désignation des membres : textes officiels, projets de textes, correspondance.

1939-1961

Concerne le tribunal et la chambre de commerce d'Alger (1956-1961), le tribunal de commerce d'Oran (1960-1961), les chambres de commerce de Bône (1955), Constantine (1959), Philippeville (1959), et Tlemcen (1957), le tribunal maritime commercial de Bône (1939-1954).

Personnel des tribunaux de commerce, statut et pouvoirs des greffiers et commisgreffiers : correspondance (1949-1954). Personnel administratif des chambres de commerce d'Algérie, statut, retraite, application de la législation à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1952-1962).

1949-1962

81 F 1493 Création de chambres des métiers en Algérie : projets de textes, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance (1952-1953) ; réforme du régime électoral et création d'un registre des métiers en Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1954-1959).

1952-1959

81 F 1494-1495 Chambres d'agriculture.

1929-1962

Réforme du régime électoral des chambres d'agriculture : textes officiels, projets de textes, documentation, circulaires (1929-1959) ; réforme de la tutelle financière : textes officiels, notes, correspondance (1958-1959) ; organisation des élections, suivi : circulaires, correspondance (1959-1962).

1929-1962

Personnel administratif des chambres d'agriculture, élaboration du statut, affiliation à un régime de retraite, fixation du salaire indicatif : textes officiels, comptes rendus de réunions de la commission nationale paritaire du personnel administratif des chambres de commerce, notes, correspondance.

1950-1962

## Bureau des affaires sociales

Créé en 1961, ce bureau reprend les attributions et les dossiers de l'ancien bureau des affaires administratives de la direction des affaires d'Algérie en matière de législation sociale. La plupart de ses dossiers sont consacrés à l'examen de l'applicabilité et à l'application de la législation sociale métropolitaine à l'Algérie. Les autres sont relatifs à l'éducation, la culture, la population. Ce bureau

est dirigé par Maurice Lacoste, qui était employé avant 1961 au bureau des affaires administratives et juridiques.

#### Législation sociale

81 F 1496 Législation sur la sécurité sociale, les allocations familiales, les accidents du

travail et l'action sociale en Algérie, documentation générale : textes réglementaires, rapports parlementaires, notes, brochures.

1951-1962

81 F 1497-1508 Sécurité sociale en Algérie.

1939-1962

Introduction du régime de la sécurité sociale en Algérie, extension de la législation métropolitaine, préparation : textes officiels, notes, correspondance.

1939-1952

Application à l'Algérie de la législation métropolitaine, projets du gouvernement, propositions parlementaires : propositions de résolutions, projets de loi, avant-projets, propositions de lois, notes (1945-1951). Débats parlementaires sur la sécurité sociale en Algérie : documents parlementaires, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne et de l'Assemblée de l'Union française ; opinion publique : coupures de presse (1951-1955).

1945-1955

Régime de la sécurité sociale en Algérie, réforme, modifications : projets de textes, textes officiels, notes, documentation (1952-1962). Régime d'assistance et de sécurité sociale dans les pays du Moyen-Orient, documentation : notes, correspondance (1952).

1952-1962

Rapports annuels sur le fonctionnement des régimes de sécurité sociale en Algérie.

1951, 1953, 1959

Relèvement et plafonnement des taux de cotisation en matière d'assurances sociales et d'allocations familiales, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne et du délégué général en Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1951-1961

Sécurité sociale, examen de demandes de particuliers : correspondance.

1953-1962

1503-1504 Contentieux de la sécurité sociale en Algérie

1949-1962

1503 Préparation de la loi du 30 décembre 1952 : notes, projets de loi, correspondance.

1949-1952

1504 Préparation des textes d'application de la loi du 30 décembre 1952 : projets de textes, notes, correspondance ; refonte des textes : textes officiels, correspondance (1952-1962). Intervention d'un député au sujet du délai de prescription du droit aux prestations de l'assurance maladie, examen : correspondance (1961-1962).

1952-1962

Départements sahariens, application du régime de la sécurité sociale, organisation des services de sécurité sociale : textes officiels, notes, correspondance. Régime de sécurité sociale des mines, application de la législation aux départements sahariens : motions syndicales, notes, correspondance.

1959-1962

Sécurité sociale des travailleurs migrants, application des règlements de la Communauté économique européenne à l'Algérie : circulaires, décisions de la CEE, textes officiels ; incidence de l'indépendance de l'Algérie sur l'application de ces règlements : correspondance. Centre de sécurité sociale des travailleurs

migrants d'Algérie, organisation et fonctionnement : comptes rendus des conseils d'administration, rapports, documentation.

1958-1963

Organismes de sécurité sociale en Algérie, organisation, fonctionnement, contrôle de l'État : textes officiels, correspondance (1950-1962). Convention collective nationale du personnel des organismes de sécurité sociale métropolitaine, application au personnel des caisses de sécurité sociale d'Algérie : convention collective, correspondance (1959-1962).

1950-1962

Assurance vieillesse, application à l'Algérie, débats parlementaires : journaux officiels, textes officiels, correspondance (1952-1955) ; régime de retraite complémentaire, élaboration de textes officiels (1960-1962) ; application d'une ordonnance sur certaines opérations de prévoyance collective et d'assurance (1959-1960).

1952-1962

81 F 1509-1523 Régimes de sécurité sociale.

1941-1962

1509-1512 Régime du secteur non agricole.

1941-1962

Réglementation de base, réglementation relative à diverses questions, homologation de décision de l'Assemblée algérienne : textes officiels, notes, correspondance.

1949-1960

Concerne notamment l'assurance-maternité, l'assurance longue maladie, le capital-décès, l'assurance sociale des épouses multiples de Français musulmans, le remboursement des prestations sociales.

1510 Assurance vieillesse des salariés et non salariés du secteur non agricole, préparation de la législation : textes officiels, interventions, notes, projets de loi, correspondance, documentation ; fonds d'aide sociale à la caisse d'assurance vieillesse d'Algérie, principe, cas particuliers : correspondance ; validation de services : correspondance.

1953-1962

1511 Allocations aux vieux travailleurs salariés, examen de l'opportunité d'appliquer la législation métropolitaine à l'Algérie : correspondance (1941-1942) ; application de la législation métropolitaine à l'Algérie, homologation des décisions de l'Assemblée algérienne : notes, questions écrites, interventions, textes officiels, décisions d'homologation, correspondance (1950-1962).

1941-1962

1512 Création et organisation du régime du secteur non agricole, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, décret d'homologation, notes, correspondance.

1949-1962

1513-1514 Régime du secteur agricole.

1952-1961

1513 Création du régime des exploitants agricoles, vote de la loi du 25 janvier 1961 : comptes rendus des débats de l'Assemblée nationale et du Sénat, projets de loi (1959-1961) ; affiliation des khamès et des autres associés agricoles à part de fruit, homologation d'une décision du délégué général du gouvernement en Algérie : projets de textes, décision, décret d'homologation, correspondance (1957-1958).

1957-1961

1514 Allocations aux vieux travailleurs salariés de l'agriculture, application à l'Algérie, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, décrets d'homologation, notes, coupures de presse (1952-1954) ; création d'une retraite complémentaire de l'agriculture, pour les ingénieurs et cadres d'exploitation agricole et les salariés agricoles en Algérie : texte officiel, correspondance (1956-1958).

1948-1962

1515 Codification, application à l'Algérie : textes officiels, notes (1949-1962). Ouvriers musulmans des forces armées, extension à leur bénéfice du régime des retraites : projets de textes, extrait de débat de l'Assemblée nationale, correspondance (1948). Régime de retraite des agents de l'État non titulaires : texte officiel, circulaires, correspondance (1955-1961).

1948-1962

1516 Régime de sécurité sociale des personnels communaux, départementaux et hospitaliers, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne et du délégué général du gouvernement en Algérie : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1950-1958

1517-1523 Régimes spéciaux.

1947-1962

1517 Régime des retraites des agents des Chemins de fer algériens, des agents de chemins de fer secondaires, d'intérêt local et des tramways, extension de la réglementation à l'Algérie, homologation de décisions : textes officiels, notes, motions syndicales, correspondance.

1947-1962

1518 Régime des agents d'Électricité et Gaz d'Algérie, application de la réglementation à l'Algérie : textes officiels, correspondance ; contentieux, examen de cas particuliers : correspondance.

1948-1962

1519 Régime des mineurs en Algérie et dans les départements sahariens, organisation, simplification, coordination des régimes algériens et métropolitains : textes officiels, correspondance, motion du personnel des mines de l'Ouenza.

1953-1962

1520 Régime de retraite des personnels des mines en Algérie, création, modifications : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, projets de décisions, correspondance (1949-1956). Mise à la retraite d'office du personnel des houillères du Sud-Oranais, projet de décret : projet de texte, correspondance (1961-1962).

1949-1962

1521 Régime des grands invalides de guerre, application de la législation à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1952-1960) ; régime des militaires, application à l'Algérie : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, textes officiels, circulaires, notes, correspondance (1950-1962).

1950-1962

1522 Régime des étudiants, application de la législation de l'Algérie : documents parlementaires, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, textes officiels, notes, décrets d'homologation, correspondance.

1950-1962

Régimes spéciaux divers, application de la législation à l'Algérie : textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance.

1950-1962

Concerne notamment : cadres, voyageurs représentants placiers, employés domestiques de maison, artistes du spectacle, marins de commerce, marins embarqués sur les navires tunisiens et chérifiens, bachadels, adels et aouns, personnel de la Banque d'Algérie et de Tunisie, membres de l'Assemblée algérienne, personnel du consulat d'Espagne à Alger.

81 F 1524-1526 Coordination des régimes de sécurité sociale d'Algérie et de métropole.

1524 Coordination du régime de la sécurité sociale du secteur non agricole : textes officiels, notes, correspondance, documentation. 1950-1961 1525 Coordination des régimes du secteur agricole, des régimes des fonctionnaires, des régimes spéciaux : textes officiels, notes, correspondance ; examen de cas particuliers: correspondance. 1526 Coordination des régimes d'assurance vieillesse, d'allocation vieillesse et de retraite: textes officiels, notes, correspondance. 1953-1962 81 F 1527-1531 Allocations familiales. 1943-1962 1527 Elaboration de la réglementation pour l'Algérie, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : textes officiels, notes, correspondance, documentation. 1528 Projets de réforme pour l'Algérie : propositions de loi, textes officiels, notes, rapports, correspondance, question écrite, coupures de presse (1951-1962) ; régime métropolitain, modifications : propositions de résolution et de loi, rapports parlementaires (1950-1951). 1950-1962 1529 Caisses d'allocations familiales en Algérie et caisse de coordination et de surcompensation, création; organisation et fonctionnement : textes officiels, notes, correspondance, propositions de résolutions, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne (1943-1957). Allocations familiales, régime général : textes officiels, notes, correspondance, rapport général de la commission d'étude des problèmes de la famille (1946-1961). 1943-1961 1530 Régime spécial des marins pêcheurs artisans d'Algérie, projet, réglementation, réponse à des interventions ou des questions écrites : projet de loi, comptes rendus des débats de l'Assemblée nationale, notes, correspondance, coupures de presse. 1952-1962 1531 Régimes spéciaux : textes officiels, correspondance. 1948-1962 Concerne notamment militaires, concierges, domestiques, marchands forains, personnel de la chambre de commerce d'Alger, fonctionnaires civils, agriculteurs, cheminots et traminots. 81 F 1532-1538 Accidents du travail. 1940-1962 1532 Législation, documentation : textes de lois et décrets (1946-1960) ; application à l'Algérie, réglementation : notes, textes officiels, correspondance (1940-1951). 1533 Application à l'Algérie de la législation, réglementation : projets de textes et textes officiels, notes, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1951-1962). Transmissions de requêtes de particuliers au Gouvernement général, réponse à des demandes de renseignement : correspondance, bordereaux de transmission (1956-1961). 1951-1962 1534 Fonds commun des accidents du travail en Algérie et dans les départements sahariens, financement: textes réglementaires, correspondance (1955-1962). Départements sahariens, accidents du travail survenus aux harkis, réglementation : notes, correspondance (1961-1962).

1535 Régime des accidents du travail dans le secteur non agricole, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : textes officiels, notes, correspondance ; indemnisation, réglementation: textes officiels; prévention et réparation des accidents du travail, réglementation : textes officiels ; application à l'Algérie de la législation sur les orphelins de victimes d'accidents du travail : textes officiels. 1952-1960 1536 Applicabilité et application à l'Algérie de la réglementation : projets de textes

officiels, notes, correspondance.

1950-1958

1537 Accidents du travail dans l'agriculture, application de la législation à l'Algérie : notes, projets de textes, textes officiels, correspondance ; législation sur les maladies professionnelles dans l'agriculture, application à l'Algérie : textes officiels, correspondance.

1945-1962

Accidents aux mines de Kenadsa du 4 mai 1948, enquête : rapport, notes, correspondance ; réponse à des interventions parlementaires : notes, correspondance; documentation: coupures de presse; assistance aux victimes: textes officiels, notes, correspondance.

1948

81 F 1539 Maladies professionnelles.- Prévention de la silicose, réparations dues victimes, application de la réglementation en Algérie : projets de textes officiels, correspondance.

1959-1962

81 F 1540-1541 Politique sociale en faveur des personnes âgées.

1956-1961

Documentation : textes officiels, brochures, coupures de presse ; fonds spécial d'aide aux personnes âgées, application à l'Algérie, contrôle : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance, rapports d'activité. Allocation spéciale aux personnes âgées, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1956-1961). Recasement du personnel du fonds spécial d'aide aux personnes âgées: correspondance (1962).

1956-1962

Création du fonds national de solidarité : rapports parlementaires, projets de textes et textes officiels, notes, correspondance; extension de la législation aux invalides, aux étrangers et aux veuves de guerre: textes officiels, notes, correspondance.

1956-1961

81 F 1542-1554 Promotion sociale des Français musulmans d'Algérie.

1949-1962

Situation de la société musulmane en Algérie, documentation : rapport de synthèse de Rachid Bencheneb (1949); texte d'une conférence de Mme Rochefort sur l'œuvre de la France en Algérie(s.d.).

1543 Politique en faveur des Français musulmans résidant en Algérie et en métropole, documentation sur les mesures à prévoir en matière d'état civil, de statut civil, d'assurance sociale, d'assistance à l'enfance et aux anciens combattants : listes de textes officiels, mémoire d'un stagiaire de l'École nationale d'administration, notes, correspondance.

1949-1959

1544 Documentation sur les mesures prévues dans le programme économique et social de Constantine, mesures financières, promotion culturelle, promotion féminine, centres et foyers de jeunes : notes (1958-1959) ; travaux préparatoires des textes de lois : notes, comptes rendus de réunions, projets de textes (1959).

1538

1540

1541

1542

1545

Débats parlementaires sur la promotion sociale des Français musulmans : projets de textes, documents parlementaires, avis du Conseil d'État, documentation ; mesures prises en application de la loi sur la promotion sociale : projets de textes, notes, correspondance ; documentation : recueils de textes, coupures de presse (1959-1961). Choix d'un membre de jury d'examen pour les élèves de l'Institut du service social de Montrouge : correspondance (1962).

1959-1962

1546-1550 Accès et promotion dans la fonction publique.

1944-1962

1546 Accès des musulmans à la fonction publique, législation : sénatus-consulte de 1865, lois, décrets ; application : questions écrites, notes, correspondance.

1944-1958

1547 Prospection de candidats à la fonction publique parmi les Français musulmans d'Algérie : dossiers préparatoires aux conseils restreints et au comité des affaires algériennes, notes.

1960-1961

1548 Conseil supérieur de la promotion sociale en Algérie, création, nomination des membres : notes, correspondance ; suivi des travaux : rapports, comptes rendus, notes de synthèse.

1959-1962

Rapports du conseil supérieur de la promotion sociale, états numériques de fonctionnaires, correspondance.

1960-1961

Stagiaires musulmans du centre de formation rattaché à l'École nationale d'administration, suivi de leurs études : fiches individuelles, correspondance.

1961-1962

Mesures destinées à favoriser l'emploi des Français musulmans, élaboration des textes d'application du décret du 26 mars 1956 : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1956-1962

Promotion sociale en milieu rural en Algérie, documentation : notes, projets de textes, textes officiels (1959-1960) ; formation professionnelle des adultes, organisation : textes officiels, notes, rapports (1959-1961).

1959-1961

1553 Centres sociaux, organisation et fonctionnement : textes officiels, notes, rapports, listes nominatives du personnel, correspondance.

1955-1962

Service civique et encadrement de la jeunesse algérienne, projet de création du service civique pour les jeunes musulmans : notes, rapports (1954-1958). Service de formation de la jeunesse en Algérie, foyers de jeunes, organisation, renforcement, dissolution : correspondance (1958-1962).

1954-1962

#### **Travail**

81 F 1555-1556 Régime du travail en Algérie, application de la législation métropolitaine : textes officiels, notes, correspondance.

1937-1960

1555 1937-1947.

1556 1950-1960.

Procédures d'embauche, de licenciement, de réintégration, application à l'Algérie de la législation métropolitaine : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1946-1961

81 F 1558 Chômage en Algérie, réglementation, régime d'allocation chômage, homologation de décisions : notes, correspondance, délibérations de l'Assemblée algérienne, vœux.

1953-1961

Affaires de licenciements et chômage à Oran, Alger et Bougie, suivi : protestations, motions, notes, correspondance.

1946-1950

Durée du travail, application à l'Algérie de la réglementation métropolitaine: textes officiels, notes, correspondance. Fêtes légales, application de la réglementation à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1944-1962

Congés et congés payés, application de la réglementation à l'Algérie : textes officiels, rapports, notes, correspondance (1945-1962). Congés " éducation ", application de la législation à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1956-1960). Congé de formation en faveur des futurs cadres et animateurs de la jeunesse, réglementation : projet de loi, projet de décret, textes officiels, comptes rendus de réunions, notes, rapports (1960-1962).

1945-1962

81 F 1562-1564 Salaires.

81 F 1566

1945-1962

Salaires et salaire minimum, application de la réglementation à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance ; documentation : brochures, presse, notes (1947-1962). Conférence sur la question des prix et salaires en Afrique du Nord, préparation : notes, correspondance (1947).

1947-1962

Salaires, application en Algérie de la réglementation en matière de bulletins de paie, de paiement des heures supplémentaires, de saisies-arrêts de salaires : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1945-1960

Salaires dans l'agriculture, salaires des travailleurs à domicile, indemnités d'intempéries des ouvriers, application de la réglementation à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1955-1958). Salaires et rémunérations, examen de cas particuliers : interventions, correspondance (1950-1961).

1950-1961

81 F 1565 Conventions collectives, application à l'Algérie de la législation métropolitaine : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance ; réactions : notes, correspondance (1947-1958) ; association capital-travail et intéressement des travailleurs à l'entreprise, projets, documentation : textes officiels, plaquette de la CGT-FO, documentation (1952-1962).

1947-1962

Organisation, fonctionnement et pouvoirs des comités d'entreprises, application à l'Algérie de la législation métropolitaine : textes officiels, notes, correspondance, documentation (1945-1961). Conflit dans des comités d'entreprises en Algérie, cas particuliers : correspondance (1946-1948).

1945-1961

81 F 1567 Libertés syndicales, élaboration de la législation : notes, correspondance (1955) ; atteinte aux libertés syndicales, suivi : protestations de syndicats, correspondance (1955) ; revendications syndicales, manifestations, conflits,

suivi : notes de renseignement, correspondance, bordereaux d'envoi, (1941-1962).

1941-1962

81 F 1568

1569

Liberté du travail, interventions relatives à l'application de la législation métropolitaine en Algérie : correspondance (1947-1948). Droit de grève, projet de législation : projets de loi, notes, motions de la région économique d'Alger, correspondance (1953-1958). Grèves et conflits sociaux en Algérie, surveillance : notes des Renseignements généraux, rapports de police, correspondance (1947-1960).

1947-1960

81 F 1569-1570 Inspection du travail.

1945-1961

Inspection du travail, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1953-1958) ; création de postes et reclassement des inspecteurs du travail : notes, correspondance (1945-1949). Rapports d'activité des services du travail d'Algérie : rapport trimestriel de la préfecture d'Oran (1953), rapports mensuels d'activité de la direction du travail et de la sécurité sociale du Gouvernement général de l'Algérie (1952-1956).

1945-1958

Hygiène et sécurité des travailleurs, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de décrets et de décisions, textes officiels, notes, correspondance, documentation.

1947-1961

81 F 1571

Médecine du travail, organisation des services médicaux du travail, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1948-1960). Inspection médicale du travail en Algérie, organisation : textes officiels, correspondance (1957-1962).

1948-1962

81 F 1572-1574 Réglementation du travail dans l'agriculture.

1945-1961

Application de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, interventions, questions écrites, notes, correspondance.

1945-1961

1573 Conditions de travail des salariés et ouvriers agricoles, revendications de sections syndicales locales : motions, correspondance (1946-1948). Risques d'accidents et d'incendie dans les entreprises de battage, avis du Gouverneur général de l'Algérie sur les modalités de prise en charge de la garantie de ces risques par les caisses régionales d'assurances mutuelles : correspondance (1949).

1946-1949

1574 Contrôleurs des lois sociales en agriculture, attributions : textes officiels, projets de loi, correspondance ; réponse à des interventions syndicales concernant les effectifs des contrôleurs : correspondance.

1950-1961

Organisation de la profession artisanale, législation tendant à favoriser son développement : textes officiels, code de l'artisanat, comptes rendus de réunions et pièces annexes du groupe de travail " Artisanat ", rapports, documentation.

1953-1961

81 F 1576-1577 Régime du travail dans les exploitations minières.

1576 Statut et salaire des personnels des exploitations minières d'Algérie, constitution, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, revendications de mineurs, correspondance.

1577 Statut des personnels des exploitations minières en Algérie, préparation de la réglementation concernant les salaires et les primes : projets de textes, textes officiels, code minier, correspondance.

1948-1961

81 F 1578 Mines et carrières, application à l'Algérie de la législation métropolitaine sur la médecine du travail dans les mines et carrières : textes officiels, correspondance.

1960-1961

81 F 1579 Salines, examen de la question de la classification des exploitations des marais salants et des lacs salés : correspondance ; ouvriers des salines, régime des salaires, réglementation : textes officiels, correspondance.

1947-1948

Régime du travail dans les ports et la marine marchande. 81 F 1580-1582

1941-1961

1580 Organisation du travail de manutention dans les ports, élaboration et application à l'Algérie de la législation : textes officiels, interventions, motions syndicales, correspondance.

1941-1959

1581 Dockers, application de la réglementation en matière de travail, suivi des conflits sociaux : textes officiels, notes de renseignement, correspondance, coupures de presse (1946-1952). Portefaix-bagagistes du port d'Alger, parlementaire en faveur de l'application du statut métropolitain à l'Algérie : correspondance (1959-1960). Gardiens de phares, application de la législation sur les emplois réservés : correspondance (1948). Personnel ouvrier d'outillage des ports, rémunération : correspondance (1952-1953).

1946-1960

1582 Code du travail maritime, application à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1955-1960). Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, application à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1955-1961). Ratification de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer : correspondance (1960-1961).

1955-1961

81 F 1583 Banques, régime du travail, statut et salaire du personnel, travaux sur une convention collective, suivi des revendications : notes, correspondance (1941-1950) ; intervention du sénateur Enjalbert (1957) ; intervention du comité du personnel des banques et établissements financiers d'Algérie à propos du reclassement du personnel : correspondance (1962).

1941-1962

Régime du travail des concierges d'immeubles, application de la 81 F 1584 législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, loi, notes, correspondance.

1958-1960

81 F 1585 Main d'œuvre.- Commission de la main d'œuvre, groupe « Algérie » : comptes rendus de réunions, documents (1959) ; emploi, salaire et main d'œuvre, documentation : notes du Gouvernement général de l'Algérie (1954-1961), rapport de R. Olivier, administrateur de l'INSEE à Alger, sur *Production*, emploi et revenus en Algérie (1958).

1954-1961

Introduction de main d'œuvre étrangère en Algérie. 81 F 1586-1589

Réglementation: textes officiels, notes (1947-1961); travail des étrangers dans les domaines commerciaux et artisanaux et activités salariées, réglementation: projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1949-1956).

1947-1961

1587 Candidatures, notes, correspondance ; situation de la main d'œuvre étrangère en Algérie et dans les départements sahariens : notes, bulletins.

1929-1961

Concerne particulièrement la main d'œuvre suisse, italienne, grecque, allemande et espagnole.

Main d'œuvre marocaine, réglementation de l'entrée, du séjour et de l'emploi en Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1949-1960) ; immigration clandestine de main d'œuvre marocaine en Algérie et en métropole : notes, rapports de police, rapport du préfet de la Loire, correspondance ; convention francomarocaine, conditions de séjour en France des Franco-marocains : notes, correspondance (1947-1961).

1947-1961

Main d'œuvre italienne en Algérie, application des accords franco-italiens sur l'immigration italienne et le paiement d'allocations familiales : notes, correspondance (1947-1960) ; recrutement et placement irrégulier de travailleurs italiens en Algérie, surveillance : circulaire, correspondance (1947-1955).

1947-1960

Échanges de main d'œuvre entre la métropole et l'Algérie.- Introduction en Algérie de main d'œuvre métropolitaine, réponse à des demandes de renseignement : correspondance (1946-1956). Recrutement en Algérie de travailleurs saisonniers pour la métropole, réglementation : notes, correspondance, textes officiels. Contrôle de la migration de la main d'œuvre algérienne vers la France : circulaires (1955-1962).

1955-1962

Reclassement professionnel des réfugiés civils français d'Indochine, demande d'information adressée au Gouvernement général sur les possibilités offertes par l'Algérie : correspondance.

1955

81 F 1592-1598 Formation et enseignement professionnels.

1947-1962

Formation professionnelle en Algérie, situation générale : notes, correspondance, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne (1948-1954) ; documentation : textes officiels, notes, brochures, coupures de presse ; coordination entre l'Algérie et la métropole : comptes rendus de réunions, notes (1952-1962).

1948-1962

Formation professionnelle accélérée et formation professionnelle des adultes, réglementation : textes officiels, notes, rapports (1948-1960). Formation professionnelle accélérée des jeunes appelés musulmans : circulaire, notes, comptes rendus de réunions, correspondance (1958-1962). Centres de formation professionnelle accélérée, recrutement de personnel : notes, correspondance (1949-1958). Formation agricole, projet de création de sections agricoles de la formation professionnelle accélérée avec l'aide du fonds européen de développement, organisation de stages et de formation : synthèses de stages, correspondance (1961-1962).

1948-1962

Enseignement et formation professionnels en Algérie, documentation : textes officiels, notes, correspondance, rapports sur la formation professionnelle par Joël Serieyx, membre de la fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux, documentation. Centres de préformation professionnelle en France et en

Algérie (Marseille, Colmar, Alger, Marengo), création : notes, correspondance, trois photographies du centre de préformation de Marseille.

1953-1962

1595-1598 Formation professionnelle.

1947-1962

1595 Apprentissage en Algérie, organisation : textes officiels, note; centres d'apprentissage, création en Algérie : décrets, correspondance (1947-1951). Orientation professionnelle, documentation, création de centres d'orientation professionnelle en Algérie: textes officiels, correspondance (1951-1961).

1947-1961

1596 Conventions d'échanges internationaux de stagiaires professionnels, extension ces conventions à l'Algérie : textes officiels, circulaires, correspondance.

1949-1951

1597 Personnel de la formation professionnelle en Algérie, affaires individuelles : interventions, correspondance ; reclassement et reconversion en métropole : correspondance.

1598 Rééducation et reclassement professionnels des travailleurs handicapés et des mutilés de guerre, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, rapport, correspondance.

1951-1962

81 F 1599-1602 Professions réglementées.

1946-1962

1599 Exercice de la profession d'architecte, réglementation : projets de textes, textes officiels, correspondance.

1946-1959

1600 Voyageurs-représentants-placiers, statut et carte professionnelle, législation. extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1955-1961

1601 Professions réglementées, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1939-1960

Concerne les agents d'assurance, les agents commerciaux, les agents immobiliers et gérants d'immeuble, les coiffeurs, les conseils juridiques, les directeurs d'agences privées de recherche, les gens de mer, les géomètres experts, les installateurs électriciens, les œnologues, les travailleurs du livre, les vétérinaires, l'exercice du droit.

1602 Reclassement en métropole de Français rapatriés exerçant des professions réglementées (loueurs de taxi, experts-comptables) : correspondance, notes.

1962

#### Santé, assistance

81 F 1603 Code de la santé publique : textes officiels (1953-1959) ; application du code de la santé publique à l'Algérie : note de synthèse (s.d.).

1953-1959

Santé publique en Algérie, situation et politique gouvernementale, documentation : bibliographie, brochures, rapport général sur le deuxième plan quadriennal d'équipement de l'Algérie 1953-1956, rapport de synthèse sur l'action sociale en Algérie, programme du ministère Lacoste, rapport sur les perspectives d'essor social dans le cadre du plan quinquennal.

1946-1958

81 F 1604

81 F 1605-1607 Organisation des services de santé publique, organismes consultatifs.

1949-1961

Réorganisation des services de santé publique, réforme de l'assistance médicale gratuite, financement des équipes sanitaires mobiles de la Croix-Rouge en Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1951-1961

1606 Commission algérienne de l'équipement sanitaire et social, organisation et fonctionnement : textes officiels, notes, correspondance ; suivi de ses travaux : procès-verbaux de réunions.

1953-1961

1607 Commissions, conseils et comités relatifs aux questions de santé publique et d'hygiène, documentation : textes officiels, correspondance.

1949-1960

Concerne notamment : la commission nationale pour l'étude des problèmes statistiques intéressant la santé publique, le conseil supérieur d'hygiène publique, les conseils départementaux de l'hygiène publique d'Algérie, le conseil d'hygiène sociale en Algérie, le comité supérieur algérien de la santé publique.

81 F 1608

1609

Affaires diverses.- Réponse à une demande de renseignement sur la statistique médicale en Algérie, œuvre du docteur Lagrot : correspondance. Congrès professionnels.- Organisation du trentième congrès de médecine française d'Alger, demandes de subvention et d'intervention de médecins étrangers : correspondance. Organisation de congrès médicaux à Alger et Tunis, organisation, réponse à des demandes de subventions : correspondance.

1953-1955

81 F 1609-1614 Lutte contre les épidémies et les maladies graves.

1944-1962

Lutte contre les épidémies en Algérie, réglementation : textes officiels, documentation (1953-1955), bulletin hebdomadaire d'information épidémiologique (1959-1962); cas de rougeole, variole, peste, lèpre, typhus, informations : rapports, correspondance (1944-1959) ; vaccination, réglementation pour l'Algérie : textes officiels, statistiques, correspondance (1960-1962).

1944-1962

Lutte contre le paludisme en Algérie, documentation : rapports annuels imprimés de la direction de la Santé publique du Gouvernement général de l'Algérie, rapports, correspondance.

1947-1959

1611-1612 Lutte contre la tuberculose.

1945-1962

1611 Extension à l'Algérie de la vaccination par le BCG : projets de loi, textes officiels, correspondance (1950-1962) ; organisation et fonctionnement de la lutte antituberculeuse en Algérie : textes officiels, documentation sur les sanatoriums, correspondance, statistiques (1945-1961) ; accueil de malades en métropole et à l'étranger : correspondance (1960-1962).

1945-1962

1612 Affaires particulières concernant des malades de la tuberculose : correspondance<sup>1</sup>.

1961-1962

Lutte contre le trachome en Algérie, organisation : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, rapports statistiques d'activité des services médicaux, correspondance.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le code du patrimoine (art. 213-2 al. 2)prévoit un délai de 120 ans à compter de la date de naissance des intéressés avant de rendre communicables les documents touchant au secret médical. Ces dates n'étant pas connues, nous avons opté pour un délai de 100 ans.

1614

Lutte contre le cancer en Algérie, organisation : état statistique des services de consultation (1950) ; création du centre algérien de lutte contre le cancer : textes officiels, notes, correspondance ; statut du personnel du centre de lutte contre le cancer : correspondance (1947-1962). Semaine nationale de défense contre le cancer, organisation : rapports, plaquette, correspondance (1949-1950).

1947-1962

81 F 1615-1624 Hygiène publique en Algérie.

1929-1962

Questions générales : textes officiels, rapport d'ensemble sur la situation sanitaire (1952), note sur l'organisation des services d'hygiène en Algérie (1929), notes, correspondance, documentation (1936-1956) ; services de désinfection, organisation, fonctionnement : textes officiels, notes, correspondance (1951-1952) ; lutte contre les pollutions atmosphériques : textes officiels, correspondance (1961).

1929-1961

Surveillance des établissements dangereux et insalubres, des immeubles menaçant ruine et des eaux, réglementation : textes officiels, correspondance.

1946-1962

1617 Contrôle sanitaire aux frontières, application de la législation métropolitaine à l'Algérie, modification de la réglementation : textes officiels, correspondance.

1948-1958

Répression des fraudes sur les produits, organisation des services, création de laboratoires et détachement de fonctionnaires en Algérie : notes, correspondance ; fonctionnement des services : effectifs, rapport d'activité de 1947, notes, correspondance ; réglementation en matière de répression des fraudes sur les produits et le contrôle hygiénique des produits alimentaires : décrets, notes.

1945-1958

Substances vénéneuses, classement, utilisation et commerce des substances vénéneuses, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

1939-1960

Produits stupéfiants, classement, contrôle de l'utilisation et répression du trafic de ces substances : textes officiels, notes, correspondance. Litiges avec le Comptoir central des alcaloïdes et Algeropia sur des déclarations en douane de substances vénéneuses : correspondance (1956).

1947-1957

81 F 1621-1624 Lutte contre les fléaux sociaux.

1948-1962

Lutte contre les fléaux sociaux, projet de loi : projets de textes.

1960-1961

1622-1623 Lutte contre l'alcoolisme.

1940-1961

1622 Législation, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels ; traitement des alcooliques dangereux pour autrui, réglementation : texte officiel, rapports, avis, documents parlementaires ; publicité des boissons alcoolisées, vente de boissons alcoolisées aux Français musulmans en métropole, législation : textes officiels, correspondance.

1940-1961

1623 Code des débits de boisson, application de la législation métropolitaine à l'Algérie ; modification de la réglementation : textes officiels, correspondance.

1954-1961

1624 Prostitution et lutte contre le proxénétisme, réglementation :textes officiels, notes, statistiques, correspondance, documentation (1948-1961) ; ratification de la convention internationale contre la traite humaine et projet de fermeture des maisons

de tolérance en Algérie :interventions, correspondance (1954-1961). Lutte contre les maladies vénériennes, extension à l'Algérie de la législation métropolitaine (1950-1962).

1948-1962

81 F 1625-1629 Équipement hospitalier et médico-social en Algérie.

1945-1962

Documentation : rapport illustré de photographies sur l'équipement hospitalier, cartes de l'équipement médico-social et hospitalier, états statistiques.

1960

Classement des établissements : textes officiels, notes, correspondance, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, statistiques (1953-1961) ; documentation : listes, cartes, statistiques (1950-1962). Conventions entre établissements de santé, réglementation : correspondance (1960). Organes consultatifs et administratifs des hôpitaux d'Algérie, étude de projets d'organisation, de composition : correspondance (1947-1961).

1947-1962

Plan d'équipement hospitalier, réalisation : notes, coupures de presse (1948-1959) ; contrôle financier des hôpitaux de Batna, Philippeville, Sétif, Constantine, Alger-Mustapha : budgets et comptes, rapports de la Cour des comptes, correspondance (1959-1962).

1948-1962

Réorganisation des hôpitaux d'Alger, fusion d'hôpitaux et création du centre hospitalier régionale universitaire : textes officiels, procès-verbaux de réunions, notes, correspondance, interventions ; intégration du personnel, effectifs, recrutement des médecins et des chirurgiens : statistiques, correspondance.

1959-1962

Établissements psychiatriques d'Algérie : note sur l'organisation et le fonctionnement des services psychiatriques, textes officiels, correspondance ; modification de la composition de la commission de surveillance de l'hôpital psychiatrique de Blida : correspondance.

1945-1962

81 F 1630-1631 Pratique médicale.

1951-1962

Transfusion sanguine, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, correspondance ; projet de création d'un centre algérien de transfusion sanguine, organisation en établissement public de ce centre : projet de décision, textes officiels, correspondance.

1952-1962

Pratique de la greffe de la cornée, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projet de texte, textes officiels, correspondance.

1951-1959

Institut Pasteur d'Alger, fonctionnement : rapports annuels, documentation (1951-1957) ; devenir de l'Institut Pasteur d'Alger après l'indépendance : correspondance (1962).

1951-1962

Aide médicale et pharmaceutique à l'Algérie au moment et après l'indépendance : correspondance ; transfert et évacuation vers la métropole des malades en traitement dans les hôpitaux d'Algérie, rapatriement en Algérie d'indigents algériens de métropole, paiement de frais : correspondance.

1961-1962

81 F 1634-1635 Pharmacie.

Réglementation de l'exercice de la pharmacie, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1945-1962

Création du conseil de l'Ordre national des pharmaciens, modification de son organisation : textes officiels, notes, correspondance (1945-1961). Transformation des magasins généraux des services de santé publique en établissement public pharmaceutique de l'Algérie : projet de décret, correspondance (1960-1961). Contentieux concernant la suppression de la pharmacie municipale de la ville d'Oran : correspondance (1953). Contentieux lié à l'ouverture d'officines : décisions de tribunaux administratifs d'Algérie (1954, 1962).

1945-1962

Laboratoires d'analyses médicales, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; fonctionnement, documentation : statistiques, rapports.

1947-1962

81 F 1637-1648 Professions médicales et personnel médical.

1945-1962

Personnel de santé publique, affaires individuelles : chrono de la correspondance adressée par la délégation générale du gouvernement en Algérie au ministère de la Santé publique sous couvert du ministère chargé des affaires algériennes.

1961-1962

Médecins, sages-femmes, dentistes, exercice et organisation de ces professions en Algérie, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance. Exercice de la médecine en Algérie par des médecins venus du Maroc, de la Tunisie et de l'Indochine, réglementation : projets de textes, correspondance. Conseils départementaux de l'Ordre, création, documentation : projets de textes, textes officiels, correspondance, documentation ; fonctionnement : motions, correspondance.

1945-1961

Médecins, sages-femmes, dentistes, kinésithérapeutes, statut de ces professions en Algérie, application de la législation particulière à ces professions : textes officiels, notes, correspondance ; affaires individuelles : correspondance.

1943-1962

Professions médicales en Algérie, renseignements statistiques: statistiques, rapports.

1949-1956

Médecins et personnel de l'assistance médico-sociale en Algérie, statut, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1945-1962) ; attribution de bourses d'études aux étudiants s'engageant à servir comme médecins de l'assistance médico-sociale en Algérie : notes, correspondance (1960-1961).

1945-1962

Exercice des professions d'infirmière et d'assistante sociale, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; statut des auxiliaires médico-sociales : textes officiels, notes, correspondance ; organismes de travailleuses familiales en Algérie, réglementation : textes officiels, agréments, correspondance.

1942-1962

Formation du personnel médical, paramédical et médico-social, diplômes, réglementation : textes officiels, correspondance ; écoles de formation de personnel médical : notes, correspondance.

1946-1962

Personnel médical et administratif des hôpitaux d'Algérie, statut : textes officiels, projets de loi, correspondance.

1945-1962

1645 Personnel hospitalier, composition et fonctionnement de la section algérienne du conseil supérieur de la fonction hospitalière : textes officiels, notes, correspondance ; réglementation sur les honoraires et les indemnités relatifs aux soins dispensés dans les hôpitaux : circulaires, correspondance.

1960-1962

Personnel hospitalier, statut, recrutement, réglementation, affaires diverses : motions syndicales, notes, correspondance.

1945-1962

Concerne notamment le statut, le recrutement, la titularisation, les commissions paritaires, les délégués syndicaux, le personnel de l'hôpital psychiatrique de Blida, le reclassement du personnel en métropole.

Renforcement des effectifs du personnel médical et paramédical de l'assistance médico-sociale en Algérie : correspondance. Exercice de la médecine en Algérie par des médecins étrangers : note de synthèse sur l'assistance médico-sociale, requêtes individuelles, textes officiels ; recrutement de médecins contractuels : textes officiels, notes, plaquettes d'information, comptes rendus de réunions, correspondance.

1945-1962

Situation du personnel médical et paramédical en Algérie, mission en Algérie de Mme Rochefort : rapports et notes de mission.

1959

81 F 1649-1661 Aide médicale et sociale.

1913-1963

Frais d'hospitalisation des malades indigents, réglementation : projets de textes, textes officiels, procès-verbaux de séances de la commission supérieure de l'assistance d'Algérie, correspondance.

1913-1931

Assistance médicale gratuite en Algérie, réforme : textes officiels, notes, correspondance (1956-1961) ; dispositions financières de la réforme, réglementation : projets de textes, correspondance (1960-1961) ; documentation : brochures, textes réglementaires (1946-1955), rapport du général Olié sur le fonctionnement de l'assistance médicale gratuite dans l'Est algérien (1958).

1955-1962

Bureaux de bienfaisance, élaboration de la législation : textes officiels, correspondance ; création, fonctionnement des bureaux de bienfaisance en Algérie : textes officiels, correspondance.

1947-1957

Délégation algérienne de l'Entraide française, contrôle, liquidation : rapports, correspondance.

1946-1950

Aide sociale en Algérie, documentation générale : notes, textes officiels, brochures. Régime de l'assistance en Algérie, réforme et codification : interventions, rapports, textes officiels. Régime de l'aide sociale dans les départements des Oasis et de la Saoura : textes officiels, bulletin de liaison des centres d'action sociale sahariens, rapport. Mesures d'aide envers les économiquement faibles et les infirmes : textes officiels, correspondance.

Aide sociale aux aveugles, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; manifestations publiques en faveur des aveugles, réponse à des demandes de patronage : correspondance ; reconnaissance d'utilité publique de la Fédération des aveugles d'Afrique du Nord : rapports, statuts, correspondance, documentation ; cas particuliers : correspondance. 1944-1962

Aide sociale aux sourds-muets, école des sourds-muets d'Algérie, fonctionnement : rapports d'inspections, correspondance ; statut du personnel, réorganisation de l'école, transformation en établissement public, contrôle : textes officiels, interventions, correspondance ; projet de création de nouvelles écoles de sourds-muets en Algérie : correspondance.

1956-1961

Établissement national des invalides de la marine marchande d'Alger, maintien provisoire en Algérie : correspondance.

1963

1657-1658 Protection de l'enfance.

1938-1961

1657 Protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, extension de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, circulaires, correspondance ; enquête sur les naissances de père inconnu : correspondance.

1938-1959

Établissements spécialisés, création, surveillance : textes officiels, correspondance ; service des enfants assistés : rapports annuels, documentation.

1946-1961

1659-1660 Aide sociale à la famille.

1945-1963

1659 Application de la législation métropolitaine à l'Algérie : rapports, correspondance (1945-1952). Associations familiales, application à l'Algérie de la réglementation en matière de statut et de financement : rapports, notes, correspondance ; contrôle : rapports, coupures de presse, brochures (1950-1961). Création d'un conseil supérieur d'action familiale en Algérie, représentation des associations familiales au sein de différents organismes : notes, correspondance (1958-1961). Réforme des conditions d'attribution de la médaille de la famille française aux familles domiciliées à l'étranger : texte officiel, correspondance (1962-1963).

1945-1963

1660 Maisons familiales de vacances, réglementation pour l'Algérie : correspondance, textes officiels (1954-1961) ; centre familial de vacances de Ben-Aknoun : plaquettes descriptives imprimées et illustrées, album photographique.

1950-1961

Journées nationales et de collectes en faveur de l'Algérie, organisation : note, rapport, correspondance. Aide sociale privée, organisation de manifestations d'initiative privée : correspondance ; œuvres d'assistance privée, documentation : rapports, notes¹.

1948-1961

Campagne menée en métropole par le Mouvement de solidarité féminine en faveur des musulmanes d'Algérie : compte rendu d'une réunion avec Nafissa Sid-Cara, secrétaire d'État, correspondance.

1959

81 F 1663-1665 Assistance aux ressortissants d'Algérie résidant en France.

1941-1958

1663-1664 Assistance aux ressortissants d'Algérie immobilisés en métropole à la suite de la rupture des relations entre la métropole et l'Algérie.

Concerne notamment le centre social de Souma.

1663 Comité central d'assistance aux Algériens, création : arrêtés, notes, correspondance ; fonctionnement : comptes rendus de réunions, correspondance.

1942-1943

1664 Assistance aux Algériens immobilisés en métropole à la suite de la rupture des relations entre la métropole et l'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance ; gestion du compte spécial destiné aux secours alloués aux Algériens, aux fonctionnaires et aux étudiants immobilisés en métropole : correspondance (1941-1953). Bilan des mesures prises par l'administration en faveur des Algériens immobilisés en métropole : rapport (1944).

1941-1953

1665 Assistance aux Français musulmans installés en métropole, documentation du service chargé de l'assistance dépendant de la sous-direction de l'Algérie : notes, plan d'action, bibliographie, liste des œuvres et des foyers (1948-1952) ; politique générale, programmes d'actions, travaux du comité interministériel pour les affaires sociales musulmanes en métropole, création de la SONACOTRAL : projets de textes, textes officiels, procès-verbaux, notes, correspondance, documentation (1954-1958) ; conférence de presse du ministre de l'Intérieur sur l'action sociale en faveur des travailleurs algériens dans la métropole (1958). Travailleurs nordafricains en France, documentation : brochures, rapports, notes, statistiques de main d'œuvre (1950-1957).

1948-1958

81 F 1666-1667 Population.

1948-1961

Recensement, extension de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1956-1961) ; documentation imprimée : résultats statistiques pour la population non musulmane d'Algérie (1948), résultats provisoires du dénombrement de population (1954), résultats définitifs du dénombrement de la population (1960) ; recensement numérique des Français musulmans en résidence en métropole (1953). Population, études quantitatives : La population des départements algériens (1955), Carte des densités humaines au Sahara (1960).

1948-1961

Démographie algérienne, études : notes, rapport d'Alfred Sauvy au ministre de la Santé publique sur l'évolution de la population de l'Afrique du Nord (1949-1950), étude sur le plein-emploi et la migration des populations algériennes (1949) ; Haut Comité consultatif de la population et de la famille, travaux et recommandations sur l'Algérie : notes, rapports, correspondance (1951-1960). Population algérienne, documentation : brochures, notes, rapports, coupures de presse et de revues, statistiques (1948-1960). Démographie générale, documentation : rapports épidémiologiques et démographiques de l'Organisation mondiale de la santé (1952), statistiques (1949-1955).

1948-1960

#### Militaires, anciens combattants

1668

81 F 1668-1673 Militaires.

1945-1962

Validation des services effectués dans les armées alliées, validation des services effectués par les Alsaciens-Lorrains enrôlés de force dans l'armée allemande, projet de loi transmis pour avis : exposé des motifs, notes, correspondance.

1953-1954

1669-1670 Militaires français musulmans d'Algérie.

Militaires français musulmans d'Algérie, législation sur leur statut et leurs pensions : textes officiels, correspondance.

1946-1956

1670 Promotion des militaires Français musulmans d'Algérie dans l'armée, mesures destinées à leur faciliter l'accès aux grades d'officiers, élaboration de la réglementation : projets de loi, rapports, notes, statistiques, correspondance, documentation.

1959-1962

Mesures de protection sociale en faveur des appelés, rappelés, engagés et réservistes participant aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie, élaboration de la réglementation : projets de textes, textes officiels, notes, affiche, correspondance.

1955-1962

Allocations militaires et familiales, indemnités militaires, application de la législation métropolitaine aux militaires résidant en Algérie ou en service en Algérie : projets de textes, notes, correspondance.

1945-1962

Militaires décédés en Algérie, réglementation en matière de notification du décès aux familles, de transports de corps, documentation : textes officiels, correspondance ; traitement de cas particuliers : correspondance. Secours aux familles de militaires décédés en Algérie, réglementation, documentation : circulaires, correspondance ; traitement de cas particuliers : correspondance.

1956-1961

Écoles militaires, création et organisation d'écoles en Algérie : correspondance ; conditions de recrutement dans les écoles, rémunération des enseignants : réglementation : textes officiels, instructions, notes de service. Mesures favorisant l'accès des Français musulmans d'Algérie aux écoles militaires, réglementation : textes officiels, notes.

1948-1961

81 F 1675-1681 Anciens combattants.

1919-1962

1675 Administration et associations des anciens combattants, documentation : textes officiels, circulaires, plaquette sur le foyer des invalides de guerre de Kouba, coupures de presse (1945-1950). Offices départementaux des anciens combattants, implantation en Algérie, fonctionnement : projets de décrets, correspondance (1947-1961) ; délégations départementales aux anciens combattants , renforcement des effectifs : correspondance (1948-1958) ; Office national des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, extension de son patronage à certaines catégories d'anciens militaires d'Algérie, du Sahara et des territoires d'outre-mer : textes officiels (1958-1959).

1945-1961

1676 Commission interministérielle d'information et d'action psychologique en matière de défense nationale, participation aux travaux concernant l'action sociale en faveur des anciens combattants et militaires d'Algérie : textes officiels, notes, correspondance, comptes rendus de réunions.

1954-1961

1677 Pensions des anciens militaires et anciens combattants, législation et réglementation : projets de textes, textes officiels, correspondance (1946-1961), guide pratique à l'usage des anciens combattants et victimes de guerre (1951).

1946-1961

1678 Aides et avantages accordés aux anciens combattants, application à l'Algérie de la législation métropolitaine : projets de textes, textes officiels, correspondance (1940-1957). Interventions d'associations et de parlementaires en faveur des anciens combattants : correspondance (1955-1961). Orphelins de guerre, modification de la législation sur l'aide accordée, projet de création d'une école de pupilles de la Nation

à Kouba (1950-1961). Sauvegarde des souvenirs et cimetières militaires en Algérie, réglementation : correspondance (1962).

1940-1962

1679 Anciens combattants français musulmans d'Algérie, préparation des mesures législatives en faveur de la parité des pensions avec les citoyens français : projets de lois, notes, correspondance (1919-1949) ; documentation : mémoire d'un élève de l'École nationale d'administration sur l'ancien combattant musulman (1953). Lutte contre les exploiteurs des pensionnés anciens combattants et militaires musulmans : circulaire, correspondance (1952-1953). Recasement des anciens militaires musulmans, organisation : notes, compte rendu de séance de la conférence de défense nationale du Comité de l'Afrique du Nord (1946).

1919-1953

1680 Droit à pension des personnes ayant servi dans les troupes supplétives, législation : textes officiels, correspondance (1950-1956) ; extension aux membres des formations supplétives et de police de certaines dispositions relatives aux anciens militaires et aux anciens combattants : textes officiels, notes, correspondance (1959-1962).

1950-1962

1681 Anciens combattants de la guerre d'Indochine, application de la législation faisant bénéficier les combattants d'Indochine des dispositions relatives aux combattants de la seconde guerre mondiale : textes officiels, correspondance ; militaires tués en Indochine, pensions accordées à leurs ascendants, capital-décès, rapatriement des restes mortels : textes officiels, notes, correspondance.

1950-1956

81 F 1682-1686 Emplois réservés aux anciens combattants.

1945-1962

1682 Réglementation : textes officiels, notes, projets.

1945-1958

Élaboration de la nomenclature des emplois réservés aux anciens combattants en Algérie : circulaire, listes et statistiques d'emplois réservés, correspondance.

1947-1959

Reclassement des candidats à un emploi réservé : textes officiels, notes, listes de classement annuel des candidats aux emplois réservés par catégories, correspondance.

1943-1962

Rejet de candidatures : listes transmises par la commission de classement des candidats aux emplois réservés.

1957-1960, 1962

1686 Attribution de licences de débits de boissons et de cafés maures, réglementation : projet de loi, textes officiels, notes, correspondance ; interventions des syndicats de cafetiers d'Algérie : correspondance.

1934-1961

81 F 1687

Associations d'anciens combattants, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1946-1961) ; manifestations et congrès, documentation : liste avec effectifs (s.d.), correspondance ; relation avec les associations, étude de leurs revendications, attribution de secours : correspondance (1947-1959). Amitiés africaines, documentation : rapports d'activité (1958-1959), procès-verbal d'assemblée générale (1959).

1946-1961

81 F 1688-1692 Mesures en faveur des anciens combattants et victimes de guerre.

1940-1962

Mesures sociales et indemnisation en faveur des combattants volontaires de la Résistance, des déportés et internés de la Résistance, des déportés et internés politiques, des victimes du service du travail obligatoire, extension de la législation

à l'Algérie, organisation de commissions, suivi de l'instruction des dossiers : textes officiels, rapports, interventions, correspondance.

1948-1961

Victimes de guerre et réfugiés, préparation des mesures législatives en leur faveur, attribution de secours : textes officiels, notes, correspondance.

1940-1951

Concerne notamment l'installation de réfugiés polonais en Algérie (1940-1946).

Victimes de l'insurrection de 1945 et des événements d'Algérie, réglementation en matière de réparation et d'indemnisation : textes officiels, circulaire, documents parlementaires, notes.

1948-1962

Enfants de victimes civiles des événements d'Algérie, projet d'application de la législation relative aux pupilles de la Nation en leur faveur : projets de textes, documents parlementaires, correspondance (1956-1957). Veuves de victimes civiles et militaires des événements d'Algérie, élaboration de la réglementation sur leur accès aux cadres de l'Éducation nationale : textes officiels, correspondance (1960-1961).

1956-1961

Français tombés en service commandé et victimes civiles des événements d'Algérie, extension en leur faveur de la législation accordant la mention de « mort pour la France » : interventions, questions orales, comptes rendus de réunions interministérielles, textes officiels, notes ; traitement de cas particuliers : correspondance, bordereaux de transmission.

1954-1962

81 F 1693-1695 Prisonniers de guerre.

1945-1954

Prisonniers de guerre rapatriés en Algérie, préparation de mesures législatives sociales en leur faveur : textes officiels, notes, revendications, correspondance (1945-1946) ; suppression de la mission militaire française de rapatriement d'Alger : correspondance (1945).

1945-1946

Prisonniers de guerre allemands et italiens en Algérie, informations sur leur utilisation comme main d'œuvre, organisation de leur rapatriement : correspondance.

1945-1949

1695 Prisonniers rapatriés d'Indochine, accueil en Algérie : circulaire.

1954

#### Culture

81 F 1696-1697 Arts et lettres.

1945-1961

Arts et lettres, institutions et manifestations artistiques en Algérie, réglementation, affaires diverses : textes officiels, correspondance.

1952-1961

Concerne notamment les spectacles et festivals (1952-1961), l'attribution de bourses d'études à des artistes néerlandais (1953), la commande d'une sculpture à Jean Carton pour le lycée de jeunes filles d'Alger (1961).

Propriété littéraire et artistique, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projet de loi, correspondance, avis, textes officiels.

1945-1956

81 F 1698-1702 Services culturels.

1941-1961

Antiquités et fouilles archéologiques, application de la loi Carcopino à l'Algérie : textes officiels, note, correspondance (1941-1942) ; fonctionnement des services archéologiques en Algérie : note, arrêtés de nomination (1946-1959).

1941-1959

Protection et classement des monuments et sites, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, circulaires, procèsverbaux de réunions de la commission des monuments historiques et des sites d'Algérie (1947-1956), correspondance ; ruines de Tipaza, protection : rapport de l'Assemblée de l'Union française, correspondance ; chapelle de Santa-Cruz à Oran, protection : délibérations de la commission des monuments historiques et des sites, correspondance.

1945-1961

1700 Musées d'Algérie, inventaire et rapatriement des œuvres d'arts : correspondance.

1962

Archives publiques, missions d'inspection des services d'archives : rapports ; application du statut des conservateurs d'archives à l'Algérie, création d'un cadre de sous-archivistes et de commis : projet de décret, textes officiels, correspondance.

1946-1961

Bibliothèques publiques en Algérie, organisation, réglementation, création d'emplois : textes officiels, notes, correspondance (1947-1961) ; politique en matière de lecture publique : correspondance (1955-1961) ; dépôt légal, application à l'Algérie : compte rendu de réunion, correspondance (1950).

1947-1961

81 F 1703 Imprimerie officielle de l'Algérie, création, modification de la composition du comité de surveillance : décret, correspondance.

1943-1948

# Éducation, jeunesse et sports

Législation, réforme, extension à l'Algérie : projets de textes, bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale consacré aux travaux de la commission pour la réforme de l'enseignement (1944), textes officiels, notes, correspondance.

1940-1960

Éducation nationale et personnel enseignant, documentation : textes officiels, rapports parlementaires, propositions de loi, rapport de l'Assemblée de l'Union française, exemplaires de *Documents algériens*, notes, brochures.

1952-1962

81 F 1706-1707 Enseignement public en Algérie et au Sahara.

1945-1957

Enseignement public en Algérie, demande de renseignements et documentation sur la situation scolaire des territoires français d'outre-mer : tableau, correspondance ; séjours d'élèves métropolitains en Algérie, attribution de bourses, affaires diverses : correspondance (1945-1954). Distribution de suppléments alimentaires aux enfants scolarisés, étude de l'extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1954-1956).

1945-1956

Enseignement public au Sahara, documentation sur l'«enseignement nomade»: correspondance, exemplaire des *Documents algériens* (1956-1957); ouverture de cours d'adultes : correspondance (1947). Enseignement public au Fezzan, documentation : rapports annuels du gouvernement français à l'Organisation des

Nations unies sur l'administration du Fezzan (1950-1951), exemplaire des *Documents algériens* (1948).

1947-1957

81 F 1708-1710 Organisation administrative de l'Éducation nationale en Algérie.1944-1962 1708 Création d'une direction générale de l'Éducation nationale en Algérie :

textes

officiels, notes, correspondance.

1944-1945

Académie d'Alger, recrutement exceptionnel de personnel administratif : texte officiel, correspondance (1957). Création d'académies à Oran et Constantine : textes officiels, rapports, notes, correspondance (1961).

1957-1961

Service de santé scolaire et universitaire, organisation : documents parlementaires, correspondance ; recrutement des médecins scolaires, réglementation : textes officiels.

1951-1962

81 F 1711-1714 Scolarisation.

[vers 1941]-1962

Carte scolaire, travaux de la commission de la carte scolaire de l'Assemblée algérienne, débats de l'Assemblée algérienne : état des besoins (1951), rapports de la commission (1951-1954). Débats de l'Assemblée algérienne : vœux, notes, correspondance (1953-1954). Scolarisation et situation scolaire en Algérie, documentation : coupures de presse (1951-1955).

1951-1955

1712-1714 Plan de scolarisation. [vers 1941]-1962

1712 Plan de scolarisation et plan de scolarisation accélérée pour l'Algérie, élaboration : textes officiels, notes, correspondance ; mise en œuvre du plan : notes, correspondance.

1953-1958

1713 Suivi de la situation scolaire et de l'avancement du plan de scolarisation : textes officiels, notes de synthèse sur la situation de l'enseignement, rapports, états statistiques, correspondance, coupures de presse.

[vers 1941]-1962

1714 Création d'un cadre d'instructeurs du plan de scolarisation en Algérie, formation, indemnités, statut : textes officiels, notes, correspondance (1955-1962) ; création d'un corps d'adjoints d'inspection primaire du plan de scolarisation : textes officiels, correspondance (1958-1959).

1955-1962

81 F 1715-1716 Constructions scolaires.

1951-1961

1715 Commission du plan d'équipement scolaire dite « commission Le Gorgeu », travaux : comptes rendus de réunions, projet de rapport, rapport, analyse du rapport, correspondance, coupures de presse.

1952-1955

1716 Constructions scolaires, réglementation, programmes de travaux, projet de loi sur le plan de construction scolaire; coût de la construction : notes; travaux d'intérêt communal : listes de projets inscrits au programme (1951-1954), correspondance; vœux de collectivités locales : correspondance.

1951-1961

81 F 1717-1718 Enseignement et utilisation officielle de l'arabe.

1945-1961

Enseignement de la langue arabe en Algérie, instauration: notes, correspondance, projet de décision (1946-1955); réforme, organisation: projets de textes, textes

officiels, documents parlementaires, notes, correspondance (1948-1961). Utilisation de signatures en caractères arabes à la Poste : correspondance (?).

1946-1961

1718 Création de cadres d'enseignants et d'inspection de l'enseignement de la langue arabe, aide à la formation des enseignants, statut, rémunération : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1945, 1958-1961

81 F 1719-1722 Enseignement primaire. [vers 1937]-1962

Attributions du Gouverneur général et du recteur de l'académie d'Alger en matière d'enseignement primaire, législation : textes officiels, notes, correspondance.

1940-1945, 1954

Fusion de l'enseignement primaire des Européens et des Musulmans : textes officiels, notes, correspondance ([vers 1937]-1950). Scolarisation des filles musulmanes : notes, textes officiels, correspondance (1945-1960). Mesures réglementaires concernant l'enseignement primaire (1950). Affaires diverses concernant l'enseignement primaire : projets de textes, textes officiels, correspondance (1947-1962).

[vers 1937]-1962

Concerne notamment l'ouverture de classes pour les enfants de réfugiés espagnols à Oran (1947-1948); l'organisation des caisses des écoles et des cantines scolaires (1948-1960), les écoles des sections administratives spécialisées (1960), l'utilisation de locaux militaires pour l'enseignement et l'occupation de locaux scolaires par les militaires (1962).

Instituteurs, statut, recrutement, intégration des instituteurs algériens dans le cadre des instituteurs métropolitains : textes officiels, notes, correspondance (1944-1961) ; échange d'instituteurs stagiaires entre la France et l'Algérie : correspondance (1949-1952) ; protection morale et matérielle des instituteurs isolés dans les campagnes algériennes : correspondance (1955-1956) ; activités politiques de certains instituteurs : note, correspondance (1954-1955).

1944-1961

Statut des mouderrès : notes de synthèse, textes officiels, documentation, correspondance.

1947-1961

Enseignement secondaire français et franco-musulman en Algérie, organisation, création et transformation d'établissements secondaires : textes officiels, notes, correspondance, coupures de presse (1945-1962) ; statut du personnel des medersas : textes officiels, notes, correspondance (1949) ; motions syndicales : correspondance (1950, 1960).

1945-1962

Enseignement technique et professionnel en Algérie, organisation, plan d'équipement, création d'écoles, suivi de leur fonctionnement : textes officiels, statistiques, notes, correspondance, documentation ; personnel, réglementation : projets de textes, correspondance.

1945-1962

81 F 1725-1727 Enseignement agricole.

1942-1962

Réglementation : textes officiels, projets de loi ; développement de l'enseignement agricole en Algérie, création et fermeture d'établissements, stages : textes officiels, notes, correspondance.

1942-1962

École nationale d'agriculture d'Alger, organisation et fonctionnement : dossier de principe ; recrutement des élèves : note ; gestion du personnel : correspondance ; pension et bourses : textes officiels ; transformation en Institut agricole d'Algérie : correspondance.

École supérieure d'agriculture africaine, (section de l'école nationale d'agriculture d'Algérie), création : textes officiels, correspondance ; accueil des élèves du Maroc et de Tunisie, création de diplômes : correspondance.

1957-1962

81 F 1728-1730 Enseignement supérieur.

1941-1962

Enseignement supérieur en Algérie, documentation : coupures de presse, notes, exemplaires de *Documents algériens* (1945-1955) . Université d'Alger, création d'instituts à l'université d'Alger (sciences administratives sociales et coloniales, études politiques, études économiques), situation de la faculté de droit : textes officiels, notes, correspondance ; transfert de la faculté de médecine d'Alger : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance ; délivrance de diplômes, réglementation : correspondance (1941-1962). Création d'écoles de médecine à Oran et Constantine : projet d'arrêté (1961). Remplacement du professeur Massignon au Collège de France : correspondance (1954).

1941-1962

Aide aux étudiants de l'université d'Alger, œuvres sociales, allocations d'études, création d'un hôpital universitaire : textes officiels, documents parlementaires, notes, correspondance (1946-1961). Étudiants algériens en métropole, documentation : notes, statistiques, correspondance (1958-1960).

1946-1961

Université d'Alger et enseignement supérieur en Algérie, création d'emplois administratifs et d'enseignants, remplacement du personnel enseignant : projets de décrets, textes officiels, interventions, correspondance.

1942-1954

Recherche scientifique, documentation générale : brochures (1952-1954) ; projet de loi programme : projet de loi, avis, rapport parlementaire (1961). Établissements de recherche scientifique en Algérie, enquête : liste d'établissements et de parutions (1941) ; demande de renseignements : correspondance (1952) ; création d'un centre d'études sociologiques, projet : note, correspondance (1952-1954) ; projet de mission géologique d'étude de l'Institut de recherches sahariennes : correspondance (1953).

1941-1961

81 F 1732 Enseignants, affaires particulières : intervention, correspondance, bordereaux de transmission.

1949-1962

Concerne notamment : les candidatures, les mutations.

81 F 1733-1734 Enseignement privé.

1945-1962

Législation en matière d'établissements privés d'enseignement et en matière de relations entre l'État et ces établissements : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1945-1961

1734 Aide financière de l'État aux établissements d'enseignement privé : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1951-1962

81 F 1735 Sports, équipement sportif et socio-éducatif, projet de loi programme : documents parlementaires (1961). Manifestations sportives nationales : notes, correspondance (1945-1948) ; participation à la création et aux travaux de la commission chargée d'étudier les jeux sportifs de la métropole : comptes rendus de réunions, correspondance (1953-1956). Sport en Algérie : correspondance, exemplaire de *Documents algériens* (1950-1962). Personnel de l'éducation physique et sportive,

statut des éducateurs physiques : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance (1953-1961) ; inspecteurs de l'éducation physique et des sports, reclassement, instruction de cas particuliers : textes officiels, notes, correspondance (1947-1960).

1945-1961

81 F 1736-1740 Jeunesse.

1945-1964

Haut Comité de la jeunesse, documentation, suivi des travaux : textes officiels, rapport sur les problèmes de la jeunesse, comptes rendus de séances, notes, projet de règlement intérieur, correspondance, bulletins de liaison, presse (1953-1964). Jeunesse africaine, documentation : rapport sur la politique de la jeunesse d'outremer de l'Assemblée de l'Union française (1958).

1953-1964

Organisation du service des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire en Algérie, préparation des textes : projet de texte, textes officiels, correspondance ; équipe théâtrale du service de l'éducation populaire, documentation : exemplaire de *Documents algériens*.

1946-1958

Jeunesse, manifestations nationales et internationales : correspondance, note (1954-1962). Scoutisme et colonies de vacances en Algérie, situation, affaires diverses : correspondance (1945-1961). Colonies de vacances, réglementation sur l'organisation et l'encadrement des colonies : textes officiels, correspondance (1953-1960); colonies de vacances et séjours en métropole pour les enfants d'Algérie, organisation : comptes rendus de réunions, correspondance (1956-1959).

1945-1962

Décès d'un louveteau lors d'un camp à Sidi-Madani, informations transmises par l'administration en Algérie au ministre de l'Intérieur : notes, rapports, correspondance.

1945-1946

Extension à l'Algérie de la formation prémilitaire des jeunes gens, étude : circulaires, notes, correspondance.

1946-1947

## Bureau de la fonction publique

Ce bureau, dirigé par Henri Claude, apparaît en 1959 dans les organigrammes de la direction des affaires d'Algérie et se maintient au sein du service des affaires administratives et sociales en 1961. Il a pour attribution les questions réglementaires relatives aux fonctionnaires en Algérie. Il s'agit de leur statut, mais aussi de leur mouvement et, en particulier de la question des effectifs, objet de grandes attentions à partir de 1958. Le bureau de la fonction publique s'occupait du reclassement des personnels du Maroc, de la Tunisie et de la France d'outre-mer. La question de la promotion des Français musulmans dans la fonction publique lui avait été confiée avant de revenir au bureau des affaires sociales, dans le fonds duquel nous avons placé les dossiers relatifs à cette affaire. Bien que le décret du 31 mars 1961 lui attribue des compétences en matière d'organisation, en métropole, de centres d'examen pour les concours administratifs intéressant l'Algérie, aucun dossier relatif à ce sujet n'a été recensé dans le fond du ministère d'État chargé des affaires algériennes. Ce bureau a survécu au sein du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes, sous le nom de bureau du personnel, dépendant de la direction de la coopération technique et culturelle. Il était chargé, dans un premier temps du reclassement en France des fonctionnaires et agents français ayant appartenu aux cadres de l'administration en Algérie, puis, dans un second temps, du personnel de coopération technique. Le présent fonds ne conserve aucun dossier datant de cette période.

### Statut des fonctionnaires en Algérie

81 F 1741 Statut, détachement, disponibilité, maintien en activité, discipline : textes officiels,

motion (s syndicales, correspondance (1947-1956); enquête sur la situation des fonctionnaires en Algérie: notes, correspondance (1954, 1957).

1947-1957

81 F 1742 Recrutement de fonctionnaires et concours : avis de concours, affiches, correspondance, brochure (1946-1960). Mesures en faveur de l'accès des Français musulmans à la fonction publique, documentation : textes officiels, notes (1956-1957).

1946-1960

81 F 1743 Statut, recrutement et titularisation des auxiliaires : textes officiels, notes, correspondance.

1946-1959

81 F 1744 Formation.- Centre d'enseignement pratique de l'arabe moderne de Bikfaya au Liban, création, suivi du fonctionnement : projets de textes, conférences, comptes rendus de réunions, notes, correspondance ; contrôle des candidatures de fonctionnaires et agents d'Algérie, appel à candidature : notes, correspondance (1955-1960). Formation et recrutement d'agents arabisants : correspondance (1951). Prime pour la connaissance de la langue arabe, documentation : texte officiel (1961). Cours de cryptographie, transmission de candidatures (1954).

1951-1961

81 F 1745 Congés maladie, congés attribués aux fonctionnaires algériens atteints de poliomyélite, extension à l'Algérie de la législation métropolitaine : projets de textes, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1952-1953) ; congés attribués aux fonctionnaires algériens atteints de tuberculose ou d'une maladie contractée dans l'exercice de leurs fonctions, examen de cas particuliers : correspondance (1948-1955).

1948-1955

81 F 1746-1748 Réparation des préjudices de carrière.

1944-1958

Législation concernant les avantages et réparations accordés aux fonctionnaires anciens combattants, anciens résistants, invalides et victimes de guerre, application de la législation métropolitaine aux fonctionnaires d'Algérie : projets de textes, textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance, coupures de presse.

1946-1956

Loi du 7 février 1953 sur la réparation des préjudices de carrière des fonctionnaires, application à l'Algérie : textes de loi, comptes rendus de commissions, correspondance.

1944-1956

Loi du 7 février 1953 sur la réparation des préjudices de carrières des fonctionnaires, examen des recours formés contre les décisions de rejet de dossiers de fonctionnaires algériens : dossiers individuels.

1953-1958

Affaires individuelles concernant des candidatures, des mutations, des nominations, des détachements de fonctionnaires : correspondance.

1951-1958

81 F 1750-1751 Reclassement des fonctionnaires.

1945-1958

1750 Reclassement du personnel des services centraux de Londres et d'Alger dans l'administration en Algérie, travaux de la commission de reclassement, examen de cas particuliers : décisions de la commission, correspondance.

Reclassement des fonctionnaires du Maroc dans les cadres métropolitains et algériens : procès-verbaux de commissions, tableaux, projets d'arrêtés, correspondance.

1957-1958

### Personnel administratif en Algérie (classé par administrations)

Personnel de l'Assemblée algérienne, statut et rémunération : textes officiels, notes, correspondance.

1948-1955

81 F 1753 Fonctionnaires supérieurs du Gouvernement général de l'Algérie, intégration dans le cadre des administrateurs civils des ministères de l'Intérieur, des Finances et du Travail : textes officiels, effectifs, notes ; commission d'intégration, création, travaux : textes officiels, listes de membres, procès-verbaux, comptes rendus, correspondance. Fonctionnaires du Gouvernement général de l'Algérie dépendant d'autres ministères, fixation de leur statut : correspondance.

1945-1959

81 F 1754-1756 Administrateurs des services civils.

1942-1955

Intégration des administrateurs des services civils d'Algérie dans le corps des administrateurs civils du ministère de l'Intérieur, travaux de la commission d'intégration : comptes rendus de réunions, état des administrateurs des services civils (1946-1948). Administrateurs des services civils, questions diverses (1949-1955).

1946-1955

Concerne notamment la carte professionnelle, les aptitudes physiques requises, l'accès à la fonction de sous-préfet, l'avancement.

1755-1756 Réforme du statut des administrateurs des services civils d'Algérie.

1942-1955

Textes officiels, notes, correspondance (1942-1953). Documentation sur le statut des administrateurs de la France d'outre-mer : brochure (1952) ; intégration d'anciens élèves de l'École de la France d'outre-mer dans le corps des administrateurs des services civils : notes, correspondance (1945-1948).

1942-1953

1756 Motions syndicales, interventions, projets de textes, notes, correspondance.

1954-1955

81 F 1757-1759 Corps et personnel préfectoral.

1940-1962

1757-1758 Corps préfectoral.

1940-1962

Suivi du mouvement préfectoral, nomination : correspondance, listes de préfets et de sous-préfets, coupures de presse ; statut, documentation : textes officiels, circulaire, correspondance (1940-1959) ; avantages matériels, frais de déplacement et frais de représentation, documentation : textes officiels, correspondance (1940-1962).

1940-1962

1758 Sous-préfets, mouvements et prises de service, promotion, nomination, rapatriement : décrets, notes, correspondance ; sous-préfets musulmans, examen de candidatures, nomination : notices individuelles, listes nominatives, correspondance.

1759 Personnel préfectoral, statut, intégration dans les cadres métropolitains : projets de décrets, textes officiels, notes, interventions, correspondance (1947-1951). Situation militaire des chefs de cabinet des préfets : correspondance (1957-1959).

1947-1959

Aghas et bachaghas, carrière administrative : réponses à des requêtes et interventions concernant leur carrière administrative.

1946-1959

81 F 1761 Caïds, carrière administrative : réponse à des interventions et plaintes.

1946-1956

81 F 1762 Personnel des régies financières et des douanes, statut, création de cadres locaux algériens, intégration des cadres locaux dans les cadres métropolitains : notes, interventions, correspondance.

1946-1955

81 F 1763 Personnel des services extérieurs de la direction du travail et de la main d'œuvre, préparation de la fusion des corps algérien et métropolitain : textes officiels, documents parlementaires, notes, correspondance.

1945-1956

Personnel des postes, télégraphes et téléphone, statut, situation administrative, recrutement des facteurs-chefs : notes, correspondance.

1940-1950

81 F 1765 Personnel d'Électricité et Gaz d'Algérie, classification du personnel, étude des revendications syndicales en faveur du personnel, questions diverses : notes, correspondance.

1944-1948

Personnel de l'administration des Eaux et forêts en Algérie, réforme du statut : notes, interventions, correspondance.

1945-1956

Personnel des Ponts et Chaussées, création d'un cadre algérien, recrutement : notes, correspondance.

1942-1948

Personnel de la caisse algérienne de crédit agricole mutuel (CACAM), modification du classement indiciaire, examen d'un recours hiérarchique sur le recrutement d'agents : comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance, documentation ; section algérienne de l'Office national des céréales (SAONIC), reclassement du personnel : notes, correspondance.

1950-1954

81 F 1769 Personnel civil de la défense nationale, licenciement, réponse à une motion de la Confédération générale du travail : correspondance (1946) ; réponse à des revendications syndicales : correspondance (1955).

1946, 1955

81 F 1770 Sapeurs-pompiers.- Sapeurs-pompiers volontaires, extension à l'Algérie de la législation sur les pensions d'invalidité, le recrutement et la formation des officiers de sapeurs pompiers volontaires (1947-1954). Sapeurs pompiers communaux, extension à l'Algérie du statut métropolitain, réorganisation des services : textes officiels, correspondance, motions, notes (1946-1954).

1946-1954

81 F 1771 Personnel communal, modification de la loi du 28 avril 1952 sur leur statut, traitement de cas particuliers : textes officiels, notes, interventions parlementaires, questions écrites, correspondance.

### Effectifs des fonctionnaires

81 F 1772 Crise d'effectifs des fonctionnaires en Algérie, arrêt des mutations de l'Algérie vers la métropole : correspondance avec les ministères de la Justice et de l'Éducation nationale. 1956 Vacances d'emploi et situation des effectifs dans les administrations d'Algérie. 81 F 1773-1776 1955-1959 1773 Tableaux statistiques, notes, correspondance (1955-1957); renforcement des effectifs des préfectures et des sous-préfectures d'Algérie, élaboration d'une loi : rapport, tableau des cadres (1955). 1955-1957 1774 Rapports, statistiques, correspondance, états récapitulatifs des besoins en personnel administratif dans la région de Constantine. 1958 1775 Notes, correspondance, tableaux statistiques. 1959 1776 Répartition géographique des vacances d'emploi : tableaux statistiques, notes. 1958-1959 Renforcement des effectifs de l'administration d'Algérie. 81 F 1777-1784 1957-1959 Envoi de fonctionnaires métropolitains en Algérie, plan exceptionnel : notes, 1777 correspondance ; recrutement comme fonctionnaires en Algérie de jeunes gens ayant servi sous les drapeaux en Algérie : notes. 1957-1958 Évaluation périodique des besoins prioritaires, suivi de la situation d'ensemble 1778 de la fonction publique : notes, tableaux statistiques par ministères, correspondance. 1779 Correspondance avec la délégation générale du gouvernement en Algérie et les ministères concernés : correspondance, notes, tableaux statistiques ; réponse à une question écrite parlementaire sur l'affectation et le détachement d'office de fonctionnaires de catégories A et B en Algérie : notes, correspondance. 1959 1780-1784 Participation aux réunions interministérielles sur le renforcement des effectifs. 1957, 1959 1780 Réunion interministérielle du 10 avril 1957 : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, annexes, correspondance. 1781 Réunions interministérielles de février et d'avril 1959, préparation du conseil des ministres du 29 avril 1959 : documents préparatoires, ordre du jour, convocations, notes, extraits de comptes rendus. 1959 1782 Réunion interministérielle du 22 juin 1959 : documents préparatoires, ordre du jour, convocations, compte rendu de la réunion, pièces annexes, correspondance. 1959

1783 Comité interministériel du 15 septembre 1959 sur la fonction publique en Algérie :

Pinatel ": lettre de mission, notes, rapports, correspondance (juillet 1959).

documents préparatoires, états statistiques, ordre du jour, convocations, notes, procès-verbal de la réunion, correspondance. Travaux de la commission d'étude sur le renforcement des effectifs de la fonction publique en Algérie, dite "commission

1959

1784 Réunions interministérielles du 23 au 26 novembre 1959 : documents préparatoires, ordre du jour, convocations (1959) ; préparation des réunions et bilan des mesures engagées : notes, correspondance (1960).

1959-1960

## Mesures particulières à la guerre d'Algérie

81 F 1785 Fonctionnaires autorisés à contracter un engagement dans les forces militaires chargées du maintien de l'ordre, réglementation relative à leur situation administrative : projets de textes, notes, correspondance.

1956-1957

81 F 1786 Indemnités et avantages accordés aux personnels civils et de police dans les zones troublées d'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance, motions syndicales.

1955-1961

Fonctionnaires menacés en Algérie, affectation en France : notes, correspondance ; traitement de cas particuliers : fiches de renseignement, correspondance.

1955-1957

81 F 1788 Personnels de la fonction publique assignés à résidence et interdits de séjour, réglementation en matière de rémunération et de perception des prestations sociales : texte officiel, note, circulaire, correspondance ; cas particuliers : correspondance, notes, listes de personnels enseignants.

1955-1962

## Service des affaires économiques et financières

Lors de sa création en 1944, le bureau économique et financier constitue le troisième bureau de la sousdirection des affaires d'Algérie. Il a pour attribution l'examen des budgets, le contrôle de la réglementation en matière de régime fiscal, d'emprunts, de régime douanier. Il est aussi chargé de coordonner les travaux sur l'orientation de la politique économique, sur le développement industriel de l'Algérie, sur la participation de l'Algérie aux accords commerciaux. Bien que ce bureau dépendant du ministère de l'Intérieur soit concurrencé, voire contesté, après la deuxième guerre mondiale, par les services du ministère des Finances et les organes représentant l'Algérie à Paris, son importance s'accroît au fur et à mesure que l'État développe ses investissements et ses interventions dans le domaine économique, aux dépens de la réelle autonomie financière de l'Algérie. Par ailleurs, comme le bureau administratif, ce bureau joue un rôle dans la procédure d'homologation des décisions de l'Assemblée algérienne et du Gouverneur général de l'Algérie. Dans l'exercice de ces missions, le bureau est en relation avec les services du ministère des Finances et les services spécialisés du Gouvernement général de l'Algérie.

Selon le rapport du chef du bureau « Organisation et méthodes » du ministère de l'Intérieur, en 1950, ce bureau, alors dirigé par Robert Rigard, est officieusement divisé en quatre sections : direction du service, section économique, section financière et bureau d'ordre. Ses effectifs paraissent alors trop faibles pour pouvoir traiter l'ensemble des affaires qui lui sont confiées. Lors de la création de la direction des affaires d'Algérie en 1955, ce bureau est rattaché à la deuxième sous-direction confiées à Robert Rigard. Bertrand est nommé chef du bureau. En 1958, le bureau est scindé en deux : bureau des affaires financières et section des affaires économiques. L'année suivante, en mai 1959, la section économique disparaît mais les attributions de l'ancien bureau des affaires économiques et financières sont réparties entre trois bureaux différents : le bureau financier et de l'économie, le bureau des affaires agricoles et le bureau du commerce. En mars 1961, la structure du service des affaires économiques et financières du ministère d'État chargé des affaires algériennes reprend cette organisation en trois bureaux : bureau des affaires économiques et des finances, bureau des affaires agricoles, bureau des affaires commerciales.

En revanche, le service des affaires économiques et financières perd sa vocation à l'indépendance de l'Algérie. Au sein du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes, il est alors remplacé par le service de la coopération économique et financière, dirigé par Jean-Jacques Burgard, inspecteur des Finances. Ce service est subdivisé en trois bureaux : bureau de la coopération financière, bureau de la coopération économique, bureau des intérêts économiques français en Algérie. Quelques documents datant de la période de l'Algérie indépendante, de 1962 à 1964, se trouvent dans le présent fonds

mais l'essentiel des archives pour cette période est à rechercher dans le fonds du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes conservé par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères.

### *Direction du service (81 F 1789-1825)*

Nous avons classé dans cette rubrique les dossiers documentaires provenant de Robert Rigard, administrateur civil, chef du bureau économique et financier à partir de 1950, sous-directeur des affaires économiques et financières de 1955 à 1960, puis chef du service des affaires économiques et financières du ministère d'État chargé des affaires algériennes jusqu'en 1962. Ces dossiers regroupent du courrier et de la documentation sur les affaires financières et économiques de l'Algérie. Le dossier coté 81 F 1815, relatif à la coopération avec l'Algérie indépendante provient de Jean-Jacques Burgard, chef du service de la coopération économique et financière du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes. On a placé dans la même rubrique le courrier et des documents relatifs au fonctionnement du bureau économique et financier et des services qui lui ont succédé.

## Affaires économiques et financières : dossiers du chef du service

Arraires economiques	et imancieres : dossiers du cher du service
81 F 1789	Régime législatif de l'Algérie, documentation : textes officiels, notes.  1881-1958
81 F 1790	Régime législatif de l'Algérie, interprétation des textes, documentation : textes officiels, notes, avis du Conseil d'État.
	1947-1962
81 F 1791	Organisation de l'administration en Algérie Délégation générale du gouvernement en Algérie, attributions et organisation des services, documentation : textes officiels, listes. Administration locale d'Algérie, déconcentration : tableaux de mesures proposées, notes, textes officiels ; gestion financière des collectivités locales, réforme : textes officiels, projets de textes, circulaire.
	1958-1961
81 F 1792	Assemblée algérienne, péréquation des retraites des anciens délégués : tableau, note, correspondance. Fonctionnaires d'Algérie, effectifs, régime indemnitaire, documentation : notes, correspondance ; fusion des cadres algériens et métropolitains des fonctionnaires des établissements nationalisés et de la Banque d'Algérie et de Tunisie : notes.
	1955-1962
81 F 1793	Travaux des commissions d'élus, suivi et application des mesures préconisées : textes officiels, procès-verbaux, rapports, notes personnelles, rapport de l'Inspection des finances sur le périmètre de modernisation foncière de Malakoff Sidi Laroussi, documentation.
	1960-1961
81 F 1794-1795 brocht	Situation économique générale de l'Algérie, documentation : rapports, ares, notes, coupures de presse.
	1949-1961
1794 1949-19	56.

1795 1957-1961.

81 F 1796 Budget de l'Algérie, relations budgétaires et financières entre la métropole et l'Algérie, documentation : notes, correspondance, nomenclature des comptes du Trésor algérien, recueil des dispositions permanentes des lois de finances algériennes et des décisions des voies et moyens du budget de l'Algérie, extraits de revues.

1946-1961

Situation financière de l'Algérie, monnaie, crédit, documentation : rapports 81 F 1797 annuels du conseil algérien du crédit (1957-1958), notes, textes officiels, compte rendu annuel de la Banque d'Algérie et de Tunisie (1957, 1959), revues. 1956-1960

81 F 1798 Investissements publics et privés en Algérie, documentation : étude prospective sur les investissements et le développement de l'Algérie de la Caisse d'équipement de l'Algérie (1961), études de l'Institut de recherches économiques et sociales d'Alger sur le développement de l'Algérie (1955), notes, coupures de presse (1955-1962). 1955-1962 81 F 1799 Finances locales, documentation: notes, tableaux des impositions locales, textes officiels. 81 F 1800 Fiscalité en Algérie, décret portant aménagements fiscaux dans les départements algériens : projets de textes (1960) ; documentation générale : notes, coupures de presse, tableaux statistiques des impôts recouvrés pour le budget de l'Algérie (1957-1958), étude de l'Institut de recherches économiques et sociales d'Alger (1956).1956-1961 81 F 1801 Réglementation en matière de domaine public, documentation : textes officiels, notes, circulaires. 1943-1962 81 F 1802 Régime foncier et répartition de la propriété en Algérie, documentation : notes (1956-1961). Réforme agraire, équipement rural hydraulique, et documentation : notes, coupures de presse, projets de textes, textes officiels (1948-1961). 1948-1961 81 F 1803 Situation agricole, politique et développement agricole, documentation : brochures, notes, statistiques, plaquettes, coupures de presse. 1954-1961 81 F 1804 Population, démographie et plein emploi en Algérie, documentation : notes, coupures de presse, revues. 1949-1961 81 F 1805-1806 Industrialisation de l'Algérie. 1946-1961 1805 Industries et industrialisation en Algérie, documentation : notes, listes d'entreprises, brochures, articles et coupures de presse, textes officiels. 1946-1961 1806 Commission consultative de l'industrialisation, participation à ses travaux : comptes rendus de réunions, dossiers préparatoires aux réunions. 1960-1961 81 F 1807 Artisanat en Algérie, documentation : notes, rapport au comité directeur de la caisse pour l'équipement de l'Algérie, textes officiels. 1961 81 F 1808 Travaux publics, transports et Postes, documentation : notes, brochures, rapports d'activité des Chemins de fer algériens (1948-1962), dossier documentaire préparatoire au voyage en Algérie du ministre des Travaux publics, Robert Buron (1959). 1948-1962 81 F 1809 Exploitations minières, documentation : textes officiels, notes, notices sur des sociétés (1954-1960). Électricité, tarifs et production : notes, coupures de presse, revues (1946-1961). Exploitation du pétrole et du gaz Sahara, documentation: rapport d'information au Sénat, textes officiels, notes (1958-1961). 1946-1961

Habitat et aide à la construction, documentation : notes, brochures, coupures de

presse, enquêtes, recueils de textes officiels, bulletins statistiques.

81 F 1810

1946-1962

Conséquences pour l'Algérie de la création du marché commun européen, documentation : notes, coupures de presse, articles.

1959-1961

Organisation commune des régions sahariennes, documentation : comptes rendus de réunions des groupes de travail et du comité technique de l'OCRS, plaquettes, textes officiels, rapports de mission, rapport sur l'énergie électrique au Sahara ; Sahara, projets divers, documentation : brochures, rapport.

1952-1962

81 F 1813

Problèmes financiers liés à la période transitoire, règlement : relevés de décisions prises lors du comité des affaires algériennes (1961-1962). Dommages liés à la guerre d'Algérie, règlement : note. Rapatriés, harkis, biens vacants, documentation sur les mesures prises : notes, coupures de presse, textes officiels, correspondance, décisions de la commission de coordination pour la réinstallation des Français d'outre-mer (1961-1962). Besoins en personnel des services fiscaux en Algérie pendant la période transitoire : rapport de l'Inspection générale des finances (1961).

1961-1962

81 F 1814-1815 Coopération économique avec l'Algérie.

1961-1963

Perspective de coopération avec l'Algérie dans le domaine des travaux publics : comptes rendus de réunions (1961) ; accords sur les échanges commerciaux entre le gouvernement français et l'Exécutif provisoire, échanges franco-algériens de produits agricoles, problèmes de transports : notes, correspondance (1962). Organisme technique franco-algérien de mise en valeur des richesses du sous-sol du Sahara, nomination des membres : projet de texte, notices biographiques des membres algériens ; documentation : coupures de presse (1962).

1961-1962

Coopération économique et financière avec l'Algérie et les pays d'outre-mer, documentation générale : bulletins et revues.

1962-1963

## Fonctionnement du service

81 F 1816

Organisation du bureau économique et financier, de la sous-direction des affaires économiques et financières de la direction des affaires d'Algérie puis du service des affaires économiques et financières du ministère d'État chargé des affaires algériennes : notes, liste de personnels (s.d.-1961), liste des affaires en cours et de lois et décrets publiés (1955, 1961). Notes de service, circulaires (1952-1962). Règles de correspondance, documentation : notes, correspondance (1939-1956).

1939-1961

81 F 1817-1823 Correspondance au départ du bureau des affaires économiques et financières : chrono.

1952-1955

1817	Janvier- juin 1952.
1818	Juillet- décembre 1952.
1819	Janvier- décembre 1953.
1820	Janvier- juillet 1954.
1821	Août- décembre 1954.
1822	Janvier-juin 1955.

1823 Juillet- décembre 1955.

81 F 1824 Réponse au courrier parlementaire : chrono (1954-1956). Correspondance échangée

par le Gouvernement général et les différents ministères sous couvert du ministre de l'Intérieur : chrono (1953-1955).

1953-1956

81 F 1825 Notes rédigées par le bureau économique et financier (classées chronologiquement).

## Bureau des affaires économiques et financières (81 F 1826-2245)

Ce bureau, dirigé par Alain de Gabory, administrateur civil, est le plus important du service des affaires économiques et financières. Il reprend les principales attributions de l'ancien bureau économique et financier. En revanche, il disparaît lors de l'organisation du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes, en 1962.

Les articles composant ce sous-fonds sont relatifs aux différents domaines d'intervention du service : le budget, la réglementation en matière économique et financière, la politique économique de la France en Algérie, les activités des différents secteurs de l'économie algérienne. Quelques dossiers concernent aussi le contrôle des entreprises nationalisées et des établissements publics en Algérie. On notera que nous avons laissé dans ce fonds des dossiers relatifs au commerce. Le bureau des affaires économiques et financières avait gardé des attributions relatives au commerce extérieur, même après la création du bureau du commerce, en 1959. Il semble également avoir conservé après cette date des dossiers de nature très générale sur le commerce extérieur, que nous avons préféré laisser, pour cette raison, dans le présent sous-fonds.

Le bureau des affaires économiques et financières avait gardé le cadre de classement décimal de l'ancien bureau économique et financier qui, en dépit de ses quelques incohérences, nous a permis de regrouper les articles de ce sous-fonds.

#### Budget

#### Compte spécial (période de rupture des relations entre la métropole et l'Algérie)

81 F 1826 Opérations financières effectuées par le ministère de l'Intérieur pour le compte de l'Algérie pendant l'interruption des communications entre l'Algérie et la métropole, liquidation du compte spécial ouvert par le Trésor métropolitain : circulaires, relevé des paiements effectués en 1942 et 1943. Gestion comptable pour le compte de l'Office de l'Algérie à Paris, personnel : états mensuels nominatifs des traitements ; dépenses de fonctionnement de l'Office : factures, correspondance. Remboursement des prêts d'honneur faits aux étudiants d'Algérie étudiant en métropole : listes nominatives, correspondance (1943-1953).

1942-1953

81 F 1827\* Budget spécial de l'Algérie, comptes de dépenses : livre de comptes par chapitres.

1942-1944

81 F 1828\* Budgets annexes de l'Algérie, comptes de dépenses : livre de comptes par soussections ; répertoire alphabétique des personnes physiques et morales ayant bénéficié de mandats émis sur le compte spécial (section Algérie).

1943-1945

81 F 1829\* Budget spécial de l'Algérie, ordres de paiements : registres.

1942-1943

### Budget spécial de l'Algérie, puis budget des services civils

81 F 1830

Budget spécial de l'Algérie, réglementation : notes et documentation générale, textes officiels, correspondance ; relations budgétaires entre la métropole et l'Algérie : notes sur les investissements publics réalisés en Algérie, plans d'équipement de l'Algérie ; situation économique et financière de l'Algérie : tableaux récapitulatifs, correspondance, projets de loi ; modification du point de départ de l'année financière de l'Algérie : textes officiels, notes.

1944-1960

81 F 1831-1832 Délégations financières puis Assemblée algérienne, fonctionnement : textes officiels, notes, programme, correspondance ; homologation des décisions de ces assemblées en matière budgétaire et économique : projets de décisions, notes, projets de décrets, textes officiels, procès-verbaux de séances de l'Assemblée, listes récapitulatives de décisions homologuées.

1832 1951-1955.

81 F 1833-1834 Assemblée algérienne.

1948-1953

Pouvoirs de l'Assemblée algérienne en matière de gestion du fonds de modernisation et d'équipement : projet de loi, note, correspondance.

1951-1953

1834 Compétence de l'Assemblée algérienne en matière de gestion de ses crédits de fonctionnement : notes, correspondance (1948-1952) ; examen de la gestion comptable et financière de l'Assemblée : notes, correspondance (1949-1950).

1948-1952

Règlement définitif du budget de l'Algérie et des budgets annexes pour les années 1946 à 1955 : textes officiels, projets de décrets, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1952-1961

81 F 1836-1842 Préparation du budget spécial de l'Algérie.

1955-1960

1836 Budget pour 1956-1957, préparation : notes, textes officiels, correspondance, tableaux (1956) ; budget voté pour 1957, dépenses des services civils. Plan d'équipement quadriennal, prévisions pour 1956-1957 : notes, programme d'investissement (1955-1957).

1955-1957

1837 Fixation des voies et moyens applicables au budget 1957-1958 : projets de décisions, textes officiels, correspondance ; projet de budget 1957-1958 : notes, rapports, tableau du plan d'équipement de l'Algérie, projet de décret, projets de modification du budget, correspondance ; nomenclature des recettes et des dépenses.

1957-1958

1838 Fixation des voies et moyens applicables au budget 1958-1959 : projet de décision, textes officiels, correspondance ; projet de budget 1958-1959 : notes, lettre d'observation, programme d'équipement de l'Est algérien ; propositions de modification : cahiers modificatifs, tableaux par sections, textes officiels.

1957-1958

1839 Budget pour 1958-1959, dépenses d'investissements, plan d'équipement de l'Algérie, programme d'équipement, prêt du fonds de développement économique et social : textes officiels, correspondance.

1958-1959

1840 Services votés pour l'année 1959 : état par sections, rapports, correspondance ; autorisations nouvelles et ouverture provisionnelle de crédits¹ : notes, rapports, correspondance, tableaux récapitulatifs par chapitres et sections.

1959

Préparation du budget pour 1959-1960 : plan d'équipement, notes, correspondance, textes officiels.

1958-1960

Préparation du budget pour 1960, décret sur les voies et moyens applicables aux crédits ouverts aux services civils en Algérie : notes, documentation imprimée.

1959-1960

81 F 1843-1845 Préparation du budget des services civils.

1958-1962

1843 Budget des services civils et du secrétariat général pour les affaires algériennes pour 1961, documentation sur les dépenses engagées pendant les dernières années, l'équipement scolaire, les mesures sociales : notes, statistiques (1958-1960) ; documentation imprimée : journal officiel, notes, rapports parlementaires (1960).

Les autorisations concernent notamment les crédits destinés aux opérations de regroupement de population.

1958-1960

Budget des services civils, loi de finances rectificative de 1961, collectif, préparation : textes officiels, notes.

1961

Budget des services civils pour 1962, préparation : notes, fiches, correspondance, documentation.

1962

Dépenses secrètes attribuées aux Gouverneur général, au ministre de l'Algérie puis au délégué général en Algérie, fixation de leur montant : projets de décrets, décrets, correspondance.

1941-1961

Participation de l'Algérie au redressement national, propositions de versement : correspondance (1937). Participation de l'Algérie à certaines dépenses du budget de la métropole, participation aux frais de fonctionnement des services de police : notes, tableaux statistiques (1946-1948), participation au frais de casernement de la garde républicaine en Algérie : correspondance (1946-1947) ; participation aux dépenses d'équipement sportif : correspondance (1948-1950), participation aux dépenses de la météorologie nationale : note, correspondance (1951-1953).

1937-1953

Avances du Trésor algérien au budget spécial de l'Algérie, décomptes des intérêts, autorisation d'avances à régulariser, relèvement des plafonds des avances : correspondance (1942-1957). Caisse de réserve, utilisation des crédits pour dépenses imprévues : textes officiels, correspondance (1941-1942) ; opération sur la caisse de réserve, autorisation : projet de loi, rapport, correspondance ; autorisation de prélèvement pour aide aux miséreux, versements à la caisse de réserve : correspondance (1942-1960).

1941-1960

Mesures diverses concernant les comptes du Trésor algérien : textes officiels, comptes rendus de séance de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance.

1956-1961

Concerne la création d'un fonds d'aménagement des chemins départementaux (1956), le compte n° 530 pour les frais d'installation des préfectures et sous-préfectures (1956-1961), la suppression du fonds commun des douars (1957), la suppression de l'établissement public de l'Imprimerie officielle du Gouvernement général de l'Algérie (1959).

81 F 1850-1855 Crédits exceptionnels.

81 F 1849

1945-1961

Prêts consentis sur le budget de l'Algérie, attribution de prêts aux anciens prisonniers, déportés, réfugiés : textes officiels, projet de décret, notes, correspondance.

1945-1947

1851-1852 Crédits exceptionnels pour le séisme d'Orléansville.

1954-1961

1851 Documentation : carte du séisme, rapport imprimé du Gouvernement général de l'Algérie sur les secours d'extrême urgence et les mesures prises, coupures de presse ; ouverture provisionnelle de crédits : décisions de l'Assemblée algérienne, décrets d'homologation, correspondance ; répartition entre l'État et l'Algérie des annuités d'emprunts spéciaux : notes, correspondance. Secours aux victimes, comité national de solidarité, fonctionnement : compte rendu de réunion ; utilisation du fonds du comité national : notes, correspondance. Requêtes individuelles : correspondance.

1852 Mesures exceptionnelles pour la reconstruction et l'aménagement des zones sinistrées, financement : textes officiels, notes, projets de décrets ; rapport de l'Inspection des finances sur les opérations menées par le Commissariat à la reconstruction (1958).

1954-1960

Séisme de Kerrata, catastrophes naturelles et calamités agricoles en France et en Algérie, attribution de crédits pour secours exceptionnels aux victimes : projets de loi, textes officiels, notes, correspondance, coupures de presse, procèsverbaux de séances, motions et décisions de l'Assemblée algérienne (1948-1961) ; secours aux agriculteurs de l'Oued-Marsa, victimes d'inondation : constats d'huissiers illustrés de photographies, correspondance (1953).

1948-1961

1854-1855 Dépenses exceptionnelles consécutives aux événements (compte 524 puis 340 du Trésor algérien), gestion : notes, textes officiels, tableaux des crédits ouverts, programmes et nomenclatures des dépenses, correspondance.

1955-1959

1854 1955-1957. 1855 1958-1959.

## Budget de l'État consacré à l'Algérie

Participation de la métropole au budget de l'Algérie, relations financières entre la métropole et l'Algérie : notes, correspondance, rapport du groupe d'études sur les relations financières entre la métropole et l'Algérie dit

« groupe d'études Maspetiol », coupures de presse.

1952-1955

81 F 1857 Transferts de charges du budget de l'Algérie au budget de l'État : textes officiels, notes, comptes rendus de réunions de la commission interministérielle, notes, tableaux, correspondance.

1956-1958

81 F 1858-1861 Préparation du budget du ministère de l'Intérieur.

1954-1958

Budget pour 1955, chapitres intéressant l'Algérie : rapports ; dépenses du ministère de l'Intérieur pour l'Algérie, préparation, répartition des crédits d'investissements et de fonctionnement : rapport sur le projet de loi, nomenclature, circulaires, correspondance, note sur le plan d'équipement économique, documentation relative à l'action sociale en faveur des Nord-Africains en métropole ; crédits supplémentaires alloués en raison des événements : notes, correspondance ; compte définitif des dépenses de l'exercice 1955.

1954-1956

1859 Budget pour 1956, chapitres intéressant l'Algérie, préparation : notes, projet de loi, textes officiels, programme d'investissements, comptes rendus de réunions, notes ; délégation de crédits : circulaires, décisions, propositions d'engagement, notes ; construction de casernes de gendarmerie, concours financier de la métropole : convention, rapports, correspondance.

1954-1956

1860 Budget pour 1957, chapitres intéressant l'Algérie, préparation : nomenclature, notes sur les crédits et les subventions, circulaires, correspondance ; subventions et délégations de crédits : notes, circulaires, correspondance. Crédits réservés, intéressant principalement la sécurité publique, prévisions budgétaires : tableaux par chapitres.

1956-1958

1861 Budget pour 1958, préparation, propositions de mesures nouvelles, examen de la répartition des crédits avec le ministère de l'Algérie et le ministère du Sahara : circulaires, notes, comptes rendus de réunions. Budget du ministère de l'Algérie

pour 1958, préparation, transferts de crédits, propositions budgétaires : textes officiels, notes ; documentation sur le budget spécial de l'Algérie pour 1958-1959 : projet de modification, textes officiels, tableau du plan d'équipement pour 1958, tableau de prévisions budgétaires pour 1959.

1957-1958

Budget du ministère de l'Algérie pour 1959, préparation : nomenclature, état des propositions par chapitres, demandes d'autorisations nouvelles, notes, correspondance ; création d'une régie d'avances : textes officiels, notes, correspondance ; documentation.

1958-1959

81 F 1863-1866 Préparation du budget du secrétariat général pour les affaires algériennes.

1958-1960

Budget pour 1959, préparation : notes¹, compte rendu de réunion, correspondance, autorisations nouvelles.

1958-1959

1864 Budget pour 1960, préparation, étude des propositions du délégué général du gouvernement en Algérie pour les chapitres gérés par les services centraux d'Alger : textes officiels, états par chapitres, propositions, correspondance ; autorisations nouvelles : notes, correspondance ; administration des harkas : notes, correspondance ; budget du secrétariat général.

1959-1960

1865 Budget pour 1961, préparation : notes, compte rendu de réunion ; autorisations nouvelles : récapitulation, états par chapitres, notes, correspondance ; services votés pour 1961 ; dépenses effectuées en Algérie sur le compte du secrétariat général pour les affaires algériennes : tableaux.

1960

1866 Préparation des comptes définitifs des dépenses : circulaire, tableaux récapitulatifs, épreuves corrigées ; rédaction et impression des comptes définitifs : correspondance, brochure définitive.

1958-1960

81 F 1867-1873 Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes.

1961-1963

Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes, collectif budgétaire de 1961, préparation : notes, textes officiels, fiches, correspondance.

1961

Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes, propositions budgétaires pour 1962 : tableaux par chapitres, fiches justificatives.

1961

1869 Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes, propositions définitives transmises au ministre des Finances, incidence des mesures nouvelles : nomenclature, tableaux par chapitre.

1961

Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes pour 1962, réponses aux questions posées par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

1961

Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes pour 1962, préparation : notes, tableau, correspondance.

1961

Budget du ministère d'État chargé des affaires algériennes, collectif budgétaire de juillet 1962 : notes, correspondance, textes officiels, tableaux de crédits.

1962

À noter : une note sur la suppression de l'Office administratif de l'Algérie.

Budget du secrétariat d'État chargé des affaires algériennes de 1963, services votés : tableaux récapitulatifs.

1963

81 F 1874-1882 Investissements en faveur de l'Algérie.

1946-1958

Recensement des opérations d'investissement de l'État : circulaires, notes, correspondance, fiches des opérations recensées.

1952-1955

Fonds de progrès social, budget : ordonnances de délégation de crédits, propositions d'engagement, décisions ; crédits pour 1956 ; comité directeur du plan de progrès social : comptes rendus de réunions, rapports (1953-1954).

1953-1956

Fonds d'équipement de l'Algérie, création et organisation : textes officiels, notes, correspondance.

1957-1958

1877-1878 Construction du câble téléphonique nord-africain, propositions budgétaires et délégations de crédits : notes, tableaux, circulaires, cartes, correspondance ; travaux du comité directeur des télécommunications de l'Union française : comptes rendus de réunions.

1946-1952

1877 1946-1949.

1878 1950-1952.

1879 Mesures particulières d'investissement et de subventions de la part de l'État : comptes rendus de réunions, arrêtés et décisions ministériels, circulaires, correspondance.

1946-1958

Concerne les pistes transsahariennes en Algérie et au Fezzan, l'hospice de Khenchela, les dépenses militaires occasionnées par le voyage du président de la République en Algérie, les dépenses de la gendarmerie.

1880-1881 Programme exceptionnel d'investissements d'intérêt économique et social en Algérie dit « plan des quinze milliards ».

1958

- 1880 Dossier de propositions de la délégation générale du gouvernement en Algérie annotées.
- 1881 Dossier de propositions de la délégation générale du gouvernement en Algérie annotées ; propositions concernant le département de Tlemcen : correspondance ; validation du programme par le gouvernement : correspondance.
- 4882 «Plan des quinze milliards», mise en œuvre et contrôle : tableaux récapitulatifs, notes, correspondance.

1958

#### Budget des territoires du Sud puis du Sahara

Budget des territoires du Sud, autorisations de souscrire à des emprunts : projet de décret, textes officiels, correspondance (1932-1946) ; mesures budgétaires nouvelles (fonctionnement du centre de séjour surveillé de Djelfa, subvention pour la réalisation d'entreprises d'intérêt général, dépenses des milices sahariennes) : projets de décret, correspondance (1941-1942); mesures concernant le personnel, prévision des dépenses (1946-1948). Rapports mensuels de la direction des territoires du Sud (décembre 1948-juillet 1950) ; régime fiscal et organisation financière du Sahara : projets de décrets, rapports, correspondance (1958-1960).

1932-1960

Gestion de crédits pour le compte du ministère du Sahara par la direction des affaires d'Algérie, achat de mobilier et de matériel de bureau : notes, factures,

décisions ministérielles, correspondance, bordereaux de transmissions ; prime de rendement pour le personnel mis à disposition du ministère du Sahara : liste nominative ; subvention à l'Organisation commune des régions sahariennes, sur les crédits du ministère de l'Intérieur : correspondance.

1957-1958

Budget du Sahara pour 1963 : nomenclature des crédits, tableaux comparatifs des crédits pour 1962 et 1963.

1962

### Domaine et marchés publics

81 F 1886

Domaine de l'État, législation domaniale en Algérie : textes officiels (1900-1957), projets de loi et de décret, notes, rapports, avis, correspondance ; étude de la notion de domaine public en Algérie : notes, projets de décrets, correspondance (1950-1954) ; domaine public maritime, délimitation : textes officiels, projets de décrets, correspondance (1949-1958).

1900-1959

81 F 1887

Cessions et concessions gratuites d'immeubles domaniaux en Algérie, dons et legs à l'État et à l'Algérie, réglementation : textes officiels, projets de décrets, notes, rapports, circulaires, correspondance (1956-1960) ; aliénation d'immeubles domaniaux pour la création d'entreprises industrielles, utilisation de terrains domaniaux pour des expériences de paysannat en Algérie, réglementation : textes officiels, projets de décrets, correspondance (1957-1959). Domaine communal des douars, réglementation en matière de gestion : textes officiels, projets de décrets, notes, correspondance, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne (1947-1950).

1947-1960

81 F 1888

Achats, ventes et échanges de terrains et d'immeubles domaniaux, approbation : décrets d'approbation, projets de décrets, notes, correspondance, procès-verbaux d'enquêtes de commodo et incommodo, plans.

1940-1949

81 F 1889-1892 Ventes, échanges de terrains et d'immeubles domaniaux, approbation : décrets, correspondance.

1949-1959

Affaires terminées en 1950 et 1951.
Affaires terminées en 1952 et 1953.
Affaires terminées en 1954 et 1955.
Affaires terminées de 1956 à 1959.

81 F 1893 Déclassement des places fortifiées et des terrains militaires en Algérie : notes, correspondance, rapports, textes officiels, projet de loi.

1946-1953

81 F 1894 Concession au département de la Seine, pour ses enfants assistés, et réintégration dans le domaine de l'État de terrains à Azel-En-Noura et Ben Chicao : textes officiels, notes, correspondance (1942-1955). Affaires domaniales diverses relatives à des litiges : correspondance (1953-1955).

1942-1955

81 F 1895 Affaires domaniales diverses et contentieux : correspondance.

1921-1960

Concerne notamment la prise en charge des installations radiophoniques d'Algérie par la radiodiffusion française (1945-1950), le rachat d'un séquestre collectif par les habitants des douars M'Chatt, M'Cid et Ouled Boufaa (1921-1953), l'acquisition du domaine Dufourg de la commune mixte d'Aïn-Touta pour le recasement de familles de l'Aurès (1955).

1937-1961

Marchés passés au nom de l'État ou des communes, réglementation pour l'Algérie : textes officiels, projets de loi et de décrets, correspondance (1937-1955) ; financement des marchés de l'Algérie par la caisse nationale des marchés de l'État : correspondance (1938-1953) ; résiliation des marchés relatifs à la défense nationale : correspondance (1940).

1937-1955

Marchés passés au nom de l'État et des collectivités, réglementation en Algérie : textes officiels, projets de loi et décrets, correspondance, cahier des clauses administratives (1954-1961) ; marchés passés par les hôpitaux et hospices publics d'Algérie : correspondance (1954-1958) ; marchés de fourniture, de construction, affaires particulières : correspondance (1959).

1954-1961

Caisse nationale des marchés de l'État, financement de marchés et attribution de lettres d'agrément, opérations examinées par le comité d'études : dossiers classés par entreprises.

1950-1954

## Régime et contrôle financiers en Algérie

Régime financier de l'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance, projets de décrets et d'arrêtés. Régime financier des établissements publics algériens, argumentation pour le pourvoi formé par Électricité et Gaz d'Algérie en Conseil d'État contre certaines dispositions du décret du 13 novembre 1950 : mémoire, notes, correspondance.

1945-[1961]

81 F 1900-1902 Contrôle financier.

1940-1962

1900 Contrôle financier de l'Algérie, organisation : arrêté, projet de décret, notes, correspondance.

1940-1961

1901 Contrôle financier de l'Algérie, refus de visa du contrôleur des dépenses engagées, dossiers d'affaires : arrêtés ministériels, notes, correspondance.

1947-1960

1902 Contrôle financier du service de formation des jeunes en Algérie, répression des irrégularités constatées dans la gestion des crédits : rapport de l'Inspection générale des finances, notes, correspondance.

1961-1962

81 F 1903-1909 Comptabilité.

1927-1962

1903 Comptabilité publique, réglementation en Algérie : projets de textes officiels, notes, correspondance.

1926-1961

Direction générale des Finances du ministère de l'Algérie, recueil général des spécimens de signatures des ordonnateurs et comptables.

1957

Décharges de responsabilité des comptables et remise gracieuse de débets envers le Trésor algérien, extension de la législation à l'Algérie : projets de décrets, texte officiels, notes, correspondance.

1941-1960

1906-1908 Demandes de décharge de responsabilité par des comptables et de remises gracieuses de débets par des particuliers, dossiers individuels transmis au ministère des Finances : décrets, arrêtés, notes, correspondance.

1906 1931-1953.

1907 1954-1958.

1908 1959-1962.

1910

Arrêts et référés de la Cour des comptes, transmission au Gouvernement général puis au délégué général en Algérie : correspondance, textes officiels.

1941-1959

81 F 1910-1918 Tutelle financière de l'État sur les collectivités locales.

1936-1962

Réglementation: textes officiels, projets de lois et de décrets, notes, études préparatoires, correspondance; déconcentration et décentralisation, documentation: textes officiels, notes, correspondance; affaires diverses concernant les collectivités locales: rapport de l'Inspection générale des finances sur la gestion financière de communes d'Algérie (1959-1961).

1936-1961

1911 Contrôle de la situation financière de communes d'Algérie : notes, rapports de l'inspection générale des Finances, correspondance.

1960-1961

Concerne Communes de Beni-Saf, Sétif, communes des départements de Bône et de Grande Kabylie.

Caisse de solidarité des départements et communes d'Algérie, réglementation, transformation en établissement public : projets de décisions et comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, textes officiels, notes, rapports, correspondance.

1949-1962

Emprunts des collectivités locales, réglementation : textes officiels, circulaire, notes, correspondance.

1947, 1955-1961

Budget des départements d'Algérie, emprunts, autorisation : arrêtés ministériels, notes, correspondance (1945-1952) ; approbation des budgets départementaux d'Oran (1958, 1960) et de Mostaganem : budgets (1960-1961).

1945-1961

Groupe d'études sur le régime financier des communes en Algérie : rapport préparé en vue de la réunion de la commission d'élus sur la structure et le rôle de la commune.

1960

1916-1917 Emprunts communaux, autorisation : arrêtés ministériels, notes, correspondance (dossiers classés par années de l'autorisation).

1944-1956

1916 1944-1951.

1917 1949-1956.

1918 Crédits municipaux et monts-de-piété, application de la législation générale à l'Algérie : notes, textes officiels, correspondance ; contrôle : correspondance ; règlements particuliers (caisses de crédit municipal d'Alger et Oran).

1941-1962

81 F 1919-1920 Tutelle financière des caisses d'épargne.

1939-1962

Caisses d'épargne, réglementation : projets de loi, rapports, textes officiels, documentation ; extension de la législation à l'Algérie : procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne, textes officiels, correspondance ; tutelle administrative et contrôle financier des caisses d'épargne d'Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1946-1962

Caisses d'épargne, contrôle : rapports imprimés au président de la République sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires.

1939-1960

81 F 1921

Monnaie.- Circulation monétaire et échange de billets, circulation fiduciaire, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1945-1946). Chèques et virements postaux, comptes courants, réglementation : textes officiels, projets de lois et décrets, rapports, correspondance (1941-1959).

1941-1959

81 F 1922-1925 Crédit.

1939-1961

Organisation du crédit populaire en Algérie, réglementation : projets de décrets, textes officiels, notes, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne de 1948, correspondance (1946-1961) ; domiciliation et échéance des effets de commerce, extension de la législation à l'Algérie, projet de décision et compte rendu de séance de l'Assemblée algérienne, correspondance (1941-1949) ; réglementation du nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, extension à l'Algérie : avis, rapports, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, textes officiels, correspondance (1950-1960).

1941-1961

Établissements de crédit différé, réglementation, extension de la législation à l'Algérie : textes officiels, avis, rapports, projets de loi et de décret, correspondance.

1941-1956

1924 Questions diverses relatives au crédit : projets de textes, textes officiels, correspondance.

1946-1961

Concerne notamment la réglementation de la vente à crédit (1955-1956), le paiement d'effets de commerce par chèques postaux (1958-1960), la situation du crédit en Algérie (1955-1958), l'octroi de prêts d'installation en Algérie aux Français rapatriés du Maroc ou de Tunisie (1958-1959), le taux de l'intérêt légal en cas d'assignation en justice (1959).

Emprunts émis ou garantis par l'Algérie, amortissement, demandes d'une avance au Trésor (1936-1941) ; autorisations d'emprunts accordées à l'Algérie : notes, correspondance, textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne ; émission de bons d'équipement : arrêté du Gouvernement général de l'Algérie, textes officiels, correspondance (1948-1954) ; autorisation d'un emprunt d'Électricité et Gaz d'Algérie : textes officiels, correspondance (1951-1954).

1936-1959

81 F 1926-1929 Capitaux.

1939-1962

Régime des valeurs mobilières, extension de la législation à l'Algérie : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1948-1956

Rentes viagères, législation en matière de majoration et de revalorisation : projets de textes, textes officiels, correspondance (1949-1957). Capitaux et finances publiques, documentation, affaires particulières (1953-1962).

1949-1962

Mouvement des capitaux, opérations de change et commerce de l'or, contrôle : textes officiels, arrêté, notes, correspondance ; évasion fiscale des capitaux algériens vers le Maroc : note ; régime fiscal des ressortissants espagnols : notes, rapports, correspondance (1939-1961) ; répression de l'usure en Algérie : projet de loi, correspondance (1948-1953) ; confiscation de profits illicites, législation, examen de cas particuliers : correspondance ; règlement des dettes allemandes :

mémorandum de 1951, projet de loi ; mouvement de certaines créances commerciales, réglementation : projet de loi, rapports, correspondance (1954-1959).

1939-1961

Réglementation des changes, extension de la législation à l'Algérie : textes officiels, projets de décrets, correspondance.

1945-1960

81 F 1930-1931 Banque.

1940-1962

Banques, réglementation : textes officiels, projets de décrets, correspondance (1958-1962) ; autorisations d'ouverture d'agences en Algérie : correspondance (1941-1942) ; organisation des banques et des professions annexes, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, projets de décrets, correspondance (1941-1962).

1941-1962

Banque d'Algérie et de Tunisie, organisation et fonctionnement : comptes rendus annuels (1940-1941, 1945-1946), statuts, arrêtés de nomination, rapport annuel du conseil algérien du crédit (1952) ; redevance sur la circulation fiduciaire, fixation du montant des émissions de billets : textes officiels, correspondance (1940-1958) ; nationalisation de la Banque d'Algérie : rapport, notes, projets de loi, textes officiels, correspondance (1946).

1940-1958

# Fiscalité, régime douanier

1931

scalité, régime do	<u>uanier</u>
Fiscalité	
81 F 1932	Fiscalité et droits divers, application de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1935-1941) ; droit à percevoir sur l'expédition des actes d'état civil : correspondance (1940).
81 F 1933	1935-1941 Comparaison entre la fiscalité algérienne et métropolitaine: tableau comparatif des taux des impôts et taxes (1947-1950), tableau, notes (1955-1956); comparaison des régimes fiscaux algérien, tunisien et marocain: notes (1947-1949); pression fiscale et dispositions fiscales diverses applicables à l'Algérie, documentation: textes officiels, projets des textes, rapport du Sénat, décrets d'homologation de décisions de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance (1941-1962).
	1941-1962
81 F 1934	Aménagements fiscaux dans les départements algériens : projet de décret, rapport, annexe au projet de décret. [1960]
81 F 1935	Pénalités en matière fiscale, extension de la réglementation à l'Algérie : textes officiels, avis du Conseil d'État, notes, projets de textes et de décisions, correspondance.
81 F 1936	1947-1960 Régime fiscal des territoires du Sud, réglementation : projets de décrets, notes, correspondance, rapports, note sur les principes d'une réforme fiscale dans les départements sahariens (1959).
	1941-1960, 1962
81 F 1937	Régime fiscal des transports routiers en Algérie, taxe sur les véhicules

automobiles affectés aux transports publics de marchandises

l'Assemblée algérienne, correspondance.

voyageurs : textes officiels, rapport, comptes rendus des débats de

1946-1953

81 F 1938-1939 Impôts directs.

1938 Impôts directs en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, décret d'homologation de décisions de l'Assemblée algérienne (1945-1951) ; procédure de recouvrement des impôts et taxes en Algérie, réglementation : projets de décrets, textes officiels, avis du Conseil d'État, rapports, correspondance (1956-1959) ; réforme du contentieux des impôts directs et taxes assimilées perçus en Algérie, réglementation : projets de textes, avis du Conseil d'État, notes, rapports, correspondance (1959-1960).

1945-1960

1939 Impôts directs, projets de loi relatifs à l'assiette des impôts directs et taxes assimilées, à des avantages fiscaux, aux droits de mutation et de succession, à la taxe mobilière, à la contribution foncière, à l'assiette de la taxe sur l'activité industrielle et commerciale : textes officiels, projets de textes, correspondance.

1949-1959

81 F 1940-1945 Impôts indirects.

1944-1962

1940 Impôts perçus par le service de l'enregistrement et du timbre, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : projets de décrets et de décisions, comptes rendus des débats, textes officiels, notes, rapports, correspondance (1944-1957) ; enregistrement et timbre, publicité foncière, dispositions fiscales : projet de décret, textes officiels, rapports, correspondance (1950-1961) ; contentieux en matière d'amendes : correspondance, copie d'un jugement (1957), cas d'exonération des droits de timbre pour des immeubles acquis par des représentations étrangères : correspondance (1946-1956).

1944-1961

1941 Impôts indirects et taxes uniques globales, homologation des décisions des Délégations financières puis de l'Assemblée algérienne : textes officiels, projets de décrets et de décisions, comptes rendus des débats, correspondance (1944-1951). Refonte du code algérien des impôts indirects : projets de décret et de décision, décret, correspondance (1957-1959) ; marges à l'exportation, réglementation : textes officiels, rapports, correspondance (1946-1953).

1944-1959

1942 Impôts indirects concernant le tabac, réglementation : textes officiels, projets de décisions, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, réclamations (avec 6 photographies), interventions parlementaires, rapports, notes, correspondance.

1952-1953

1943 Taxe à la production, exonération, réglementation : textes officiels, correspondance (1940-1941, 1959-1960) ; application des taxes à la production en Algérie : textes officiels, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne, correspondance ; taxes à l'exportation : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1952) ; taxes diverses, redevance au profit de la caisse algérienne de compensation des prix, réglementation : textes officiels, rapports, correspondance (1957-1959).

1940-1960

1944 Taxes sur le chiffre d'affaires, réglementation en Algérie, homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : comptes rendus des débats, projets de décisions, décisions, textes officiels, correspondance (1950-1957) ; code algérien des taxes sur le chiffre d'affaires, réforme : textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, décisions (1954-1955), correspondance (1954-1960).

1945 Contentieux des taxes sur le chiffre d'affaires et du remboursement des charges sociales et fiscales en Algérie, réglementation : projets de textes, textes officiels, rapports, correspondance.

1952-1962

81 F 1946 Impôts locaux.- Impositions directes perçues au profit des collectivités locales, réglementation : comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, textes officiels, rapports, projets de décisions, correspondance (1950-1957) ; taxe communale sur les spectacles, homologation des décisions de l'Assemblée algérienne : textes officiels, projets de décisions, comptes rendus des débats, correspondance ; taxe de contribution des communes aux dépenses de fonctionnement de la police d'État (1952-1958) ; contribution volontaire en travail aux dépenses d'équipement local, création : projets de décret et de circulaire, correspondance (1960-1961) ; taxes locales diverses : correspondance (1950-1954). Rapports financiers entre l'Algérie, les départements et les communes, documentation : projets de textes et textes officiels, notes, correspondance (1943-1955).

1943-1961

## Régime douanier

81 F 1947 Comité de révision douanière, travaux : instructions, rapports, comptes rendus de réunions, liste des produits algériens d'exportation, correspondance ; conférences tarifaires de Genève, Torkay et Annecy : notes de synthèse, correspondance.

1947-1955

81 F 1948 Groupe d'études pour l'union douanière européenne, travaux : rapports, projets de conventions, textes officiels, correspondance.

1950-1952

81 F 1949 Douanes, réglementation générale en Algérie : textes officiels, rapport, code des douanes de 1949, correspondance (1941-1959) ; pouvoirs du Gouverneur général de l'Algérie en matière de tarif douanier : projet de loi, textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1951-1955) ; création de bureaux de douane à la frontière algéro-tunisienne : textes officiels, correspondance (1947-1954) ; création de zones franches maritimes : projets de loi, textes officiels, correspondance (1946-1954) ; requêtes de particuliers ou d'entreprises : correspondance (1958-1962).

1941-1962

81 F 1950 Tarif douanier spécial de l'Algérie, réglementation : projets de textes, textes officiels, listes de produits concernés, code des douanes de 1948, notes, correspondance.

1944-1958

81 F 1951 Régime douanier des régions sahariennes, réglementation : textes officiels, note de synthèse, correspondance.

1939-1959

81 F 1952 Droits de douane sur les produits pétroliers, réglementation en Algérie : projets de textes et textes officiels, décisions et comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance.

1945-1960

81 F 1953 Contingents de produits marocains admis en franchise de droits de douane en métropole et en Algérie : liste des produits, procès-verbaux de réunions interministérielles, rapport, notes, correspondance (1949-1959) ; union douanière franco-tunisienne, convention franco-vietnamienne sur l'aide à l'exportation de produits algériens vers le Sud-Vietnam : textes officiels, projets de loi et décret, rapport, liste de produits, correspondance (1949-1958) ; régime douanier en Afrique du Nord : notes, textes officiels, correspondance (1933-1942).

81 F 1954 Avantages consentis en matière douanière à des consulats en Algérie : procèsverbaux de réunions, note, correspondance.

1957-1961

Concerne les accords franco-britannique (1957-1958) et franco-allemand (1957-1960), le consulat de Belgique (1961).

81 F 1955 Droits de douanes d'importation, réglementation en Algérie : textes officiels, notes, projets de loi et de décret, listes de produits admis en franchise, compte rendu de séance de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1949-1960

# Contentieux en matière fiscale et douanière

81 F 1956 Contentieux en matière de douanes et de contributions diverses : correspondance, procès-verbaux de contraventions, tableau récapitulatif des transactions, dossiers individuels.

1936-1945

81 F 1957 Réclamations individuelles relatives aux impôts et taxes, candidatures à des postes de fonctionnaires : correspondance.

1947-1961

### Poids et mesures

Poids, mesures et poinçons en Algérie, réglementation : textes officiels, projets de loi et de décret, avis, note, correspondance.

1938-1956

## Régime de la propriété foncière

81 F 1959 Législation sur la propriété foncière en Algérie : textes officiels, notes, rapports, correspondance ; publicité des mutations foncières en Kabylie, liquidation des frais d'enquêtes partielles, réglementation : textes officiels, notes, rapports, correspondance.

1938-1959

81 F 1960 Réforme de la législation sur la propriété foncière en Algérie : projets de loi, notes, rapports, correspondance.

1953-1960

Mutations immobilières entre Européens et Musulmans d'Algérie, statistiques : note, tableaux, graphiques, relevés statistiques, correspondance.

1946-1962

81 F 1962 Régime des expropriations en Algérie, législation, réforme : textes officiels, rapports, notes, correspondance ; affaires particulières relatives à des expropriations : correspondance.

1936-1960

#### Traitement des fonctionnaires

81 F 1963-1964 Classement des fonctionnaires.

1948-1960

1963 Classement hiérarchique et indiciaire des grades et emplois des fonctionnaires en Algérie : tableaux récapitulatifs par catégories d'emplois, textes officiels, correspondance.

1948-1960

Gouvernement général de l'Algérie, projet d'organisation : fiches récapitulatives par directions et par services indiquant les attributions, les catégories de

personnels, les effectifs réels en 1948 et prévus pour 1949, organigrammes, projet de décret, notes, correspondance.

1948-1949, 1958

81 F 1965-1975 Traitement et indemnités des fonctionnaires.

1936-1960

1965 Traitement des fonctionnaires d'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, rapports, correspondance, coupures de presse.

1945-1960

Étude comparative de la rémunération des fonctionnaires de métropole et d'Algérie : tableaux statistiques (1950-1956), textes officiels, correspondance ; indemnité coloniale de trente-trois pour cent, réglementation : textes officiels, notes, rapports, correspondance (1936-1957).

1936-1960

1967 Traitement et indemnités des magistrats et personnels de la justice en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

1945-1958

Concerne notamment le traitement et le statut des greffiers (1946), les incidences financières de la création d'une troisième justice de paix à Alger (1948), la rémunération des délégués permanents de la liberté surveillée (1956-1958).

Traitement et indemnités des personnels de l'enseignement en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1945-1961) ; revendication des instituteurs indigènes : rapport, correspondance (1937-1938).

1937-1961

Traitement et indemnités du personnel des bibliothèques en Algérie, création d'un emploi d'aide bibliothécaire à la bibliothèque nationale d'Alger : projets de décrets, textes officiels, correspondance (1945-1950) ; traitement et indemnités des personnels des beaux-arts (musées, monuments historiques, architectes) : textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1945-1954).

1945-1954

Traitement et indemnités des personnels du ministère de l'Intérieur et du Gouvernement général de l'Algérie (administrateurs civils, secrétaires interprètes), réglementation : notes, listes nominatives, correspondance (1946-1959) ; traitement et indemnités des personnels de police en Algérie et organisation de la direction de la surveillance du territoire, réglementation : textes officiels, notes, rapports, correspondance ; revendications : motions, interventions, correspondance (1945-1959).

1945-1959

1971 Traitement et indemnités des personnels des finances en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance ; cautionnement des conservateurs des hypothèques, réglementation : textes officiels, correspondance.

1944-1960

1972 Traitement et indemnités des personnels de la santé publique en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

1945-1956

1973 Traitement et indemnités des personnels de l'administration de l'agriculture en Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1945-1959

1974 Traitement de fonctionnaires d'Algérie, affaires particulières : textes officiels, correspondance.

1945-1960

Concerne notamment le traitement du Gouverneur général Le Beau (1945), le traitement des gérants d'agences postales (1946-1953), la

promotion de M. Boyer, archiviste en chef du département d'Alger (1945-1946).

1975 Traitement et indemnités des personnels des communes algériennes, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1944-1949) ; reclassement général des fonctionnaires communaux, réglementation : circulaire (1948-1949).

1944-1949

81 F 1976-1985 Primes et indemnités.

1941-1960

Indemnités et primes allouées aux fonctionnaires en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

1941-1960

Concerne notamment l'indemnité forfaitaire pour cumul d'emplois publics (1954-1958), les indemnités non soumises à retenues des personnels des services de la Justice et de l'Éducation nationale en Algérie (1944-1955), l'indemnisation des fonctionnaires victimes des événements dans le Constantinois (1945-1947).

Indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires et primes de rendement dans les services publics algériens, réglementation : textes officiels, correspondance (1946-1959). Indemnité compensatrice allouée à l'adjoint du délégué général du gouvernement en Algérie : notes, correspondance (1958-1959).

1946-1959

Indemnités familiales et résidentielles, allocations familiales des fonctionnaires en Algérie, réglementation : textes officiels, correspondance ; réclamations individuelles : correspondance.

1945-1960

Frais de déménagement, frais de transport et de déplacement des fonctionnaires d'Algérie, indemnités d'installation, réglementation : textes officiels, correspondance.

1946-1960

Indemnités de logement aux fonctionnaires en poste en Algérie : textes officiels, correspondance.

1944-1960

Indemnités de sujétions spéciales pour les personnels de police en Algérie : motions syndicales, textes officiels, notes, correspondance (1956-1960) ; indemnités diverses aux personnels de police (frais de police et d'enquête, frais de mission, chaussures, primes d'alimentation) : textes officiels, correspondance (1946-1960).

1946-1960

Indemnités spéciales allouées aux fonctionnaires civils en service dans les territoires du Sud, puis dans le sud de l'Algérie et au Sahara, réglementation : textes officiels, correspondance.

1947-1960

Primes et indemnités allouées aux fonctionnaires issus de l'Ecole nationale d'administration détachés ou affectés en Algérie : textes officiels, correspondance.

1957-1960

Primes de langue arabe et berbère, réglementation : textes officiels, projets de décrets, correspondance.

1937-1960

Indemnités de difficultés exceptionnelles allouées aux fonctionnaires de la région d'Orléansville et du Constantinois : correspondance (1954-1956). Indemnités aux fonctionnaires rapatriés de Tunisie, du Maroc, d'Indochine, de Guinée, réglementation : textes officiels, correspondance (1957-1960).

Régime de retraite des fonctionnaires d'Algérie, réforme : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance ; liquidation de la pension des fonctionnaires d'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

1938-1950

Régime général de retraites de fonctionnaires, codification des textes législatifs et réglementaires : textes officiels, projets de lois et de décisions, rapports, correspondance (1951-1956) ; régime général des retraites en Algérie, réglementation : projets de loi, rapports, correspondance (1952-1958). Régimes de retraite des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Algérie, coordination avec le régime général algérien de sécurité sociale : projets de décret, textes officiels, correspondance (1954-1961).

1951-1961

Révision et péréquation de pensions en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance ; réclamations individuelles : correspondance.

1956-1959

Validation de services et de services auxiliaires, cumuls de pensions, réglementation : textes officiels, correspondance ; requêtes individuelles : correspondance ; autorisation de cumul de pensions : arrêtés interministériels.

1948-1962

Caisse générale de retraite de l'Algérie, création, organisation et suivi du fonctionnement : textes officiels, projets de décisions, notes, correspondance.

1946-1955

1991 Code des pensions de la caisse générale des retraites de l'Algérie, modifications : textes officiels, correspondance.

1942-1960

Affiliation à la caisse générale des retraites de l'Algérie de nouvelles catégories de fonctionnaires, réglementation : textes officiels, correspondance.

1934-1954

Caisse générale des retraites de l'Algérie, classement d'emplois de fonctionnaires affiliés dans la catégorie B : textes officiels, notes, correspondance.

1936-1956

Limite d'âge des fonctionnaires tributaires de la caisse générale des retraites de l'Algérie, réglementation, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, rapports, correspondance.

1937-1960

Paiement de l'indemnité spéciale temporaire pour cherté de la vie et de l'indemnité forfaitaire exceptionnelle aux fonctionnaires tributaires de la caisse générale des retraites de l'Algérie : textes officiels, correspondance.

1945-1947, 1950

Régimes particuliers de retraite des instituteurs, agents des collectivités locales, cheminots, personnels de la justice, réglementation : textes officiels, correspondance.

1937-1958

1997 Prime de séjour aux retraités résidant en Algérie, réglementation : textes officiels, projets de décisions, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1947-1961

Requêtes individuelles de fonctionnaires relatives à la liquidation, la révision et la réversion de pensions de retraite, transmission : correspondance.

Pensions ecclésiastiques, réglementation : textes officiels ; renvoi de dossiers individuels transmis pour signature aux services du ministère de l'Intérieur à la caisse générale des retraites de l'Algérie : correspondance.

### Législation et politique économiques

### Législation économique, services et institutions économiques en Algérie

81 F 2000

Législation économique et pouvoirs du Gouverneur général de l'Algérie en matière économique : textes officiels, projet d'ordonnance, notes, projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions du temps de guerre (1940-1958). Contrôle des ententes professionnelles : rapports, projets de loi, avis, correspondance (1950-1956).

1940-1958

81 F 2001

Statut de la normalisation des produits, législation et application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; constitution de la commission de normalisation des produits agricoles : correspondance (1948) ; projets de normes soumis à enquête publique (caisses pour agrumes, dattes et figues) : fiches descriptives (1949).

1940-1949

81 F 2002

Répression des infractions à la réglementation économique, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de loi et d'ordonnance, rapports, textes officiels, correspondance ; projet de réforme du service de la répression des fraudes en Algérie : rapport de synthèse ; affaires particulières : correspondance.

1942-1958

81 F 2003-2005 Prix.

1940-1960

2003

Politique des prix, extension de la législation à l'Algérie: arrêtés du Gouvernement général de l'Algérie, rapports, correspondance, textes officiels, projets de loi; caisse de compensation des prix en Algérie, création et fonctionnement: arrêtés du Gouvernement général, rapports, correspondance; évolution des prix en Algérie: procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne, arrêtés du Gouverneur général, indices des prix, rapports, correspondance, coupures de presse (1940-1961). Litige entre les Pompes funèbres générales de Constantine et le service départemental du contrôle des prix: procès-verbal, mémoire en défense, note de synthèse, correspondance (1956-1958).

1940-1961

2004-2005

Service des prix et des enquêtes économiques du Gouvernement général de l'Algérie : rapports périodiques.

1954-1960

2004 Rapports mensuels (1954-1956).

2005 Rapports mensuels et trimestriels (1958-1960).

81 F 2006

Organisation des services économiques dépendant du Gouvernement général de l'Algérie, modifications, documentation : textes officiels, procès-verbaux de réunions, notes, correspondance.

1937-1959

Concerne le service du contrôle et des enquêtes économiques du Gouvernement général (1947-1949), l'Office administratif de l'Algérie, à Paris (1949-1954), l'Office algérien d'action économique et touristique (1937-1959).

81 F 2007-2008 Organismes représentatifs.

1938-1959

2007 Région économique de l'Algérie, organisation : projet de décret, correspondance, rapports, textes officiels ; fonctionnement : délibérations, allocutions, coupures de presse (1938-1953). Chambres de commerce en Algérie, organisation : projets de

décrets (1941), note de synthèse (1942), correspondance ; nomination de membres correspondants, consultation en matière de travaux publics : correspondance ; création d'une chambre de commerce à Tlemcen : notes, correspondance, décision de l'Assemblée algérienne ; chambres de commerce d'Oran, d'Alger, de Bône, emprunts : projets de décrets, correspondance.

1938-1957

2008 Conseil de l'économie nationale puis Conseil économique et social, fonctionnement ; représentation de l'Algérie en son sein : textes officiels, notes, listes et notices individuelles de membres, arrêtés de nomination, correspondance.

1945-1959

## Politique économique en Algérie

2010

81 F 2009-2021 Planification.

1948-1962

2009 Plan quadriennal d'équipement 1949-1952, dossier du bureau du plan du Gouvernement général de l'Algérie : études, notes, exposés généraux, fiches des crédits fixés pour 1949, fiches d'investissements réalisés en 1948.

1948-1949

Plan triennal d'équipement 1950-1952, dossier du bureau du plan du Gouvernement général d'Algérie, complété par le bureau économique et financier de la sous-direction de l'Algérie : notes, fiches du plan quadriennal pour 1950-1951, fiches des crédits fixés au plan triennal pour 1950, 1951 et 1952, correspondance.

1950-1951

2011-2012 Commission d'étude du plan de modernisation et d'équipement de l'Afrique du Nord, participation à ses travaux, préparation du plan.

1952-1954

- 2011 Travaux de la commission d'étude du plan de modernisation et d'équipement : textes officiels, procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne et de ses commissions, rapport sur l'habitat en Algérie, notes, rapports, correspondance (1952-1953).
- 2012 Comptes rendus de réunions des sous-commissions (1953-1954).
- 2013-2014 Plan quadriennal d'équipement pour 1953-1956.

1952-1954

2013 Travaux de la commission d'étude des plans de modernisation et d'équipement de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc : projets de rapport général, rapport général pour l'Algérie.

1953-1954

2014 Dossier dressé par le bureau du plan du Gouvernement général de l'Algérie : exposés généraux, notes, fiches quadriennales ; propositions et prévisions du Gouvernement général et du commissariat général au plan : rapports, comptes rendus de réunions.

1952-1953

2015-2017 Deuxième plan de modernisation et d'équipement pour 1954-1957, préparation et exécution.

1954-1958

2015 Approbation du plan : textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, avis du conseil de l'Union française ; déroulement du plan : notes, budgets, comptes rendus de réunions de la commission des investissements<sup>1</sup> (1954-1956).

\_

À noter : note sur les mines de phosphate du Djebel Onk.

2016 Exécution des tranches 1954-1955 : fiches récapitulatives des opérations, notes (1954-1955).

2017 Plan quadriennal de modernisation et d'équipement pour 1954-1957. Financement et exécution des tranches 1955-1956 : rapport sur la situation économique et sociale en Algérie, rapport général sur les investissements prévus en 1955 et 1956, procès-verbaux de réunions, tableau des crédits et emprunts, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1954-1956). Exécution de la tranche 1957: tableau des investissements prévus, procès-verbaux de réunions (1956-1958).

2018 Plan de modernisation et d'équipement 1958-1961, avant-projet : correspondance, notes, tableaux récapitulatifs des crédits.

1958

2019-2020 Plan quinquennal de développement économique et social de l'Algérie 1958-1962 dit « plan de Constantine ».

1958-1962

2019 Fonctionnement, composition et travaux du conseil supérieur du plan de l'Algérie et de ses commissions : rapports des commissions, listes de membres, nominations, directives générales ; documentation sur le plan : discours, coupures de presse, notes. Plan quinquennal 1959-1964, programme d'action et d'investissement pour l'arrondissement de Guelma : rapport.

1958-1961

2020 Documentation : notes, brochures, statistiques, coupures de presse.

1958-1962

Commissariat général au plan, création de la commission des industries de transformation et de la commission de la sidérurgie, désignation d'un représentant de l'administration en Algérie : textes officiels, correspondance (1956). Réponse à une demande du journal *Times* sur les investissements de la France en Algérie depuis 1830(1959).

1956-1959

Travaux d'intérêt communal (TIC), programmes d'équipement communal en Algérie, documentation : notes, programmes et listes de travaux, correspondance.

1949-1956

81 F 2023-2029 Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie.

1959-1961

Organisation: textes officiels; fonctionnement du comité directeur: ordres du jour, procès-verbaux de réunions, rapports, programmes de travaux, notes, rapports. Budget: rapport financier sur la gestion de la caisse en 1959, balance des comptes, bilan, état des recettes et dépenses de l'exercice (20 mars-3 novembre 1959).

1959

Fonctionnement du comité directeur : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, budget, programmes de travaux, notes, rapports, rapports financiers et comptes des exercices 1959 et 1960.

1960-1961

2024 Janvier-avril 1960.

2021

81 F 2022

2025 Juillet-octobre 1960.

2026 Janvier-décembre 1961.

2027-2028 Travaux du comité technique : procès-verbaux de réunions, rapports ; travaux sur le programme d'équipement pour 1959 et 1960 : notes de présentation des projets, tableaux récapitulatifs des dépenses par secteurs et par chapitres.

2027 1959.

2028 1960-1961.

2029

Travaux du comité des prêts et garanties : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, notes de synthèses sur les entreprises et les opérations proposées.

1960-1961

81 F 2030

Société d'études pour le développement économique et l'équipement de la «région d'Alger»<sup>1</sup> : études économiques, cartes du Grand Alger.

Juillet 1960

81 F 2031-2042 Industrialisation.

1940-1961

2031-2033

Commission consultative de l'industrialisation de l'Algérie, travaux de la section permanente, agrément d'entreprises au plan d'industrialisation : procès-verbaux de réunions, rapports sur les entreprises présentant une demande d'agrément, arrêtés du délégué général en Algérie, état récapitulatifs des demandes d'agrément.

1958-1961

2031 Séances du 30 septembre 1958 au 12 février 1959.

2032 Séances du 14 avril au 29 septembre 1959.

2033 Séances du 21 février au 25 septembre 1961.

2034

Encouragement à la création d'entreprises industrielles, réglementation : instructions générales, textes officiels, notes. Régime financier des entreprises industrielles en Algérie, réglementation : textes officiels, projets de décrets, notes, correspondance, coupures de presse, documentation.

1945-1959

2035

Financement de la fabrication des produits essentiels, réglementation et application à l'Algérie de la législation sur les lettres d'agrément : textes officiels, projets de loi, correspondance.

1940-1949

2036

Utilisation des possibilités de l'industrie algérienne, commandes militaires à l'industrie algérienne et intérêt du développement industriel de l'Algérie pour les services de la Défense : notes, correspondance, listes d'entreprises susceptibles d'être inscrites comme fournisseurs agréés (1949-1956). Tentative de relance de l'industrie textile et de la Manufacture de textiles oranaise : notes, correspondance, historique (1954-1958).

1949-1958

2037

Aide de l'État en faveur de la conversion des entreprises, réglementation, extension de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance. Organisation du fonds de développement économique et social, extension à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance.

1954-1955

2038

Société des aciéries et laminoirs d'Oran (ACILOR) et société métallurgique et minière nord-africaine (METNA), soutien financier, financement de lettres d'agrément : rapports du comité d'études de la caisse nationale des marchés de l'État, notes, correspondance.

Ensemble territorial spécifique à cette étude et comprenant le Grand Alger, un secteur de l'Ouest (Chéragas, Guyotville, Staouëli) et un secteur de l'Est (Aïn-Taya, Birkadem, Cap-Matifou, Fort de l'Eau, Maison-Blanche, Réghaïa, Rouiba).

2039

Projet de création d'une usine sidérurgique à Bône: notes, correspondance (1949); projet d'aménagement d'un complexe industriel à Bône: rapport de L. Kervran, correspondance, coupure de presse (1958), note, exemplaire du *Bulletin économique* du 7 janvier 1960 (1960). Arrivée du pipe-line d'Hassi-Messaoud à Bône, étude: note (1957). Intervention en faveur de l'industrialisation de la région de Bougie: correspondance (1958).

1949-1960

2040

Équipement industriel de Tébessa, inventaire des ressources et activités économiques de la zone d'organisation industrielle de Tébessa, publié par l'Institut de recherches économiques et sociales d'Alger, état des études et réalisations par L. Kervran. Projet d'expansion économique de Colomb-Béchar : correspondance, documentation.

1955-1956

2041

Recherche de repreneurs et projet de création d'entreprises industrielles en Algérie : notes, correspondance, documentation.

1950-1959

Concerne notamment la manufacture nord-africaine de faïence, les projets de création d'une huilerie à Bône, d'un ensemble industriel réalisé par la société des brasseries et glacières d'Indochine à Alger, d'une industrie de l'azote en Algérie.

2042

Compagnie africaine de matériel éolien, dossier documentaire sur ses activités : Étude du problème de l'eau dans les hauts plateaux oranais, utilisation de l'énergie éolienne (1954) ; facilités et recommandations accordées par l'administration : correspondance (1954-1955).

1954-1955

81 F 2043-2045 Fonds de progrès social.

1946-1958

2043

Création, fonctionnement, documentation : notes, rapports. Financement du plan de progrès social et du plan d'équipement social : rapports, projets de budgets, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne.

1946-1958

2044-2045

Comité directeur du fonds de progrès social de l'Algérie, attributions, compositions et travaux.

1948-1956

Attributions et composition : notes, correspondance (1948-1952) ; élaboration des rapports au comité directeur : notes, brochures (1950-1952) ; travaux : comptes rendus de réunions, correspondance (1952).

2045 Composition: notes, correspondance (1953-1956); rapports au comité directeur (1953-1954, 1956); travaux: comptes rendus de réunions, correspondance (1953-1954); documentation sur le fonctionnement des services de la formation accélérée en Algérie et sur les travaux des groupes de travail de la commission du plan d'équipement scolaire, dite « commission Le Gorgeu »: note, rapport (1952-1954).

81 F 2046

Développement et mise en valeur des confins algéro-marocains : notes, correspondance (1949-1958) ; travaux du Bureau industriel africain : arrêtés de nominations, textes officiels, rapport annuel pour 1955, notes, correspondance, coupure de presse (1955-1958) ; propositions de subventions ou de prêts présentées par le Bureau industriel africain, examen par la commission des investissements du Commissariat général au plan : comptes rendus de réunions (1953-1954).

1949-1958

81 F 2047

Productivité, institution d'un comité national de la productivité et d'un fonds national de la productivité : textes officiels, correspondance (1950-1954).

Elaboration du programme d'emploi de crédits du fonds de productivité en Algérie et en Afrique du Nord : notes, programmes. Productivité et fonds national de productivité, documentation publiée par le commissariat général à la productivité (1953-1958).

1950-1958

81 F 2048-2050 Aide au développement.

1948-1957

2048

Aide américaine à la France, application du plan Marshall à l'Algérie, programmes : textes officiels, instructions, rapports, notes, correspondance, comptes rendus de conférences, documentation, coupures de presse, affiche¹ (1948-1951) ; contrôle de son exécution, organisation et réception des comptes rendus de missions de l'Economic Cooperation Administration (ECA) : comptes rendus de missions, correspondance (1949-1954) ; présentation de projets d'utilisation en Algérie de l'aide américaine : notes, contrat, correspondance, coupures de presse (1952-1954).

1948-1954

2049

Coopération internationale pour l'Algérie et l'Afrique du Nord, aide de la Banque internationale pour la construction et le développement, assistance technique de l'Organisation des Nations unies à l'Algérie, accueil de stagiaires en Algérie : rapports, notes, correspondance, documentation (1953-1957). Conseil économique et social des Nations unies, préparation des sessions, documentation : bulletin, notes, ordres du jour, comptes rendus, correspondance (1950-1953).

1950-1957

2050

Aide de la France aux pays en voie de développement, réponse à un questionnaire des organisations internationales sur cette aide : questionnaire, correspondance, statistiques.

1956-1957

### Activités industrielles en Algérie

Ventes aux enchères en Algérie, réglementation : projets de décrets, décret ; cessions d'industries et de commerces en Algérie, réglementation : décrets, correspondance.

1941-1946

81 F 2052 Propriété industrielle, réglementation internationale, réglementation générale : projets de loi, rapports, correspondance.

1949-1960

Concerne notamment les marques de fabrique, les brevets d'invention et les licences spéciales (1945-1960), les marques de fabrique sous séquestre comme biens ennemis (1949-1959).

### Exploitation et marché du sel.

81 F 2053

Industrie salinière et marché du sel en Algérie, réglementation, documentation : textes officiels, notes, rapports, comptes rendus de réunions de la commission interministérielle du sel, correspondance, coupures de presse ; demandes de concessions et d'amodiation : correspondance ; marais salants et lacs salés, réglementation en matière d'exploitation, affaires particulières : textes officiels, notes, correspondance.

1942-1961

81 F 2054

Rochers de sel de Djelfa et El-Outaya, étude de la question de l'octroi de permis d'exploitation : correspondance, notes, rapports, pétitions de sociétés

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Cette affiche représente les réalisations du plan Marshall en France métropolitaine. Elle a été placée dans les fonds iconographiques du Centre des archives d'outre-mer.

salinières (1912-1937) ; rapport de l'inspecteur général des mines L. Aguillon sur l'industrie salicole en France (1906).

1906-1937

81 F 2055

Rocher de sel de Djelfa, demandes de concessions et de permis d'exploitation : correspondance, rapports, cahier des charges (1929-1941). Loi autorisant l'exploitation, préparation : textes officiels, notes, correspondance (1940-1941) ; réception de réclamations contre la loi et annulation de la loi : projets de textes, textes officiels, notes (1941-1954).

1929-1954

81 F 2056-2057 Mise en exploitation du rocher de sel d'El-Outaya.

1932-1944

Octroi d'un permis de recherche à M. Delacour : autorisation, cahier des charges, correspondance, notes, comptes rendus de réunions interministérielles ; contentieux avec M. Delacour, dossier d'une transaction proposée : pétitions, mémoires, comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance.

1933-1937

Pourvoi en Conseil d'État de M. Delacour : notes, rapports, mémoires, interventions, correspondance, décision du Conseil d'État (1932-1944) ; recours gracieux du comité des salines de France : correspondance (1941).

1932-1944

## Mines, carrières, hydrocarbures

81 F 2058-2059 Mines et carrières.

1935-1961

2058 Législation sur les mines et carrières, application à l'Algérie : projets de décrets, décrets, notes, correspondance ; permis d'exploitation et concessions, réglementation : projet de décret, textes officiels, notes, comptes rendus de séances de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1935-1960

Permis d'exploitation et concessions, dossiers individuels transmis pour avis : décrets, notes, correspondance.

1940-1961

81 F 2060-2071 Mines et hydrocarbures.

2060

1938-1962

Recherches minières en Algérie, au Maroc, en Irak, documentation (1952-1957); recherches pétrolières au Sahara algérien et au Fezzan : correspondance, note, plan, dossier de demandes de permis (1949-1954); recherche pétrolière, conférences interministérielles, documentation : procèsverbal de réunion du Bureau de recherche de pétrole, compte rendu de conférence, brochures, coupures de presse (1951-1959). Recherche pétrolière, attribution de permis au Sahara : correspondance (1949-1957).

1949-1959

Recherche et exploitation minière et pétrolière en Algérie, documentation : rapport sur les gîtes minéraux de la région de Colomb-Béchar (1952), procès-verbaux du conseil d'administration du Bureau de recherche des pétroles (1951, 1952, 1958), plaquette du Bureau de recherche et de participation minière (1928-1953), notes, bulletins, coupures de presse, cartes pétrolières, avis et rapports du Conseil économique (1956-1962).

1951-1962

Situation des exploitations minières en Algérie : rapports, état des stocks, état numérique du personnel (1940) ; listes nominatives des administrateurs et directeurs des entreprises minières (1941) ; situation de l'industrie des mines : note et rapport de la Commission des mines (1955).

1940-1941, 1955

Commission d'étude sur les recherches de charbon, service des recherches minières en Algérie, création et fonctionnement : comptes rendus de réunions, rapport, correspondance (1938-1942). Compagnie nationale de recherches minières sahariennes, création : rapport, compte rendu de réunion (1942).

1938-1942

2064-2071 Hydrocarbures.

1940-1960

2064 Recherche, exploitation et transport des hydrocarbures dans les zones de l'Organisation commune des régions sahariennes, réglementation et fiscalité: projets d'ordonnance et de décret, comptes rendus de réunions, convention-type, notes et rapports, correspondance (1955-1960). Société nationale de recherches et d'exploitation des pétroles en Algérie, structure et activités: plaquette de présentation (1959).

1955-1960

2065 Fonds de soutien aux hydrocarbures, fonctionnement : textes officiels, notes, correspondance, comptes rendus de réunions du comité de contrôle ; soutien à la société des pétroles d'Aumale : notes, correspondance.

1950-1957

2066 Permis de recherches et concessions, réglementation : textes officiels, rapports, notes, correspondance (1942-1957) ; aide à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures, financement : notes, rapports, correspondance (1952-1954) ; demandes de permis de recherche : dossiers individuels (1940-1958) ; remplacement de la participation de l'État aux bénéfices des concessions par une participation à la production : projet de décret, procès-verbal de réunion du conseil supérieur du pétrole, correspondance (1954-1955).

1940-1958

2067 Travaux de prospection pétrolifère en Algérie, financement : correspondance, notes de synthèse sur les gisements et les recherches (1941-1942) ; activités étrangères en Algérie en matière de pétrole : procès-verbaux de réunions, correspondance (1946) ; politique des hydrocarbures, définition : projet de loi, compte rendu de débats de l'Union française (1947-1954) ; documentation : *Activités nouvelles, le pétrole et ses ressources en Algérie* (février 1951).

1941-1954

2068 Société nationale de recherches et d'exploitation des pétroles d'Algérie (SN-REPAL), fonctionnement : statuts (1947), correspondance (1945-1958), procès-verbaux de l'assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 1948, notes de synthèse sur les recherches de pétrole en Algérie (1945, 1949), notes sur l'activité de la SN-REPAL (1951). Bureau de recherches de pétrole, création : notes, correspondance, documentation (1945-1959).

1945-1959

2069 Bureau de recherches de pétrole, organisation du conseil d'administration : projet de décret modifiant le conseil d'administration, décret, arrêtés de nominations (1945-1959) ; fonctionnement : rapports annuels, procèsverbaux de séances du conseil d'administration, rapports sur les recherches et la production de pétrole ; documentation : recueil de renseignements administratifs et financiers concernant les organismes de recherches de pétrole, plaquettes imprimées, note, coupures de presse ; cartes des forages établies pour le rapport annuel de 1957.

1945-1959

2070 Pipe-line d'Hassi-Messaoud à Bougie, expropriation de terrains nécessaires à l'aménagement : comptes rendus de réunions, correspondance (1957-1958) ;

autorisation de transport, dossier de demandes : extraits de procès-verbaux de réunions du conseil d'administration de la compagnie française des pétroles en Algérie. Avant-projet définitif de l'ouvrage : mémoire descriptif de l'ouvrage, note de synthèse, plans et cartes sur le gisement d'Hassi-Messaoud, notes sur les dépenses d'investissement.

1957-1959

2071 Projet de construction d'une raffinerie de pétrole à Aïn Taya, suivi : correspondance ; réactions : correspondance, coupures de presse (1951-1954). Installation d'une raffinerie de pétrole en Algérie : rapport, compte rendu de réunion de la commission des hydrocarbures, notes, rapports, correspondance (1958-1959). Ouverture d'un centre de stockage, autorisation : correspondance (1959).

1951-1959

81 F 2072-2074 Production de minerai.

1928-1961

Cuivre, soufre, plomb et mercure en Algérie, prospection, exploitation de mines, exportations : études, rapports, correspondance.

1941-1961

Concerne la prospection (1941), l'exportation de cuivre, plomb et zinc (1945-1961), les mines et gisements de cuivre d'Aïn-Barbar (1945-1947) et Bou-Kaïs (1951), les mines de plomb de Sidi-Bou-Beker et Mesloula (1946-1949), la mine de mercure de Ras-El-Ma (1948).

2073 Pyrite de fer et fer, situation des mines d'Afrique du Nord : rapport (janvier 1949) ; aide de l'État aux mines de fer : correspondance ; exportation du minerai, prix de vente : correspondance.

1941-1954

2074 Mines de fer de l'Ouenza et de Bou-Khadra, conventions avec le Gouvernement général de l'Algérie : recueil des textes (1942) ; fonctionnement : historique ; finances et vérification des comptes : rapports, correspondance ; conseil d'administration, nomination de membres et de représentants de l'Algérie : textes officiels, correspondance, liste des administrateurs ; assemblées générales : rapports du conseil d'administration (1928-1942) ; livraison de minerai à l'Allemagne et à l'Italie : correspondance (1940-1942).

1928-1949

Ferrailles, réglementation du commerce de la ferraille : décrets d'application à l'Algérie (1940) ; taxes à l'exportation, conférences sur les ferrailles, exportation vers l'Italie : correspondance, notes, télégrammes (1949-1955).

1940-1955

81 F 2076 Marbre, droits de douane : rapports, correspondance (1949-1954) ; mines de kaolin du djebel Debar, réquisition de la mine et internement administratif de son directeur : correspondance (1945). Activité des briqueteries et tuileries en 1959, extrait de la revue de la région économique d'Algérie.

1945-1959

Poudres et explosifs, réglementation de la vente et de l'exportation : projet de loi, ordonnances, décrets, rapports, correspondance ; contrôle des fabriques d'explosifs : correspondance.

1941-1952

81 F 2078-2085 Exploitation du charbon des mines de Kenadsa.

1940-1960

2078 Étude du projet d'extension du chemin de fer minier de Kenadsa à Bou Arfa : comptes rendus de conférences et de réunions, notes, correspondance ; financement de l'exploitation et du raccord ferroviaire : rapports, notes, correspondance.

2079 Requête des héritiers des marabouts de Kenadsa faisant valoir leurs droits de propriété sur des terrains : actes notariés et photographies d'actes notariés, note, correspondance.

1949-1957

2080-2083 Houillères du Sud-Oranais.

1942-1960

2080 Prospection et exploitation des gisements, étude : rapport de l'ingénieur en chef des mines, cartes, plans, plaquette illustrée, programme de recherche (1942), mémoire de stage sur les houillères du Sud-Oranais par M. Schaeffer, stagiaire de l'École nationale d'administration (1948), notes de synthèse sur les houillères du Sud-Oranais.

1942-1950

2081 Nationalisation : textes officiels, convention entre le Gouvernement général de l'Algérie et la régie des Charbonnages de Colomb-Béchar (1943), notes sur la régie des Charbonnages de Colomb-Béchar et les Houillères du Sud-Oranais, correspondance. Conseil d'administration, composition, séances : arrêtés de nomination, procès-verbaux de séances (1949). Statut, élaboration : textes officiels, correspondance. Pourvoi de la régie des Charbonnages de Colomb-Béchar en Conseil d'État, indemnisation. Apurement des avances consenties aux Houillères du Sud-Oranais par le Trésor algérien : correspondance.

1943-1958

2082 Financement, conventions entre l'État et l'Algérie : textes officiels (1947-1957), notes de synthèse (1955, 1959), avis de l'Assemblée algérienne (1950-1953), correspondance (1948-1960) ; situation financière et financement de lettres d'agrément : rapports (1950-1955, 1958).

1947-1960

2083 Prix de revient et prix de vente des charbons : notes, rapports, correspondance (1952-1957) ; déficit d'exploitation, financement par la métropole : notes, rapports, correspondance (1945-1951) ; projets de budget : rapports, correspondance (1950-1955) ; affaires diverses : correspondance. Projet de création d'une usine sidérurgique dans le Sud-Oranais : notes (1951).

1945-1957

Fixation du prix du charbon : arrêtés ministériels, comptes rendus de réunions, correspondance, notes, rapports ; créances des houillères françaises sur l'Algérie : correspondance ; contrôle de l'importation : correspondance, rapport, décret (1947).

1943-1959

Approvisionnement en charbon, étude des besoins : états statistiques des consommations, notes, rapports, comptes rendus de réunions.

1947-1959

81 F 2086-2088 Phosphates.

1933-1959

Industrie extractive des phosphates en Afrique du Nord, étude sur sa situation économique : rapport de synthèse (juin 1948) ; mine de M'Zaïta, financement et difficultés d'exploitation : notes, rapports, correspondance (1946-1956) ; prix des phosphates algériens, fixation : notes, rapports, arrêté, correspondance (1945-1956). Transport des phosphates, organisation : rapports, notes, correspondance (1942) ; comptoir des phosphates d'Afrique du Nord, extension de ses attributions : ordonnance, correspondance ; exportation, recouvrement de la taxe : correspondance (1941-1942).

1941-1956

Entente phosphatière nord-africaine, renouvellement : note. Litige entre l'Office chérifien des phosphates et Lonel et C<sup>ie</sup> : textes des plaidoiries, jugement (1939-1941) ; documentation : deuxième mémoire du Maroc sur le

nouvel accord phosphatier nord-africain (26 juillet 1941), convention de 1933, historique des accords, comptes rendus de réunions, correspondance (1940-1942).

1933-1942

2088 Gisement de phosphates du Djebel-Onk appartenant à la Compagnie des phosphates de Constantine, mise en valeur : rapports, notes, correspondance

(1953-1955); prix du transport : correspondance (1958-1959).

1953-1959

81 F 2089 Produits chimiques, emploi, transport, stockage, réglementation : arrêté du Gouvernement général, décrets, rapports, correspondance ; approvisionnement de l'Algérie : rapports, notes, correspondance ; création à Alger d'une manufacture d'allumettes : notes, correspondance.

1943-1957

Énergie

81 F 2090 Gaz, électricité, charbon, réglementation générale relative au contrôle,

> aux prix, au statut du personnel, aux houillères du Sud-Oranais : arrêtés du Gouverneur général de l'Algérie (1943-1945) ; prix de l'électricité en Algérie, réglementation : textes officiels, correspondance (1944-1946).

> > 1943-1946

81 F 2091 Caisse nationale de l'énergie, fonctionnement : procès-verbaux des séances du conseil d'administration, balances des comptes, rapports.

81 F 2092 Conseil supérieur de l'électricité en Algérie, création, suppression : textes

officiels (1935-1941). Conseil supérieur de l'électricité et du gaz, organisation et composition : textes officiels, procès-verbaux de réunions, rapports, correspondance ; nomination des membres de la section algérienne du conseil : arrêtés, correspondance (1946-1959).

1935-1959

81 F 2093-2096 Nationalisation de l'électricité et du gaz en Algérie.

1944-1957

2093 Législation et application de la législation à l'Algérie : textes législatifs et réglementaires, notes, rapports, correspondance. Loi Armengaud sur les rapports commerciaux entre Électricité de France et les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation, extension à l'Algérie : textes officiels, notes, rapport.

1946-1957

2094 Préparation de la nationalisation : étude préliminaire sur la production et le transport d'énergie électrique en Algérie par la société Lebon et compagnie (1944), notes, projets de loi et de décret, procès-verbaux de séances du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, rapports, interventions parlementaires, correspondance, procès-verbaux de séances de l'Assemblée financière.

1944-1949

2095 Création d'une commission d'évaluation des entreprises nationalisées d'électricité et de gaz en Algérie, suivi de ses travaux : textes officiels, notes, décisions de la commission, correspondance ; principe de calcul de la valeur des entreprises, réglementation : textes officiels, notes, rapports, correspondance ; transfert à Électricité et Gaz d'Algérie des entreprises et des réseaux de distribution : textes officiels, correspondance ; indemnisation de l'ex-Compagnie du Bourbonnais, prise en charge par Électricité et Gaz d'Algérie : textes officiels, correspondance.

1948-1957

2096 Nationalisation de la société Consorts Gastambide d'Orléansville : textes officiels, décisions de la commission d'évaluation des

correspondance; recours devant le tribunal administratif et pourvoi en Conseil d'État : notes, mémoires, rapports, correspondance, décisions ; pourvois en Conseil d'État formés par l'Union électrique coloniale et par des communes d'Algérie, suivi : notes, extraits de délibérations du Conseil d'État, correspondance (1946-1954).

1946-1956

81 F 2097

Production et transport d'énergie en Algérie, étude de la situation et des objectifs: rapport (1955); redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projet de loi, rapports, décision de l'Assemblée algérienne, correspondance (1952-1954) ; prix de l'énergie électrique en Algérie, réglementation : textes compte rendu de réunion interministérielle, correspondance (1954-1955); prix du gaz : textes officiels (1959).

1952-1955, 1959

81 F 2098-2103 Électricité.

1939-1961

2098

L'énergie électrique dans l'économie algérienne d'après-guerre, étude synthèse [vers 1944]. Programme d'équipement électrique de l'Algérie, élaboration : note (1945) ; plan quinquennal d'équipement électrique de l'Algérie : rapport de synthèse (1946) ; convention entre l'Algérie et Électricité et Gaz d'Algérie pour les travaux d'équipement (1948) ; financement des travaux pour 1949 : note ; investissements à prévoir entre 1951 et 1960 : note (1950) ; programme de travaux, prévisions de dépenses (1950); plan quadriennal d'équipement 1949-1952 : fiches d'opérations, compte rendu d'exécution (1950) ; aménagement hydroélectrique de l'Oued Agrioun : plaquette imprimée illustrée (1950) ; programmes de travaux pour 1951 : note.

1945-1951

2099

Commission chargée d'étudier les priorités pour la mise en chantier des ouvrages de production et de transport d'énergie électrique en Algérie : rapports de synthèse, notes, correspondance (1954-1955). Projets de création de centrales thermiques sur le site des Houillères du Sud-Oranais, à Colomb-Béchar, à Santa-Cruz : notes, correspondance (1952-1955) ; aménagement hydroélectrique de l'Oued Djen Djen : rapports ; financement des travaux : comptes rendus de réunions de la Caisse nationale de l'énergie (1952-1953). Travaux d'investissement d'Électricité de France, documentation : plaquette imprimée; installation du gaz et de l'électricité dans des lotissements en Algérie : correspondance (1952-1953).

1952-1959

2100

Concession à la société Lebon et compagnie de la distribution d'énergie électrique aux services publics en Algérie, dossier transmis au Conseil d'État pour rectification : cahier des charges, plans, décret.

1939-1941

2101

Concession accordée à la société Lebon et compagnie par la commune d'Alger, révision : cahier des charges, rapports, notes, projets de décret, correspondance (1937-1944). Échange de concessions entre la société Lebon et la société algérienne d'éclairage et de force : projet de décret, notes, conventions, cartes de zonage de la concession (1945-1947).

1937-1947

2102 Établissement des lignes de transport d'énergie électrique, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projet de texte, texte officiel, correspondance.

Électrification rurale, financement et amortissement des charges : projets de décrets, textes officiels, correspondance (1940-1941) ; redevance des usines hydroélectriques, révision : projet de décret, correspondance (1959-1960).

1940-1960

81 F 2104-2108 Gaz.

1941-1959

Distribution de gaz, élaboration et approbation du cahier des charges-type en application de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité : projets de décrets, projet de cahier des charges, procès-verbal de séance de la section algérienne du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, correspondance, décret d'approbation (1950-1951) ; contrat de concession de distribution de gaz, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1956-1957).

1950-1957

2105 Transport de gaz par canalisation en Algérie, réglementation : cahier des charges-type, projets de décrets, textes officiels, rapports, correspondance.

1941-1959

*Évolution du gaz en Algérie*, rapport d'E. Lécutier (1954). Nouvelle usine à gaz d'Alger-Gué : plans, dix photographies collées sur carton [vers 1954].

1954

Utilisation et commercialisation du gaz du Sahara en Algérie et en Europe, travaux du groupe de travail « gaz naturel au Sahara » : comptes rendus de réunions, pré-étude, rapports, notes, correspondance, coupures de presse, plan du transport du gaz saharien (1958-1959). Commission interministérielle pour la commercialisation du gaz en Europe, participation aux travaux : compte rendu de réunion, notes, correspondance, coupures de presse (1959).

1958-1959

Appareils à pression de gaz, réglementation, incidents : textes officiels, notes, correspondance.

1941-1949

81 F 2109

2108

Énergie atomique.- Recherche nucléaire, développement de l'énergie atomique, droits miniers du Commissariat à l'énergie atomique, législation: projets de loi, rapports, textes officiels, notes, rapport annuel du Commissariat à l'énergie atomique pour 1959; *L'utilisation pacifique de l'énergie atomique: la conférence de Genève*, rapport du groupe d'études de l'énergie, publié par l'Institut de recherches économiques et sociales d'Alger (1955).

1945-1959

#### **Industries diverses**

81 F 2110-2112 Produits pétroliers.

1942-1962

2110 Conseil supérieur du pétrole, travaux : procès-verbaux de réunions, statistiques ; documentation : *Bulletin mensuel de la distribution des produits pétroliers*.

1955-1956

2111 Secret du ravitaillement, mise en œuvre de l'instruction sur l'application de la défense passive pour les établissements pétroliers : correspondance, compte rendu de réunion (1948). Fiscalité, mesures prises, réponse à des demandes d'exonération : projet de décret, note, question écrite, correspondance (1942-1960). Prix de l'essence en Algérie : notes, statistiques, arrêtés du Gouvernement général de l'Algérie, correspondance (1947-1962).

Approvisionnement de l'Algérie en carburants, organisation : tableaux statistiques des tonnages alloués, notes, correspondance. Conséquences des restrictions de carburant sur l'acheminement des produits d'Algérie : correspondance.

1956-1957

Abrogation de l'ordonnance de 1942 sur la pré-réquisition de certaines voitures : correspondance (1946-1947) ; réglementation de la vente à crédit des automobiles, extension de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, projet de décret, notes, correspondance.

1946-1958

Approvisionnement de l'Algérie en papier : notes, correspondance ; industrie du papier : rapport (1950) ; situation de la société Cellunaf : notes, procèsverbal de réunion, correspondance (1954) ; cuirs et peaux, exportation : correspondance, compte rendu de réunion (1954-1957) ; textile, importation de friperie : correspondance (1950-1957) ; situation de l'industrie de tissage des fibres artificielles : correspondance.

1950-1957

Création d'une cimenterie à Bône : notes, rapports, correspondance (1946-1948) ; coordination des recherches sur les ciments : correspondance (1945) ; approvisionnement de l'Algérie en ciment et matériaux de construction : correspondance (1958-1959). Contingents de caoutchouc et de faïence attribués à l'Algérie : correspondance (1946). Importation de potasse en Algérie : correspondance (1946).

1945-1959

Matériel radioélectrique en Algérie, demande de commandes à l'armée pour le soutien de cette activité en Algérie : correspondance.

1945-1946

81 F 2117 Industrie cinématographique en Algérie, importation de films étrangers : correspondance (1945) ; création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique : rapport au Conseil de la République (1953) ; prix des places de cinéma en Algérie : coupures de presse, correspondance (1947).

1945-1953

#### Commerce, tourisme

## Commerce

81 F 2118 Commerce, législation : projets de lois, rapports, textes officiels, correspondance (1949-1959). Registre du commerce, réglementation : projets de lois et décrets, textes officiels, rapports, correspondance ; extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de loi et de décret, procèsverbaux de séances de l'Assemblée algérienne, textes officiels, correspondance (1939-1962).

1939-1962

81 F 2119 Transactions sur les fonds de commerce, réglementation et extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de loi et de décrets, textes officiels, rapports, procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne, correspondance ; faillites et règlements judiciaires, réglementation : projets de loi, rapports, textes officiels, correspondance.

1949-1962

81 F 2120-2121 Situation du commerce intérieur et extérieur de l'Algérie : rapports mensuels de la sous-direction du commerce du Gouvernement général de l'Algérie, tableaux statistiques.

- 2120 Janvier-décembre 1955.
- 2121 Janvier 1956-juin 1957.

Création et extension des établissements industriels et commerciaux, réglementation et demandes individuelles d'autorisation : textes officiels, correspondance, procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne, correspondance (1939-1954) ; interdiction des magasins à succursales multiples et des grands magasins à prix unique en Algérie : projet de loi, correspondance (1956).

1939-1956

Législation sur les magasins généraux, extension à l'Algérie : projet de décision, correspondance ; projet de construction d'un magasin général à Bône : projet de règlement, rapports, plans (1954).

1948-1954

Coopératives de production et de consommation en France : *Notes et études documentaires* (septembre 1954) ; régime fiscal : note ; réglementation : projets de loi, textes officiels, rapports, notes ; coopératives ouvrières de production, réglementation : textes officiels, décisions de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1941-1960

81 F 2125-2127 Assurances.

1940-1960

Entreprises d'assurances, contrôle de l'État, législation : avis, projet de loi, rapports, correspondance.

1940-1957

2126 Application à l'Algérie de la législation sur les assurances : textes officiels, correspondance (1941-1960) ; création d'un comité consultatif algérien des assurances : arrêté du Gouvernement général de l'Algérie, correspondance (1946-1947) ; comptes rendus annuels des opérations effectuées par les sociétés d'assurances en Algérie (1948-1959).

1941-1960

2127 Assurance automobile, réglementation : projets de loi et de décret, textes officiels, correspondance (1956-1959) ; fonds de garantie automobile, extension à l'Algérie : textes officiels, projets de loi et de décrets, procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne, correspondance (1952-1959).

1952-1959

81 F 2128-2136 Marché commun européen.

1950-1962

2128 Traité de l'Union économique européenne, documentation : rapports et résolutions parlementaires.

1956-1957

Marché commun, documentation : traité instituant la Communauté économique européenne, revue de la région économique d'Alger.

1958

2130 Organisation européenne de coopération économique, groupe de travail n°23 sur la participation des pays en cours de développement de la Communauté européenne à la zone de libre échange : notes du secrétariat, rapports, procès-verbaux de réunions.

1957-1958

2131 Marché commun européen, documentation : traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, exposé des dispositions du traité instituant la Communauté européenne, notes. Rapport sur l'activité de la communauté du 16 mai 1960 au 30 avril 1961. Marché commun, documentation, prises de position : textes officiels, extraits de revues, coupures de presse, notes.

1954-1961

Marché commun européen, travaux sur la question de l'intégration des territoires d'outre-mer et de l'Algérie : procès-verbaux de réunions de la commission

interministérielle du marché du travail et du groupe de travail des pays d'outremer, textes de la conférence des ministres des Affaires étrangères de Bruxelles, rapport du comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine, correspondance.

1956-1957

2133 Zone européenne de libre échange, travaux du groupe de travail interministériel pour l'Algérie, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer : rapports.

1957

Mesures économiques et financières destinées à préparer l'entrée de la France dans le Marché commun : projet de loi (1958-1959). Comité économique et social de la communauté européenne, nomination des membres : rapport, correspondance (1958). Fonds européen de développement des pays et territoires d'outre-mer, mise en œuvre : textes officiels, correspondance (1958-1962) ; application du traité de Rome à l'Algérie en matière de capitaux et de tarifs douaniers, étude : mémorandum, rapports, projet d'ordonnance, correspondance (1958-1959).

1958-1962

2135 Droit d'établissement en Algérie, application du traité de Rome : textes officiels, comptes rendus de réunions, projets de directives, correspondance.

1958-1959

2136 Communauté européenne du charbon et de l'acier, création : note générale sur le plan Schuman, projet de traité, mémorandum sur les dispositions transitoires (1950) ; examen de ses incidences sur l'Algérie : notes, correspondance, coupures de presse (1951-1955).

1950-1955

81 F 2137-2142 Commerce international.

1940-1960

2137 Commissariat général au plan, comité d'études de l'intégration économique de la métropole et des pays d'outre-mer, création : arrêté ministériel (1954) ; travaux : notes, rapports, procès-verbaux de réunions ; travaux des sous-comités agriculture (groupe de travail «céréales») et industrialisation : rapports, compte rendu de réunion, correspondance (1954-1956) ; documentation : rapport sur l'économie des corps gras dans l'Union française (s.d.). Participation de la France à la société financière internationale : projets de loi, notes, correspondance (1955-1956).

1954-1956

2138 Commerce de l'Algérie avec l'Union française : coupures de presse (1949), statistiques des importations et des exportations entre l'Afrique du Nord et la métropole (1951) ; projet de création d'un comité de coordination des tarifs de transports, droits et taxes : correspondance (1949-1950).

1949-1951

Saisie d'une cargaison de café dans le port d'Alger, instruction de la réclamation de la maison néerlandaise « J. Duyvis & Zoon » : correspondance.

1940-1949

2140 Participation de l'Algérie aux accords commerciaux entre la France et les pays étrangers : correspondance, notes (1946-1952) ; commission mixte franco-espagnole : comptes rendus de réunions, notes, correspondance (1952) ; accords commerciaux franco-soviétiques : textes des accords, correspondance (1956-1958).

1946-1958

Union douanière France-Italie, travaux de la commission mixte : notes, statistiques sur l'agriculture algérienne et le commerce extérieur, procès-verbal de réunion, rapport final, rapports, discours ; documentation : compte rendu de séance de l'assemblée de l'Union française.

2142 Licences d'importation et d'exportation, réglementation : correspondance, notes (1949-1959) ; commission des importations sans paiement : notes, comptes rendus, correspondance (1950-1953) ; extension à l'Algérie de la compétence du Centre national du commerce extérieur : correspondance (1958-1960).

1949-1960

#### Manifestations diverses, tourisme

81 F 2143

Manifestations commerciales.- Foires-expositions, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projet de décret, correspondance (1951-1960) ; foire d'Alger, foire d'Oran, programme de manifestations commerciales françaises à l'étranger : correspondance.

1951-1960

81 F 2144

Institut international de la zone aride, projet de création : correspondance (1950-1954). Congrès internationaux tenus en Algérie, organisation ; congrès internationaux, participation de l'Algérie : notes, rapports, correspondance (1947-1959).

1947-1959

Concerne notamment la conférence anti-acridienne d'Alger (1952-1954), le congrès international de l'irrigation et du drainage (1954).

81 F 2145

Tourisme, réglementation générale en Algérie, réglementation des agences de voyages, des visas de tourisme, des stations climatiques, hydrominérales et touristiques : textes officiels, correspondance (1941-1956) ; classement de communes en stations touristiques, balnéaires et climatiques, transmission : correspondance (1947-1956) ; affaires particulières concernant des agences de voyages, de sociétés de transport, des organismes et associations touristiques : notes, correspondance (1945-1959) ; documentation imprimée sur le tourisme en Algérie (1948-1961).

1941-1961

81 F 2146

Rallye Méditerranée-Le Cap, organisation : documentation imprimée, notes, compte rendu de réunion, correspondance, coupures de presse (1949-1955). Rallye Oran-Gao-Abidjan, recherche d'hébergements : correspondance (1950).

1949-1955

## Topographie et cartographie

81 F 2147

Institut géographique national, réglementation concernant l'annexe d'Algérie, organisation des travaux : textes officiels, notes, correspondance ; préparation de travaux en Algérie : correspondance (1949-1961) ; déclaration obligatoire des levées de mesures géophysiques, réglementation relative aux conditions d'exécution des plans : textes officiels, correspondance (1941-1954) ; création du bureau des recherches géologiques et minières, exécution de travaux géodésiques et topographiques en Algérie et conservation des bornes et repères : textes officiels, notes, correspondance (1949-1954) ; comité central des travaux géographiques : vœux, exposés, comptes rendus de réunions (1957-1959).

1941-1961

#### Transports, travaux publics, habitat, urbanisme

#### **Transports et travaux publics**

81 F 2148

Organisation des services des travaux publics et des transports en Algérie : mémoire descriptif, arrêté ministériel, correspondance (1959-1960). Administration des Ponts et Chaussées, création d'un laboratoire à Alger : convention, rapports, notes, correspondance (1954-1955).

1954-1960

81 F 2149-2153 Infrastructures routières.

2149 Financement, création d'un fonds spécial d'investissement routier en Algérie : circulaires, correspondance (1952-1955) ; participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est algérien : notes, rapports, correspondance (1948-1953) ; financement des constructions de routes au Sahara : note de M. de Wailly (1958) ; travaux routiers d'intérêt militaire (grande rocade sud de Trumelet à Magra), financement : correspondance (1944-1949). Réseaux routiers, classement de routes et réglementation générale : décisions de l'Assemblée algérienne (1950-1951), notes, textes officiels, correspondance (1957-1959). Circulation routière, comptage de la circulation sur les routes nationales d'Algérie : rapport (1957), cartes (1951-1955).

1944-1962

2150 Transports transsahariens: notes, rapports, comptes rendus de réunions (1937-1942); pistes transsahariennes, travaux d'aménagement et d'entretien, financement: correspondance, notes, comptes rendus de réunions; programme de travaux; pistes transsahariennes n°1 et 2: notes de synthèse, rapports, budgets (1955-1958); piste transsaharienne n° 2 de Colomb-Béchar à Gao: notes, rapport illustré (1948), photographies (1952), mémoire (1955); reconnaissance effectuée par le général Adeline entre Tamanrasset et Anéfis: compte rendu illustré de photographies (1948).

1937-1958

2151 Commission interministérielle des pistes transsahariennes, création et fonctionnement : textes officiels, comptes rendus de réunions, correspondance, notes, compte rendu de réunion de la commission mixte algérienne des pistes transsahariennes ; attribution à l'administration du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger des travaux des pistes n°1 et 2 : notes, textes officiels, budget, rapports (1956) ; cartes, documentation (1946-1950).

1946-1957

Dossier de projet de l'axe routier occidental du Sahara, de Colomb-Béchar à la Hamada du Guir.

1960

Gares routières, application à l'Algérie de l'ordonnance du 24 octobre 1945 : textes officiels, rapports, notes, correspondance.

1945-1956

81 F 2154-2158 Organisation et réglementation des transports routiers et ferroviaires.

1941-1961

2154 Organisation et réglementation des transports routiers, coordination des transports routiers et ferroviaires en Algérie : textes officiels, notes, rapports, correspondance (1944-1953) ; transport de matières dangereuses en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1946-1956).

1944-1956

2155 Organisation des transports en Algérie, coordination des transports routiers et ferroviaires, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1954-1961) ; infractions en matière de coordination des transports ferroviaires et routiers, réglementation : textes officiels, correspondance (1952-1956).

1952-1961

2156 Conseil supérieur des transports d'Algérie, organisation et fonctionnement : textes officiels (1941-1952), procès-verbaux de séances (1954-1957, 1961) ; commission des transports terrestres : procès-verbaux de séances, notes, projets de décrets (1956-1957, 1961).

1941-1961

2157 Transports publics secondaires et d'intérêt local en Algérie, réglementation : textes officiels, correspondance (1953-1958) ; transports privés routiers de voyageurs et de marchandises, réglementation : correspondance, compte rendu de séance de

l'Assemblée algérienne ; transports de voyageurs et de marchandises, taxis, réclamations et autorisations, requêtes individuelles : correspondance.

1941-1960

2158 Code de la route, police de la circulation routière, immatriculation des véhicules, application de la réglementation en Algérie : textes officiels, notes, projets de loi et décrets, rapports, correspondance.

1941-1961

81 F 2159-2174 Transports ferroviaires.

1940-1962

2159 Statistique annuelle des chemins de fer et tramways d'Algérie, rapports imprimés publiés par la direction des travaux publics et des transports du Gouvernement général de l'Algérie.

1949-1956

Service des travaux d'architecture et des lignes nouvelles du Gouvernement général de l'Algérie, fonctionnement et proposition de réformes : rapport de synthèse par Gilles de Wailly, inspecteur des finances, observations et avis de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, chef du service.

1951

Réforme de l'exploitation et de la gestion des chemins de fer nord-africains, projet d'unification entre Algérie, Maroc et Tunisie : rapports, avis, correspondance (1941-1942) ; création d'un comité de coordination des chemins de fer d'intérêt général en Afrique du Nord : notes, convention, nominations, textes officiels, correspondance (1943-1956).

1941-1956

Rachat des concessions d'intérêt général des chemins de fer de l'Ouest algérien par l'Algérie, paiement des annuités : textes officiels, correspondance.

1946-1960

2163-2170 Chemins de fer algériens.

1942-1962

2163 Organisation administrative et financière, conseil consultatif des Chemins de fer algériens, création, composition, compétences : textes officiels, notes, correspondance (1942-1957). Création d'un conseil de réseau au sein de l'administration des Chemins de fer algériens : textes officiels, notes, correspondance (1947-1948).

1942-1957

2164 Réorganisation administrative et financière : textes officiels, projets de décrets, notes de synthèse, rapports, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1948-1954

2165 Étude d'un projet d'intégration des Chemins de fer algériens à la SNCF: comptes rendus de réunions, notes, rapports, textes officiels, correspondance (1955-1958). Création de la Société nationale des Chemins de fer français en Algérie (SNCFA): statuts, textes officiels, notes, correspondance (1959-1961). Plan de modernisation des Chemins de fer algériens pour 1960-1964: plaquette imprimée (1959).

1955-1961

2166 Budget, fixation du régime fiscal applicable aux Chemins de fer algériens : projets de textes (1942). Approbation du budget des CFA : projets de budgets, notes, correspondance (1946-1961).

1942-1961

2167 Études en vue de réduire le déficit d'exploitation et sur l'avenir des voies étroites : notes de synthèse, rapports, résultats d'exploitation, correspondance.

2168 Construction, classement et déclassement des voies, servitudes : textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance (1945-1953). Construction de la voie ferrée de Touggourt à Hassi-Messaoud : rapport d'étude par le bureau central des équipements de la France d'outre-mer, notes, cartes, statistiques de trafic (1959-1960).

1945-1960

2169 Gestion du matériel, demandes de crédits et financement des acquisitions de matériel, cessions de matériel : correspondance.

1945-1949, 1956, 1962

2170 Gestion du personnel, attribution de bonifications coloniales aux cheminots retraités : requêtes des cheminots, textes officiels, notes, correspondance. Gestion du personnel, revendication des cheminots : correspondance ; note sur l'apprentissage aux Chemins de fer algériens.

1937-1960

2171-2172 Réseau Méditerranée-Niger<sup>1</sup>.

1941-1957

2171 Réseau ferré Méditerranée-Niger, organisation administrative et régime financier : ordonnance, décrets ; situation du réseau, fonctionnement : conférences, notes, cartes ; modification de tarifs : correspondance.

1941-1948

2172 Réseau ferré Méditerranée-Niger, conseil de réseau : comptes rendus de réunions, rapport annuel de gestion 1956, budgets et projets de budgets, rapports (réseaux et pistes).

1957

Police des chemins de fer, réglementation relative aux infractions, extension à l'Algérie : textes officiels, correspondance, notes (1945-1961) ; tarifs des chemins de fer algériens, attribution de cartes de réduction : correspondance, notes, textes officiels (1947-1958) ; surtaxes locales temporaires : textes officiels, décisions de l'Assemblée algérienne, comptes rendus des débats, correspondance (1951-1953).

1945-1961

Tramways, réglementation générale (1946-1954). Réseau départemental de tramways d'Alger, contrat d'affermage, résiliation du contrat d'affermage et mise en régie directe, création d'un syndicat mixte d'exploitation : textes officiels, notes, rapports, délibération du conseil général du département d'Alger, correspondance (1940-1957). Tramways d'Oran à Hammam-Bou-Hadjar, résiliation du contrat de concession : textes officiels, correspondance (1940-1947). Compagnies des tramways électriques d'Oran et de Constantine, contrats de concession : textes officiels, notes, correspondance (1947-1955).

1940-1957

81 F 2175-2190 Transports et infrastructures maritimes.

1933-1961

2175-2178 Transports maritimes.

1941-1961

2175 Organisation de la marine marchande, réglementation : procès-verbaux de délibérations de la région économique d'Algérie, notes, textes officiels, projets de loi, projet de code de la marine marchande, correspondance, coupures de presse ; application à l'Algérie de la réglementation relative à l'inscription maritime et à la marine marchande : notes, correspondance, projets de décrets, textes officiels.

1941-1959

2176 Transports maritimes entre l'Algérie et la métropole, organisation, réglementation des passages en période estivale, création de services entre la métropole et les ports

Voir également aux ANOM les fonds 10 AQ et 216 AQ.

secondaires d'Algérie : correspondance, notes, documentation (1946-1961) ; tarif de fret et de passage, droits et taxes, réglementation : textes officiels, correspondance, rapports (1947-1959).

1946-1961

2177 Monopole du pavillon entre la métropole et l'Algérie, réglementation : notes, textes officiels, correspondance, procès-verbaux de délibérations de la région économique d'Algérie, projets de loi.

1945-1955

2178 Transports maritimes, réglementation, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de loi, textes officiels, avis, rapports, motions de dockers, correspondance.

1941-1959

Concerne la législation sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité des navires (1952-1959), le régime administratif des épaves maritimes (1953-1958), la responsabilité du transporteur maritime (1948-1953), les privilèges et hypothèques maritimes (1956-1958), le cautionnement des courtiers maritimes (1951-1954), la retraite des marins (1941), les tarifs et conditions d'acconage (1946-1950).

Construction navale.- Création de chantiers navals en Algérie : correspondance (1941-1942). Affaires diverses concernant des bâtiments : correspondance (1946-1950). Paquebot *Ville d'Oran*, financement de la construction par la Caisse de renouvellement des navires : comptes rendus de réunions du conseil d'administration, correspondance (1934-1946) ; chartepartie de location entre l'État et la Compagnie générale transatlantique, approbation, réclamations des Délégations financières : textes officiels, rapports, procès-verbaux de la commission d'étude, correspondance (1938-1942) ; paiement des loyers par la compagnie exploitante, cession et évaluation de la valeur de démolition du paquebot : correspondance (1944-1951).

1934-1951

2180-2189 Ports.

1933-1960

2180 Ports maritimes, régime des ports de commerce et des ports autonomes d'Algérie, réglementation en matière de signalisation, de péages et de renflouement : textes officiels, notes, rapports, correspondance (1945-1946) ; codification et unification de la législation relative aux ports maritimes entre la métropole et l'Algérie : projets de textes officiels, notes, correspondance (1952-1959). Equipement des ports maritimes d'Algérie, élaboration de la réglementation relative aux autorisations de travaux et aux concessions d'outillage (1940-1960) ; programme de modernisation : rapport (1951).

1940-1960

2181 Port d'Alger, taxes et péages : correspondance, arrêté ministériel, notes (1942-1955) ; travaux d'extension, autorisation d'emprunts par la chambre de commerce : textes officiels, notes, plans, profils et avant-métré, détail estimatif, mémoire, procès-verbaux de réunions, rapports, correspondance (1946-1959) ; notice statistique du port d'Alger (1960) ; documentation : statistiques, coupures de presse (1951-1953).

1942-1960

2182 Port d'Oran, autorisation d'emprunts par la chambre de commerce, relèvement des péages : textes officiels, notes, correspondance ; projet de construction d'un môle, concession d'outillage public, instauration de taxes, financement du service de police des quais, régime du port de commerce : notes, projets d'arrêté interministériel, correspondance.

2183 Port de Mers-El-Kébir, financement des travaux d'aménagement : notes, rapports, correspondance (1933-1938) ; création d'une base navale (1940-1942) ; maintien en activité des chantiers par un prélèvement sur la contribution militaire de l'Algérie : notes, correspondance (1946).

1933-1946

2184 Port de Nemours, états périodiques de son activité (1940-1941); exploitation de l'outillage public : correspondance (1941-1942); régime d'exploitation du port (1939-1940), concession des terre-pleins et de l'outillage, perception des péages : notes, rapports, cahier des charges (1940-1942); autorisation d'emprunts : notes, textes officiels, correspondance (1945-1954); travaux d'extension : comptes rendus de réunions, textes officiels, rapport, protocole algéro-marocain ; financement, programme des travaux, déclaration d'utilité publique des travaux (1948-1960).

1939-1960

2185 Port de Bône, relèvement des taux des péages, autorisation d'emprunts, autorisation de travaux d'agrandissement, concession d'outillage public : textes officiels, notes, rapports, correspondance ; documentation imprimée : *Documents algériens* n°94 (août 1952).

1940-1960

2186 Port de Philippeville, création d'une zone industrielle annexe du port, adjudication d'un dock, autorisation d'emprunts, relèvement des taux de péage, contrôle : textes officiels, correspondance.

1945-1958

2187 Ports de Bougie et Djidjelli, relèvement du taux des péages, autorisation d'emprunts, concession d'outillage public : textes officiels, notes, rapport, correspondance.

1946-1961

2188 Port de Mostaganem, relèvement du taux des péages, autorisation d'emprunts : notes, textes officiels, correspondance.

1942-1958

2189 Port de Béni-Saf, institution d'une taxe de péage ; port d'Arzew, relèvement du taux des péages, autorisation d'emprunts ; construction du port-abri de Pointe-Pescade, autorisation des travaux, refus de visa du contrôleur financier.

1942-1955

Organisation et tarifs du pilotage sur les côtes d'Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance.

1941-1958

81 F 2191-2200 Transports et infrastructures aériens.

1939-1961

Aviation civile, réglementation générale : statut de l'aviation marchande (1940-1942) ; création et suivi du fonctionnement des services de l'aéronautique civile en Algérie, coordination et contrôle des transports aériens : textes officiels, notes, correspondance ; instruction des demandes d'autorisation de transport aérien : rapport (1960) ; statut du personnel navigant de l'aviation civile en Algérie : textes officiels, correspondance (1929-1955).

1929-1960

Aviation civile, servitudes aériennes et aérodromes, réglementation, extension à l'Algérie des dispositions du code de l'aviation civile : textes officiels, notes, correspondance (1946-1960). Installation d'un centre récepteur de l'aviation civile dans la région d'Alger : correspondance, plans (1958-1959).

2193 Photographie aérienne, création d'un centre de documentation de photographie aérienne (1945-1946) ; réglementation des prises de vues aériennes (1952-1954). Réglementation particulière en matière d'aviation civile : textes officiels, notes, correspondance (1948-1959).

1945-1959

Concerne notamment les sports aériens (1954-1958), l'exploitation des avions de tourisme (1959), le survol du continent africain, des agglomérations, de l'eau (1948-1959), la responsabilité du transporteur aérien (1953-1956), les manifestations aériennes (1948-1955).

Nationalisation des transports aériens, législation : projet de loi sur le statut et l'organisation de la compagnie Air-France, notes, correspondance (1946-1947) ; cessions d'actions : correspondance (1945-1946) ; financement, subvention de l'Algérie : correspondance (1946).

1945-1947

2195-2199 Aérodromes et aéroports.

1939-1961

2195 Aérodromes et aéroports en Algérie, police, régime juridique, administratif et financier des aérodromes, application à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; concession d'outillage public dans les aéroports, réglementation : cahiers des charges—type, textes officiels, correspondance ; affaires diverses concernant notamment les tarifs, le fret, et la création de régies : correspondance.

1949-1958

2196 Aérodromes et aéroports, réglementation en matière de droits, de taxes et de redevance, extension de la législation à l'Algérie : textes officiels, correspondance.

1939-1961

Concerne notamment la convention internationale pour l'exonération des droits sur les carburants utilisés dans le trafic aérien (1939), les taxes et redevances à percevoir sur les aéroports d'État (1946-1961), les droits réels, les saisies conservatoires et les ventes forcées d'aéronefs (1955, 1958).

2197 Aérodromes et aéroports appartenant à l'État en Algérie (Alger-Maison-Blanche, Oran-La Sénia et Bône-les Salines), création et composition de leurs commissions consultatives aéronautiques : notes, correspondance (1957-1958) ; constructions, concessions d'outillage public accordées aux chambres de commerce pour l'exploitation des aéroports, financement, dossiers classés par aéroports : correspondance (1941-1959). Construction d'un aérodrome naval de l'OTAN à Bône : textes officiels, texte de délibérations, correspondance (1956-1957) ; trafic de l'aérodrome Alger-Maison Blanche : coupures de presse (1961).

1941-1959, 1961

2198 Aérodromes d'Algérie, création, affectation et ouverture à la circulation aérienne publique, équipement : correspondance, rapport (1950-1959). Ouverture de nouvelles lignes aériennes : correspondance (1951-1956).

1950-1959

Concerne les aérodromes de Paul-Cazelles, d'El-Oued-Guémar, de Tamanrasset-Auguenar, de Fort-Polignac, de Telergma, de Cheragas, de Bougie, de Sétif, de Sidi-Bel-Abbès et Ouallen, de la région de Colomb-Béchar, projet d'aérodrome dans la région de Saint-Arnaud ; la ligne aérienne Tlemcen-Oran, la ligne des Oasis sahariennes.

2199 Aérodromes privés, agrément : fiches de renseignement, texte officiels, correspondance.

1950-1957

Projet d'installation d'usines aéronautiques en Algérie : coupures de presse (1952-1953), rapport sur l'Afrique du professeur von Kichtedt [1953].

#### Urbanisme et habitat

Législation générale sur l'urbanisme et la construction, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1938-1958) ; commission de l'habitat de l'Assemblée algérienne : rapport général sur l'habitat, comptes rendus de réunions (1952-1954).

1938-1958

Lutte contre la spéculation immobilière, réglementation : compte rendu de réunion interministérielle, textes réglementaires.

1960

Encouragement à la construction, prêts et avantages fiscaux, financement : textes officiels, notes, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, correspondance ; intervention des collectivités locales pour le logement de la population : circulaire.

1942-1960

Urbanisme et aide à la construction, documentation imprimée : exemplaires de Documents algériens : bilan général de l'aide à la construction ; L'aide à la construction en Algérie ; L'habitat en Algérie : législation relative à l'habitat ; Enquête sur l'habitat en Algérie en 1958-1959 ; Rapport sur l'habitat par René Montaldo, conseiller général. Aménagement du territoire, documentation : plaquettes imprimées. Société coopérative musulmane algérienne d'habitation et d'accession à la petite propriété : album photographique<sup>1</sup>.

1950-1960

81 F 2205 Bâtiment et travaux publics, enquête de conjoncture : rapport de synthèse.

1962

81 F 2206-2211 Logement social.

1945-1961

Construction et gestion de logements sociaux, extension de la législation à l'Algérie : notes, projets de textes, textes officiels, correspondance.

1946-1959

2207 Habitat social en Algérie, élaboration d'un projet de loi : projet de texte, correspondance (1946-1950) ; normalisation des caractéristiques des logements sociaux en Algérie, aide à la construction, réglementation : projets de textes, correspondance (1955-1961). Organismes d'habitations à bon marché et d'habitation à loyer modéré en Algérie, création, réglementation en matière d'emprunts : textes officiels, notes, correspondance (1945-1960). Projets de construction d'habitat social par des communes, des associations ou sociétés, affaires particulières : correspondance (1951-1960).

1945-1961

2208 Organismes d'habitations à bon marché et sociétés d'habitations à loyer modéré, réglementation : instructions générales, textes législatifs et réglementaires, instruction sur la comptabilité des offices publics d'HLM (1946-1960) ; projet de loi instituant l'épargne-construction et avantages particuliers accordés par l'Algérie pour la construction de logements économiques : textes officiels, notes, correspondance (1948-1953).

1946-1960

2209 Commission interministérielle d'attribution de prêts aux organismes d'habitations à bon marché puis d'habitations à loyer modéré, fonctionnement : procès-verbaux de réunions.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Cet album photographique a été placé dans les fonds iconographiques du Centre des archives d'outre-mer (ICO 8Fi 271).

2210 Conseil d'administration de l'office communal d'habitations à loyer modéré d'Oran, dissension avec le préfet, dissolution, contentieux en Conseil d'État : notes, rapports de l'Inspection des finances, correspondance, décisions de justice.

1952-1958

2211 Construction et gestion de logements pour les militaires, construction de casernes de gendarmerie, réglementation, contrôle : textes officiels, correspondance.

1947-196

Compagnie immobilière algérienne, documentation : statut, convention, note de présentation, plaquettes, deux photographies noir et blanc de la cité de Maison-Carrée (1954-1955). Participation financière des communes d'Alger et de Kouba à la Société d'équipement d'Alger, approbation : projets de

décrets, correspondance (1957-1959); régime des associations syndicales de propriétaires en Algérie, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1933-1955)

correspondance (1933-1955).

1933-1959

Création de régions d'urbanisme dans les trois départements d'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1937-1949) ; organisation des services d'urbanisme en Algérie : note (1945) ; aménagement du quartier de l'ancienne préfecture d'Alger, création de la régie foncière de la ville d'Alger : convention, textes officiels, notes, correspondance (1933-1952) ;

législation sur l'urbanisme, extension à l'Algérie : textes officiels (1958-1961).

1933-1961

81 F 2214 Création de zones de terrains industriels aménagés en Algérie,

réglementation : notes, rapports, projets de loi, textes officiels, correspondance ; acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, réglementation sur l'expropriation : rapports, avis, projet de loi ;

litiges divers: correspondance.

1942-1953

Assainissement et classement des voies privées d'Alger, Birmandréis, Oran et Arcole : textes officiels, correspondance (1934-1958) ; assainissement des agglomérations algériennes : note, textes officiels (1941) ; établissements dangereux ou insalubres, extension de la législation métropolitaine à

l'Algérie: texte officiel, correspondance (1953-1954).

1934-1958

## Postes et télécommunications

81 F 2216 Poste.- Service des colis postaux en Algérie, réglementation : textes officiels, correspondance (1941-1949) ; rétablissement du service des mandats avec les pays étrangers : circulaires (1946-1947) ; taxes téléphoniques (1944-1959). Affaires diverses relatives aux PTT : correspondance ; documentation imprimée, coupures de presse.

1941-1959

81 F 2217 Service des transmissions de l'État en Algérie, installation, crédits, personnel : correspondance (1942-1950). Création d'un sous-comité d'allocation de fréquences en Afrique du Nord : notes, correspondance (1947-1948). Remboursement des services rendus à la radiodiffusion par le service algérien des PTT (1948) . Redevance radiophonique, extension de la réglementation à l'Algérie : textes officiels, correspondance (1945-1958). Installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, réglementation : textes officiels, correspondance (1951-1956).

1942-1958

81 F 2218 Câble téléphonique souterrain de l' Afrique du Nord, financement : procès-verbaux

de réunions du comité directeur des travaux, du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et de la conférence nord-africaine, textes officiels, notes, rapports, correspondance.

1941-1952

## Contrôle des entreprises nationalisées et des établissements publics

81 F 2219

Droit des sociétés.- Sociétés anonymes, sociétés par actions, sociétés à responsabilité limitée, extension de la législation à l'Algérie : textes officiels, notes, projets de loi, correspondance (1940-1961) ; dispositions financières intéressant l'épargne, aménagement de la législation sur les sociétés : textes officiels, projets de loi, rapports, correspondance (1952-1955) ; sociétés d'économie mixte, réglementation : textes officiels, fiches individuelles des sociétés d'économie mixte d'Algérie.

1940-1961

81 F 2220

Entreprises publiques, statut et réglementation, application à l'Algérie : notes, rapports, textes officiels, correspondance (1947-1955) ; désignation des administrateurs des sociétés d'intérêt public, application de la législation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels (1940) ; contrôle économique et financier de certaines entreprises, vérification des comptes des entreprises nationalisées, application de la législation à l'Algérie : notes, textes officiels, correspondance (1950-1962) ; création de commissions des marchés auprès des entreprises publiques d'Algérie : textes officiels, notes, pourvoi en Conseil d'État, correspondance (1950-1957).

1940-1962

## 81 F 2221-2229

Contrôle d'Électricité et Gaz d'Algérie (EGA).

1946-1961

2221

Fonctionnement d'Électricité et Gaz d'Algérie : rapport sur l'organisation et le fonctionnement d'EGA (1949) ; nomination du directeur, composition du conseil d'administration : textes officiels, notes, correspondance (1946-1959) ; nature juridique d'EGA : note (1953) ; gestion du personnel, statut et salaires, réglementation, revendications : textes officiels, notes correspondance (1948-1960); documentation : plaquette imprimée *EGA célèbre son dixième anniversaire* (1947-1957), textes officiels, coupures de presse (1947-1954).

1946-1960

2222

Approbation de l'inventaire des biens et charges transférés par suite de la nationalisation : correspondance, rapport, compte rendu de séance de l'Assemblée algérienne (1949-1950) ; approbation des bilans, des comptes et du plan comptable de l'entreprise, nomination du commissaire aux comptes : textes officiels, correspondance (1948-1961) ; dotation en capital (1957-1958) ; convention entre la Caisse nationale de l'énergie et EGA fixant le prélèvement à opérer sur les recettes d'EGA, approbation : textes officiels, convention, correspondance (1953) ; participation au capital de sociétés (1960).

1948-1961

2223-2225 Contrôle d'Électricité et Gaz d'Algérie : rapports de gestion.

1947-1958

2223 1947-1951.

2224 1952-1955.

2225 1956-1958.

2226-2227

Contrôle d'Électricité et Gaz d'Algérie : rapports particuliers de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques sur les comptes et la gestion d'EGA.

1953-1959

2226 1953-1957.

2227	1958-1959.
2228	Participation d'Électricité et Gaz d'Algérie dans la société tunisienne d'électricité : compte rendu de réunion, correspondance ; exportation en Tunisie d'énergie électrique produite par EGA, autorisation : textes officiels, correspondance, copie du contrat entre EGA et l'Omnium tunisien d'électricité.
2229	1952-1953 Électricité et Gaz d'Algérie, projet d'acquisition d'une propriété à Megève pour
	créer une colonie de vacances, projet transmis pour avis : notes justificative, plans, avis, promesse d'achat, correspondance.
	1950
81 F 2230	Contrôle du Bureau de recherches minières de l'Algérie, contrôle : rapports de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques sur la gestion des exercices 1948-1959 ; fonctionnement : rapport de gestion 1954, correspondance, procès-verbal de séance du conseil d'administration du 16 novembre 1956, budget 1957 ; documentation imprimée : <i>Vingt-cinq années de participation de l'État chérifien à l'activité minière, 1928-1953</i> , bulletin scientifique et économique du BRMA (1955-1956).
	1948-1959
81 F 2231	Contrôle des Houillères du Sud-Oranais : rapports de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques sur les comptes et de la gestion des Houillères du Sud-Oranais.
	1953-1957
81 F 2232	Société métallurgique et minière nord-africaine (METNA), création : statuts, convention entre l'Algérie et la société des hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson pour la création de la METNA ; contrôle : procès-verbaux d'assemblée générale et de réunions du conseil d'administration, bilans, correspondance (1942-1947) ; récupération de matériel d'aciérie en Allemagne : liste, correspondance (1946).
	1942-1947
81 F 2233	Contrôle des Chemins de fer algériens: rapports la commission de vérification des comptes des entreprises publiques sur les comptes et la gestion des CFA (1950, 1953-1958), correspondance (1945-1956).
	1945-1958
81 F 2234-223	*
2234	Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie (CEDA) : rapport de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques pour l'exercice 1959. Exécution du programme d'équipement public pour 1959 : rapports. [1961]
2235	Caisse algérienne d'aménagement du territoire (CADAT): rapport de la commission de vérification des comptes des entreprises pour l'exercice 1958.

commission de vérification des comptes des entreprises pour l'exercice 1958.

1960

2236 Caisse algérienne de crédit agricole mutuel (CACAM) : rapports de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques pour les exercices 1953-1955, correspondance.

2237 Section algérienne de l'Office national interprofessionnel des céréales (SAONIC) : rapports de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques pour les exercices 1953-1958, correspondance.

1954-1958

## Dommages de guerre, indemnisations

81 F 2238-2241 Dommages de guerre de la seconde guerre mondiale. Législation: textes législatifs et réglementaires relatifs à la reconstruction et aux dommages de guerre. Application de la législation sur les dommages de guerre à l'Algérie: textes officiels, notes, rapports, correspondance. « Évaluation du coût des occupations allemande et italienne¹ et des dommages de guerre en Algérie » : notes.

1940-1952

Application de la législation à l'Algérie : projets de loi, textes officiels, avis, rapports, correspondance (1953-1960). Création en Algérie de commissions juridictionnelles des dommages de guerre : textes officiels, projets de loi, notes, rapports, correspondance (1948-1960).

1948-1960

Financement des dépenses de réparation dans les territoires d'outre-mer : rapport de la mission du général Jugnet en Afrique du Nord relative à la reconstruction (1946), correspondance. Organisation des services des dommages de guerre en Algérie : rapport Delor (1948), états statistiques des règlements (1949). Participation de la métropole à la réparation des dommages de guerre en Algérie : textes officiels, notes, correspondance. Règlement de la part différée des indemnités en Algérie : correspondance. Transfert d'indemnités entre la métropole et l'Algérie : textes officiels, correspondance.

1946-1958

Cas particuliers, réception et transmission de recours devant le comité supérieur des dommages de guerre : correspondance.

1944-1960

Concerne notamment la reconstruction de la ville de Bône (1946-1947), la ligue algérienne des prestataires (1946), les escroqueries commises au préjudice de l'État dans la région d'Aïn M'Lila (1953-1955).

81 F 2242-2245 Indemnisation des victimes de la Guerre d'Algérie.

1955-1962

Guerre d'Algérie, indemnisation des victimes du terrorisme, réglementation : textes officiels, notes, correspondance, rapports et comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, projets de loi.

1955-1959

2243-2244 Guerre d'Algérie, indemnisation des victimes du terrorisme, transmission des requêtes individuelles aux administrations compétentes : correspondance (classée par année et par ordre alphabétique des demandeurs).

1955-1961

2243 1955-1960.

2244 1961.

Guerre d'Algérie, indemnisation des dommages de guerre, transmission des pourvois portés devant la commission supérieure de cassation des dommages de guerre : correspondance, décisions de la commission.

1959-1962

## Bureau des affaires agricoles (81 F 2246-2344)

Ce bureau, créé en mai 1959 et dirigé par Jean Ducollet, administrateur civil, reprend les attributions et les dossiers de l'ancien bureau économique et financier en matière agricole. Ces dossiers concernent la politique agricole en Algérie et la réglementation sur les productions et les marchés agricoles et agroalimentaires. Quelques dossiers, toutefois, sont relatifs aux cultures industrielles ou à des sujets n'ayant qu'un lointain rapport avec l'agriculture, comme les tapis. D'autres dossiers concernent l'hydraulique, la restauration des sols, la gestion des forêts et la pêche. Le bureau des affaires agricoles disposait d'un cadre de classement décimal spécifique qui a été utilisé pour la présentation des dossiers de ce sous-fonds.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Le titre du dossier fait référence non à une occupation réelle qui n'a pas eu lieu en Algérie, mais seulement aux coûts induits par la présence des commissions d'armistices allemandes et italiennes sur le sol algérien.

### Courrier du service

81 F 2246-2247 Correspondance au départ du bureau des affaires agricoles : chrono.

1959-1962

2246 1959-1960. 2247 1961-1962.

### Politique agricole

81 F 2248

Production agricole en Afrique du Nord : rapport de René Dumont (1949) ; exposé de la situation agricole de l'Algérie par la direction de l'agriculture du Gouvernement général de l'Algérie (1955). Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), préparation et suivi des travaux : comptes rendus de sessions, correspondance (1959-1962) ; réponse au recensement mondial de l'agriculture par la FAO : rapport sur la situation en Algérie (1946), instructions, correspondance (1946-1959).

1946-1962

81 F 2249

Politique agricole en Algérie, projet de loi-cadre, transmission pour avis : projets de textes, notes, correspondance (1957). Législation agricole, documentation : notes, textes officiels (1957-1962).

1957-1962

81 F 2250

Politique agricole, élaboration, documentation: projets de loi, notes, statistiques, rapport, correspondance.

1957-1962

Concerne le développement agricole, l'écoulement des productions agricoles algériennes, les prix agricoles, la semoulerie et la boulangerie, la crise agricole, la formation agricole, la réinstallation en France des agriculteurs rapatriés d'Algérie, la coopération agricole avec l'Algérie pour les labours.

81 F 2251-2154 Réforme agraire.

1938-1961

2251 Aliénation des terres de colonisation, modification de la réglementation : notes, décret, correspondance avec le ministre des Finances et le Gouvernement général de l'Algérie.

1946-1947

Fermages et baux ruraux, réforme de la législation : propositions de loi, projets de loi et de décret, rapports, notes, pétition, correspondance.

1938-1957

Réorganisation de la propriété foncière et remembrement : textes officiels, projets de loi, notes, brochures (1953-1955). Régime successoral des exploitations agricoles, études des modalités d'application à l'Algérie de la loi n°1378 du 19 décembre 1961 : correspondance (1961).

1953-1961

2254 Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales, fonctionnement : procèsverbaux de réunions de la commission technique et du conseil d'administration, bilans culturaux des centres de réforme agraire, rapports.

1959

81 F 2255-2260 Politique agricole commune, échange de produits agricoles dans la Communauté économique européenne.

1958-1962

Préparation de la politique agricole commune, désignation de la représentation algérienne dans les groupes de travail préparatoires sur les fruits et légumes et les céréales : notes, correspondance (1958) ; travaux des groupes : procès-verbaux de réunions, statistiques de production, tarifs douaniers (1958-1961). Intégration de l'Algérie dans la politique agricole commune : notes, correspondance (1960).

1958-1961

Projets d'association des Antilles néerlandaises, de la Grèce et de la Turquie à la Communauté économique européenne, projets de protocoles transmis pour avis à l'administration de l'Algérie, étude des incidences sur le commerce des produits agricoles algériens : notes, correspondance, documentation.

1960-1961

2257 Travaux du comité spécial agriculture de la Communauté économique européenne : comptes rendus de réunions, notes annexes.

1960

Décisions et études de la Communauté sur la politique agricole commune transmis pour avis : correspondance, documentation.

1960-1962

Travaux de la Communauté économique européenne sur le contingentement des produits au sein du marché commun, documents transmis pour avis : directives, projets de règlements, correspondance<sup>1</sup>.

1960-1961

Travaux de la Communauté économique européenne sur les tarifs douaniers, documents transmis pour avis : comptes rendus de réunions, documents parlementaires, conférence de la CEE, accords, notes, correspondance.

1960-1962

81 F 2261-2262 Commerce international de produits agricoles.

1953-1961

Importation et exportations de produits agricoles, affaires diverses : notes, correspondance.

1953-1961

Concerne notamment : conventions franco-tunisiennes sur les pâtes alimentaires et le couscous, importation de café en Algérie, mission en URSS de fonctionnaires de l'agriculture à propos de la mise en valeur des zones arides.

Importation de produits agricoles du Maroc en métropole et en Algérie, fixation des contingents en franchise douanière : notes, correspondance (1956-1959) ; règle du transport en droiture, attribution de dérogations : notes, correspondance (1957-1960).

1956-1960

81 F 2263-2264 Sociétés agricoles de prévoyance.

1936-1961

Sociétés indigènes de prévoyance, statut, réglementation : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1936-1944

Sociétés indigènes de prévoyance, réforme, réglementation : notes, décisions de l'Assemblée algérienne, arrêtés, correspondance, documentation, cartes (1945-1954) ; fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, réforme, désignation d'un président (1945-1953). Sociétés agricoles de prévoyance, réglementation : notes, décisions de l'Assemblée algérienne, arrêtés, interventions parlementaires, correspondance (1955-1961). Caisse centrale des sociétés agricoles de prévoyance, réorganisation : projets de loi, correspondance (1960-1961).

1945-1961

Coopératives agricoles, statut juridique : textes officiels, notes (1947-1957) ; affaires et requêtes diverses concernant les coopératives agricoles en Algérie : notes, correspondance (1959-1962).

1947-1962

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Bien que classé dans le fonds du bureau des affaires agricoles, cet article, ainsi que le suivant, concerne des produits aussi bien non agricoles (notamment les tapis) qu'agricoles (orange, tabac).

81 F 2266-2269 Crédit agricole.

1935-1963

2266 Crédit agricole mutuel et coopération agricole en Algérie, organisation, réglementation : textes officiels, rapports, correspondance, projets de décrets.

1940-1950

Caisse algérienne de Crédit agricole mutuel, création : projets de loi et de décret, rapports, textes officiels, correspondance (1935) ; fonctionnement : textes officiels, rapports, correspondance, projet de convention avec l'Algérie, référé de la Cour des comptes.

1935-1949

Crédit agricole en Algérie, réforme : notes, correspondance, projets de loi, rapport Oved (1955-1959) ; Caisse des prêts agricoles, documentation : textes de lois (1935-1959) ; Caisse algérienne de crédit agricole mutuel, réorganisation, suivi du fonctionnement : rapports d'activité, textes de loi, correspondance (1957-1961) ; crédit à l'agriculture aux États-Unis, documentation : plaquette (1962).

1935-1962

Cas particuliers de demandes de prêt agricole, transmission des courriers : correspondance (1955-1962). Situation des agriculteurs français demeurés en Algérie et du crédit agricole, études : note, correspondance (1963).1955-1963

Nouvelles chambres d'agriculture, création, extension des dispositions de la loi et du code rural en Algérie, réglementation : notes, correspondance.1960-1962

Caisse algérienne d'intervention économique, création : projets de décisions, rapport de la Cour des comptes, notes, correspondance (1954-1958). Société de développement rural : rapport du délégué général en Algérie (1961).

1954-1961

81 F 2272 Institutions scientifiques de l'agriculture, écoles, stations expérimentales, laboratoires de recherche en Algérie, financement, suivi du fonctionnement : correspondance, notes.

1959-1963

81 F 2273-2274 Marchés agricoles.

1953-1962

Marchés d'intérêt national, réglementation, application de la réglementation à l'Algérie ; création d'un marché d'intérêt national à Alger-Maison-Blanche : statut de la société d'équipement de la région d'Alger, correspondance.

1958-1959

Organismes d'intervention économique à caractère privé, extension de leur statut à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance (1953-1959). Fonds de garantie mutuelle et d'orientation de la production agricole, puis fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, désignation de la représentation de l'Algérie, suivi des travaux : notes, procès-verbaux de réunions, arrêtés de nomination, correspondance (1958-1962). Autorisation de la vente aux enchères dans les marchés agricoles : note, projet de texte, correspondance (1958).

1953-1962

### Produits de l'agriculture

### Céréales et produits dérivés

81 F 2275-2284 Céréales.

1936-1962

2275-2278 Organismes professionnels.

1936-1962

2275 Section algérienne de l'Office national interprofessionnel des céréales (SAONIC), création : textes officiels, notes, correspondance ; approbation du budget : notes,

arrêtés, correspondance (1936-1940); traitement du personnel: notes, correspondance, textes officiels (1945-1960).

1936-1960

2276 Section algérienne de l'Office national interprofessionnel des céréales, organisation administrative et financière : textes officiels (1960) ; désignation des membres de la commission consultative (1960), budget, acquisition d'un local à Alger (1960-1962) ; faute de gestion financière : note, arrêt du conseil de discipline budgétaire (1960-1962).

1960-1962

2277 Intégration du marché algérien des céréales au marché métropolitain, fusion de la Section algérienne de l'Office national interprofessionnel des céréales avec l'Office national interprofessionnel des céréales : textes réglementaires, notes, correspondance.

1958-1960

2278 Office national interprofessionnel des céréales, organisation du marché : textes réglementaires (1953-1955) ; fonctionnement : rapport annuel (exercices 1959-1960, 1960-1961) ; représentation algérienne au conseil de l'Office national interprofessionnel des céréales, désignation : correspondance (1962).

1953-1962

2279-2283 Marché des céréales, organisation et réglementation, fixation du prix des céréales et des systèmes de compensation financière : conférence de l'Office national interprofessionnel des céréales, notes, correspondance, comptes rendus de réunions, textes réglementaires, suivi du ravitaillement en céréales (dossiers classés par campagnes).

1954-1962

- 2279 Campagnes 1954-1955, 1955-1956.
- 2280 Campagnes 1956-1957, 1957-1958
- 2281 Campagnes 1958-1959, 1959-1960
- 2282 Campagne 1960-1961.
- 2283 Campagnes 1961-1962, 1962-1963.

2284 Plan céréalier 1958-1961, extension à l'Algérie : notes, correspondance.

1958

81 F 2285-2290 Pâtes alimentaires et semoule.

1939-1962

Comité professionnel de l'industrie des pâtes alimentaires, Caisse interprofessionnelle de l'industrie des pâtes alimentaires, suivi des travaux : comptes rendus de réunions, notes, correspondance.

1955-1962

Pâtes alimentaires et couscous, réglementation de la fabrication et des marchés, cas particuliers : notes, textes officiels, correspondance. Couscous, réglementation de l'industrie et du marché : notes, textes officiels, correspondance ; examen de projets d'installation (1943-1958) ; transfert en métropole de fabriques de couscous d'Algérie, examen de la question : correspondance (1962).

1943-1962

2287-2290 Production semoulière.

1939-1962

2287 Situation de l'industrie semoulière : notes (1939) ; Caisse professionnelle de l'industrie semoulière : statuts (1942). Comité professionnel de la semoulerie, désignation des membres : correspondance (1956-1959) ; suivi des travaux : comptes rendus de réunions, statistiques (1959-1962).

2288 Profession semoulière, cession et transfert de droits de mouture et de semoulerie, autorisation : arrêtés, notes, correspondance.

1950-1962

2289 Industrie semoulière, réglementation du travail : notes, textes réglementaires, correspondance (1941-1962) ; fixation du prix des semoules : textes réglementaires, correspondance, documentation (1958-1962) ; contentieux avec des sociétés semoulières portés devant le Conseil d'État : dossiers d'affaires, correspondance (1953-1960). Semoules italiennes, autorisation d'importation en Algérie : correspondance (1962) ; laboratoires de la semoulerie, suivi des travaux : correspondance (1946-1956).

1941-1962

2290 Production semoulière en Algérie, documentation : comptes rendus de réunions du groupe de travail de l'industrie semoulière, rapports, notes, statistiques (1960-1962) ; expédition des semoules d'Algérie vers la métropole, réglementation : textes réglementaires, notes, correspondance (1960-1961).

1960-1962

81 F 2291-2293 Meunerie et boulangerie.

1935-1962

2291-2292 Meunerie.

1935-1962

2291 Réglementation de la profession et du marché : textes réglementaires, arrêtés, notes, correspondance, documentation.

1935-1962

2292 Organisation professionnelle en Algérie : textes officiels, décisions de l'Assemblée algérienne, correspondance.

1956-1962

Profession boulangère, examen d'un projet d'extension à l'Algérie de la législation métropolitaine : notes, correspondance.

1960-1961

Riz, importation et exportation d'Algérie, organisation : notes, correspondance (1946-1956) ; marché du riz, réglementation, documentation : arrêtés, notes, correspondance (1957-1961). Commission du riz, création : texte officiel, correspondance ; désignation des membres : correspondance (1960-1962).

1946-1962

### Corps gras

Organismes professionnels du marché des corps gras et oléagineux, fonctionnement, travaux, subventions : notes, correspondance.

1951-1962

Marché des corps gras, approvisionnement de l'Algérie, organisation, subventions : textes réglementaires, notes, correspondance.

1957-1962

Exportation d'huile d'olive d'Algérie, subventionnement : notes, rapports, correspondance (1956-1962). Marché des graines oléagineuses, réglementation : textes officiels, correspondance (1958-1962).

1956-1962

Marché de l'huile d'arachide, application de la réglementation métropolitaine à l'Algérie : textes officiels, notes, correspondance ; subventionnement : correspondance.

1956-1962

81 F 2299 Corps gras et oléagineux, production et marché, affaires diverses : correspondance.

Concerne notamment l'implantation d'une raffinerie Lesieur à Alger (1942), la saisie par les autorités italiennes d'une cargaison d'arachides (1941-1946).

### Fruits et légumes

81 F 2300

Comité national interprofessionnel des fruits et légumes, création, désignation de la représentation algérienne par le Gouvernement général de l'Algérie : notes, rapports, correspondance (1955-1960). Marchés des fruits et légumes, organisation : projets de décrets, notes, correspondance ; projet de création d'une bourse aux fruits et légumes, autorisation : notes, correspondance (1953-1960).

1953-1960

81 F 2301

Production de fruits et légumes et de produits dérivés en Algérie, standardisation des produits, réglementation, examen de cas particuliers : textes réglementaires, notes, correspondance, documentation.

1951-1962

Concerne notamment les tomates, les légumes et fruits secs, les jus de fruits, les conserves, la production fruitière.

81 F 2302

Agrumes, réunion du « groupe agrumes » de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à Madrid, désignation de la délégation du Gouvernement général de l'Algérie, travaux : rapport de session, correspondance (1960); accord commercial franco-espagnol sur les agrumes et sur l'importation des oranges d'Espagne transmis pour avis : notes, statistiques, correspondance (1958); standardisation des agrumes et de leurs emballages, réglementation : notes, correspondance (1946-1952). Expédition des agrumes algériens vers la métropole, réclamations de la chambre commerce syndicat professionnel: et d'un correspondance (1937-1950); étude (1950). Agrumes, documentation (1948-1961).

1937-1961

81 F 2303

Dattes, organisation du marché, situation : vœux du syndicat des négociants et exportateurs de dattes de Biskra, correspondance (1954-1961) ; exportation d'Algérie, réglementation, examen de cas particuliers : textes officiels, correspondance (1952-1957) ; production et commerce, documentation : rapports, brochures, statistiques (1949-1961). Commission administrative de la datte, conférences ministérielles sur la datte, suivi : notes, rapports, correspondance (1953-1960).

1949-1961

81 F 2304

Pommes de terre, autorisation d'importation de plants et semences en Algérie, suivi : notes, correspondance ; introduction de nouvelles variétés : correspondance (1947-1961). Marché de la pomme de terre, réglementation, exportation, fixation du prix : notes, correspondance (1946-1960). Comité national interprofessionnel de la pomme de terre, création , participation à ses travaux : textes officiels, procès-verbaux de réunions, correspondance (1954-1955).

1946-1961

### **Cultures industrielles**

81 F 2305

Alfa.- Exportation vers la métropole (1952-1953); documentation (1921-1946). Contentieux de la société générale des alfas avec l'administration en Algérie (1940). Marché de l'alfa, réglementation, contrôle du prix de revient : notes, rapports, textes officiels, correspondance (1952-1960). Exploitation de l'alfa en Algérie, documentation : notes, rapports, mémoires de stage d'élèves de l'École nationale d'administration, brochures, coupures de presse (1949-1961).

81 F 2306

Liège.- Marché du liège, généralités: notes, statistiques, correspondance (1955-1957). Comité méditerranéen du liège, participation aux travaux: notes, comptes rendus de sessions, correspondance (1950-1955). Entrée dans le marché commun, fixation du tarif douanier du liège, informations transmises au Gouvernement général: notes, rapports, correspondance (1958-1959). Difficultés de la production de liège en Algérie: notes, correspondance (1959-1960). Liège, documentation: notes, coupures de presse (1953-1954).

1950-1960

81 F 2307

Tabac.- Coopératives agricoles de planteurs de tabac en Algérie, contrôle de la gestion financière : notes, rapports de la Cour des comptes, correspondance (1951-1962). Règlement d'un litige entre les planteurs du Souf et la société agricole de prévoyance d'El-Oued : notes, correspondance (1962). Culture et industrie du tabac, documentation : textes législatifs, statistiques, graphiques de surfaces cultivées et de la production de 1845 à 1945, brochures (1955-1961). Marché du tabac, fixation du prix : notes, comptes rendus de réunions, correspondance (1955-1961) ; position du tabac algérien dans la Communauté économique européenne, demande de renseignements à la délégation du gouvernement en l'Algérie (1961). Commercialisation des tabacs en Algérie, réponse à des interventions parlementaires : interventions, correspondance (1958-1961).

1951-1962

81 F 2308

Industrie et marché du crin végétal, réglementation (1941); documentation : notes, statistiques, brochures (1950-1961). Houblon, comité interprofessionnel du houblon, travaux (1954-1961); importation de houblon pour les brasseries algériennes, demande de contingents (1956). Industries agricoles, documentation générale (1949-1962)¹.

1941-1962

81 F 2309-2311 Sucre.

1935-1960

Sucre.- Industrie du sucre de betterave en Algérie, création de distilleries d'alcool de betterave en Algérie pour le carburant, approbation ; projets de distilleries en Algérie, proposés par Beghin, Pingis-Mollet-Fontaine, projet à Mercier-Lacombe (1940-1959). Société algérienne des alcools cellulosés et dérivés, transformation en sucrerie d'une distillerie de la vallée du Haut-Cheliff : procès-verbaux de séances de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance (1947-1957). Production sucrière et betteravière, documentation : textes officiels, notes, correspondance (1935-1955) ; Production d'alcool de betterave, réglementation : notes, correspondance, vœux de l'Assemblée algérienne (1953-1955). Groupement professionnel de la betterave et du sucre, organisation : décret portant composition (1954).

1935-1959

Sucre, importation du sucre métropolitain en Algérie, réglementation du prix du sucre, subventionnement : notes, circulaires, correspondance.

1958-1960

Sucre, importation de sucre étranger en Algérie et dans la zone saharienne, attribution d'autorisations, réglementation : textes officiels, circulaires.

1952-1960

### Viticulture, production de vin et d'alcool, boissons

81 F 2312

Statut viticole, modification et reconstitution anticipée des vignes en Algérie, extension à l'Algérie du statut viticole métropolitain : textes officiels, notes, correspondance (1947-1960). Fiscalité viticole, réglementation : textes

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À noter : un dossier sur la culture et la standardisation des souches de bruyères pour la fabrication des pipes (1946, 1961-1962).

officiels (1946). Orientation de la politique viticole : textes officiels, notes, correspondance (1954-1961).

1946-1961

81 F 2313

Régime des plantations et arrachages des vignes : textes officiels, notes, correspondance (1941-1962) ; litiges particuliers (1960-1962). Production et commercialisation des bois et plants de vigne, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1953-1962). Classement des cépages, réglementation : textes officiels, correspondance (1955-1958). Constitution du cadastre viticole en Algérie, organisation : textes réglementaires, correspondance (1954-1956). Irrigation des vignes, réglementation, attribution de dérogations : textes officiels, vœux, correspondance (1953-1962). Contrôle phytosanitaire : note, correspondance (1954-1956).

1941-1962

81 F 2314

Plantation et production de raisin de table, réglementation, documentation : textes officiels, notes, correspondance, procès-verbal de la commission des raisins de table ; autorisations individuelles : correspondance.

1959-1962

81 F 2315-2322 Vins et alcools.

1941-1962

Extension à l'Algérie du code du vin : textes officiels, listes de textes officiels, notes, correspondance (1958-1961). Profession des courtiers en vins, réglementation : textes officiels, notes, correspondance (1949-1952). Warrantage des vins, réglementation : correspondance (1954).

1949-1961

Composition des vins, sorties de vin, appellation d'origine contrôlée, réglementation : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance. Besoins en futailles de l'Algérie, remboursement des futailles endommagées : rapport, correspondance (1943-1946).

1941-1960

Apéritifs, eaux de vie, alcools, réglementation de la fabrication, de l'appellation d'origine contrôlée et de la commercialisation : projets de textes, textes officiels, notes, correspondance.

1941-1947

Production viticole en Algérie, documentation : statistiques des récoltes (1959), rapport au conseil supérieur de l'agriculture sur la production viticole française (1954).

1954, 1959

Institut des vins de consommation courante, organisation, suivi des travaux : notes, procès-verbaux de réunions, correspondance.

1955-1962

Organismes professionnels des producteurs de vins et d'alcools, création, fonctionnement, documentation.

1952-1961

Concerne le comité des vins doux et des vins de liqueur à appellation d'origine contrôlée (1956), l'Office international du vin, (1958-1961), la Société interprofessionnelle des alcools de transfert et le comité interprofessionnel du rhum (1952-1954), la section « Union française » de la commission viticulture du conseil supérieur de l'agriculture (1954).

Marché du vin, réglementation : projets de loi, notes, correspondance (1957-1961). Approvisionnement en vin de l'Algérie, réglementation : arrêtés, notes, correspondance (1958-1959). Prix du vin, réglementation (1957-1960). Exportation et importation de vin en Algérie : notes, vœux, correspondance (1953-1960). Documentation sur la production et la commercialisation du vin

(1959-1962). Affaires diverses : lettres de particuliers, notes, correspondance (1954-1962).

1953-1962

Distillation des vins, réglementation : notes, correspondance. Distilleries d'alcool, autorisation de fonctionner, indemnisation, projets de création transmis pour avis : notes, correspondance. Commission consultative des alcools, travaux : ordres du jour, procès-verbaux de séances.

1953-1962

Tartre.- Commerce du tartre, sous-produit du vin, ravitaillement de l'Algérie, création d'un groupement interprofessionnel du tartre et des produits tartreux : notes, correspondance (1941-1942). Exportation de tartre et de produits tartriques d'Algérie, organisation, réglementation : notes, correspondance (1946-1960).

1941-1960

Boissons.- Extension à l'Algérie de la législation relative à la consignation des emballages de la bière et des boissons gazeuses : correspondance.

1960

### Élevage et produits dérivés

81 F 2325 Élevage, encouragement à l'élevage ovin, documentation : rapports, plaquette (1949). Transhumance et terres de parcours, transhumances à partir des départements sahariens, documentation : correspondance (1960-1961). Projet soumis au fonds européen de développement pour la reconstitution de terrains de parcours dans le département de Tiaret (1961). Importation de porcins et d'ovins en France, réglementation (1960-1961). Alimentation du bétail, réglementation : rapport, statistiques, correspondance (1952-1960). Affaires diverses concernant le cheptel ovin et bovin (1950, 1961-1962). Statut de la société canine d'Algérie à l'indépendance : correspondance (1962).

1949-1962

81 F 2326 Viande.- Marché de la viande, importation et exportation de viandes avec la métropole et l'étranger, réglementation : notes, textes, correspondance (1949-1962). Abattoirs, entreposage de viande, réglementation (1958-1959) ; commercialisation des produits (1951-1960) ; production et commerce, documentation : statistiques (1955-1959), notes, rapports (1961-1962) ; hausse illicite au marché d'Oran, procédure contre des marchands de bestiaux (1946) ; constructions de frigorifiques aux abattoirs d'Oran (1961).

1946-1962

81 F 2327 Produits laitiers.- Marché du lait et des produits laitiers, organisation, réglementation : débats de l'Assemblée algérienne, notes, interventions, correspondance (1951-1960). Normalisation et standardisation des produits laitiers, extension de la législation à l'Algérie (1953-1958). Lait et produits laitiers, documentation : textes réglementaires, propositions de loi, comptes rendus de sessions de l'Assemblée algérienne, notes, coupures de presse (1953-1960).

1951-1960

### **Produits textiles**

81 F 2328 Fonds d'encouragement à la production textile, contribution financière de l'Algérie : notes, rapport de l'Institut textile, correspondance (1955-1960) ; travaux du fonds, suivi : procès-verbaux de réunions, rapports (1959-1960). Production de laine, subvention de l'association ovine algérienne : rapports, correspondance (1960-1961) ; marché de la laine, organisation (1960-1961).

1955-1961

81 F 2329 Production cotonnière en Algérie, subventions : correspondance ; documentation (1947-1962). Sériciculture, projet d'introduction de l'élevage

des vers à soie en Algérie, envoi d'une mission, étude : notes, rapports, correspondance (1959-1960). Marché des tapis, étude des taxes à l'importation et à l'exportation en Algérie : documentation (1947-1954).

1947-1962

### Calamités agricoles, forêts, hydraulique et conservation des sols

### Calamités agricoles

81 F 2330 Lutte contre les calamités agricoles, lutte antiacridienne, contre les épizooties, contrôle phytosanitaire, affaires diverses : notes, correspondance.

1956-1961

81 F 2331 Sécheresse de 1960-1961, suivi : télégrammes, rapport, procès-verbaux de séances de la chambre d'agriculture du département de Tiaret ; mesures pour assurer le ravitaillement en céréales de la population : notes, correspondance ; interventions parlementaires : correspondance (1960-1962) ; choix d'une société pour réaliser des expériences de pluies provoquées : correspondance (1961).

1956-1962

#### Forêt

81 F 2332 Exploitation forestière, réglementation, affaires diverses : correspondance.

1951-1952

Concerne notamment : les organismes professionnels, les concessions forestières, la participation au Ve congrès forestier mondial de Seattle.

81 F 2333

Transfert des grands domaines forestiers d'Algérie au profit de la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales puis à des sociétés forestières, élaboration de projets : notes, projets de décrets, rapports d'expertise, correspondance.

1956-1962

### Hydraulique

81 F 2334 Service de la colonisation et de l'hydraulique d'Algérie, fonctionnement : compte rendu de la marche du service (1944), rapport d'inspection (1955); budget, réglementation, approbation (1944-1945, 1951). Service du génie rural, organisation : rapport (1952) ; détachement de fonctionnaires métropolitains du génie rural en Algérie, intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires des collectivités rurales, réglementation : textes réglementaires, notes, correspondance (1951-1956). Interventions en faveur de la création d'un corps unique d'ingénieurs hydrauliques et de l'équipement rural en Algérie : note, correspondance (1956).

1944-1956

Régime des eaux, réforme, projet de loi transmis par le Gouvernement général de l'Algérie : projets de textes, correspondance. Loi du 18 mars 1942 ayant pour objet la colonisation et la mise en culture des terres irrigables, dite « loi Martin », application, modification : textes réglementaires, notes, rapports, interventions de parlementaires, correspondance.

1935-1955

81 F 2336 Irrigation et défense contre les eaux, réglementation : note, décrets, correspondance (1940-1956). Compétence des tribunaux en matière d'eaux, réglementation : note, correspondance (1959-1961) ; contentieux, affaires particulières à Robertville et dans le Sud-Constantinois (1950-1953) ; pourvois du délégué général contre des décisions du tribunal administratif d'Alger en matière d'hydraulique, transmission des dossiers au Conseil d'État : correspondance (1961-1962).

1940-1962

Barrages du Chott El Chergui, déclaration d'utilité publique, projets de construction : correspondance, décrets, détail estimatif, profils en long, carte

des canalisations, correspondance, coupures de presse (1947-1954) ; barrage réservoir de l'oued el Abiod à Foum el Gherza, déclaration d'utilité publique : décret, rapport, correspondance (1946-1947) ; mesures envisagées pour le dévasement des grands barrages algériens : rapport (1953). Périmètres d'irrigation et agriculture, étude : rapport de René Dumont (1949), notes, rapports (1949-1960) ; réglementation : projets de textes, textes officiels, comptes rendus des débats de l'Assemblée algérienne, notes, correspondance (1950-1962). Création du comité national des irrigations : correspondance (1951) ; interventions de particuliers sur des projets d'irrigation en Algérie : correspondance (1947-1960).

1946-1962

81 F 2338 Hydraulique, irrigation et barrages, prix de l'eau, documentation : recueils de textes, comptes rendus d'exploitation des périmètres d'irrigation, mémoire de stage d'un élève de l'École nationale d'administration sur l'irrigation dans le Sud-Constantinois, conférence de presse, coupures de presse, revue ; développement des oasis sahariennes, documentation : note [avant 1951].

1947-1959

Alimentation en eau potable des localités d'Algérie, instauration de périmètres de protection autour des sources, réglementation : décrets, rapports, notes, correspondance (1942-1961) ; alimentation en eau de la ville d'Oran et du port de Mers-el-Kébir, convention avec la Marine nationale pour les travaux, application : notes, correspondance (1951-1954) ; tarif des eaux d'Oran, réglementation : projet de décret, note, correspondance (1946-1955), cahier des charges type pour les travaux d'adduction d'eau (1926). Régie autonome de gestion de la conduite d'amenée des eaux de la Tafna, projet de création : projet de texte, rapport de l'ingénieur d'arrondissement (1953-1954).

1926-1961

### **Conservation des sols**

81 F 2340 Action pour la conservation et la restauration des sols en Algérie, réglementation, documentation : textes de loi, notes, rapports, correspondance (1940-1954), album photographique sur l'action du service de la défense et restauration des sols (1954)¹; réunions du sous-comité de la conservation des sols de l'ONU : correspondance (1947-1951).

1940-1954

### Pêche

81 F 2341 Transmission de textes de loi sur la pêche pour information : textes officiels. Pêche maritime et côtière en Algérie, réglementation, extension de la législation métropolitaine à l'Algérie : projets de loi, textes officiels, circulaires (1935-1961). Organisation des instances professionnelles de la pêche en Algérie : notes, textes réglementaires, correspondance (1942-1949). Contentieux, transmission de dossiers de pourvois en Conseil d'État (1960-1961). Utilisation de filets tournants dits « ring net », interdiction et autorisations exceptionnelles : textes de loi, notes, correspondance (1950-1957). Recrutement de garde-côtes en Algérie : rapport, correspondance (1939).

1935-1961

81 F 2342 Pêche en Algérie : étude générale sur la pêche en Algérie par la direction des Travaux publics de la délégation générale du gouvernement en Algérie (1960). Situation de la pêche et des conserveries algériennes, documentation : notes, statistiques, correspondance, coupures de presse (1952-1961).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'album photographique a été placé dans les fonds iconographiques des ANOM. Ce article contient désormais uniquement des photocopies.

81 F 2343 Organismes scientifiques, création de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes, transmission d'un projet de convention pour approbation (1961). Conférences internationales sur la pêche maritime, désignation de représentants pour l'Algérie : correspondance (1950-1960). Convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest, ratification, transmission pour information : acte final de la conférence internationale, textes officiels, correspondance (1949-1953).

1949-1961

81 F 2344 Exportation et importation de produits de la pêche, réglementation, documentation : notes, rapport sur la commercialisation du poisson en Allemagne fédérale, au Danemark et en Norvège, correspondance (1952-1961). Concurrence des crevettes égyptiennes, demande de réglementation de l'importation des crevettes égyptiennes vers la métropole : notes, rapport de l'Assemblée algérienne, correspondance (1952-1957).

1952-1961

### Bureau des affaires commerciales (81 F 2345-2381)

Ce bureau, créé en mai 1959 résulte de l'absorption par la direction des affaires d'Algérie des services économiques de l'Office administratif de l'Algérie à Paris, rattaché au secrétariat général pour les affaires algériennes par décret du 28 juin 1958. Ces services, dirigés par Jean Camou, dépendaient auparavant du Gouvernement général de l'Algérie. Ils étaient chargés de veiller sur les programmes d'exportation et d'importation concernant l'Algérie et de représenter ce territoire dans les réunions interministérielles relatives aux accords commerciaux internationaux. Le bureau du commerce créé en 1959 au sein de la direction des affaires d'Algérie prend le nom de bureau des affaires commerciales à la création du ministère d'État. Dirigé par Georges Léandri, administrateur civil, il reprend les attributions et les dossiers des services économiques de l'Office de l'Algérie. Le bureau disparaît en 1962, mais Georges Léandri prend alors la direction du bureau de la coopération économique.

Les articles composant ce fonds portent sur les programmes d'importation et d'exportation et les accords internationaux qui étaient, selon les cas, transmis pour information ou pour avis. Les autres articles concernent les accords bilatéraux, classés par pays et par produits. Les services économiques de l'Office de l'Algérie disposaient d'un cadre de classement particulier qui a été repris par les agents du bureau des affaires commerciales. Il a servi au classement des articles de ce fonds.

### Fonctionnement du service

81 F 2345-2346 Enregistrement du courrier au départ : chrono.

1958-1960

2345 Juillet 1958-décembre 1959.

2346 Janvier-juin 1960.

81 F 2347 Activité du service du commerce extérieur de l'Office administratif de l'Algérie, affaires diverses : rapports d'activité, correspondance (1954-1956) ; documentation sur les exportations et les importations : bordereau de licence d'exportation, notices aux exportateurs (1956) ; participation de l'Algérie au concours du meilleur ouvrier de France, affaires diverses : correspondance (1958). Question de la représentation des services administratifs chargés de l'Algérie lors des accords commerciaux : notes, correspondance (1958-1961).

1954-1958

### Programmes d'échanges internationaux

81 F 2348

Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France, nomination pour la représentation de l'Algérie : correspondance ; statut du comité national (1961-1962) ; foires internationales en Algérie et à l'étranger, licences d'importation et ouvertures de crédits pour la participation des produits : correspondance, notifications (1959-1962) ; réponse à des interventions

parlementaires sur le commerce extérieur de l'Algérie : correspondance (1959-1962).

1959-1962

Échanges commerciaux internationaux, programmes généraux de contingentement concernant l'Algérie : procès-verbaux de réunions, notification d'autorisations de crédits, états d'utilisation des crédits.

1958-1960

Échanges compensés de marchandises vers l'Algérie, instruction de propositions d'échanges compensées faites par des sociétés privées : correspondance.

1958-1962

81 F 2351-2353 Programmes généraux de crédits d'importation dits Programme « dollars » et Programme « livres sterling ».

1954-1959

2351-2352 Crédits destinés à l'Algérie, préparation, suivi : comptes rendus de réunions, fiches d'ouverture de crédits, bordereaux de crédits, correspondance.

1954-1956

- 2351 Programmes 1954-1955, premier trimestre 1956.
- 2352 Programmes des trois derniers trimestres 1956.
- Ouverture de crédits pour l'importation de matériel pour la recherche pétrolière, d'automobiles, de tracteurs, d'avions, de produits pharmaceutiques : états de crédits, notes, correspondance (1958-1959). Programme livres sterling, état des crédits ouverts et demandés, correspondance avec la direction des relations économiques extérieures (1959).

1958-1959

Importations et exportations sans paiement, autorisations transmises pour information aux services d'Alger (1959-1962) ; aide à l'exportation, documentation (1958). Missions de fonctionnaires métropolitains en Algérie dans le cadre des programmes d'importation : notes, correspondance (1959-1960).

1958-1962

Attribution de cartes d'exportateurs, réglementation : textes officiels, correspondance, spécimens de cartes (1957-1962) ; délivrance des cartes aux entreprises algériennes : états de demandes de cartes et de cartes obtenues (1958-1962). Attribution de licences d'import à des sociétés d'avitaillement de navires : correspondance.

1957-1962

81 F 2356 Système douanier régissant l'Algérie, modification des tarifs douaniers, libérations des échanges : notes, correspondance (1957-1962).

1957-1962

81 F 2357 Accords commerciaux internationaux, généralités : liste des accords commerciaux, programme général de 1961-1962, documentation.

1958-1961

81 F 2358-2363 Marché commun européen.

1957-1962

2358-2359 Zone européenne de libre échange en Europe, travaux du groupe de travail de l'organisation européenne de coopération économique : notes, rapports.

- 2358 Juillet 1957-août 1958.
- 2359 Septembre-décembre 1958.
- Marché commun et pays européens, documentation : notes, statistiques, brochures ; application des accords du Marché commun à l'Algérie et au Sahara, documentation : notes.

2361-2362 Échanges dans le cadre du Marché commun, préparation des contingents d'importation, accords commerciaux sur certains produits, documentation sur les marchés : comptes rendus de réunions notes, correspondance.

1959-1962

2361 1959-1960.

2362 1961-1962.

Politique agricole commune, affaires agricoles et viticulture, travaux des commissions de la Communauté économique européenne : notes, procès-verbaux de réunions, rapports, correspondance.

1958-1961

### Accords commerciaux internationaux (par pays et par produits)

81 F 2364-2372 Relations économiques extérieures, accords commerciaux avec les pays étrangers, documentation : textes des accords, brochures, correspondance (classés par continents et par pays).

1956-1963

- 2364-2367 Europe occidentale.
  - Autriche, Belgique et Luxembourg, Danemark.
  - 2365 Espagne.
  - Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie.
  - Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne (Sarre), Suède, Suisse.
- 2368-2369 Europe de l'Est.
  - 2368 Généralités, Bulgarie, Hongrie, Pologne.
  - 2369 République démocratique d'Allemagne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.
- 2370 Afrique : Afrique du Sud, Guinée, Maroc, Nigéria, Soudan, Tunisie.
- Asie et Proche-Orient : Afghanistan, Chine, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Japon, Laos, Liban, Malaisie, Pakistan, Ceylan, Turquie, Vietnam.
- Amérique et Océanie : Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, États-Unis, Haïti, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela.
- 81 F 2373 Commerce international de produits agricoles et alimentaires, importation et exportation : correspondance, statistiques, documentation.

1960-1961

81 F2374-2381 Commerce international de produits agricoles et alimentaires, exportation et importation : correspondance, rapports du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, documentation.

- 2374 Céréales et corps gras : blé, maïs, riz, pâtes alimentaires, corps gras.
- 2375-2377 Fruits et légumes.
  - Affaires générales, olives, pommes, poires, raisins, carottes, oignons, tomates, salades, choux, pommes de terre, conserves de légumes.
  - 2376 Agrumes.
  - Fruits et légumes secs, jus de fruits et légumes.
- 2378-2379 Autres produits végétaux.
  - 2378 Café, thé, poivre, vin.
  - 2379 Alfa, caroubes, crin végétal, houblon, liège, tabac.

Produits animaux : viandes, laits, cuirs et peaux, laines, produits avicoles, produits de la pêche.

Produits textiles: généralités, lin, chanvre, sériciculture, tapis, friperie. Matières premières minérales: charbon, produits pétroliers, cuivre, phosphates, plomb et zinc, métaux non ferreux, divers. Produits transformés: matériel de travaux publics, tracteurs, moissonneuses batteuses, matériel mécanique, moteurs diesel, oléoduc.

### Commissions de contrôle des élections en Algérie (1958-1959)

2381

Des commissions de contrôle des élections ont été créées en Algérie lors des élections législatives du 30 novembre 1958 et lors des élections municipales des 19 et 25 avril 1959. Le but général de ces commissions, composées de magistrats métropolitains de l'ordre administratif et judiciaire, était d'assurer la liberté et la sincérité des scrutins. Cette création traduit la volonté du pouvoir politique de rétablir le processus démocratique en Algérie. En effet, les dernières élections législatives remontaient à 1953. La loi sur les pouvoirs spéciaux du 16 mars 1956, ainsi que la profonde réorganisation territoriale de l'Algérie, avait conduit à la nomination de délégations spéciales à la place des municipalités et de commissions administratives à la place des conseils généraux. En 1958, au contraire, pour la première fois en Algérie, le vote de chaque électeur devait avoir une valeur égale, grâce à l'instauration du collège unique (décret n° 58-569 du 3 juillet 1958) et à l'extension du droit de vote aux femmes de statut civil local (décret n° 58-568 du 3 juillet 1958).

Le décret d'organisation des commissions de 1958 prévoyait que la commission centrale devait rendre compte de ses activités au président du Conseil. C'est pour cette raison, sans doute, que lors de la dissolution des commissions, leurs archives ont été adressées au secrétariat général des affaires algériennes qui dépendait directement du président du Conseil. Elles ne semblent pas toutefois avoir retenu l'attention des services ministériels puisque, lors de leur classement, nombre de dossiers se trouvaient dans les enveloppes encore cachetées qui avaient servi à leur expédition.

L'intérêt de ces fonds réside essentiellement dans les rapports d'ensemble sur les conditions de la campagne électorale et du scrutin, qui donnent une vision différenciée du déroulement, globalement assez difficile, des campagnes électorales et des scrutins suivant les régions d'Algérie. Les dossiers concernant les plaintes et réclamations fournissent également des renseignements de premier ordre sur les incidents qui ont émaillé ces élections.

### 81 F 2382-2388 Commissions de contrôle des élections législatives de 1958

Le contrôle des élections, instauré par l'ordonnance du 16 octobre 1958 relative à l'élection des députés des départements d'Algérie à l'Assemblée nationale, est confiée à une commission centrale établie à Alger, composée de quatre magistrats métropolitains, qui supervise et coordonne les travaux des commissions installées dans les 18 circonscriptions électorales d'Algérie. Les commissions de circonscriptions se voient chargées de contrôler les conditions générales du déroulement de la campagne électorale et de veiller à la régularité des opérations de vote. Les commissions doivent donner leur accord préalable aux décisions des autorités locales concernant l'organisation des élections, elles sont consultées sur les décisions concernant la liberté d'expression et de réunion et peuvent proposer les mesures qu'elles jugent nécessaires. Les délégués des commissions de circonscription assurent un contrôle effectif du scrutin dans les bureaux de vote tandis que les centres de dépouillement sont présidés par un membre de la commission, chargé de la proclamation des résultats.

Une commission de contrôle a aussi été nommé lors des élections législatives partielles de la XIV<sup>e</sup> circonscription (Philippeville) qui ont eu lieu le 12 juillet 1959 pour pourvoir un siège devenu vacant par suite de l'élection comme sénateur du député de la circonscription.

Le présent fonds réunit les dossiers de la commission centrale de contrôle et des commissions de circonscriptions de 1958, ainsi que les dossiers de la commission de contrôle des élections législatives de 1959 à Philippeville.

81 F 2382 Commission centrale de contrôle. Campagne électorale et scrutin, surveillance : instructions, correspondance, notes de renseignements, rapports, procès-verbaux de réunion, résultats.

81 F 2383-2388 Commissions de contrôle des circonscriptions électorales. Campagne et scrutin, organisation, surveillance : rapports d'activités, procès-verbaux, notes de renseignement, correspondance ; plaintes, enquête.

1958-1959

1959

2383	Circonscriptions d'Alger-ville et Alger-banlieue (1958).
2384	Circonscriptions de Blida et de Médéa (1958).
2385	Circonscriptions d'Orléansville, Tizi-Ouzou, Oran-ville et Oran-campagne (1958).
2386	Circonscriptions de Tlemcen, Mostaganem, Mascara, Tiaret (1958).
2387	Circonscriptions de Constantine et Philippeville (1958-1959).
2388	Circonscriptions de Batna, Bône, Sétif, Bougie (1958).

### 81 F 2389-2415 Commissions de contrôle des élections municipales de 1959

Les commissions de contrôle des élections municipales sont instituées par le décret du 2 novembre 1958 relatif au contrôle de l'élection des conseils municipaux des communes des départements d'Algérie. La commission centrale, composée de quatre membres, a un rôle identique à celle de 1958. Les commissions de circonscription sont remplacées par douze commissions départementales, composées d'au moins trois membres. Les attributions de ces commissions sont similaires à celles des commissions de 1958. Cependant la proclamation des résultats revient aux commissions municipales de dépouillement, présidées par un délégué de la commission départementale. Les commissions devaient collecter, en outre, les procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes et les procès-verbaux des opérations par bureaux de vote.

Le fonds provient de la commission centrale et des commissions départementales de contrôle. On observe toutefois des lacunes dans les collections de procès-verbaux de dépouillement, pour le département de Tizi-Ouzou et l'arrondissement d'El Milia (département de Constantine).

#### Commission centrale de contrôle

81 F 2389	Organisation des élections : instructions, circulaires, textes réglementaire ; contrôle : procès-verbaux de réunion, communiqués de presse, résultats ; liaison avec le secrétariat général auprès du Premier ministre : correspondance, instructions.
	1959
81 F 2390	Contrôle des activités des commissions départementales de contrôle des élections municipales : fiches statistiques, rapports des présidents de commission, correspondance ; plaintes contre le déroulement des élections, réception : correspondance.
81 F 2391	1959 Rapports définitifs des présidents des commissions de contrôle départementales.
	1959

#### Commissions de contrôle départementales

Commission de contrôle du département d'Alger

O	ommission de controle du departement d'Alger					
	81 F 2392	Organisation du scrutin, réception des candidatures.				
			1959			
	81 F 2393	Réception des résultats et des réclamations.				
			1959			
	81 F 2394-2395	Procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes, verbaux des opérations par bureaux de vote.	procès-			
		versual des operations par sursual de vote.				

2394 Arrondissement d'Alger, secteur du Grand-Alger.

2395 Arrondissement d'Alger, secteur Alger-Sahel, arrondissement de Maison-Blanche.

Commission de contrôle du département de Médéa

81 F 2396 Organisation du scrutin, réception des candidatures, réception des réclamations<sup>1</sup>.

1959

Commission de contrôle du département d'Orléansville

81 F 2397 Organisation du scrutin, réception des candidatures, résultats, réception des réclamations.

1959

81 F 2398-2399 Dépouillement des votes, contrôle : procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes, procès-verbaux des opérations par bureaux de vote.

1959

2398 Arrondissements d'Orléansville, Cherchell, Duperré.

2399 Arrondissements de Miliana, Tenès, Teniet-El-Haâd.

Commission de contrôle du département de Tizi-Ouzou

81 F 2400 Organisation du scrutin, réception des candidatures, résultats : procèsverbaux des opérations de dépouillement des communes, procès-verbaux

des opérations par bureaux de vote (*lacunes*).

1959

Commission de contrôle du département d'Oran

81 F 2401 Organisation du scrutin, correspondance, candidatures, résultats.

1959

81 F 2402-2404 Procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes, procès-

verbaux des opérations par bureaux de vote.

1959

2402 Arrondissements d'Oran-ville et Oran-campagne.

2403 Arrondissements d'Aïn Sefra, Aïn Temouchent, Géryville, Méchéria.

2404 Arrondissements de Perrégaux, Sidi-Bel-Abbès, Le Télagh.

Commission de contrôle du département de Mostaganem

81 F 2405 Organisation du scrutin, correspondance, candidatures, résultats, plaintes.

1959

81 F 2406 Procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes, procès-

verbaux des opérations par bureaux de vote.

1959

Commission de contrôle du département de Tiaret

81 F 2407 Organisation du scrutin, résultats, réception des plaintes.

1959

81 F 2408 Procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes, procès-

verbaux des opérations par bureaux de vote.

1959

Commission de contrôle du département de Tlemcen

81 F 2409 Organisation du scrutin, enregistrement des candidatures, résultats :

procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes.

1959

Commission de contrôle du département de Constantine

81 F 2410 Organisation du scrutin, enregistrement des candidatures, résultats, rapports d'activités des délégués.

1959

81 F 2411-2412 Procès-verbaux des opérations de dépouillement des communes, procèsverbaux des opérations par bureaux de vote.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> À noter : dossier sur Djelfa.

2411 Arrondissement de Constantine.

2412 Arrondissements d'Aïn Beida, Aïn M'Lila, Collo, Djidjelli, Mila, Philippeville<sup>1</sup>.

Commission de contrôle du département de Batna

81 F 2413 Organisation du scrutin, réception des plaintes, rapports des délégués de la commission.

1959

Commission de contrôle du département de Bône

81 F 2414 Organisation du scrutin : correspondance, rapports d'activités des délégués de la commission, résultats.

1959

Commission de contrôle du département de Sétif

Organisation du scrutin : instructions générales, dossiers par arrondissements ; enregistrement des candidatures, réception des résultats et des plaintes.

1959

### Documentation politique : supplément (1954-1964)

Ces documents forment un supplément (4, 40 ml) aux documents cotés FR ANOM 81 F 1093-1099, du fonds du ministère des Affaires algériennes, service de la documentation, renseignements politiques.

Adressés par la présidence du Conseil, puis le Premier ministre, le ministère de l'Intérieur ou le ministère des Armées, ils avaient été élaborés par le Service de documentation et de contre-espionnage, le Service de coordination des informations nord-africaines, certains services de police, la division de renseignement de l'état-major général de la Défense nationale, le commandement en chef en Algérie, le commandement interarmées au Sahara, le commandement de la gendarmerie en Algérie.

Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE) (1954-1964)

Le SDECE, créé par le décret du 4 janvier 1946, relevait de la présidence du Conseil puis, à partir de la V<sup>e</sup> République, du Premier ministre.

### Notes de renseignement

81 F 2416-2418 Algérie (oulémas, PPA-MTLD, Union démocratique du manifeste algérien, Parti communiste, syndicats), activité de pays étrangers en Algérie, activité des nationalistes algériens en Égypte et dans d'autres pays étrangers, attitude du gouvernement égyptien, Moyen-Orient, Libye, Tunisie, Maroc, Ligue arabe, et divers sujets.

1954-1956

2416	1954
2417	1955
2418	1956

81 F 2419

Divers sujets, l'émission « la Voix des Arabes », Radio-Tunis, Salah ben Youssef et les problèmes algériens, la charte d'union des partis nationalistes, l'Association de la lutte pour la libération des peuples islamiques, des comités de jeunesse et d'étudiants, un voyage de journalistes dans les maquis algériens. 1954-1956

81 F 2420-2422 Activité du FLN et de l'ALN à l'étranger

2420	1954-1960
2421	1961
2422	janvier-juin 1962

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Manque l'arrondissement d'El Milia.

81 F 2423-2425 Activité de l'Algérie à l'étranger, activités étrangères en Algérie, situation intérieure algérienne, Maroc, Tunisie.

1962-1964

2423 juillet-décembre 1962

2424 1963

janvier-juin 1964

### Notices d'information

81 F 2426

Activités du « Gouvernement provisoire de la République algérienne » (24 octobre 1958- 22 novembre 1958, 12 octobre 1959 – 29 février 1960) ; Réactions des pays étrangers après les déclarations du 16 et du 28 septembre 1959 (12 octobre 1959) ; Propagande du FLN en Algérie, directives du GPRA, 1er octobre 1959 (16 octobre 1959) ; Au sujet d'un communiqué de la Fédération de France du FLN (31 octobre 1959) ; Analyse de déclarations de chefs rebelles algériens, divergences, 15 octobre-2 novembre 1959 (6 novembre 1959).

1958-1960

81 F 2427-2431 Le FLN et l'étranger.

1960-1962

2427 18 juillet-28 décembre 1960
 2428 10 janvier-28 mars 1961
 2429 1er avril-17 août 1961

2430 1<sup>er</sup> septembre 1961-23 février 1962

2431 3 mars-7 juillet 1962

81 F 2432

Organisations internationales, le IVe congrès du comité permanent pour la lutte contre le colonialisme dans la Méditerranée et le Moyen-Orient, Tunis, du 13 au 17 février 1961 (29 avril 1961); La situation au Maroc (6 juin 1962, 27 juin 1962, 9 juillet 1962); Maroc (10 septembre 1962); Algérie, assemblée nationale algérienne constituante (3 novembre 1962) ; Le comité pour le développement de la coopération franco-africaine, instrument du communisme en Afrique (13 décembre 1962) ; IIIe congrès de l'Union marocaine du travail (23 février 1963) ; Le MPLA , instrument du communisme international en Angola (26 février 1963); L' « Ufficio mediterraneo » (Bureau méditerranéen de la section étrangère de la direction du Parti communiste italien) (19 juin 1963); L'influence chinoise sur la III<sup>e</sup> conférence de l'organisation des peuples afro-asiatiques, Moshi, Tanganyika, 4 –11 février 1963 (19 juin 1963); Séminaire panafricain de la jeunesse, Alger, 24-29 avril 1963, jeunesse FLN – FMJD (18 juillet 1963); Activités de la CISL en faveur du Front national de libération de l'Angola (9 octobre 1963) ; Maroc, reconversion des bases américaines au Maroc (29 octobre 1963). Notices de documentation :calendrier des conférences africaines (notices des 9 avril 1963, 25 juin 1963, 14 septembre 1963, 13 décembre 1963).

1961-1963

Services de police, Service de coordination des informations nord-africaines (SCINA) (1954-1963)

81 F 2433 Notes d'information sur le FLN (1954-1957); note d'information de la Direction de la surveillance du territoire (DST) sur le Parti communiste et l'Algérie (12 janvier 1963)<sup>1</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les archives de ce service du ministère de l'Intérieur qui ont pu être conservées se trouvent dans la série FR ANOM 84 F.

État-major général de la Défense nationale. Division du renseignement. Centre d'exploitation du renseignement (CER). (1959-1964)

L'État-major général de la Défense nationale devient le Secrétariat général de la Défense nationale à partir du 24 juillet 1962.

81 F 2434 La quinzaine en Afrique du Nord

Octobre 1959-juillet 1961

81 F 2435 Fiches et notes

1960-1963

Fiche statistique mensuelle de novembre 1960 sur les activités rebelles, les pertes, les armes (23 décembre 1960). Note de l'attaché militaire à Tunis sur le GPRA et l'attitude du président Bourguiba (janvier 1961). Note d'information sur les opérations en Algérie (9 mars 1961).

Fiches thématiques de renseignement : menaces de l'ALN aux frontières, la DCA rebelle, effectifs en cadres et en civils de l'organisation extérieure de la rébellion, menace à partir de la Libye, le problème du Sahara, la menace sur le Sahara français, les finances du GPRA, les partis politiques constitués par les Européens, la pénétration et l'organisation FLN au Sahara, l'avenir du Moghreb, l'effort soviétique au Maroc, demande de renseignements sur le PCA et note de renseignements du ministère des Affaires algériennes, le GPRA et la Révolution algérienne , potentiel et perspectives militaires de l'Algérie, activités de l'ANP en territoire mauritanien, menaces contre les forces françaises et les bases militaires au Maghreb (11 février 1961- 13 novembre 1962).

Bulletin mensuel Afrique du Nord, n°1-18 (août 1961-décembre 1962).

Fiches hebdomadaires sur l'évolution de la situation puis sur l'évolution du FLN puis sur l'évolution en Algérie (27 novembre 1961-19 août 1963).

Fiches puis notes hebdomadaires d'information sur l'évolution de la rébellion puis de la situation algérienne (7 novembre 1961-9 octobre 1962). Notes mensuelles d'information : Les activités nord-africaines en métropole (mars, avril, septembre, octobre 1962), puis Les activités nord-africaines en France (mai 1963, octobre 1963). Étude sur les relations économiques du Maroc (décembre 1962). Note d'information sur le bilan pétrolier marocain (mars 1963).

81 F 2436

La quinzaine dans la Communauté et en Afrique noire, n°47 (4 décembre 1960). Conférence de renseignements sur l'Afrique, Reggan, 25-29 janvier 1961, 5 tomes (3 février 1961). Bulletin mensuel, Communauté et Afrique noire, n° 9 à 30 ; les n° 10, 21, 24-27 manquent ( avril 1962-novembre 1963). Notes d'information thématiques sur l'Afrique noire (avril 1962- avril 1964)

1960-1964

81 F 2437

Conférence de renseignements sur le Moyen-Orient, Istanbul, 22-28 octobre 1959, tome 4 [Les tomes 1 à 3 manquent] (6 novembre 1959). Bulletin mensuel, Moyen-Orient, n°8 à 21 (25 mars 1962 – 24 mars 1963). Notes d'informations thématiques sur le Moyen-Orient (mars 1962-février 1964).

1959-1964

Commandement en chef des forces en Algérie. État-major interarmées. (1959-1963)

Le Commandement en chef des forces en Algérie devient à partir du 17 juin 1961 le Commandement supérieur des forces en Algérie, et à partir du 27 juillet 1962 le Commandement supérieur des forces armées françaises en Algérie.

Bureau Études et liaisons :Evolution de la pacification au cours de 1959 (janvier 1960). 3º bureau :Evolution de la situation en Algérie en 1960 (février 1961).

1960-1963

Le bulletin est accompagné d'annexes qui consistent parfois en copies de documents FLN-ALN; quelques bulletins sont accompagnés de cartes : 30 décembre 1960 « Consignes du FLN à l'occasion du référendum », 26 mai, 2 juin, 9 juin , 29 décembre 1961, 23 février, 23 mars 1962 « Activité rebelle », 12 décembre 1962 limites des régions militaires algériennes.

2439 24 décembre 1960-9 juin 1961
2440 10 juin-29 décembre 1961
2441 30 décembre 1961-6 juillet 1962
2442 7 juillet 1962-17 janvier 1963

81 F 2443-2444 2e bureau :Bulletin mensuel de renseignements

1961-1962

Le bulletin est régulièrement accompagné de cartes sur l'activité rebelle, le découpage politicomilitaire et l'implantation FLN, les mouvements de masses et les manifestations à caractère politique, les attentats par explosif; en outre en mai 1961, carte sur l'activité FLN dans la région de Nador -Kebdani (Maroc), en juin 1961 carte sur la situation dans le Kem Kem (Maroc), en février 1962 carte sur la représentation du FLN à l'étranger, en juin 1962 carte sur les déserteurs FSNA avec armes, en octobre et décembre1962 carte sur l'implantation des forces armées algériennes.

2443 19612444 1962

81 F 2445 3° bureau :Bulletin mensuel des activités des forces en Algérie (lacunes).

1959-1962

Le bulletin est régulièrement accompagné de croquis. Le bulletin de juillet 1959 est doublé par un volume qui contient quatre suppléments : 1) Aide des forces de l'Algérie à Bizerte, 2) Compte rendu du déroulement des actions menées par les unités d'Algérie envoyées à Bizerte, 3) Les événements du 5 juillet à Alger et dans le Sahel , 4) Opération de maintien de l'ordre à Guyotville.

### Commandement interarmées au Sahara (1960-1962)

Le Commandement interarmées au Sahara devient à partir de février 1962 le Commandement supérieur au Sahara.

81 F 2446

2° bureau : Bulletin de renseignements politiques et psychologiques [par cercles administratifs] (juin 1960). Bulletin mensuel de renseignements (août 1961-janvier 1962, mars 1962). Fiche sur la tournée en ZOS du capitaine O'Callaghan (14 juin 1962). 3° bureau : Bulletin mensuel des activités des forces au Sahara (Octobre 1961-mars 1962).

### 10<sup>e</sup> Région militaire. Commandement régional de la gendarmerie (1960-1962)

Le Commandement régional de la gendarmerie devient à partir de février 1961 le Commandement de la gendarmerie en Algérie.

81 F 2447-2448 2° bureau :Synthèse mensuelle des événements intéressant la sécurité générale et l'ordre public en Algérie, puis à partir d'avril 1962 *Bulletin mensuel de renseignements*.

1960-1962

Outre ses propres graphiques, chaque synthèse est accompagnée d'un cahier de cartes et graphiques jusqu'en novembre 1961 ; en annexes figurent des copies de documents saisis.

2447 1960

2448 Janvier 1961-septembre 1962

Rapports de compagnies et groupements de gendarmerie sur les événements et l'état d'esprit depuis le cessez-le-feu du 19 mars 1962.

mai 1962

### Annexes

- I Liste des ministres et secrétaires d'État chargés des affaires algériennes
- II Responsables administratifs des services ministériels chargés de l'Algérie (1871-1965)
- III Composition de la mission d'études
- IV Organigrammes
  - 1 Organigrammes de la sous-direction de l'Algérie (novembre 1944)
  - Organigramme du service de l'Algérie et des départements d'outre-mer (février 1949)
  - 3 Organigramme de la direction des affaires d'Algérie (février 1955)
  - 4 Organigramme du secrétaire général pour les affaires algériennes (décembre 1959)
  - 5 Organigramme du ministère d'État chargé des affaires algériennes (mars 1961)
- V Commissions d'élus chargés de l'étude de la question algérienne

### Annexe I

### Liste des ministres et secrétaires d'État chargés des affaires algériennes

### Ministres, secrétaires d'État et commissaires chargés de l'Intérieur (1871-1956)

6 février 1871 François ARAGO 19 février 1871 Ernest PICARD 5 juin 1871 Félix LAMBRECHT

11 octobre 1871 Auguste Casimir-Périer

6 février 1872 Victor LEFRANC

7 décembre 1872 Eugène de GOULARD 13 mai/19 mai 1873 Auguste CASIMIR-PÉRIER

25 mai 1873 Charles BEULE 26 novembre 1873 Duc Albert de BROGLIE

22 mai 1874 Marie François BARDY DE FOURTOU
 20 juillet 1874 Général François de CHABAUD-LATOUR

10 mars 1875 Louis BUFFET 9 mars 1876 Amable RICARD

15 mai 1876 Émile Deshayes de MARCÈRE

12 décembre 1876 Jules SIMON

17 mai 1877 Marie François BARDY DE FOURTOU

23 novembre 1877 Charles WELCHE

13 décembre 1877 Émile Deshayes de MARCÈRE 4 février 1879 Émile Deshayes de MARCÈRE

4 mars 1879 Charles LEPÈRE 28 décembre 1879 Charles LEPÈRE

17 mai 1880 Ernest Jean Constans 23 septembre 1880 Ernest Jean Constans

14 novembre 1881 Pierre WALDECK-ROUSSEAU

30 janvier 1882 René GOBLET

7 août 1882 Armand FALLIÈRES 29 janvier 1883 Armand FALLIÈRES

21 février 1883 Pierre WALDECK-ROUSSEAU 6 avril 1885 François ALLAIN-TARGE

7 janvier 1886 Jean SARRIEN 11 décembre 1886 René GOBLET

30 mai 1887 Armand FALLIÈRES

12 décembre 1887 Jean SARRIEN
3 avril 1888 Charles FLOQUET

22 février 1889 Ernest Jean Constans

1<sup>er</sup> mars 1890 Léon BOURGEOIS

17 mars 1890 Ernest Jean Constans

Émile LOUBET 27 février 1892 6 décembre 1892 Émile LOUBET 11 janvier 1893 Alexandre RIBOT 4 avril 1893 Charles DUPUY 3 décembre 1893 David RAYNAL 30 mai 1894 Charles DUPUY 25 juin 1894 Charles DUPUY 17 janvier 1895 Georges LEYGUES 1<sup>er</sup> novembre 1895 Léon Bourgeois 30 mars 1896 Jean SARRIEN 29 avril 1896 Louis Barthou 28 juin 1898 Henri Brisson 18 février 1899 Charles DUPUY

22 juin 1899 Pierre WALDECK-ROUSSEAU

7 juin 1902 Émile COMBES
24 janvier 1905 Eugène ETIENNE
12 novembre 1905 Fernand DUBIEF
18 février 1906 Fernand DUBIEF

14 mars 1906 Georges CLÉMENCEAU 25 octobre 1906 Georges CLÉMENCEAU

24 juin 1909 Aristide BRIAND 3 novembre 1910 Aristide Briand 2 mars 1911 **Ernest Monis** 27 juin 1911 Joseph CAILLAUX 14 janvier 1912 Théodore STEEG Aristide BRIAND 21 janvier 1913 18 février 1913 Aristide BRIAND 22 mars 1913 Louis-Lucien KLOTZ

9 décembre 1913 René RENOULT 17 mars 1914 Louis MALVY 9 juin 1914 Paul PEYTRAL 13 juin 1914 Louis MALVY 26 août 1914 Louis Malvy 29 octobre 1915 Louis MALVY 12 décembre 1916 Louis Malvy 20 mars 1917 Louis MALVY 12 septembre 1917 Théodore STEEG

16 novembre 1917 Jules PAMS
20 ignyior 1920 Théodora S

20 janvier 1920 Théodore STEEG
18 février 1920 Théodore STEEG
23 septembre 1920 Théodore STEEG
16 janvier 1921 Pierre MARRAUD
15 janvier 1922 Maurice MAUNOURY

29 mars 1924

9 juin 1924

14 juin 1924

17 avril 1925

29 octobre 1925

28 novembre 1925

Justin de Selves

Camille CHAUTEMPS

Abraham SCHRAMECK

Camille CHAUTEMPS

9 mars 1926 Louis MALVY 10 avril 1926 Jean DURAND 23 juin 1926 Jean DURAND

19 juillet 1926 Camille CHAUTEMPS
23 juillet 1926 Albert SARRAUT
11 novembre 1928 André TARDIEU
29 juillet 1929 André TARDIEU
21 février 1930 Camille CHAUTEMPS

2 mars 1930 Camille CHAUTEMPS
2 mars 1930 André TARDIEU
13 décembre 1930 Georges LEYGUES
27 janvier 1931 Pierre LAVAL
14 janvier 1932 Pierre CATHALA
20 février 1932 Albert MATTHIEU
3 juin 1932 Camille CHAUTEMPS
18 décembre 1932 Camille CHAUTEMPS

31 janvier 1933 Camille CHAUTEMPS 26 octobre 1933 Camille CHAUTEMPS 26 novembre 1933 Camille CHAUTEMPS

30 janvier 1934 Eugène FROT
9 février 1934 Albert SARRAUT
13 octobre 1934 Paul MARCHANDEAU
8 novembre 1934 Marcel REGNIER
7 juin 1935 Joseph PAGANON
24 janvier 1936 Albert SARRAUT

24 janvier 1936 Albert SARRAUT 4 juin 1936 Roger SALENGRO 24 novembre 1936 Marx Dormoy 22 juin 1937 Marx Dormoy 18 janvier 1938 Albert SARRAUT 13 mars 1938 Marx Dormoy 10 avril 1938 Albert SARRAUT 21 mars 1940 Henri Roy

18 mai 1940 Georges MANDEL 17 juin 1940 Charles POMARET 27 juin 1940 Adrien MARQUET

### État français

12 juillet 1940 Adrien MARQUET 7 septembre 1940 Marcel PEYROUTON

16 février 1941 Amiral François DARLAN

18 juillet 1941 Pierre PUCHEU 18 avril 1942 Pierre LAVAL

### France libre: commissaires nationaux

24 septembre 1941 André DIETHELM 28 juillet 1942 André PHILIP

9 novembre 1943 Emmanuel D'ASTIER DE LA VIGERIE

10 septembre 1944 Adrien TIXIER
30 mai 1945 Adrien TIXIER
22 novembre 1945 Adrien TIXIER
9 septembre 1944 Adrien TIXIER
26 janvier 1946 André LETROQUER

24 juin 1946 Edouard Gustave DEPREUX
 22 janvier 1947 Edouard Gustave DEPREUX
 22 octobre 1947 Edouard Gustave DEPREUX

24 novembre 1947 Jules MOCH
26 juillet 1948 Jules MOCH
5 septembre 1948 Jules MOCH
11 septembre 1948 Jules MOCH
28 octobre 1949 Jules MOCH

7 février 1950 Antoine Henri QUEUILLE 2 juillet 1950 Antoine Henri QUEUILLE

11 août 1951 Charles BRUNE 20 janvier 1952 Charles BRUNE 8 mars 1952 Charles BRUNE 8 janvier 1953 Charles BRUNE

28 juin 1953 Léon Jean MARTINAUD-DESPLATS

19 juin 1954 François MITTERAND

23 février 1955 Maurice Bourgès-Maunoury

1<sup>er</sup> février 1956 Jean GILBERT-JULES

### Président du Conseil et ministres résidant

Les attributions du ministère de l'Intérieur en ce qui concerne l'Algérie sont transférés au président du Cconseil par le décret n° 56-193 du 16 février 1956. Le président du conseil en fait délégation au secrétaire d'état chargé des affaires algériennes par décret n° 56-194 du 16 février 1956.Un ministre résidant en Algérie est nommé.

### Présidents du Conseil

30 janvier 1956 Guy MOLLET, président du Conseil

12 juin 1957 Maurice BOURGES-MAUNOURY, président du Conseil

# Secrétaire d'État à l'Intérieur chargé des affaires algériennes par délégation du président du Conseil

1er février 1956 Marcel Champeix

### Ministres résidant en Algérie

1<sup>er</sup> février 1956 Georges CATROUX, ministre résidant en Algérie 9 février 1956 Robert LACOSTE, ministre résidant en Algérie

### Ministres de l'Algérie

Le décret n° 57-737 du 29 juin 1957 nomme un ministre de l'Algérie qui reçoit les pouvoirs précédemment dévolus au président du Conseil

13 juin 1957 Robert LACOSTE, ministre de l'Algérie 14 mai 1958 André MUTTER, ministre de l'Algérie

### Président du Conseil puis Premier ministre

Les attributions du ministre de l'Algérie sont dévolues au Président du conseil par décret n° 58-527 du 12 juin 1958.

### Présidents du conseil puis premiers ministres

1<sup>er</sup> juin 1958 Charles DE GAULLE 8 janvier 1959 Michel DEBRÉ

### Ministre d'État chargé des affaires algériennes

Le ministre d'État chargé des affaires algériennes reçoit les attributions auparavant dévolues au Premier ministre par le décret n° 60-1275 du 3 décembre 1960

22 novembre 1960 Louis JOXE

### Secrétaires d'État chargé des affaires algériennes auprès du Premier ministre

Le décret n° 62-1572 chargé le secrétaire d'État des attributions auparavant dévolues au ministre d'État chargé des affaires algériennes par délégation du Premier ministre

6 décembre 1962 Jean de BROGLIE

Dans le cabinet Pompidou formé le 8 janvier 1966, Jean de Broglie reste secrétaire d'État chargé des affaires algériennes mais il est placé auprès du ministre des affaires étrangères.

### Annexe II

### Responsables administratifs des services ministériels

### chargés de l'Algérie

1871-1965

### Ministère de l'Intérieur (6 avril 1871-16 février 1956)

### Bureau de l'Algérie (1871)

Avril 1871 Ernest DELABARRE, chef de bureau

### Direction de l'Algérie (18 novembre 1871-3 août 1876)

18 novembre 1871 Casimir FOURNIER, directeur

18 Juin 1873 Charles Emmanuel Brosselard, directeur

15 octobre 1875 Joseph Ducros, directeur

### Service de l'Algérie (3 août 1876-mars 1884)

3 août 1876 Ernest DELABARRE, chef de service

### Bureau de l'Algérie (mars 1884-19 février 1907)

Le bureau de l'Algérie dépend de la direction du personnel et du cabinet (mars 1884-4 novembre 1886), de la direction de l'administration départementale et communale (4 novembre 1886-5 novembre 1905) puis au cabinet du ministre (5 novembre 1905-19 février 1907).

15 novembre 1885 Chales-Célestin Jonnart, chef de bureau 1er janvier 1887 Marie-Adolphe Budin, chef de bureau

6 février 1894 ? BROUILLET, chef de bureau 12 février 1898 Léon PÉRIER, chef de bureau

9 mars 1899 Marcel DELANNEY, chef de bureau 19 mars 1899 Louis DELANNEY, chef de bureau

1<sup>er</sup> décembre 1900/1<sup>er</sup> janvier 1901 Georges Bèze, chef de bureau

### «Services algériens » (19 février 1907-11 mars 1922)

Les « services algériens» sont un service indépendant de toute direction. A partir de 1911, ils se subdivisent en deux bureaux

19 février 1907 Georges Bèze, chef de service

28 octobre 1920 Georges DUVERNOY, chef de service

### Direction des affaires algériennes (11 mars 1922-16 septembre 1927)

1<sup>er</sup> janvier 1922 Georges DUVERNOY, directeur 28 août 1924 Jean-Charles CAUSERET, directeur

1<sup>er</sup> juillet 1926 André CORNU, directeur

## Direction du contrôle, de la comptabilité et des affaires algériennes (16 septembre 1927-26 août 1940)

Les services de l'Algérie constituent les 4e et 5<sup>e</sup> bureaux de la direction.

16 septembre 1927 André CORNU, directeur
1928 Olivier CORNU, directeur 25
octobre 1932 Pierre GENEBRIER, directeur
1933 Charles PEIGNÉ, directeur
30 août 1939 Maurice SABATIER, directeur

### Direction des affaires départementales et communales (26 août 1940-21 février 1941)

26 août 1940 Maurice SABATIER, directeur

# <u>Secrétariat général pour l'administration, direction des affaires départementales et communales, sous-direction de l'Algérie (21 février 1941-1944)</u>

Secrétaires généraux pour l'administration

21 février 1941 Maurice SABATIER, secrétaire général 18 avril 1942 Georges HILAIRE, secrétaire général

Sous-directeur de l'Algérie

11 juin 1941 Marcel MICHEL, sous-directeur de l'Algérie

## <u>Direction des affaires départementales et communales, sous-direction de l'Algérie (août 1944-2</u> novembre 1945)

Directeur des affaires départementales et communales

19 août 1944 Vincent BOURREL, directeur des affaires départementales et communales

Sous-directeurs de l'Algérie

Août 1944 Marcel MICHEL<sup>1</sup>

17 mars 1945 Fernand VROLYK, sous-directeur

26 octobre 1945 Maurice PAPON, préfet chargé de la sous-direction de l'Algérie

### Direction des affaires générales, sous-direction de l'Algérie (2 novembre 1945-23 février 1949)

Directeur des affaires générales

13 décembre 1945 Raymond HAAS-PICARD

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Mis à la retraite d'office par arrêté du 6 décembre 1944.

Sous-directeurs de l'Algérie

2 novembre 1945 Maurice PAPON, préfet chargé de la sous-direction de l'Algérie

1<sup>er</sup> juillet 1947 Francis GRAËVE, sous-directeur

### Direction des services de l'Algérie et des départements d'outre-mer (23 février 1949-3 février 1955)

Directeurs du service:

23 février 1949 Pierre DAMELON, préfet chargé du service

19 septembre 1951 Eugène SIMONEAU, préfet chargé de la direction des

Sous-directeurs de l'Algérie

23 février 1949 Francis-GRAËVE, sous-directeur 11 juin 1951 Pierre ROSIER, sous directeur

### Direction des affaires d'Algérie (3 février 1955-6 novembre 1957)

Rattachée au secrétaire d'État pour les affaires algériennes (16 février 1956)

Directeur

3 février 1955 Eugène SIMONEAU, directeur

Sous-directeurs:

Pierre ROSIER, sous directeur des affaires administratives et sociales

Robert RIGARD, sous-directeur des affaires économiques et financières

### Ministre de l'Algérie (6 novembre 1957-30 mai 1958)

Direction des affaires d'Algérie

Responsables inchangés

# Présidence du Conseil (9 juin 1958-22 novembre 1960) : Secrétariat général pour les affaires algériennes

Secrétaires généraux pour les affaires algériennes auprès du président du Conseil puis du Premier ministre

18 juin 1958 René BROUILLET 24 janvier 1959 Henry INGRAND 25 novembre 1959 Roger MORIS

Directeurs et sous-directeurs de la direction des affaires d'Algérie

Responsables inchangés

### Ministre d'État chargé des affaires algériennes (3 décembre 1960-6 décembre 1962)

Christian DELABALLE, secrétaire général

Bruno de LEUSSE, chef du services des affaires politiques et de l'information

Pierre ROSIER, chef du service des affaires administratives et sociales

Robert RIGARD, chef du service des affaires économiques et financières DIJON, chef du service général

# Premier ministre : Secrétariat d'État chargé des affaires algériennes (6 décembre 1962-8 janvier 1966)

Christian DELABALLE, secrétaire général
Louis DAUGE, chef du service des affaires générales
Jacques LEGRAND, directeur de la coopération technique et culturelle
Jean-Jacques BURGARD, chef du service de la coopération économique et financière

A partir du 8 janvier 1966, le secrétariat d'État chargé des affaires algériennes dépend du ministère des affaires étrangères.

### **Annexe III**

### Composition de la mission d'études

### 1) Secrétaire général pour les affaires algériennes : René BROUILLET (nommé le 9 juin 1958)

textes : arrêté du 19 juillet 1958 ; nomination : 31 juillet 1958

Président : Pierre RACINE, conseiller d'État

Remplacé par Gilles WARNIER DE WAILLY par arrêté du

### Membres:

### Par arrêté du 31 juillet 1958 :

Michel-Jean MAFART, conseiller référendaire à la cour des comptes

Lucien PAOLI, chargé de mission au secrétariat général du gouvernement

André-Jean VILLENEUVE, sous-préfet hors classe, hors cadre

Gilles WARNIER DE WAILLY, inspecteur général des finances

Par arrêté du 23 octobre 1958 :

Robert ROCHEFORT, inspecteur général de l'administration

Par arrêté du 14 novembre 1958 :

Germain CHAUVEL, contrôleur civil

Oulid Aïssa

François PERRIN-PELLETIER, ingénieur au corps des Mines

### Rapporteurs

Jacques GISCARD D'ESTAING, auditeur à la cour des comptes

Jérôme MONOD, auditeur à la cour des comptes

Secrétaire général pour les affaires algériennes: Henry Ingrand (nommé le 24 janvier 1959)

### Président:

Gilles WARNIER DE WAILLY, inspecteur général des finance, nommé par arrêté du 3 février 1959

### membres:

### nommés par arrêté du 28 février 1959

Germain CHAUVEL, conseiller civil au ministère des Affaires étrangères

François PERRIN-PELLETIER, ingénieur du corps des mines

Pierre QUERE, commmissaire du gouvernement chérifien

Xavier BERTRAND, inspecteur du Trésor

### Par arrêté du 16 mars 1959 :

Général François PARTIOT

Par arrêté du 19 mai 1959:

Christian MELLAC, administrateur civil

### rapporteurs

Par arrêté du 19 mai 1959 (avec effet du 1er février 1959):

Henry BOUIX, administrateur civil

Philippe SAINT-MARC, conseiller référendaire à la cour des comptes

Jean GABORY du ministère de l'industrie et du commerce

Michel LECOMTE, conseiller civil

### Secrétaire général pour les affaires algériennes : Roger Moris (nommé le 25 novembre 1959)

### président :

Gilles WARNIER DE WAILLY, inspecteur général des finance, nommé par arrêté du 29 décembre 1959(effet à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1959):

### membres:

par arrêté du 29 décembre 1959(effet à partir du 1er décembre 1959):

Germain CHAUVEL, conseiller civil au ministère des Affaires étrangères

Jacques Bouteille, conseiller civil au ministère des Affaires étrangères

Christian MELLAC, administrateur civil au ministère des finances

Pierre Quere, commmissaire du gouvernement chérifien au ministère des Affaires étrangères

Capitaine Henri D'HUMIÈRES

Xavier BERTRAND, administrateur des services civils d'Algérie au ministère de l'Intérieur

Par arrêté du 8 septembre 1960 :

Gérard BERGÉ, administrateur des services civils d'Algérie

### rapporteurs

Par arrêté du 29 décembre 1959(effet à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1959):

Michel LECOMTE, conseiller civil au ministère des affaires économiques

Jean GABORY, docteur en droit, ministère de l'industrie et du commerce

Ministère d'État chargé des affaires algériennes : Pierre Joxe (nommé le 20 novembre 1960)<sup>1</sup>

### Président:

Gilles WARNIER DE WAILLY, inspecteur général des finances, par arrêté du 17 janvier 1961 :

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> La nouvelle composition de la mission d'études doit beaucoup à la commission Gazier sur les structures de l'Algérie qui a travaillé en 1960 : Gazier, Creyssel, Salusse, Mellac et Saint-Marc, Mandelkern en faisaient partie au côtés de Bacquet, Maestracci, Rogez, de Baecque et Journiac.

Remplacé par François Gazier, maître des requêtes au Conseil d'État par arrêté du 5 octobre 1961

### <u>Membres</u>

Par arrêté du 21 juillet 1961 (prenant effet à partir du 1<sup>er</sup> juin 1961):

Pierre CREYSSEL, auditeur au conseil d'État

Jean SALUSSE, auditeur au conseil d'État

Philippe SAINT-MARC, conseiller référendaire à la cour des comptes

Yves ULLMO, auditeur à la cour des comptes

### rapporteurs

### Par arrêté du 21 juillet 1961 :

Daniel VOILLEREAU, auditeur à la cour des comptes en remplacement de Pierre Creyssel.

Dieudonné MANDELKERN, auditeur au conseil d'État en remplacement de Jean Salusse.

### ANNEXE IV

### **Organigrammes**

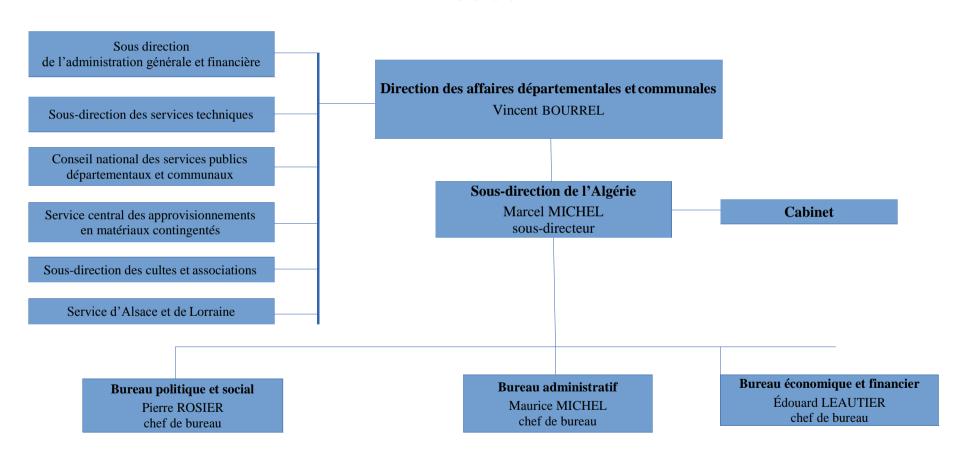
- 1. Organigrammes de la sous-direction de l'Algérie (novembre 1944)
- 2. Organigramme du service de l'Algérie et des départements d'outre-mer (février 1949)
- 3. Organigramme de la direction des affaires d'Algérie (février 1955)
- 4. Organigramme du secrétaire général pour les affaires algériennes (décembre 1959)
- 5. Organigramme du ministère d'État chargé des affaires algériennes (mars 1961)

Les caractères italiques sont utilisés pour les services dont les fonds ne sont pas conservés dans les fonds décrits dans cet instrument de recherche.

# Ministère de l'Intérieur Direction des affaires départementales et communales

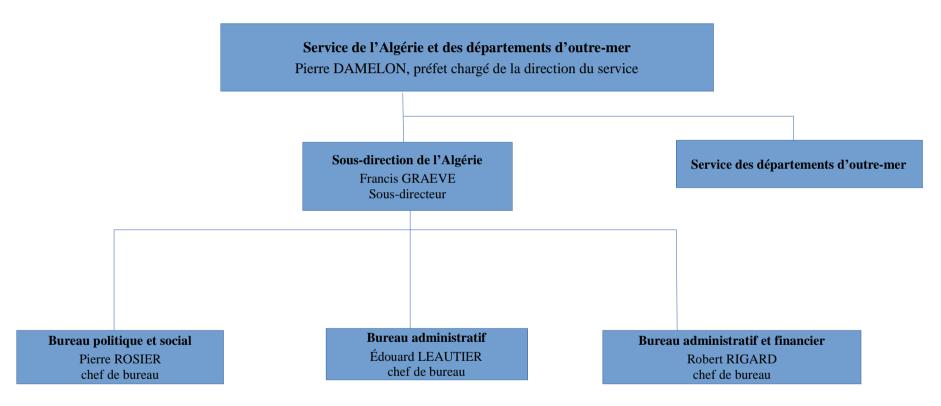
### Sous-direction de l'Algérie

### novembre 1944

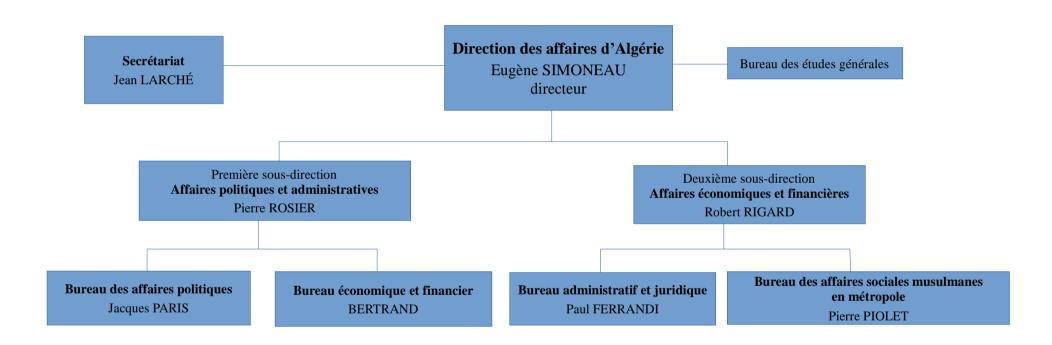


### Ministère de l'Intérieur Service de l'Algérie et des départements d'outre-mer (rattaché au cabinet du ministre)

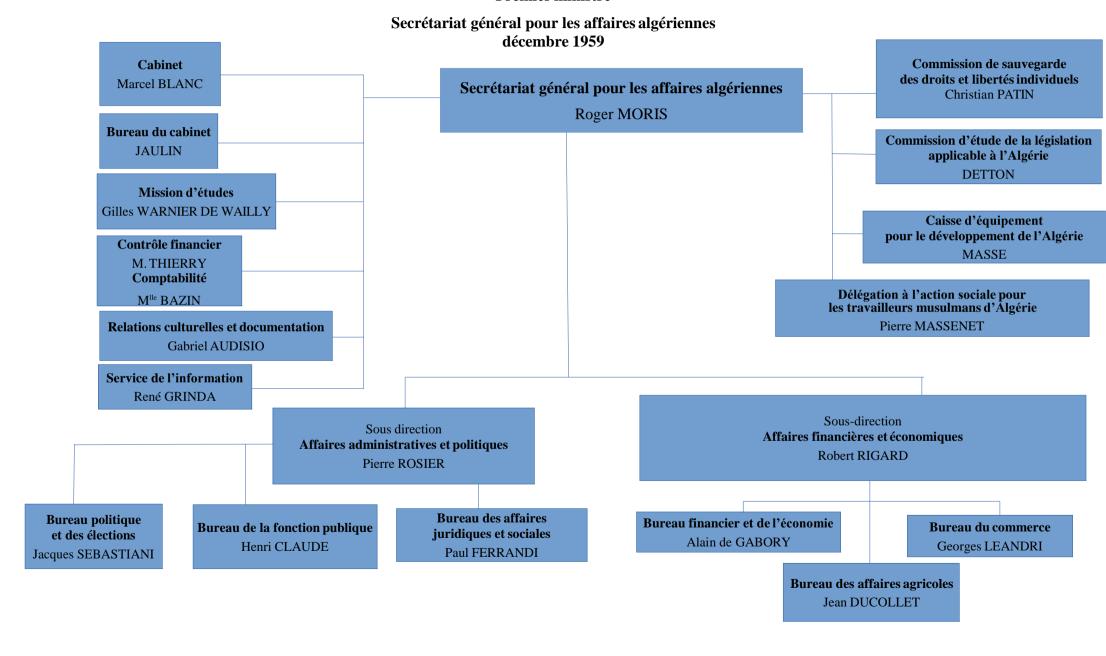
février 1949



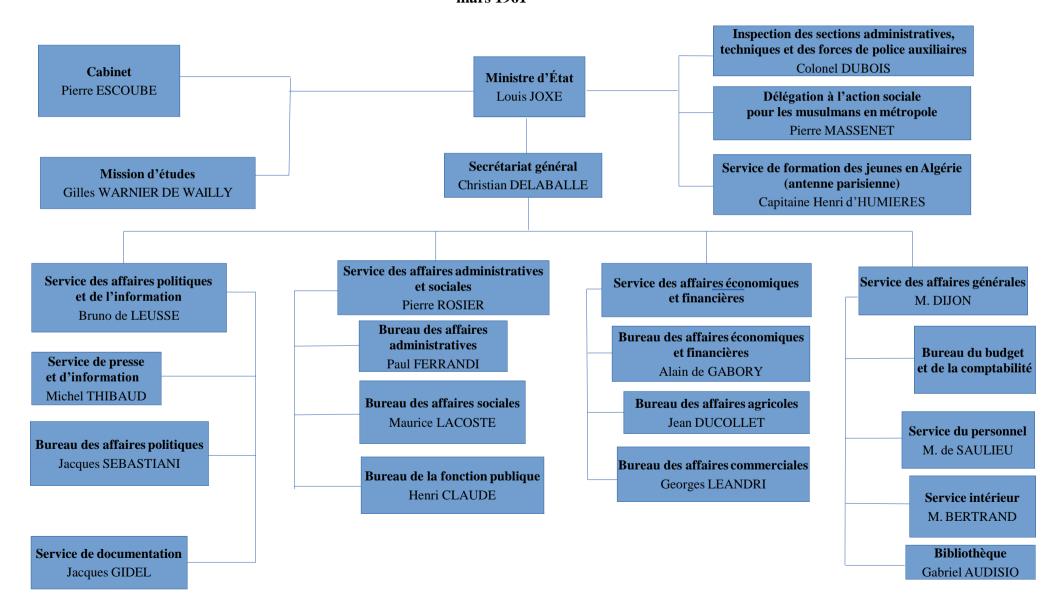
# Ministère de l'Intérieur Direction des affaires d'Algérie février 1955



### **Premier ministre**



### Ministre d'État auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes mars 1961



#### ANNEXE V

### Commissions d'élus chargé pour l'étude des questions algériennes

Les commissions d'élus sont des commissions composés d'élus algériens réunis à Paris et chargé de réfléchir sur les problèmes algériens selon quatre axes principaux : rénovation rurale, structure et rôle de la commune, structure et rôle de l'arrondissement, du département et de la région, relations entre communautés.

Préfigurées par les déclarations du général De Gaulle du 16 septembre 1959 et du 22 janvier 1960, ces commissions sont créées par le décret n° 60-686 du 18 juillet 1960, complétés par quatre arrêtés du Premier ministre datés du 8 septembre 1960 précisant leur organisation et leur mode de fonctionnement. Ces commissions se sont réunies en session plénière une première fois de septembre 1960 à janvier 1961. De février à juillet 1961, certains groupes de travail (groupe de l'élevage et les quatre groupes issus de la quatrième commission d'élus) se sont réunis. La seconde session, en mars 1962 n'a rassemblée que les trois premières commissions, la convocation de la commission sur les relations entre les communautés n'ayant pas paru opportune dans le contexte des négociations déjà engagée sur l'indépendance.

### Secrétariats des commissions d'élus

### Commission chargé de la rénovation rurale (1ère et 2e session) :

Raymond VIGUIE, préfet, commissaire du gouvernement Jacques CHIRAC, auditeur à la Cour des Comptes, commissaire adjoint

### Commission chargé de la structure et du rôle de la commune

Youcef OULID AÏSSA, maître des requêtes au Conseil d'État, commissaire du gouvernement Christian MELLAC, administrateur civil au ministère des Finances, commissaire adjoint (1ère session) Gabriel de BROGLIE, auditeur au Conseil d'État, commissaire adjoint (2e session)

### Commission chargé de la structure et du rôle de l'arrondissement, du département et de la région

Christian DELABALLE, préfet, commissaire du gouvernement Pierre CREYSSEL, auditeur au Conseil d'État, commissaire adjoint

### Commission chargée des relations entre communautés

Jacques PELISSIER, préfet, commissaire du gouvernement Jean SALUSSE, auditeur au Conseil d'État Cette commission n'a pas été convoquée lors de la deuxième session.